

Université Panthéon Sorbonne (Paris I)
Univerzita Karlova v Praze

POUR LA PATRIE, POUR LES SLAVES
Les slavissants français et leur rôle public (1863–1920)

Tomáš Chrobák

Thèse de doctorat de l'Université sous la direction
de **M. Bernard Michel** de l'Institut Renouvin de l'Université Panthéon-
Sorbonne (Paris I) et de **Mme. Lud'a Klusáková** de la Faculté des
Lettres de l'Université Charles de Prague

2008

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Les Etudes slaves au Collège de France	12
Louis Leger ou le fondateur	37
<i>Louis Leger et la Bohême</i>	41
<i>La rupture avec les Polonais</i>	49
<i>L'influence de Strossmayer</i>	55
<i>Leger et les Slaves du Sud</i>	69
<i>Guerre 1870–1871</i>	86
<i>La Correspondance Slave</i>	108
<i>A la découverte de la Russie</i>	112
<i>Leger professeur</i>	135
<i>Louis Leger et la Bulgarie</i>	146
<i>Le projet panslave</i>	158
Ernest Denis ou le propagandiste	
<i>La formation et la carrière</i>	175
<i>L'intellectuel et la guerre</i>	226
André Mazon ou l'informateur	260
<i>Dans les Balkans</i>	262
<i>En Russie</i>	280
Louis Eisenmann ou le diplomate	292
La tentative de la typologie	335
Conclusion	353
Sources inédites	367
Littérature	368

INTRODUCTION

Les études slaves représentent en France une science relativement jeune, qui commence à gagner du terrain, malgré d'évidentes difficultés, dans les années 1840. Dès le début, l'instauration d'une chaire de «la littérature d'origine slave» au Collège de France, incarnée dans ses débuts par le grand poète polonais Adam Mickiewicz, n'est pas uniquement une affaire purement scientifique: la politique est largement présente derrière cet évènement. Mieux connaître le monde slave devient avec le temps une nécessité pour la France, qui avait cruellement senti son isolement au cours de la guerre de 1870–1871. Un nouveau coup d'envoi est donné par l'alliance russe des années 1890. Les études slaves n'ont jamais été une science «pure», enfermée dans les cabinets des savants. Les intérêts stratégiques, économiques, militaires, y sont perceptibles dès le début.

L'ambition de ce travail n'est pas de présenter au lecteur une histoire exhaustive des études slaves dans la deuxième moitié du 19^e et au début du 20^e siècle. Les recherches nécessaires dépasseraient largement les limites de cette thèse. Notre objectif est d'en donner une image plus restreinte et plus personnifiée, de porter notre attention sur quelques personnages, qui nous offrent l'image d'intellectuels engagés, profondément ancrés dans leur époque, et qui ne sont pas des hommes de cabinet, mais souvent des hommes d'action.

Dans notre ouvrage, l'intellectuel sera donc un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie, ni simple catégorie socioprofessionnelle, ni simple personnage, irréductible. Il s'agira d'un statut, comme dans la définition sociologique, mais transcendé par une

volonté individuelle, comme dans la définition éthique, et tourné vers un usage collectif.¹

Parmi les hommes susceptibles de nous intéresser, nous avons choisi quatre personnages à même de documenter le parcours des intellectuels slavissants de 1863 à 1920 dans les milieux et les situations les plus divers. Après longue réflexion, nous avons arrêté notre choix sur Louis Leger, Ernest Denis, André Mazon et Louis Eisenmann. Ces personnages nous apportent les formes différentes de l'instrumentalisation de la science.

Il convient d'abord d'expliquer le choix des dates. Celle de 1863 nous paraît assez importante. C'est à cette époque que, par un simple hasard, Louis Leger commença à s'intéresser au monde slave. Grâce à lui, les Slaves, jusque là simple curiosité où mode passagère, ont intégré le domaine de la science. Louis Leger ne fut certes pas exempt des faiblesses, on pourrait reprocher un caractère quelque peu superficiel à ses travaux, souvent peu originaux. Malgré toutes ses limites, Louis Leger est sans doute le père des études slaves en France. La date de 1920 représente quant à elle la fin d'une époque. La guerre mondiale terminée, les accords de paix signés, une nouvelle étape s'ouvre pour les slavissants, ainsi que pour l'humanité. Les études slaves cessent d'être une science représentée par un nombre très restreint de spécialistes. Elles consolident leurs positions dans le monde universitaire (avec entre autre la création de l'Institut d'études slaves) et gagnent une assise plus large en province.

¹Pour comprendre le contexte intellectuel voir CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris 1996, JUILLARD Jacques - WINOCK Michel, *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris 1996, ORY Pascal - SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris 1986.

Il faut donc incontestablement commencer par la personnalité complexe de Louis Leger. Celui-ci a fait sortir les études slaves de l'emprise des émigrés polonais et des amateurs cultivés mais dépourvus de formation suffisante. C'était le cas de son précurseur au Collège de France Cyprien Robert, journaliste doué et observateur clairvoyant, mais autodidacte manquant totalement d'approche scientifique. S'il a introduit la méthode critique, il était cependant aussi un intellectuel engagé, attiré toute sa vie par les affaires publiques. Dans sa jeunesse, il joua un rôle politique important en tant que médiateur et pionnier des relations des peuples slaves avec sa patrie. C'est également lui qui a fait des études slaves une discipline jouissant du respect et d'un certain prestige dans les milieux académiques. Ce qui nous attire, c'est la polyvalence de Leger. Tout l'intéresse: les Polonais, les Tchèques, les Serbes, les Croates et les Slovènes, les Russes, les Bulgares. Il ne fut certes pas isolé parmi les savants de son temps. On voit de la même époque des universitaires penchés sur la problématique de la Réforme tchèque comme Rodolphe Reuss, on peut aussi apprécier les activités d'Anatole Leroy-Beaulieu ou de Melchior de Vogüé, pour ne pas citer le rôle intéressant de Saint René Taillandier, qui, malgré ses réels mérites, ne fut pas spécialiste dans le domaine des études slaves. Mais personne d'entre eux n'avait la largeur des connaissances de Saint René Taillandier ni ses contacts dans les différents milieux. Autre argument, sa longévité. Sa vie englobe toute la période qui nous intéresse. Pour toutes ces raisons, le choix de Leger nous paraît légitime.

Ernest Denis est un autre type de personnage. Il incarne parfaitement la génération traumatisée par la guerre franco-prussienne de 1870–1871. Mais l'intérêt de Denis ne repose pas dans son expérience

militaire. Cette défaite et le choc qu'elle entraîna furent un des mobiles de son intérêt pour le monde slave. Il représente en même temps un intellectuel républicain modèle. Lui non plus n'est pas le cas solitaire. Son contemporain Alfred Rambaud, dont le parcours est similaire, devint un excellent russisant. Mais Rambaud n'est pas resté fidèle à sa vocation d'origine. Il abandonna sa carrière d'intellectuel engagé pour celle de politicien. Même par ses activités scientifiques, Rambaud déborda largement du cadre de sa spécialisation.

Pendant la Première guerre mondiale, Denis se mue en intellectuel belliqueux, propagandiste militant. Son activité de propagande se manifeste dans trois domaines. Ami des Slaves, surtout des Tchèques et des Yougoslaves, il défend leurs positions devant le public français avec une vigueur hors pair. Mais son activité ne se limite pas à cela. Il est aussi un patriote combatif, partisan de la guerre à outrance et n'a de cesse de démasquer les complots allemands et les traîtres dans son propre camp. Pour lui, la guerre doit être le prélude à l'assainissement moral de la France et au renouveau des valeurs républicaines. En même temps, il conseille son gouvernement dans le Comité d'études. A son côté, on voit aussi Emile Haumant, son collègue à l'université, Paul Boyer et d'autres. Mais sur champ de la propagande, l'activité intellectuelle de Denis est la plus complexe.

On retrouve cependant aussi les slavissants sous les drapeaux au sens propre. Parmi les slavissants en uniforme, nous avons choisi André Mazon. On pourrait, bien sûr trouver d'autres exemples, comme Jules Legras, qui passa la guerre en Russie, d'abord auprès du quartier général russe, puis avec la mission du général Janin en Sibérie, ou encore le futur spécialiste de la vie spirituelle en Russie au Moyen Age, Pierre Pascal,

devenu ensuite bolchevique.² Mais le parcours d'André Mazon est le plus intéressant. Mettant à profit ses bonnes connaissances du bulgare, du serbe et du russe, il fut d'abord interprète de la marine dans la Méditerranée, puis membre du deuxième bureau sur le front de Salonique, avant de terminer sa carrière militaire en Russie. A la fois interprète, enseignant, diplomate, homme des services secrets, il connut un parcours militaire incomparable.

Le quatrième et le dernier protagoniste de notre travail est Louis Eisenmann. L'importance de celui-ci, malgré les services qu'il rendit à la France et à la résistance tchécoslovaque pendant la guerre, réside surtout dans ses activités dans les premières années qui ont suivi le conflit, au cours desquelles ce savant universitaire devint agent de liaison. Pendant son séjour en Tchécoslovaquie, il fut un défenseur acharné des intérêts de la France en Europe centrale non seulement dans le domaine de la culture et de l'éducation, mais aussi sur le plan économique, conscient qu'il était que les bonnes relations économiques entre la France et l'Europe Centrale étaient indispensables pour le maintien de la position française sur le continent. Ses activités de diplomate sont considérables et de grand intérêt.

Nous avons donc là quatre personnages qui donnent une image du cheminement des études slaves en France pendant plus d'un demi-siècle, période assez longue et variée dont l'appréhension nécessite donc la prise en considération d'une variété de sources.

La littérature n'est pas en revanche spécialement abondante. Pour les travaux qui nous donnent une idée générale sur les relations

²Voir LEGRAS Jules, *Mémoires de Russie*, Paris 1921; PASCAL Pierre, *Mon journal de Russie, à la mission militaire française 1916-1918*, Lausanne 1975.

intellectuelles, il faut mentionner surtout les travaux d'Ernst Birke, consacrés au rôle des slavissants dans les rapports entre la France et l'Europe centrale et orientale qui retracent notamment les activités des journalistes, mais aussi de personnages tels que Mickiewicz, Cyprien Robert, Louis Leger et Ernest Denis à l'aide principalement des archives de Paris et Prague.³ On notera aussi les intéressants ouvrages de Mme. Bohumila Ferenčuhová, auteur d'une étude comparée du rôle des slavissants pendant la Première guerre mondiale.⁴ Son attention se focalise surtout sur leurs projets de l'avenir de l'Europe Centrale. Le rôle des slavissants est également étudié par Stéphane Reznikow dans son œuvre exhaustive sur les relations franco-tchèques avant 1914.⁵ Le personnage d'Ernest Denis a la chance d'avoir été décrit par son ami et admirateur Jindřich Vančura dans une biographie publiée en 1923.⁶ En revanche, il n'existe aucune biographie savante de Louis Leger.⁷ Pour cette raison, nous avons utilisé ses Souvenirs d'un slavophile, ainsi que ses autres écrits de caractère autobiographique.⁸ Le double portrait de Louis Leger et Ernest Denis par Antoine Marès est lui aussi digne d'attention.⁹

Parmi les sources des archives, les informations les plus importantes sont déposées dans les Archives Nationales de Paris. On y

³BIRKE Ernest, *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert. Beitrage zur Politik und Geistesgeschichte*, Koeln-Graz 1960.

⁴FERENČUHOVÁ Bohumila, *Francúzski slavisti a česko-slovenský odboj*. In. *Slovanské štúdie*, 1992, n. 1, p. 48-74.

⁵REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris 2002.

⁶VANČURA Jindřich, *Arnošt Denis*, Praha 1923.

⁷Sur Louis Leger existe une brève étude de HRABOVÁ Libuše, Louis Leger slavofil. In. *Acta Universitatis Palackianae Olomucensis Historica*, n. 27, 1996, p. 33-38; Parmi les travaux de l'époque citons PASTRNEK František, *Louis Leger*, Praha 1923; ČENKOV Emanuel, *Louis Leger de l'Institut de France, Hommage de la ville royale de Prague à l'occasion du soixante dixieme anniversaire de sa naissance*, Praha 1913.

⁸LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile, Paris 1905*. Voir aussi Souvenirs d'un vieux professeur. In. *Revue internationale de l'enseignement*, 1908.

⁹MARES Antoine, Louis Leger a Ernest Denis, profil dvoch francúzskych bohemistov 19. storočí. In. FERENČUHOVÁ Bohumila (ed), *Francúzsko a Stredná Európa*, Bratislava 1995, p. 55-73.

trouve les renseignements précieux dans les dossiers personnels sur les carrières professionnelles d'Ernest Denis, d'Alfred Rambaud et de Louis Leger. Quant aux personnalités de Louis Eisenmann, André Mazon, cette source est plutôt décevante. Une partie assez importante des archives Leger se trouvent à Prague. Les lettres adressées par lui à différents personnages français ou provenant des pays slaves sont gardées dans les archives du Musée de la littérature tchèque (Památník národního písemnictví), où ils furent déposés par le littérateur tchèque Hanuš Jelínek. On trouve aussi une correspondance assez significative dans les fonds Pinkas et Frič. La correspondance documentant ses relations avec František Ladislav Rieger est déposée dans les archives du musée national. Certains documents d'ordre personnel, y compris sa correspondance privée provenant des archives familiales m'ont été aimablement communiqués par M. Antoine Marès.

Pour la connaissance des détails de la vie d'Ernest Denis, et de ses opinions politiques et scientifiques, sa correspondance avec Soběslav et Ladislav Pinkas, déposée au Památník est une source précieuse. Ces lettres permettent d'observer avec précision l'évolution intellectuelle de Denis. Nous avons par ailleurs eu accès aux archives privées de Mme. Jacqueline Le Monnier, petite fille d'Ernest Denis à Nancy. Les informations utiles sur la jeunesse d'Ernest Denis et sur ses activités pendant la Première guerre mondiale se trouvent également dans les papiers de son camarade de l'ENS Georges Renard, déposés dans la Bibliothèque historique de la ville de Paris

Pour André Mazon, nous avons consulté son fond aux archives départementales à Bourges qui nous a avant tout fourni les détails intéressants de sa carrière dans les Balkans. La compréhension de sa

personnalité nécessite la consultation des archives de son mentor et ami, Paul Boyer, déposées au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France. Pour éclaircir les rapport de Boyer et Mazon avec les différentes institutions civiles et militaires, nous nous sommes référés aux Fonds de l'Ecole des langues orientales, déposés aux Archives nationales de Paris. Ceux-ci nous montrent également les activités de Boyer en tant que directeur de l'Ecole.

Dans les archives du Collège de France, nous avons trouvé quelques documents sur la carrière de Leger et de Mazon, ainsi que quelques renseignements sur le destin d'Aleksander Chodźko. Les informations sur Adam Mickiewicz et Cyprien Robert y sont décevantes.

Concernant Louis Eisenmann et sa participation à la mission militaire en Tchécoslovaquie, on trouve beaucoup de matériel intéressant, traitant ses activités politiques, culturelles et diplomatiques dans les fonds Pellé des archives de l'Institut de France.

Les informations sur les carrières universitaires des slavissants ont été obtenues par l'étude de leurs dossiers aux Archives Nationales, (fonds du ministère de l'Education nationale). C'est également là où de trouvent les papiers personnels d'Alfred Rambaud qui contiennent sa correspondance privée et les documents relatifs à sa carrière politique et universitaire.

Le présent travail n'aurait pu être réalisé sans la bourse du Gouvernement français. Il est également indispensable de remercier à mes directeurs de thèse M. Bernard Michel de l'Institut Pierre Renouvin de l'Université Panthéon Sorbonne et à Mme Klusaková de l'Institut de l'Histoire mondiale de la Faculté des Lettres de l'Université Charles de Prague. A M. Antoine Mares, je dois ses précieux conseils. Mme.

Jacqueline Le Monnier et M. Leger avaient l'amabilité de me permettre l'accès aux archives de leurs ancêtres.

LES ETUDES SLAVES AU COLLEGE DE FRANCE

Les débuts organisés des études slaves prennent leur source au Collège de France et ils sont inséparablement liés avec le nom du grand poète romantique polonais Adam Mickiewicz. Cet enseignement fut le fruit d'une coïncidence particulière. Les circonstances en étaient particulièrement favorables. Après la défaite de l'insurrection polonaise de 1830, Paris devint le centre naturel de la grande émigration polonaise. Ses membres gardaient encore un souvenir précieux de la période napoléonienne et furent des grands francophiles. En dehors des officiers de l'armée insurrectionnelle battue, c'étaient surtout les membres de l'élite culturelle qui choisirent la capitale française comme lieu d'asile. Avec la présence du prince Adam Jerzy Czartoryski, Paris reçut le statut incontestable du centre de l'émigration polonaise.¹⁰ Autour de ces exilés flamboyants, un cercle des polonophiles vit rapidement le jour. Les Polonais de Paris savaient attirer les grands noms de la culture française comme George Sand, Lamartine, De Vigny, Sainte-Beuve, Montalembert, Michelet, Quinet, Leroux et beaucoup d'autres. Le climat parisien fut donc favorable. Les circonstances politiques favorables apparurent en 1840, ou la France adopta sous la présidence d'Adolphe Thiers une attitude militante vis-à-vis les autres puissances dans la question orientale. La perspective de la guerre contre la Russie, la Prusse et Angleterre attira fit au projets de l'émigration polonaise un climat assez favorable.

¹⁰Sur les activités de Czartoryski voir par exemple HANDELSMAN Marcei, *Adam Czartoryski*, Warszawa 1948-1950.

Le projet venait d'un Français marié à une cousine du poète, Léon Faucher, directeur du *Courrier français* et futur homme politique sous le Second Empire. Son frère, le publiciste distingué Paul Faucher, beau-frère de Victor Hugo avait épousé une Polonaise, cousine de Céline Szymanowska, femme de Mickiewicz et avait pour le poète une vive admiration. Il voulait lui assurer à Paris une situation plus digne que celle de professeur de littérature latine qu'il occupait à Lausanne et espérait également que sa présence à Paris serait utile à la cause de la nation polonaise. Cette cause était loin alors de sembler désespérée, et beaucoup de publicistes libéraux français, émus par l'insurrection tragique de 1830–1831, voyaient dans la Pologne reconstituée l'alliée indispensable de la France révolutionnaire contre l'autocratique Russie tsariste, gardienne de l'ordre instauré en Europe après 1815. Mickiewicz, l'un des plus grands poètes polonais de tout les temps, avait en 1840 42 ans. Il fut à ce moment- là pratiquement à la fin de sa carrière littéraire. Après avoir terminé *Messire Thadée* en 1834, il «brisa sa plume» et il retournait seulement sporadiquement dans le domaine de la poésie. Son exil est devenu définitif, il n'avait plus la possibilité de retourner dans sa patrie. Il sombrait progressivement dans un profond pessimisme dont il ne se débarrasserait plus jamais.

«La Pologne, écrivit Faucher à Mickiewicz quelques jours plus tard, doit renaître littérairement à Paris avant de se relever politiquement; vous avez une épée qui est la parole: on vous demande de vous en servir ici.»¹¹

De concert avec le prince Adam Czatoryski, le chef reconnu de l'émigration polonaise, Faucher fournit les éléments du rapport qui devait

¹¹ MICKIEWICZ Adam, *Correspondance (1820–1855)*, Paris 1924, p. 142.

être présenté au roi. Louis-Philippe était assez mal disposé à accepter le projet. Très prudent, il craignait que la nomination de Mickiewicz ne fût considérée comme un défi adressé à la Russie. Ses scrupules auraient été vaincus entre autre grâce à la duchesse d'Orléans, à laquelle Goethe avait autrefois signalé le génie poétique de Mickiewicz. Cousin aurait pu avoir lui aussi quelques préjugés contre le candidat qu'on lui proposait; Mickiewicz l'avait fort mal traité dans son *Livre des pèlerins polonais*, traduit par Montalembert en 1833. «Dans votre pèlerinage, disait le livre, est-ce que les mendiants ne vous ont pas plus secourus que les princes? Et dans vos combats, dans vos prisons, dans vos misères, est-ce qu'une prière ne vous a pas plus secours que la science de Voltaire et de Hegel qui est comme du poison, et la science de Guizot et de Cousin qui est comme des moulins vides?»¹²

Cousin, «le moulin vide», ignorait-il peut être ces paroles, ou bien ne lui en tint en rigueur. Il écrivit personnellement à Mickiewicz pour lui annoncer qu'il le proposerait au choix du souverain, et pour lui signifier qu'il attendait de lui un enseignement purement scientifique:

«Votre présence à Paris, lui disait-il, sera déjà par elle-même un événement d'une assez grande signification politique. Mais je ne dois songer et je ne songe qu'à la science et à la littérature. C'est une œuvre de littérature que je me propose et rien de plus. Je vous parle ici, monsieur, comme un honnête homme à un honnête homme. Les Polonais forment à Paris un parti qui excite à bon droit les sympathies généreuses la jeunesse. Ces sympathies s'attacheront naturellement à vous; mais je désire vivement que le ton de votre enseignement, en confirmant la haute estime qui vous est due, maintienne à l'établissement de la chaire

¹² MAZON André, *Les études slaves au Collège de France*, Paris 1930, p. 5.

nouvelle le caractère tout littéraire qui lui appartient. Je me flatte que vous comprenez, monsieur, et que vous prenez en bonne part mes scrupule: ils me sont dictées par mes devoirs.»¹³

Cette lettre est du 10 avril 1840: le ministre y tenait un langage essentiellement correct et loyal; mais les amis du poète étaient moins prudents. Le lendemain même, Léon Faucher écrivait à Mickiewicz: «La chaire à laquelle on vous appelle a un caractère politique; on veut créer un centre au moins littéraire à la nationalité polonaise dans l'exil. Le poète, comme le révèle sa correspondance, était fort embarrassé; il n'aimait guère Paris et sentait que son rôle y serait très difficile. Mickiewicz n'était pas en plus très attiré par le poste proposé.

Dans sa correspondance avec sa femme, son frère Franciszek, le prince Adam, ses amis Ignacy Domeyko, Bohdan Zaleski et François Faucher, on suit pas à pas sa vie durant ces années décisives: les misères du logement de la rue du Val de Grâce, la «répugnance invincible du Lituanien pour le pavé de Paris», l'attrait de Lausanne et de Genève, où l'immigré de Kovno s'était établi comme professeur d'une école privée suisse, après dix-neuf ans de vie errante.

Dans un premier temps, il refusa la proposition de Victor Cousin par une lettre de 15 avril 1840. Mickiewicz répondit poliment à l'offre faite par le ministre, invoquant sa position stable et inamovible à l'académie de Lausanne, garantie par le gouvernement cantonal.»¹⁴

Il finit néanmoins par accepter. Léon Faucher pouvait annoncer à Victor Cousin le succès de sa démarche.

¹³BIRKE Ernest, *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert. Beitræge zur Politik und Geistesgeschichte*, Koeln-Graz 1960, p. 89-80.

¹⁴MAZON André, *Mickiewicz au Collège de France*, Paris 1951, p. 12-13.

«Mon cher Ministre,

Je reçois une réponse de Mickiewicz, qui acceptera avec reconnaissance le cours où il vous plairait de créer une chaire pour lui. On le presse, en ce moment, de prendre des engagements définitifs avec le petit gouvernement de Lausanne; mais il est effrayé de l'instabilité de la démocratie helvétique et comprend d'ailleurs à merveille la mission qu'il lui serait donné ici de remplir.

Je n'ai pas voulu différer de vous donner cette bonne nouvelle, mais je ne serai pas en mesure, avant samedi matin, de vous porter la note que vous avez bien voulu me demander. Toute la Pologne exilée est dans la joie. Le prince Czartoryski se propose de vous porter les remerciements de ses compatriotes. Il n'est personne qui ne doute que cette création vous fera le plus grand honneur.»¹⁵

Le 20 avril, Cousin présentait à la Chambre des députés l'exposé des motifs du projet de loi qui ouvrait un crédit pour la création d'un enseignement nouveau: celui de la langue et de la littérature slave. Le rapport entassa les erreurs les plus graves. Il évaluait le nombre des Slaves de Turquie à 2 millions (au lieu de 6 au moins), affirmait que le polonais était le plus parlé des idiomes slaves, rejetant le russe au second rang.¹⁶

Mickiewicz, qui détestait la Russie, fut très froissé par ce passage: «J'ai lu l'exposé des motifs, écrivait-il à Léon Faucher le 25 mai. Je prévoyais bien le rôle que le russe devait jouer parmi les littératures slaves. On lui a fait la part du bon, c'est pourquoi j'ai été très réservé

¹⁵MAZON André, *Les études slaves au Collège de France*, Paris 1930, p. 5.

¹⁶MAZON André, *Les études slaves au Collège de France*, Paris 1930, p. 6.

dans ma réponse au ministre. J'entends accepter cette place en ma qualité de professeur, de littérateur, de savant, de cuistre.»¹⁷ Pour le poète, l'idée de devoir se limiter à un enseignement purement scientifique semble une sorte de pis aller. Il considérait ce chaire même comme une sorte de sacrifice: «Je serai obligé d'accepter la chaire, écrit-il à son ami Bohdan Zaleski le 2 juillet 1840, pour qu'un Allemand ne s'y introduise pas et n'aboie pas de là contre nous (...)

Si on m'appelle à une chaire inamovible, écrivit-il le 17 juillet à Adam Czartoryski, j'accepterai surtout pour défendre ce poste scientifique des spéculations des Allemands défavorables à notre cause et l'assurer dans l'avenir aux Polonais (...) En ce qui concerne la manière dont il faut tenir le cours et l'esprit de l'enseignement, je partage tout à fait vos idées; chaque situation a sa politique, autres sont les obligations des ministres, autres celles du journaliste, celles du professeur; pour agir efficacement en chaire il faut se renfermer rigoureusement dans le domaine de la science.

Cependant je ne puis donner au ministre aucune assurance, aucune garantie»¹⁸

Le rapport déposé par Victor Cousin était plein d'erreurs, mais personne ne les remarqua ni à la Chambre des députés ni à la Chambre des Pairs. Ce qui fut contesté, ce fut l'existence même de la littérature slave. A la Chambre des députés, Pierre René Auguis (1786–1846), député de Deux-Sèvres se fit remarquer par la violence de son opposition, à la fois ignorante et xénophobe.

¹⁷ MAZON André, *Mickiewicz au Collège de France*, Paris 1951, p. 48.

¹⁸ MICKIEWICZ Adam, *Correspondance (1820-1855)*, Paris 1924, p. 124.

«La langue slave, disait-il, n'est pas une langue littéraire, à proprement parler. Qu'est-ce, qu'une langue littéraire? C'est une langue qui, dans ses divers dialectes a des monuments littéraires assez importants pour que l'étude en soit faite avec soin. Je demanderai à la Chambre, quels sont les monuments littéraires écrits en langue slave, quels sont les monuments littéraires de la Pologne, de la Russie, de la Lituanie, de Hongrie (sic!), de la Dalmatie, de la Styrie, de la Carinthie. Chez les Slaves, tout ce qui a un caractère original est une traduction plus ou moins bien faite d'ouvrages qui appartiennent à la France ou à la Germanie

Je sais bien pour qui la demande a été faite, mais je dis qu'il n'est pas de la dignité de la nation d'aller donner une chaire dans un établissement français à un poète étranger.»¹⁹

Personne évidemment n'était en mesure de donner à l'orateur une réponse scientifique. Paradoxalement, Auguis qui fut également un littérateur aux intérêts éclectiques, avait écrit un livre sur ces pays slaves qu'il connaissait si peu – *Histoire de Catherine II*.²⁰ La chaire, si violemment et si stupidement attaquée par Auguis, fut défendue par Alphonse Amaranthe Dugommier Denis (1794–1876), député du Var. Denis, ancien officier napoléonien était un littérateur distingué. En dehors de l'histoire de Provence, il s'intéressa également à culture hindoue. Il a publié de 1843 à 1848, avec Abel Hugo, une *Revue Orientale*. Dans une intervention, il exposa en termes flatteurs le rôle de la France, «d'être la propagatrice des lumières et de la civilisation». A côté de ces arguments moraux il invoqua même des arguments

¹⁹ MAZON André, *Les études slaves au Collège de France*, Paris 1930, p. 43.

²⁰ Auguis publia était surtout un éditeur souvent inexact des œuvres littéraires du 17^e et du 18^e siècle. Parmi ces ouvrages on peut citer *Révélations indiscrettes du XVIII^e siècle*, Paris 1814 et *Conseil du trône*, Paris 1823.

scientifiques; mais là, il n'eut pas la main heureuse, il citant des chants apocryphes et des textes runiques fictifs. A la Chambre des Pairs, le baron Joseph Marie de Gérando (1772–1842), philosophe et publiciste, qui fut l'auteur d'une histoire de philosophie fit entendre un langage plus élevé et vraiment scientifique. Le projet de Victor Cousin fut voté; mais au bout de compte, personne ni parmi ses défenseurs, ni parmi ses adversaires, n'avait une idée bien nette du domaine scientifique du nouvel enseignement et des services qu'il était appelé à rendre.

Pendant ce temps, le chef de exil polonais, le prince Adam Czartoryski faisait tout son possible pour rappeler les qualités de Mickiewicz. Dans une lettre du 5 août 1840 adressée à Victor Cousin; il la présentait d'une manière suivante:

«Mickiewicz, auquel j'ai fait part de la dernière conversation que j'avais eu l'avantage d'avoir avec vous à son sujet, me confirme, dans une lettre que je viens de recevoir de sa part, ce que je savais du reste, et que je m'étais empressé de vous dire, savoir: qu'il parlait le russe comme le polonais, et qu'il était parfaitement au fait de la langue et de la littérature bohême. Il a même fait un voyage et séjourné à Prague, pour y faire une connaissance personnelle avec les littérateurs les plus distingués de la Bohême. Connaissant ces trois dialectes, Mickiewicz approfondira facilement la littérature servo-illyrienne, dont il s'est déjà occupé.»²¹

En fin des comptes, malgré ses réticences, Mickiewicz fut très flatté par l'éventualité de sa nomination, comme l'atteste sa lettre à Victor Cousin du 16 août: «La chaire de littérature slave étant définitivement établie, si vous voulez bien, Monsieur le Ministre, donner

²¹MAZON André, Une correspondance Mickiewicz, Victor Cousin, Cyprien Robert. In. *Revue des littératures comparées*, Paris 1951.

suite au projet de m'y appeler, vous me trouverez maintenant prêt à me mettre à la disposition du gouvernement. Je vois de nouveaux motifs d'accepter cette place, dans l'intérêt que vous daignez, Monsieur le Ministre, prendre à ma nomination, ainsi que dans l'objet de l'enseignement proposé, dont l'importance, vivement sentie par mes compatriotes, commence à être appréciée par les savants de tous les pays (...)

Malgré la diversité des opinions et des intérêts qui divisent nos races, Votre création, Monsieur le Ministre, grâce à son caractère purement littéraire, répond aux sympathies éclairées des Polonais, aussi bien qu'à celles des Bohèmes et des Russes. Tous les Slaves dans cette occasion se réunissent, j'en suis sûr, dans un commun sentiment de reconnaissance pour le Gouvernement de Sa Majesté.

Comme Polonais, je suis très flatté d'être appelé le premier au poste de représentant littéraire de nos nationalités auprès de la jeunesse de Paris. Il me serait doux de pouvoir reprendre les études auxquelles j'avais consacré une partie de ma vie et qui n'ont pas cessé de m'occuper. Je serai heureux d'être employé au service d'une nation qui nous est chère à tant de titres, et de répondre au vœu d'un gouvernement auquel j'ai de grandes obligations personnelles.

Il m'a fallu des motifs aussi puissants pour me déterminer à abandonner ma position actuelle avec tous les avantages qui y sont attachés et que je dois à la bienveillance toute particulière du gouvernement du pays de Vaud. Quant à l'époque de l'ouverture de mon cours, il m'est encore impossible de la préciser. J'aurai à faire un long voyage avec une famille nombreuse. Des obstacles imprévus pourraient

retarder mon arrivée à Paris. Dans tous les cas, je serai à mon poste avant le terme fixé par la loi.»²²

Le seul problème à résoudre était les formalités administratives, notamment la question de la nécessité de la naturalisation. Léon Faucher intervint à nouveau auprès de Cousin pour mobiliser les contacts dans le milieu politique.

«Mon cher Ministre,

On m'assure que la naturalisation n'est pas nécessaire pour le Collège de France. Rossi ne s'est fait naturaliser que lorsqu'on a voulu l'appeler à l'École de droit. M. Mohl n'était pas naturalisé quand on l'a fait professeur. Vous pourriez, je crois, d'après ces précédents, proposer immédiatement au Roi la nomination de Mickiewicz. Vous n'aurez pas de combat à soutenir, si je vois bien la situation. Faut-il en parler à M. Thiers et prévenir Rémusat ainsi que Viviers? Parlez-moi de tout cela, je vous prie, avant peu (...)»²³

Mickiewicz fut nommé chargé de cours par arrêté ministériel le 8 septembre 1840. Sa qualité d'étranger ne lui permettait pas d'être professeur titulaire. Il ouvrit le cours au mois de décembre de la même année.

Son cours au Collège de France portait la mention Cours provisoire. Ce provisoire dura quarante-cinq ans. Ce n'est qu'en 1885 que la chaire fut confiée à un professeur titulaire désigné par le choix de ses collègues et de l'Institut.

²²MAZON André, *Les études slaves au Collège de France*, Paris 1930, p. 34; SUDOLSKI Zbigniew, *Mickiewicz. Opowiesc biograficzna*, Warszawa 1995, p. 42.

²³MAZON André, *Les études slaves au Collège de France*, Paris 1930, p. 32.

Mickiewicz fit sa première leçon le 22 décembre 1840. Parmi ses auditeurs, les émigrés polonais prédominaient, il y avait aussi une vingtaine des femmes. Parmi les auditeurs, on trouvait le prince Adam Czartoryski, le poète polonais Julian Ursyn Niemcewicz, l'ancien ministre de l'Instruction publique Narcisse Salvandy et d'autres.²⁴ Son obligation au Collège était de prononcer 41 leçons par an. Ses cours avaient lieu le mardi et le mercredi de 13h 45 à 14h 45. Il était peu préparé, il l'avouait lui-même, à ses nouvelles fonctions. «Privé de la possibilité de consulter des documents historiques, j'ai du commencer avec ses seules ressources, ses seuls souvenirs. Ce que j'avais senti et observé pendant son séjour dans divers pays slaves, ce que j'avais retenu de mes anciennes études sur leur histoire et leur littérature, ce qui surtout était entré en moi de l'esprit lui anime actuellement ces peuples; voilà tout ce que je possédais.

Je le partageais avec mon auditoire; cet auditoire était composé en majeure partie de Slaves.»²⁵

Bien qu'il enseignât depuis deux années à Lausanne, il ne maniait la langue française qu'avec quelque difficulté. Il s'en excusait par ce mot: «Au chaque mouvement de ma pensée, je sens le poids de ma chaîne comme vous en entendez le bruit». Les Français qui venaient, attirés les uns par la curiosité, les autres par leurs sympathies pour la cause polonaise, étaient absolument hors d'état de contrôler la véracité des déclarations du professeur. Au début, Mickiewicz s'efforça d'observer vis-à-vis de tous les Slaves la neutralité scientifique qu'il avait promise à Victor Cousin. Même quelques émigrés polonais, se plaignaient de

²⁴La conférence fut signalé dans *Le Constitutionnel* et *Le Siècle* le 24 décembre 1840.

²⁵LEGER Louis, *Les études Slaves au Collège de France*, Paris 1885, p. 56; MITOSEK Zofia, *Mickiewicz v oczach Francuzów*, Warszawa 2001, p. 56-59.

l'attitude à leur goût russophile du poète. Son cours eut un caractère essentiellement synthétique. Pendant la première année, il traita dans ses leçons l'histoire slave jusqu'à l'avènement de Jean Sobieski. Mickiewicz se concentra aussi sur la littérature polonaise, russe et tchèque, les conditions géographiques des pays slaves et sur les traditions sociales et religieuses de leurs peuples. Parmi les auditeurs, on trouvait, outre les émigrés polonais aussi quelques personnalités françaises, en tête avec l'écrivain George Sand. Dans ses premiers cours, il montrait aux auditeurs l'importance des études slaves. Il menait de front des considérations politiques et littéraires sur les peuples les plus divers, les Polonais, les Moraves, les Bohèmes, les Serbes, les Russes. Il analysa successivement les monuments de leur littérature comme le manuscrit de Dvůr Králové, qu'il considéra comme vrai, les chroniques de Nestor et de Gall Anonyme. Tantôt il considérait ces peuples comme solidaires les uns des autres, tantôt il s'efforçait au contraire d'accentuer leur individualité. Mais il lui était bien difficile de résister aux influences qui pesaient sur lui, aux entraînements du milieu dans lequel il vivait et de l'éducation qu'il avait reçue. Il était clair combien il lui était malaisé de rester impartial vis-à-vis de la Russie. Il connaissait fort peu les Slaves balkaniques et sa connaissance des Tchèques était imparfaite et plutôt superficielle.

Il résistait autant qu'il le pouvait à cette pression, et les leçons de ses deux premières années prouvent un sérieux effort de travail et de volonté. Les auditeurs français étaient très impressionnés par l'apparence inhabituelle du poète. «Pour le juriste et écrivain républicain Eugène Noël Mickiewicz avait les apparences d'un visionnaire céleste.²⁶

²⁶MAZON André, *Mickiewicz au Collège de France*, Paris 1951, p. 34; SUDOLSKI Zbigniew, *Mickiewicz. Opowieść biograficzna*, Warszawa 1995, p. 421.

Michelet fréquentait assidûment les cours du poète, sans pourtant partager toutes ses opinions.²⁷ Une flamme vivante, le sublime et douloureux spectacle, des larmes mêlées d'éclairs, erraient dans ses yeux sanglants.» Dans les élégants et ingénieux portraits qu'il a tracés sous ce titre: les contemporains, le professeur de la littérature française au Collège de France Louis Loménie, résuma ainsi l'impression de Mickiewicz à ses débuts:

«La diction de M. Mickiewicz, bien que difficile et hésitante, n'en a pas moins un charme extrême: d'abord elle est très nette, très claire, très pure, quoique originale dans son étrangeté. Le mot arrive lentement, mais il arrive, et c'est toujours le plus juste et le meilleur. Il y a surtout quelque chose de singulièrement attrayant à entendre ces vieux chants polonais, russes, bohémiens ou serbes, qui vous arrivent reproduits dans toute leur rudesse et leur simplicité homérique, à travers une parole étrange, cadencée, abrupte et pittoresque. La personne même du professeur est en harmonie avec son sujet: s'il y a du contemporain dans ce regard profond et dans cette physionomie triste et rêveuse, il y a aussi du vieux Slave dans ces traits anguleux, dans cette bouche proéminente et sillonnée aux deux coins, dans cette voix aux brusques intonations, dans cette figure constamment impassible au milieu de l'hilarité provoquée par telle ou telle naïveté d'un héros bohémien ou russe du 10^e siècle.»²⁸ Parmi les autres auditeurs furent par exemple comtesse d'Agoult et George Sand.²⁹ Parmi les journalistes qui saluèrent

²⁷MICHELET Jules, *Aperçus sur les cours de Mickiewicz*. In. *Légendes démocratiques du Nord*, Paris 1968, dossier polonais, p. 446-456.

²⁸LOMENIE Louis, *M. Adam Mickiewicz. Galerie des contemporains illustres par un homme de bien*, cahier 29, Paris 1841.

²⁹STERN Daniel (comtesse d'Agoult), *Histoire de la révolution de 1848*, p. 19; SAND George, *De la Littérature slave par M. Adam Mickiewicz*, *La Revue indépendante*, le 19 mai 1843, p. 378-385.

l'enseignement de Mickiewicz furent Adolphe Lèbre et Eugène Stourm. Edgar Quinet défendait les idées religieuses de Mickiewicz.

La méthode, propre à la science, était chez Mickiewicz absolument absente. Dans son enseignement Mickiewicz restait poète. Dès sa jeunesse, il avait une tendance vers le mysticisme.

Le cours de Mickiewicz fut sténographié par ces disciples Emile Bournier, Charles Bouvier et Théodore Fouquéro, revu par l'auteur et publié. Il ne forma pas moins de cinq volumes in-8.³⁰ Un tiers à peine traite de l'histoire des peuples ou des littératures slaves; le reste est consacré à des déclarations politiques, philosophiques et religieuses ou à des projets utopiques. Elles dressent une étude approfondie de l'état psychologique du poète. Il avait été profondément ému par les désastres de sa patrie: il cherchait ses consolations dans la lecture des mystiques: Saint-Martin, Baader, etc., des ouvrages apocryphes, de Denys l'Aréopagite. Certaines de ses inspirations poétiques avaient coïncidé avec de véritables hallucinations. Ce mysticisme fut présent chez une partie de ses compatriotes émigrés.

Sa femme, gravement malade, avait dû entrer dans une maison de santé. Pendant les années 1843 et 1844, le poète fut en proie à de véritables hallucinations dans ses rêves. Il était en lutte avec des esprits célestes et jamais il ne sortait victorieux: il conversait avec Napoléon, avec le Christ. Il était dans ces dispositions malades lorsqu'il fit la rencontre d'un théosophe halluciné nommé Andrzej Towiański. Towiański étudia le droit à la faculté de Wilno. Les études terminées, il tenta, sans grand succès, de s'occuper de sa terre à Antoszwince. Puis, il

³⁰MICKIEWICZ Adam, *Les Slaves, le cours professé au Collège de France et publié d'après les notes sténographiées*, Paris et Leipzig trois tomes 1843, 1844. Les trois sténographes furent disciples de Towiański.

se mit à voyager. Doué d'un incontestable charisme, il fréquentait les familles illustres polonaises en Russie et en Europe occidentale. A cette occasion, il apprit beaucoup de détails de la vie de Mickiewicz et de sa femme. Il utilisa ces informations et la force de sa personnalité pour arriver à la domination complète sur la personnalité du poète. Mickiewicz, enclin au mysticisme, le prit pour un envoyé du ciel et désormais, il ne fut plus qu'un instrument docile aux mains de ce singulier personnage. Il fondèrent ensemble une secte mystique, à laquelle Mickiewicz sacrifia désormais toutes ses activités. Il se mit à prêcher le messianisme, une religion étrange dont Napoléon déifié était l'objet d'un véritable culte, ou Towiański jouait le rôle d'un prophète. Sous son influence, il cessa définitivement de penser de manière autonome. Sous prétexte d'étudier la philosophie slave, il fit tour à tour intervenir, dans un enseignement de manière éclectique les philosophes comme Descartes, Spinoza, Kant, Fichte, Hegel, Herder, Schlegel, Schelling, les utopistes comme Saint-Simon, Fourier, Saint-Martin, les penseurs religieux comme Lamennais, Leroux ou Maistre. Il annonça que le Verbe arrivait pour créer une époque et que la race slave et spécialement la nation polonaise devait être considérée comme l'armée future de ce Verbe.

Les doctrines de Towiański influencèrent progressivement les cours de Mickiewicz au Collège de France. En décembre 1840, il posa la question si les Slaves seraient dominés dans l'avenir par l'idée de l'expansionnisme tsariste ou par l'idée polonaise. Dans ses discours, on pouvait observer également les tournures de Towiański. Dans les conférences sur l'histoire politique de la Pologne au 18^e siècle, il parla souvent de l'expiation à travers les souffrances. A partir de la rentrée

1842, il soulignait dans ses analyses de la poésie polonaise contemporaine le messianisme comme l'idée dominante. Il trouvait cette idée également dans les œuvres de Kollár et de Pouchkine. Il prêchait le retour à la piété paysanne et la religion devenait pour lui la seule idée susceptible à unir les peuples slaves.³¹

La littérature slave devint pratiquement absente des cours en 1843 et 1844, dans lesquels elle n'est représentée que par de rares citations de poètes mystiques polonais comme Trenetowski, Cieszkowski ou Krolikowski. Mickiewicz traita de plus en plus les thèmes philosophiques qui n'avaient rien de commun avec l'enseignement. Mickiewicz se fit un porte-parole des peuples slaves vis à vis de la France. A partir de l'automne 1843 le professeur fut définitivement remplacé par le visionnaire mystique. Il considéra désormais sa chaire comme une tribune pour ses prédictions mystiques. Il adressa les critiques sévères à l'église catholique. Dans ses leçons sur l'église de Rome dans ses rapports avec la Révolution polonaise, le poète arriva à prêcher le culte de Napoléon. Dans sa jeunesse, il avait vu passer les troupes de la Grande Armée qui traversait la Lituanie au début de la campagne de Russie. Il avait connu les légionnaires polonais qui avaient servi sous l'empereur en Italie, en Espagne, sur tous les champs de bataille de l'Europe. Il lui était resté une sorte d'adoration pour le souvenir de Napoléon. Pour lui, Napoléon était comme Christ le rédempteur de l'Humanité.

Mickiewicz critiqua également l'Eglise catholique pour avoir trahi sa mission. Selon lui, tous les courants de la pensée religieuse moderne naquirent en dehors de l'Eglise officielle. La Pologne devait selon

³¹SUDOLSKI Zbigniew, *Mickiewicz. Opowiesc biograficzna*, Warszawa 1995, p. 265-269.

Mickiewicz incarner le renouveau religion. Et la France aurait du embrasser la nouvelle doctrine.

Cet illuminisme du poète était d'ailleurs partagé par une partie de son auditoire. Par la suite, cédant de plus en plus à l'exaltation du milieu et s'abandonnant davantage à son élan mystique, Adam Mickiewicz réservait à cet auditoire des surprises. Un jour, il faisait distribuer à ses auditeurs une lithographie de Napoléon pleurant sur la carte de l'Europe; le baron d'Avril, suivant la légende, tombait à ses pieds en lui baisant les mains; des proscrits polonais se levaient et criaient: Vive la Pologne!³²

Mickiewicz et Towiański furent également surveillés par la police qui soupçonnait Towiański d'être agent secret de la Russie. La cause de Mickiewicz fut à partir de l'année 1844 l'objet de la correspondance entre le ministère de l'Instruction publique et le ministère de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur Duchemin demanda la suppression des cours. Le ministre Villemain ne voulait pas les mesures trop strictes à l'encontre du poète.³³

Ces démêlés n'avaient pas manqué de porter l'écho de ces nouvelles jusqu'aux Chambres et, le 9 juillet 1844, le député légitimiste Jean-Pierre de l'Espinasse interpellait le ministre de l'Instruction publique Villemain sur le cas de ce professeur admis au Collège pour y enseigner une science» et qui «s'occupe d'une religion nouvelle qu'il professe au grand scandale de la population de Paris»; il attaquait en même temps, par allusion et sans les nommer, deux autres professeurs, Michelet et Quinet, trop libéraux à ses yeux.³⁴ Le ministre fit face à l'interpellation, repoussant avec force «des accusations dirigées contre un

³²Les descriptions des cours de Mickiewicz voir ERBAN Alexandre, *La France mystique*, Paris 1955.

³³KRAKOWSKI Edouard, *Adam Mickiewicz philosophe mystique*, Paris 1928.

³⁴Discussion dans la Chambre des députés, In. *Moniteur universel*, le 10 juillet 1844, p. 2015-16.

étranger, contre un absent, contre un poète». Les enseignement de Mickiewicz, surtout ses pensées religieuses furent vilement attaquées par la presse conservatrice, notamment par la très catholique *Gazette de France*. Les conférences exaltées de Mickiewicz et son zèle prophétique furent ridiculisés par *Le Charivari*. Les cours de Mickiewicz touchaient désormais à leur fin. Le 31 mai 1844, donc avant l'interpellation de L'Espinasse le ministre Villemain annonça au préfet de police que le cours de Mickiewicz ne recommencerait à la rentrée. Le 27 septembre 1844, Mickiewicz reçut un congé pour les raisons de santé. Au mois de mars 1845, Adam Mickiewicz prenait un congé de six mois tout en gardant les deux tiers de son traitement. Ce congé fut prolongé jusqu'à sa mise à la retraite définitive le 12 avril 1852. Mickiewicz fut nommé bibliothécaire de l'Arsenal. Il garda cette position encore trois années. Pendant la guerre de Crimée, il entreprit un voyage à Constantinople, pour y travailler pour la cause polonaise. Il y tomba gravement malade et y mourra en novembre 1855.

Il fallait trouver impérativement un remplaçant. Le cours fut confié à un homme de trente-huit ans, Cyprien Robert, qui s'était fait remarquer par des études distinguées publiées dans la *Revue des Deux Mondes*, et par un livre sur les Slaves de Turquie. Cyprien Robert s'offrait à le suppléer, quelques mois plus tard, en se présentant au poète avec la recommandation de Cousin, qui n'était plus ministre, mais demeurait le fondateur de la chaire:

«Monsieur, la chaire de langues et de littératures slaves vous ayant eu pour fondateur, il est naturel que vous en surveilliez les intérêts, et qu'on doive s'adresser à vous afin d'obtenir votre adhésion préalable et votre appui pour toute démarche relative à cette chaire.

Telle est, Monsieur, la raison qui me détermine à vous écrire ceci, et à solliciter de vous une entrevue. Le cours de littérature slave ayant été suspendu, et M. Mickiewicz ne paraissant pas devoir encore cette année remonter dans sa chaire, je désirerais être autorisé à occuper sa place comme suppléant, jusqu'à ce qu'il lui fût de nouveau possible de reprendre le cours de ses leçons. J'ai l'intention de m'entendre pour cela avec M. Mickiewicz lui-même. Mais je désirerais autant que possible aller le trouver de votre part, et comme recommandé par vous. C'est dans ce but que je viens solliciter de vous un moment d'entretien, pour connaître vos intentions à ce sujet et tâcher de m'y conformer.»³⁵

Cyprien Robert prenait là une initiative qui devait tirer Mickiewicz d'embarras en maintenant son nom sur l'affiche du Collège jusqu'en 1851. Cependant il ne devait jamais en être pardonné par la famille du poète: «un être nul, qui prônait la reconstitution de l'Empire de Byzance», ainsi le traita Ladislas Mickiewicz dans ses souvenirs.³⁶ L'homme, en réalité, était peu notoire, mais d'importance: c'est lui qui devait, le premier, de 1845 à 1857, organiser un enseignement beaucoup plus méthodique où les Slaves des Balkans, tenaient incontestablement une place un peu exclusive, mais qui abonde en aperçus précis sur la situation politique et sur l'avenir de tous les Slaves en général. Voyageur intrépide, à la fois collaborateur de la *Revue des Deux Mondes* et le personnage hors pair, Cyprien Robert était le Français qui, vers le milieu du 19^e siècle, connaissait le mieux le mystérieux monde slave.

Cyprien Robert n'avait point le prestige et la renommée de Mickiewicz. On connaissait peu son nom en dehors d'un petit nombre de

³⁵MAZON André, Une correspondance Mickiewicz, Victor Cousin, Cyprien Robert. In. *Revue des littératures comparées*, Paris 1951.

³⁶LEGER Louis, *Les études Slaves au Collège de France*, Paris 1885, p. 56.

spécialistes et le public de ses écrits était plus que limité. Robert était un homme d'une rare énergie et de grand talent. Il était né à Angers en 1807. Fils de modestes commerçants, il avait reçu une solide éducation. Au début de sa vie, il eut un trait de commun avec Mickiewicz, un certain penchant vers le mysticisme chrétien. Il ne parvint jamais à s'en défaire complètement, et certains de ses écrits en portent l'empreinte. Dans les années 1830, il avait fait partie du petit groupe de La Chesnaie dirigé par Lamennais avant de se mettre à voyager.

Il avait visité la péninsule balkanique à une époque où cette partie de l'Europe restait l'angle mort pour la grande partie du public français. A partir de 1842, il avait publié dans la *Revue des Deux Mondes* d'intéressants travaux sur les Bulgares, les Albanais, les Monténégrins, les Serbes, les Bosniaques et le mouvement unitaire de l'Europe orientale. Ses articles témoignaient d'études tout à fait originales. Voyageur courageux et insolite, il menait une existence d'un ascète célibataire mal logé qui se nourrissait très frugalement.

Les cours professés par Cyprien Robert furent naturellement moins suivis que ceux de Mickiewicz.

D'après les témoignages d'anciens auditeurs, présentés par Louis Leger, Robert se confina dans une des petites salles du Collège de France et ne sut guère intéresser le grand public à son enseignement. Il contribuerait à la prestigieuse *Revue des Deux Mondes*. Il y publia toute une série d'articles consacrés au monde «gréco slave». Son livre sur les Slaves de Turquie, publié en 1844, était assez apprécié.³⁷ Inspiré par les pensées politiques polonaises de l'époque, il était conscient du danger

³⁷ROBERT Cyprien, *Les Slaves de Turquie, Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Albanais et Bulgares. Leurs ressources, leurs tendances*, Paris 1844.

qui représentait le régime tsariste. Dans ses écrits, il mit en lumière les aspirations politiques de ces peuples pratiquement inconnus en France à l'époque et y démontra avec beaucoup de logique et de vigueur que l'émancipation des chrétiens balkaniques était le meilleur moyen de tenir en échec les ambitions des Russes sur Constantinople et les pays voisins.

Dans une brochure publiée en 1847, à Leipzig, sur les deux panslavismes, il expliquait qu'il fallait distinguer les aspirations des Slaves d'Occident des visées impérialistes de la Russie. En 1849, il fit paraître à Paris le premier volume d'une revue intitulée *l'Orient Européen, Revue des intérêts politiques, religieux et littéraires des peuples de l'Europe Orientale, Polonais, Slaves du Sud, Magyars, Roumains, Grecs, Ottomans et Russes*. Ce recueil n'eut pas un grand succès. De 1848 à 1850, il fit également paraître *La Pologne, journal slave de Paris*. Dans ses livres comme dans son enseignement, il montra une profonde hostilité à la Russie qu'il n'avait pas pourtant visitée et qu'il ne connaissait qu'insuffisamment. Il résuma une partie de ses leçons dans un livre intitulé *le Monde slave, son passé, son état présent et son avenir*, qui parut à Paris en 1852.³⁸ Les chapitres relatifs aux origines des Slaves et au Moyen Age manquent de critique et sont pleins d'erreurs. Cyprien Robert abordait les questions philologiques avec une totale absence de méthode et une fantaisie sans limite. Mais les chapitres consacrés à la situation des Slaves au 19^e siècle gardent toujours leur intérêt. Les passages traitant l'histoire religieuse des Slaves étaient marqués par son mysticisme et son approche peu cohérente. La destinée de Cyprien Robert ne fut pas moins étrange que celle de Mickiewicz. En 1857, sans avoir prévenu personne, Cyprien Robert

³⁸ROBERT Cyprien, *Le Monde Slave, son passé, son état présent et son avenir*, Paris 1852.

disparut subitement. On supposa qu'il avait gagné l'Amérique. Personne ne retrouva plus ses traces et on ignorait même les motifs de son départ.

Il était bien difficile de trouver en 1857 un Français connaissant les langues slaves et possédant sur leur littérature un ensemble de notions suffisantes. Le déroulement de la guerre de Crimée venait de montrer aux autorités françaises une fois de plus l'importance du monde slave et la nécessité de l'étudier. Pour succéder à Cyprien Robert, comme chargé de cours, le gouvernement désigna Aleksander Chodźko, Polonais d'origine, d'une famille noble peu aisée. Chodźko naquit en 1804 à Krzywicze en Lituanie. Son père Jan Chodźko fut un homme politique et écrivain, déporté en Sibérie après la Révolution de 1830. Chodźko fit de solides études en philologie à Vilnius et à Saint-Pétersbourg. Il fut envoyé à l'Académie orientale de Saint-Pétersbourg, qui devait lui ouvrir la carrière diplomatique. Tout en cultivant la poésie, il apprit les langues orientales Il fut expédié en Perse et résida successivement à Resht et à Téhéran. Il put connaître de près le pays, sa culture et sa mentalité. Il se prenait lui-même pour un grand spécialiste du monde persan. Il écrivit en 1847 au ministre de l'Éducation nationale sans une modestie excessive: «Pendant un aussi long séjour parmi les Persans, les recevant chaque jour officiellement, leur parlant chaque soir amicalement, traitant avec eux des questions politiques et littéraires, j'ai appris facilement, c'est qui est fort difficile à apprendre pour les européens, j'ai appris la nature de leur conversation, l'historique de leur langue, et même les accents de leurs dialectes. Ma position particulière, comme employé d'un gouvernement tout-puissant en Perse, comme européen, ami des Persans, et comme littérateur, poète moi-même, capable d'apprécier le mérite des ouvrages littéraires et maintes des fois à protéger des littérateurs -cette

position unique, et qui ne se reproduira peut-être pas, m'a mis dans des rapports particuliers et très honorables pour moi, avec S. M. le Chah actuel qui m'honora d'un firman spécial en me conférant les insignes de l'ordre du lion et du Soleil de Perse, grand cordon, en diamants, et qui a voulu me faire plusieurs fois des propositions très avantageuses pour me fixer dans son royaume.»³⁹

Parallèlement à ses fonctions, il effectua des opérations commerciales qui lui valurent une assez jolie fortune.

En 1841, Chodźko quitta le service. Il aurait pu pousser plus loin sa carrière; mais il préféra cependant aller vivre en Occident, retrouver ses compatriotes émigrés. Il voyagea en Grèce, en Italie, en Angleterre avant de se fixer à Paris. Sa démission fut finalement acceptée par le gouvernement russe en 1845. «Comme Polonais, écrivit-il, il me répugnait, après les événements de 1830, de continuer à servir la Russie en Perse». La France surtout l'attirait. «Polonais et catholique, je ne pouvais pas avoir d'autre séjour, ni d'autre milieu de vie que la France.»⁴⁰ C'était en elle que la plupart de ses compatriotes avaient trouvé une seconde patrie. Sa fortune disparaissait vite à cause de sa générosité avec laquelle il aidait ses compatriotes moins favorisés. Il publia en anglais et en français des travaux qui lui valurent l'estime des orientalistes. Pendant ses voyages, il rencontra en Suisse la comtesse lituanienne Helena Dunin-Jundzill qu'il épousa. Le mariage eut lieu à Lausanne le 17 juin 1847. Dans sa jeunesse, en 1828, il avait publié des poèmes en polonais qui avaient éveillé les plus hautes espérances dans le milieu littéraire de sa patrie.⁴¹ Auteur de plusieurs ouvrages portant sur la

³⁹ Archives du Collège de France, GIV Chodzko.

⁴⁰ Archives du Collège de France, GIV Chodzko.

⁴¹ Le titre était *Poezie Aleksandra Chodzki*, Saint Pétersbourg 1828.

littérature et le théâtre persans, Chodźko pensait d'abord d'enseigner les langues orientales. En 1847, il posa sa candidature à la chaire de la langue persane au Collège de France et à la chaire du turc à la Bibliothèque royale, mais il fut refusé. De 1852 à 1855, il fut attaché au cabinet du ministre des affaires étrangères Drouin de Lhuys, et pendant la guerre de Crimée, il élaborait quelques mémorandums sur les populations slaves des Balkans et sur les affaires du Caucase. En 1857, la chaire de langue et de littérature slave du Collège de France devint vacante par suite de la disparition du chargé du cours, Cyprien Robert. Chodźko reposa immédiatement sa candidature. Les langues russe et polonaise lui étaient familières; les autres étaient restées étrangères à ses études. Du monde slave, il ne connaissait pratiquement que Saint-Pétersbourg et sa Lituanie natale. Malgré ce fait, il n'hésita de déclarer: «Le pays où je suis n'a cessé d'avoir des rapports de race avec les Slaves de Bohême, d'Illyrie et de Dalmatie, dont je connais les principales productions littéraires. (...) Je me suis fait depuis un devoir de suivre le mouvement des littératures chez toutes les nations sœurs de la grande famille slave.»⁴² Or, avant son élection au Collège de France, Chodźko n'avait publié dans le domaine des études slaves qu'un recueil de ses propres poèmes et un dictionnaire anglo-polonais et polono-anglais. Professeur au Collège de France, il consacra au folklore slave deux publications appréciées à l'époque, les *Contes des paysans et des pâtres slaves* publiés en 1864 et les *Chants historiques de l'Ukraine* édités en 1876.⁴³ Entre ces deux publications, il rédigea en 1869 une *Grammaire*

⁴²Archives du Collège de France, GIV Chodzko.

⁴³CHODZKO Alexandre, *Contes des paysans et des pâtres slaves*, Paris 1864 et les *Chants historiques de l'Ukraine*, Paris 1876.

paléoslave qui fut publiée à l'Imprimerie nationale.⁴⁴ C'était Aleksander Chodźko qui ouvrit à Louis Leger l'accès au monde slave.

⁴⁴CHODZKO Alexandre, *Grammaire paléoslave*, Paris 1869.

LOUIS LEGER OU LE FONDATEUR

Louis Leger est un personnage hors commun dont l'activité englobe presque soixante ans. On est surpris par la variété de son œuvre basée sur son érudition linguistique. Leger s'intéressait à la fois à la grammaire, à la littérature, à l'histoire et à l'ethnographie. Son œuvre abondante et variée est celle du véritable précurseur des études slaves de niveau scientifiques.

Louis Leger naquit le 13 janvier 1843 à Toulouse. Son père, Henri Leger originaire de l'Aisne reçu à l'Ecole normale après les Trois Glorieuses, était alors professeur d'histoire au Collège royal de Toulouse, avant d'enseigner à Douai et à Paris. Louis Leger commença ses études secondaires à Paris, où il fréquenta le collège de Sainte-Barbe et le lycée Louis le Grand où se lia d'amitié avec l'écrivain François Coppée, il les continua à Coutances, puis à nouveau à Paris. Dès sa jeunesse Leger fut un bon étudiant doué pour les langues étrangères et montrant une précoce vocation de l'enseignement. «J'ai toujours eu un goût passionné pour l'étude des langues et des littératures étrangères. Dès l'âge de quinze ans, perdu dans un petit lycée de province, en dehors de l'anglais obligatoire j'apprenais l'allemand, l'italien, l'espagnol. Ma plus haute ambition était de devenir un jour professeur de littératures étrangères dans quelque faculté.»⁴⁵ Son chemin passait logiquement sur les traces de son père à l'Ecole normale. Son rêve fut contrarié par un accident inattendu que Leger évoque avec un amer sourire. «J'avais compté sans un obstacle imprévu. En dehors de l'examen technique, il fallait passer un examen de santé, prouver que le candidat était apte à supporter le dur labeur de l'enseignement, qu'il ne ferait point de tort à l'État, dont il avait

⁴⁵LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 25.

reçu pendant trois ans à titre gracieux les leçons et l'hospitalité. A ma grande surprise, c'était, si j'ai bonne mémoire, en 1862, je me vis refusé par le jury médical chargé d'apprécier la valeur physique des candidats.»⁴⁶ Après des études de droit qui furent pour Leger une corvée sans intérêt, il commença par s'orienter vers la littérature italienne et voulait rédiger une thèse sur Pétrarque cherchant là une consolation à cette époque peu brillante de sa vie. Il subit de nouveau un échec cuisant: son professeur Victor Leclerc refusa le sujet de sa thèse, Pétrarque considéré comme homme politique. Ce refus allait lui ouvrir de nouveaux horizons. «Cet échec me devait être des plus profitables et à quarante ans de distance je bénis la mémoire de l'excellent M. Leclerc. Absorbé par mes recherches sur Pétrarque, je n'en serais peut-être plus sorti et je n'aurais pas songé poursuivre d'autres sujets d'étude. D'échec en échec je devais arriver à découvrir ma vraie vocation et tomber de chute en chute au trône académique».⁴⁷

Le hasard indiqua à Leger un chemin tout à fait inattendu. En 1863 l'insurrection éclata en Pologne. L'intérêt de l'Europe entière se porta sur cet événement. «L'insurrection de la Pologne contre la Russie avait éclaté au mois de janvier 1863; elle avait rencontré de chaleureuses sympathies dans le monde officiel, dans la presse, dans la jeunesse des écoles. L'étudiant est volontiers du côté des opprimés et des révolutionnaires. Je m'associai à ce généreux mouvement, mais, plus curieux que beaucoup de mes compatriotes, je voulus savoir quel était l'objet de mon enthousiasme, connaître les causes de cette révolution qui faisait couler tant de sang sur les champs de bataille, tant de flots d'éloquence dans les chambres, tant de flots d'encre dans la presse,

⁴⁶ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 3.

⁴⁷ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 5.

étudier les rapports historiques de la Pologne et de la Russie. Les articles des journaux et des revues, les brochures que chaque jour faisait éclore ne m'apprenaient pas grande chose. Je sentais que tout cela manquait de base scientifique.»⁴⁸

Le 21 mai, Leger assista avec un camarade à la messe de l'abbé Perreye à Montmorency, centre de l'émigration polonaise. Jeune Leger fut fasciné par la langue mystérieuse qu'il entendait.

Pour venir au bout du mystère, il se rendit à la bibliothèque de la Sorbonne pour déchiffrer cet «hébreu». Il y rencontra Léonard Chodźko, patriote et littérateur polonais. Il entama l'étude de la langue polonaise à l'école de Batignolles. Très vite, il enchaîna par l'apprentissage du serbe, du russe et bientôt du tchèque. A partir de l'automne 1863, il fréquenta les conférences d'Alexandre Chodźko au Collège de France.

Dans les années 1860 Louis Leger le voyait ainsi: «Alexandre Chodźko, avec sa moustache et sa barbiche grisonnantes (il avait environ soixante ans lorsque je le connus), avait, lui aussi, des allures d'ancien officier, mais d'officier très assagi. L'œil gris bleu un peu éteint, trahissait une certaine lassitude dont on surprenait parfois les symptômes dans son enseignement: ses leçons se bornaient en général à des explications de textes. Au milieu d'une phrase, il lui arrivait parfois d'être pris d'un accès d'anémie cérébrale et de s'arrêter net: «Je vous demande pardon, messieurs, je ne puis pas continuer.» Je m'offrais alors à expliquer le texte, que j'avais toujours préparé de mon mieux. Il me laissait faire et nous atteignions ainsi la fin de la leçon.

Il ne tarda pas à me remarquer. Il m'ouvrit sa maison hospitalière; il lut avec moi des fragments des poètes polonais. «Je vieillis, me dit-il

⁴⁸LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 12.

un jour: travaillez; vous avez plus que personne le droit de rêver à ma succession.»⁴⁹ Une amitié s'installa entre le savant vieillissant et son jeune étudiant. Leger avait l'autorisation d'utiliser sa bibliothèque et lui rendait souvent visite à son domicile. Leurs relations devinrent moins chaleureuses après 1867, quand Leger abandonna les doctrines de l'émigration polonaise.

Chodźko prit sa retraite en 1884, et proposa un compatriote pour lui succéder. Cette démarche inédite scandalisa ses confrères. Il n'en fut rien et Louis Leger fut assez confortablement élu à sa succession

⁴⁹LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris, 1905, p 12.

Louis Leger et la Bohême

Leger n'entendait pas limiter ses études à la Pologne. Il était tout aussi intéressé par la Bohême. Un personnage singulier marqua de manière décisive la trajectoire du jeune savant: Josef Václav Frič.⁵⁰ Jeune et aventurier, il avait quitté en 1846 sa maison natale, et, faisant croire à ses proches qu'il était mort accidentellement, partit vers l'Europe de l'Ouest pour y vivre, assez misérablement, de l'aide des émigrés polonais. Revenu à Prague, il se joignit à la Révolution de 1848 et il devint un héros de la jeunesse radicale. Impliqué dans une conjuration de Bakounine en 1849, il fut condamné par la justice autrichienne. Gracié en 1854, il dut émigrer, et errait depuis à travers l'Europe occidentale, rêvant de la révolution qui libérerait son pays. Une étape de son exil fut Paris, où Frič vivait assez chichement de sa plume, tout en étant l'âme de la petite communauté tchèque concentrée dans les environs du Palais Royal. Il tenta de coopérer avec le mouvement national italien, croate, hongrois dans le but de renverser les Habsbourgs.⁵¹ Fréquentant les conférences de Chodźko, il y rencontra le jeune Louis Leger qui décrivit cette rencontre ses mémoires:

«En 1864, je vis un jour entrer dans la petite salle du Collège de France un Tchèque qui a exercé quelque influence sur ma carrière. C'était un poète appelé Joseph Fricz. A côté de l'émigration polonaise il représentait – à lui tout seul – l'émigration tchèque. Étudiant, il avait joué un rôle prépondérant dans la révolution de Prague; il avait été condamné par les conseils de guerre, interné en Hongrie; il avait fini comme tant

⁵⁰Sur la personnalité de Frič voir ŽÁČEK Václav, *Josef Václav Frič*, Praha 1979; CVEJN Karel (ed.), *J. V. Frič v dopisech a denících*, Praha 1955; FRIČ Josef Václav, *Paměti*, Praha 1956.

⁵¹Sur ce problème voir par exemple ŠESTÁK Miroslav, *Revoluční spolupráce E. Kvaternika s J. V. Fričem v letech 1863-1864*, Praha 1965.

d'autres par échouer à Paris. Les révolutions manquées de Pologne, de Bohême, de Hongrie, d'Italie hantaient son imagination. Il aurait voulu être pour la Bohême tout ensemble un Kosciuszko, un Kossuth, un Mazzini, tout au moins un Herzen. Ses compatriotes, beaucoup moins idéalistes que les Polonais, ne se prêtaient que médiocrement à la réalisation de ses rêves. Il me rendit de sérieux services en m'aidant à apprendre la langue tchèque, en appelant mon attention sur l'histoire et les luttes politiques de son pays. Il m'inspira un ardent désir de le visiter.»⁵²

Ce fut cette rencontre qui détermina le choix premier voyage du jeune slavisant. Pour un étudiant boursier, la Bohême était plus accessible que la Pologne, où d'ailleurs la police russe, prussienne ou autrichienne l'aurait gêné dans ses explorations. La Russie se perdait dans son esprit dans un lointain presque inaccessible. Au mois de juillet 1864, il arriva en Bohême. Prague, la ville aux cent tours, l'enchantait par son aspect romantique. Il devait y revenir assez souvent pendant toute sa vie pour de longs séjours. Ce voyage révéla à Leger sa mission scientifique et civique: «L'enquête que j'entrepris pendant quelques semaines de séjour à Prague me révéla vraiment ce monde slave dont je n'avais à Paris que la notion indistincte et confuse. Il me sembla que j'avais le devoir de communiquer à mes compatriotes le résultat de mes observations.»⁵³ En 1864, la vie politique et culturelle tchèque se trouvait au début d'une nouvelle étape. La défaite de Solferino brisa l'absolutisme de Bach qui avait brutalement mis fin aux espoirs de la Révolution 1848–1849. En 1865, une nouvelle constitution fut adoptée et la jeune politique tchèque demandait pour sa nation les droits si

⁵² LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 27.

⁵³ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 72.

brutalement balayés par le régime absolutiste. L'insurrection polonaise avait été un tournant décisif, qui fut le commencement de la polarisation de la politique tchèque entre les radicaux et les conservateurs, les jeunes-tchèques et les vieux-tchèques. Parmi les premiers amis tchèques de Leger, on trouve les frères de Josef Václav Frič, Antonín et Václav, «savants aussi distingués qu'ardents patriotes», avec Julius Grégr, rédacteur du journal *Národní listy* (Gazette Nationale), ardent journaliste, Emanuel Tonner, qu'il appelait avec le sourire «mon mentor à Prague», futur homme politique et directeur de l'académie commerciale, le feuilletoniste et poète Jan Neruda; l'avocat et homme politique Karel Sladkovský, la romancière Sofie Podlipská, qui avait traduit en tchèque le *Consuelo* de George Sand, le futur journaliste Karel Svoboda et beaucoup d'autres dont mademoiselle Vojáčková, fille d'un député et propriétaire terrien de Tetin, qui est devenue pour un certain temps son idole. Parmi ces amitiés, il faut souligner surtout celle de Sofie Podlipská qui devint pour un certain temps son correspondant privilégié. Il n'hésita pas de partager avec elle ses pensées les plus intimes.

A Paris, il fit connaissance du peintre Soběslav Hyppolit Pinkas et de sa femme française. Les rapports très étroits avec sa famille se poursuivaient même après le retour Pinkas à Prague. La majorité de ses amis pragois appartenaient au parti jeune-tchèque, «c'est-à-dire démocratique, radical si l'on veut».⁵⁴ Ce n'est que deux années plus tard qu'il rencontra le leader vieux-tchèque František Ladislav Rieger. Son séjour pragois fut fructueux. Peu de temps après son retour à Paris, il fit paraître en 1866 une brochure de 48 pages sur *l'État autrichien* qui fut le

⁵⁴LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 30.

point de départ de son histoire de l'Autriche-Hongrie, publiée pour la première fois en 1879 et remaniée plusieurs fois jusqu'en 1920.⁵⁵ Il publia en outre deux volumes sur la Bohême. Le premier parut sous le titre *Chants héroïques et populaires des Slaves de Bohême*. Il s'agissait pour une grande partie de sa traduction du manuscrit de Dvůr Králové, le plus célèbre faux littéraire de Bohême, précédé par l'introduction enthousiaste. Leger reconnaissait la fausseté de l'œuvre, sans pourtant nier sa qualité littéraire et son caractère pionnier. La collaboration de Frič et de Leger fit naître le projet d'un album sur l'histoire et la culture de la Bohême, intitulé *La Bohême historique, pittoresque et littéraire*.⁵⁶ L'idée de cet album fut inspirée par l'ouvrage similaire de Leonard Chodźko, *La Pologne historique, littéraire, monumentale et illustrée*, publié en 1839–1841. Le projet fut lancé en 1866 quand Frič rencontra à Prague Julius Grégr, qui lui promit les fonds indispensables. Parmi les auteurs tchèques figuraient Frič, qui fit un article sur le congrès panslave de 1848, Sofie Podlipská avec son article sur les châteaux de Bohême, Karel Sabina, qui dans sa contribution sur le slavisme et panslavisme mettait l'accent sur le slavisme libéral et pro occidental comme ennemi sans équivoque du panslavisme moscovite et Siegfried Kapper, poète juif qui avait embrassé la cause nationale tchèque. Les contacts de Frič et de Leger aboutirent à la coopération des Polonais de Paris comme Ludwik Brzezowski, Jozef Zulinski (docteur Zéfi), auteur d'un article important sur le droit historique de la couronne de Bohême et le général Mieroslawski, qui développa les guerres hussites. Leger rédigea les

⁵⁵LEGER Louis, *L'Etat autrichien: Bohême, Hongrie, Habsbourg*, Paris 1866.

⁵⁶ Le titre de volume fut *La Bohême historique, pittoresque et littéraire sous la direction de MM. Joseph Fricz et Louis Leger avec la collaboration de MM. Massieu de Clerval, Alexandre Chodzko, dr. Siegfried Kapper, général Mieroslawski, Paul de Saint-Victor, Sophie Podlipska, Adolphe Renaux, Charles Sabina dr. Zéfi etc. Illustré de 21 gravures d'après Barvitius, Czermak, Maixner, Pinkas, Svoboda. Trenkwald, d'un panorama photographique de la ville de Prague et d'une carte du Royaume de Bohême*, Paris 1867.

articles sur les Tchèques et les Habsbourg, sur la littérature tchèque, sur le chef militaire Žižka, ainsi que les traductions des chants populaires et les extraits du manuscrit de Dvůr Králové.⁵⁷ Il pensait encore écrire un article sur le jésuite Koniáš qui resta cependant à l'état de projet. Il devait encore revoir tous les manuscrits et leur donner leur forme définitive. La coopération entre les deux personnalités devint très pénible. Leger travaillant également sur sa thèse, la préparation de l'album prenait retard. Les difficultés pécuniaires y étaient aussi pour beaucoup. Leger se plaignait par ailleurs du mauvais français de Mieroslawski et de la qualité inférieure des articles de deux autres Polonais, Cieszinski et son propre professeur Chodźko. Pour assurer le financement du volume, Frič et Leger avaient demandé en Bohême des souscriptions à un prix relativement élevé (dix francs, soit environ cinq florins d'Autriche).⁵⁸ Quand ils eurent expédié en Bohême quatre cents exemplaires, le gouvernement s'avisa, suite à la distribution imprudente que lui faisait le quotidien *Národní listy*, que l'ouvrage pouvait être dangereux. Il le fit poursuivre, condamner et interdire dans tout l'empire. Des années plus tard, Leger se souvenait: «Les raisons par lesquelles on justifiait ces mesures feraient actuellement sourire le plus loyal serviteur de l'empereur François-Joseph. Pour avoir écrit, par exemple, que l'empereur Ferdinand V, dit le Bienfaisant, était faible de corps et d'esprit, nous étions taxés de lèse-majesté. L'Autriche libérale d'aujourd'hui rougirait en lisant les considérants de ce document juridique sur lequel il serait cruel d'insister au début du 20^e siècle.»⁵⁹

⁵⁷ŽÁČEK Václav, *Josef Václav Frič*, Praha 1979, p. 54-65.

⁵⁸ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Josef Václav Frič, lettre de 8 juin 1867.

⁵⁹LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 32.

Les deux hommes commencèrent à s'éloigner l'un de l'autre au fur et à mesure que Leger se rapprochait de Rieger et des conservateurs vieux-tchèques. Leger était un rationaliste et un homme pratique, alors que Frič demeurait un rêveur romantique. Leger avait beaucoup de mal à comprendre la vie intérieure d'un homme si «irresponsable et fantastique» qui était pourtant quatorze ans son aîné. «Fricz n'avait jamais compté autrement qu'en poète; il n'y avait pas toujours du pain dans sa maison; mais il avait toujours fait une part au superflu, «chose si nécessaire». Lors de la naissance de son dernier enfant, il n'avait plus que trois francs dans sa commode. Ravi d'avoir un fils, il sortit en chantant et rapporta triomphalement pour ce bébé, qui n'y voyait pas encore clair, un joujou de deux francs cinquante.» Leur dernière rencontre eut lieu à Berlin en 1866 fut troublée par les querelles financières. Ils ne devaient plus se revoir.

Malgré ce fait, Leger garda longtemps encore Frič dans une grande estime. Quand Rieger critiqua une fois Frič, Leger écrivit à Pinkas avec l'indignation: «J'ai été scandalisé de la façon dont il a traité Frič. Il s'est montré lui tout simplement bête et grossier. Frič n'est pas parfait, mais il n'est pas permis d'attaquer un homme qui a rendu des services à son pays.»⁶⁰

Après une année passée à Berlin, Frič alla vivre à Budapest, puis à Zagreb. Leger restait néanmoins en contact épistolaire avec lui et suivait de près ses activités, lisant par exemple assidûment la revue *Agramer Zeitung* (Agramerica), dont Frič fut rédacteur à Zagreb. Malgré cela, il continuait à garder ses distances. Il refusa ainsi ses offres de service dans la revue slave qu'il projetait de créer. «Vous parlez aussi du journal que

⁶⁰ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Josef Václav Frič, lettre du 7 mai 1867.

je devais fonder. Je n'ai pas refusé votre collaboration: mais j'ai toujours été convaincu que vous étiez trop poète pour prendre part à la collaboration d'un journal essentiellement didactique. Ni Garašanin, ni Strossmayer, ni Rieger n'avaient prétendu m'imposer leur doctrine. Je veux me mettre en dehors toutes les querelles de parti. J'ajouterai que vous vois avec regret abandonner la poésie pour la politique. Chateaubriand, Lamartine, Hugo étaient de grand poètes. C'est pourtant, mon cher ami, qu'ils n'ont pas pu être de bons politiciens. Vous rendez plus service à votre pays en écrivant les Mazeppa qu'en rédigeant des journaux.»⁶¹

En 1879, Frič obtint l'autorisation de rentrer dans son pays, mais même après son retour, il continua à mener une vie errante en marge de la société tchèque. Il est mort à Prague en 1890 comme un personnage respecté par les jeunes générations des Tchèques, mais solitaire. Capitale au début de sa carrière scientifique, son influence sur Leger était allé diminuant avec le temps, Rieger et Palacký prenant peu à peu le relais comme intermédiaires entre le savant et le milieu tchèque. Réaliste, Leger savait maintenant qui représentait la véritable opinion publique en Bohême.

Ces relations avec Rieger devenaient de plus en plus cordiales. Leger devint une des figures assez importantes dans la politique française de Rieger. Rieger frustré par les échecs consécutifs de sa politique vis-à-vis le gouvernement viennois chercha la voie pour influencer directement l'opinion publique français et les dirigeants du Deuxième Empire. Il voulait intéresser la France à son idée de la fédéralisation progressive de la monarchie danubienne. Lié avec le

⁶¹ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Josef Václav Frič, lettre du 7 novembre 1868.

ministre de l'instruction publique de l'époque, Victor Duruy, Leger devint l'un des médiateurs dans la célèbre audience entre Rieger et Napoléon III en 1869.⁶² Le ménage de Leger fut le passage obligé de Rieger en 1872, 1875 et en 1877, pendant ses visites à Paris. Il aida à arranger le rendez-vous entre Rieger et Gambetta. Il essayait également de fonder à Paris une revue soutenant la cause slave.⁶³ Cette initiative, menée à la tentative de se procurer l'influence dans la *Revue Moderne*. Leger tenta de gagner à cette revue des souscripteurs et les actionneurs en Bohême et en Croatie, mais sans un grand succès. En même temps, il essaya d'organiser une coopération entre le journal *Politik*, dirigée par Jan Stanislav Skrejšovský de Prague et le journal financier de Paris *L'Echo de la Bourse*. Il demanda à Rieger les correspondants commerciaux installés dans les plus grandes villes de la monarchie danubienne. Il exigea les souscripteurs de *L'Echo* parmi la noblesse de Bohême.⁶⁴

⁶² Archives du Musée national tchèque, fond Rieger, lettre de Rieger à sa femme du 8 mars 1869.

⁶³ BIRKE Ernest, *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert. Beiträge zur Politik und Geistesgeschichte*, Koeln-Graz 1960, p. 247-249; REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris 2002, p. 196-205; Archives du Musée national tchèque, fond Rieger, lettre de Leger à Rieger du 7 novembre 1868.

⁶⁴ Archives du Musée nationale tchèque, fond Rieger, lettre de Leger à Rieger du 21 novembre 1868.

La rupture avec les Polonais

En été de 1867, les deux chefs du parti vieux-tchèque, Palacký et Rieger, vinrent à Paris visiter l'exposition universelle et négocier avec les chefs de l'émigration polonaise, Wladyslaw Czartoryski et Andrzej Zamoyski. Il s'agissait de les décider à exercer leur influence sur les Polonais de Galicie pour les pousser à une action commune en faveur du fédéralisme dans la monarchie danubienne. Ils promettaient en contrepartie leur médiation auprès des Russes pour améliorer le sort des Polonais dans l'empire tsariste. Ils eurent à l'hôtel Lambert, où résidait alors le prince Wladyslaw, plusieurs entrevues courtoises qui, en somme, n'aboutirent pas. De Paris, ils se rendirent à Moscou, où ils étaient invités par la Société des sciences naturelles à l'occasion de l'exposition d'ethnographie slave organisée par celle-ci.⁶⁵ Ce voyage fut considéré comme une protestation contre le règlement dualiste de la situation intérieure de la monarchie danubienne. Cette exposition donna lieu à des manifestations slavophiles qui exaspérèrent les Allemands et qui furent mal comprises en France. Rieger tint parole; il prononça en faveur des Polonais un discours critiquant d'une manière assez modérée la politique russe en Pologne. Frič avait tout fait pour dissuader Palacký et Rieger du voyage de Moscou. Leger était en revanche disposé à comprendre leurs motivations. En automne 1867, il se rendit à Prague, via Venise, Zagreb et Vienne.⁶⁶

Ses amis politiques, Rieger, Palacký et Brauner, revenaient précisément du pèlerinage de Moscou. Ils étaient encore sous le charme, ravis tout ensemble de l'accueil enthousiaste qui leur avait été fait et des

⁶⁵Voir PRELOG Milan, *Pout' Slovanů do Moskvy roku 1867*, Praha 1931.

⁶⁶Archives du Musée national tchèque, fond Rieger, lettre de Palacký à Rieger du 6 octobre 1867.

progrès qu'ils avaient eu l'occasion de constater. Quelques ombres venaient cependant se mêler à ce tableau, notamment la terrible oppression des Polonais. Pendant les années qui suivirent, Leger demeura très attaché à la cause tchèque. Il devint l'homme de confiance de Rieger et de Palacký. Les leaders tchèques soutenaient sa collaboration avec la *Revue moderne* pour contrer l'influence néfaste pour leur cause de Buloz et de Forçade dans la *Revue des Deux Mondes*. Le grand succès de Leger fut la rencontre de Rieger avec Napoleon III qu'il réussit grâce à son amitié avec Edouard Goumy, professeur au lycée et homme de confiance du ministre de l'Instruction publique Victor Duruy.⁶⁷

Leger essaya de transmettre le texte du discours tenu par Rieger à Moscou au général Zamoyski pour affaiblir les tensions entre les Tchèques et les Polonais. Mais le moment approchait du choix décisif entre la position défendue par les Slaves du Sud et par les Tchèques ou la fidélité à la position polonaise. Leger franchit le pas fin 1867. Après un voyage dans les Balkans et un nouveau séjour à Prague, il rentra à Paris avec une multitude d'impressions et de souvenirs. L'image du monde slave défendue par les Polonais était brisée. Les Polonais de Paris faisaient figure maintenant à ses yeux d'un groupe de mythomanes égoïstes. Malgré ce fait, il comprenait la véritable motivation des Polonais, dont les buts étaient différents de ceux des autres Slaves. Il voyait clairement leur motivation étroitement nationale. «Ce qui m'avait surtout frappé dans mon voyage, c'était la différence des points de vue en ce qui concernait la Pologne et les Polonais. Pour les Français d'alors, la Pologne était, comme le disaient ses poètes et ses publicistes, une sorte

⁶⁷Voir par exemple KAZBUNDA Karel, *Pout' Čechů do Moskvy r. 1867 a rakouská diplomacie*, Praha 1924; Archives du Musée national tchèque, fond Rieger, lettre de Rieger à sa femme du 8 mars 1869.

de Christ des nations, injustement crucifié pour racheter les péchés du monde. Elle devait ressusciter et offrir à la France la plus chevaleresque des alliances. Tout autre était la manière de voir sur les bords du Danube, de la Save ou de la Vltava. Sauf quelques ex-allés tels que mon ami Fricz, on ne considérait nullement les Polonais comme représentant la nation martyre, comme le premier des peuples slaves. On les plaignait sincèrement, mais on leur reprochait leur politique chimérique, leur égoïsme incorrigible.»⁶⁸ Selon Leger, les Polonais étaient prêts à sacrifier les intérêts de tous les Slaves au profit des intérêt de la seule Pologne. Leurs attitudes critiques vis-à-vis le combat de la libération des Slaves balkaniques ou le combat des Tchèques pour l'autonomie soulevait chez Leger un profond dégoût. Il était clair que cette position polonaise correspondait mal à l'idée de la solidarité slave que Leger prenait déjà un certain temps pour la sienne.

L'émigration polonaise traversait encore une période de mysticisme national et catholique que l'échec de la dernière insurrection de janvier 1863 n'avait pas affaibli. Leger s'entendait de moins en moins avec la fraction conservatrice qui avait l'hôtel Lambert pour foyer et le prince Wladyslaw Czartoryski pour chef incontesté.

L'inévitable rupture survint à la réunion de la Société d'histoire et de littérature polonaise, dont Leger était membre depuis 1865. A la réunion qui se déroulait en novembre 1867, les membres lui manifestaient déjà une hostilité perceptible. Sa communication, concernant les Slaves du Sud était prononcé dans une atmosphère glaciale. «Mes confrères décidèrent qu'il y avait lieu d'accorder l'échange aux Croates, parce qu'ils étaient catholiques et écrivaient avec l'alphabet

⁶⁸ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 65-66.

latin; de le refuser aux Serbes, parce qu'ils étaient schismatiques et imprimaient leurs livres avec l'alphabet russe. Ainsi, chez les attardés de l'émigration et de la Société historique, en dehors du catholicisme il n'y avait rien. L'histoire, qu'ils prétendaient étudier, ne leur avait pas même appris la tolérance.»⁶⁹

A partir de ce moment-là, les Polonais de Paris disparurent de son horizon intellectuel. Ce ne fut pas le cas pour les thèmes polonais dans œuvre. Les recherches sur l'histoire et de la littérature polonaises étaient toujours présentes dans ses écrits et dans ses conférences au Collège de France. Leger entretenait même des relations intellectuelles avec de nombreux Polonais comme le folkloriste Jan Karłowicz, les archéologues Jozef Lepkowski et Franciszek Ksawery Malinowski, les écrivains Klemens Kantecki, Adam Rżazewski, Marian Zdziechowski et quelques d'autres.⁷⁰ Mais son cœur était ailleurs. C'était désormais les Pays Tchèques, et plus tard la Russie, qui captaient véritablement l'intérêt de Leger. Sa première visite en Pologne en 1872 approfondit sa déception. «C'était la première fois que je mettais les pieds sur le sol de cette Pologne dont les malheurs avaient passionné ma jeunesse et éveillé pour la première fois ma curiosité. Hélas! Ce qui m'attendait à la frontière ce n'étaient pas les chevaliers de Sobieski, ce n'étaient pas non plus des martyrs portant des palmes. C'étaient des Juifs sordides, en casquettes graisseuses, en longs caftans, prêts à toutes les besognes, courtiers, facteurs, commissionnaires, proxénètes. Je devais les retrouver partout sur le sol, de l'ancienne Pologne à Grodno, à Vilna, à Gniezno, à Brzesc Litowski (ou Brest Litovsk), à Kiev, à Berdytchev.

Varsovie! Comme ce nom vers 1862 ou 63 avait fait palpiter nos

⁶⁹ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 84.

⁷⁰ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, description du fond.

cœurs? J'y arrivais dans un sentiment de recueillement et de respect; ma première soirée à l'Hôtel de ... fut un amer désenchantement. J'y trouvais des mœurs de maison publique que je n'avais encore constatées qu'en Hongrie. O mes illusions!»⁷¹ Cette image de la débâcle, de la saleté matérielle et morale, mélangée avec un antisémitisme ostentatoire marqua clairement une rupture définitive avec la polonophilie de sa jeunesse. Une période de sa vie fut définitivement close.

Fin 1868, Leger soutint deux thèses à la Sorbonne – sur la mission des apôtres Cyrille et Méthode et sur la chronique de Nestor – devant un jury présidé par Emile Egger. Parmi les membres du jury on trouve Henri Wallon, Saint René Taillandier, spécialiste de l'histoire ancienne Geoffroy, le géographe Auguste Himly et le spécialiste des littératures étrangères Alfred Mézières. La commission louait l'ordre et la méthode de sa thèse. Lorsque Mézières demanda l'idée générale, Leger fit ressortir le caractère avide de la race allemande. Cette partialité suscita des critiques de la part d'Auguste Himly. Leger cita à l'appui les chroniques de Widukind, d'Adam de Brême et de Cosmas de Prague. Il réfuta les théories sur les origines touraniennes des Russes. Ce fut la première thèse consacrée aux Slaves jamais soutenue à la Sorbonne. Le doctorat obtenu, Leger devait maintenant chercher un emploi. Il avait certes la possibilité d'enseigner les littératures étrangères dans une faculté de province, mais une telle carrière ne correspondait guère à ses ambitions. Le fait qu'il ne faisait pas ses études à l'Ecole normale, à l'Ecole des Chartes limitaient ses possibilités. Mais le thème de sa thèse provoquait quelques suspicions. Il réussit à convaincre le directeur du personnel du ministère de l'Instruction publique, Danton, et le ministre

⁷¹ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 89.

Victor Duruy de l'utilité d'un enseignement sur les Slaves. Après avoir dispensé à la Sorbonne dans le bâtiment Gerson, aujourd'hui disparu, un cours sur la «langue et la littérature des Slaves méridionaux», il exposa «l'histoire de la Bohême au Moyen Age» et «la grammaire de la langue russe».⁷² Cet éclectisme était considérable. Mais pour la première fois un enseignement de russe déroula en dehors des murs du Collège de France. Parmi ses élèves, Leger trouva un ami qui devint à son tour le slavisant et le spécialiste de la Russie, Alfred Rambaud. Cette amitié dura jusqu'à la mort de celui-ci en 1905. L'œuvre de Leger fut celle d'un pionnier: les langues slaves étaient entrées avec lui dans l'enseignement supérieur. Les cours qu'il avait instaurés furent maintenus jusqu'à la fin du Second Empire.

⁷² LEGER Louis, Souvenirs d'un vieux professeur. In. *Revue internationale de l'enseignement*. 1908. Voir aussi manuscrit dans le Archives privées Louis Leger.

L'Influence de Strossmayer

Une des personnalités à avoir marqué le plus profondément le jeune Leger fut incontestablement l'évêque Strossmayer. Dans ses mémoires Leger en fit la caractéristique suivante: «Il vivait uniquement pour l'église et pour son peuple, - *sve za vjeru i za domovinu* tout pour la foi et la patrie, disait sa devise - mais à côté de la petite nation croate, qu'il aimait passionnément, il donnait dans ses affections la première place à la race slave; il rêvait l'union des deux églises catholique et orthodoxe, la réconciliation des Russes et des Polonais, l'affranchissement des Slaves de Turquie, là justice enfin rendue à tous les Slaves dans un Etat autrichien franchement fédératif. Tel était le programme que, nous devons défendre dans la revue que nous médions de fonder à Paris. Il répondait, il répond encore aujourd'hui à toutes mes aspirations. Quand verrons-nous une Europe où, suivant le mot de l'Écriture, la justice et la paix se seront enfin embrassées?»⁷³

Leger le rencontra pour la première fois à Paris pendant l'exposition universelle de 1867. La rencontre eut lieu au Palais Royal en présence de František Ladislav Rieger. Leger se remémorait plus tard sa première impression. «Dans une salle de ce café je vis arriver un soir, un homme de haute taille, vêtu de cette longue lévite qui est l'habit de ville du clergé en Autriche et en Hongrie. Un liséré violet, un collet, une améthyste au doigt révélaient seuls la dignité épiscopale. L'œil du nouveau venu était vif, l'allure noble et affable, le sourire exquis. M. Rieger, qui l'accompagnait, lui donnait le titre *Excellenz*, lequel correspond à notre monseigneur. C'était l'éminent évêque de Diakovo, le

⁷³LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 55.

mécène des Slaves méridionaux.»⁷⁴

Grâce à son éducation intellectuelle, à sa situation sociale, et aussi aux circonstances de son époque Strossmayer (1815–1905), «l'évêque national» de Djakovo, est devenu de bonne heure, le maître spirituel de la jeune Croatie. Son œuvre, la hauteur de ses vues et la noblesse de ses idées font de lui «un des fondateurs du yougoslavisme intégral». C'est à son initiative et à son aide matérielle et morale, qu'est due la fondation de l'Académie des Sciences et de l'Université de Zagreb, premières institutions de ce type chez les Slaves du Sud, ainsi que de la Galerie de peinture.

Toute l'œuvre de Strossmayer était conduit par une seule idée: l'union de tous les Slaves du Sud, y compris les Bulgares. Pour comprendre la substance de ses idées, il faut les considérer sous le double aspect politique et culturel. Déjà glorifié déjà par ses contemporains, critiqué aussi par les Croates comme le «slavo-serbe», Strossmayer est la plus importante personnalité de l'histoire croate.

Comme Ljudevit Gaj, un des pères de la nation croate, il était d'origine allemande; ses ancêtres s'étaient installés à Osijek, en Slavonie au 18^e siècle, au temps de la colonisation germanique et de l'affaiblissement général de l'identité nationale des Croates. C'était à l'époque où l'individualité politique de la Croatie et de la Hongrie commençait à s'effacer, l'union personnelle se transformant en union réelle, et les deux royaumes deviennent parties intégrantes de l'Empire. Cette période assez longue de germanisation systématique, dans le cadre de la monarchie absolutiste.

⁷⁴ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 36-37.

Plus que la biographie de Strossmayer, c'est le milieu dans lequel il grandit qui explique la formation de ses idées.

Strossmayer fut l'enfant spirituel du clergé franciscain de Slavonie, de Bosnie et de Dalmatie, qui, depuis le 17^e siècle recevait son éducation intellectuelle à Rome, et dont les membres furent parmi les premiers propagateurs de l'unité linguistique des Slaves du Sud et de l'adoption du dialecte *stokavien*, auquel ils donnèrent eux-mêmes le nom de «langue illyrienne».⁷⁵

L'avènement de Gaj qui donna à dans cet illyrisme littéraire et linguistique sa dimension politique en lui imprimant l'idée de l'unité nationale de tous les Slaves du Sud - devait être d'une importance décisive pour la formation des idées de Strossmayer. Le mouvement illyrien de Gaj, qui se présentait de prime abord comme une résistance à l'hégémonie hongroise, finit par se muer en un nouveau programme politique, connu sous le nom d'austroslavisme, et dont l'idée directrice était l'égalité de tous les peuples de la couronne autrichienne dans une Autriche fédéralisée. De la réalisation de ce programme, idéal politique des Croates, des Tchèques, des Slovaques, des Slovènes et des Serbes de la Vojvodine entre 1830 et 1850, les Slaves attendaient, grâce à leur force numérique, une influence prédominante sur la politique et les destinées de l'Empire autrichien. L'idée de l'unité politique prônée par le mouvement illyrien s'accompagnait de la revendication de la tolérance religieuse, exprimée et défendue à plus d'une reprise dans la Diète de Croatie en 1848. Toutes les tentatives des Illyriens de réaliser leur programme culturel (par exemple la fondation d'une Académie et d'une

⁷⁵Sur l'histoire croate voir par exemple ŠIDAK Jaroslav - GROSS Mirjana - KARAMAN Igor - SEPIĆ Dragovan, *Povijest hrvatskog naroda g. 1860-1914*, Zagreb 1968; ŠIDAK Jaroslav, *Studije iz hrvatske povijesti XIX stoljeća*, Zagreb 1973; ŠIDAK Jaroslav, *Studije iz hrvatske povijesti za revolucije 1848-49*, Zagreb 1979.

Université à Zagreb) et d'émanciper l'Église croate de la hiérarchie ecclésiastique hongroise sont demeurées à l'état de généreux projets, en dépit des nombreuses suppliques de la Diète croate d'avant 1848 et de l'Assemblée nationale croate à partir de 25 mars 1848, jusqu'à la nomination de Strossmayer comme évêque de Djakovo, qui eut lieu sur les instances pressantes des Illyriens et surtout du ban Jelačić. La politique nationale de Strossmayer appliquait en pratique le programme des «Illyriens» sous une forme précisée et adaptée aux conditions nouvelles. L'entrée de Strossmayer dans la vie publique fut, comme il l'a dit lui-même avec raison, le seul profit que les Croates tirèrent de l'année 1848, un événement qui annonçait une phase nouvelle dans la vie politique et intellectuelle de la Croatie moderne.

Les idées fondamentales de Strossmayer pourraient se résumer ainsi. Strossmayer fut partisan de la formation d'un État composé des Serbes, des Slovènes, des Croates et des Bulgares. En attendant que cet objectif devienne réaliste, et pour tenir compte de la réalité politique que représentait l'Empire d'Autriche, effort pour obtenir une entité politique englobant des Serbes, Croates et Slovènes dans le cadre d'une Autriche fédérale. Pour surmonter les différences culturelles et religieuses il préconisa l'union des Églises catholique et orthodoxe sur la base d'une langue slave ecclésiastique commune, en vue d'assurer la tolérance religieuse. Strossmayer fut imprégné lui-même de l'idée de la solidarité slave. Il exigea également l'autonomie pour tous les Slaves du Sud dans le cadre de l'Empire ottoman.

L'unité nationale des Slaves du Sud était à la base de la foi politique de Strossmayer, but suprême de toute son action dans le domaine intellectuel et politique. Cette unité intégrale d'un peuple unique

était pour lui, le seul moyen de résister à l'agressivité du nationalisme hongrois et allemand. De fait, ce nouveau nom de Yougoslave, devenu si cher à son cœur, n'est autre chose qu'un synonyme du terme «illyrien», dont l'emploi avait été interdit dans la vie publique croate sous le règne de l'empereur Ferdinand V en 1843. Depuis Strossmayer, le terme de Yougoslaves était employé pour désigner non seulement l'ensemble des Serbes, Croates, Slovènes et Bulgares, mais aussi le groupe plus étroit des Serbes et des Croates réunis naguère dans la monarchie autrichienne.⁷⁶ C'est dans ce sens qu'il était employé à la Diète croate et dans la presse, et Jelačić s'en servait pour désigner les Serbes et les Croates. Strossmayer n'en était donc pas l'inventeur. Mais c'est l'évêque de Djakovo qui imposa le concept du yougoslavisme intégral considéré comme seul garant de la survie culturelle et politique de ce peuple unique dont les Serbes et les Croates étaient à ses yeux deux rameaux, peuple unique à deux noms, que seule l'unité intégrale pouvait sauver de l'hégémonie austro-hongroise. Tel était l'esprit de sa lettre de 1896 à la jeunesse universitaire serbe et croate, qui s'était unie à Zagreb dans une organisation commune; pour lui, l'unité du peuple serbo-croate était le gage d'un avenir plus heureux; c'est sur un ton religieux et presque mystique qu'il énonçait l'affirmation que les Serbes et les Croates représentent un seul peuple.⁷⁷ Cela étant, il voyait parfaitement que le problème serbo-croate ne pouvait trouver sa solution définitive et durable que dans l'unité nationale au sens yougoslave qui excluait toute hégémonie partielle, à quelque branche du peuple qu'elle pût échoir.

Cependant, les conditions où se trouvaient à cette époque tous les

⁷⁶Sur ce problème voir JELAVICH Charles, *Južnoslavenski nacionalizmi. Jugoslovensko ujedinjenje i udžbenici prije 1914*, Zagreb 1992.

⁷⁷Sur la situation des Serbes en Croatie voir ROKSANDIĆ Drago, *Srbi u Hrvatskoj od 15. stoljeća do naših dana*, Zagreb 1991.

Slaves du Sud exigeaient des vues plus pratiques et une action plus réaliste: ce fut le programme de la fédération des peuples au sein de l'Empire d'Autriche. Vu la stabilité relative de l'Autriche au plan de la politique internationale, due principalement à l'intervention de sa fidèle alliée, la Russie (surtout en 1848-49), au fait que la Serbie et le Monténégro étaient encore les vassaux de l'Empire ottoman, à la prépondérance de la voix de l'Angleterre dans la question d'Orient, et enfin aux aspirations à l'hégémonie politique sur les Serbes et les Croates qui se rencontraient chez les Magyars (après la défaite de l'armée autrichienne à Solferino en 1859 et à Sadowa en 1866) et chez les Allemands, on comprendra facilement, que cette option politique était pour les peuples slaves de l'Empire des Habsbourg la seule possible. Pour cette raison que Strossmayer, alors chapelain à la cour de Vienne, s'était rangé du côté du ban Jelačić la pendant la crise de 1848-49. Dans une lettre confidentielle du 30 août 1848, il conseilla à Jelačić, au nom de la cour de Vienne, de traverser la Drave et d'attaquer les Magyars avec les régiments de Confins Militaires serbes et croates. Tous deux voulaient mettre fin à l'hégémonie magyare, dans laquelle ils voyaient le principal obstacle à la fédéralisation de l'Autriche. Tous deux ont rendu service à leur peuple, et ni l'un ni l'autre n'était au service des intérêts dynastiques de la cour de Vienne, pas plus que le patriarche serbe Rajacic de la Vojvodine ou le général serbe Stefan Knjažević qui restèrent tout au long de la crise en relation étroite avec la cour impériale.⁷⁸

Après la répression sanglante de la Révolution hongroise de 1848–1849 et l'échec de la politique de germanisation menée par le nouvel

⁷⁸Voir par exemple ŠIDAK Jaroslav - GROSS Mirjana - KARAMAN Igor - SEPIĆ Dragovan, *Povijest hrvatskog naroda g. 1860-1914*, Zagreb 1968.

empereur François-Joseph, avec l'aide de la haute aristocratie et des cercles militaires, la vie publique reprit à nouveau libre cours. C'est alors que pour la première fois, Strossmayer parut publiquement sur la scène politique. Appelé à représenter la Croatie-Slavonie au Reichsrat convoqué au printemps de 1860 par l'Empereur à Vienne, il y défendit la conception d'une Autriche fédérale, dont le royaume triunitaire de Croatie Slavonie Dalmatie, ayant sa langue nationale comme langue officielle, constituerait une des parties. Le compromis austro-hongrois de 1867, puis le Compromis croato-hongrois de 1868 et de 1873, qui semblait mettre fin à tout espoir de jamais réaliser cette idée, ne l'empêchèrent pas de continuer à la défendre ardemment. Il rencontra d'abord l'opposition des Dalmates qui à de rares exceptions près, telle celle des Serbes de Dalmatie, ne voulaient pas consentir à l'union avec les Croates; celle-ci fut par la suite empêchée par les Magyars qui craignaient la concurrence pour la possession de Fiume, et par les Allemands d'Autriche, qui, après la perte de Venise, base maritime de l'Autriche jusqu'en 1860, avaient besoin de la côte dalmate pour disposer d'une marine.

L'action en faveur de l'union des Églises catholique et orthodoxe occupait une place de premier plan dans son oeuvre et ne quittait jamais sa pensée. Elle aussi était au fond de caractère politique. La scission religieuse, une des conséquences du schisme du 11^e siècle, avait dressé un obstacle presque insurmontable à l'union serbo-croate, et c'est peut-être dans le passé des Slaves du Sud qu'elle laissa les traces les plus tragiques. Il fallait effacer ces conséquences, les éliminer par tous les moyens: car l'importance des croyances religieuses dans la vie des masses populaires exerçait dans la plupart des cas une influence décisive.

L'union des Églises représentait pour le peuple l'unité spirituelle, et celle-ci était la première condition de l'unité politique.⁷⁹

Inébranlablement convaincu que le peuple croate était destiné à être le levain de cette union des Églises, comme il l'a dit au Concile du Vatican en 1870, Strossmayer, en sa qualité de haut dignitaire ecclésiastique, entreprit de résoudre ce grave problème, devenu depuis d'actualité à l'échelle mondiale.⁸⁰

L'église orthodoxe est nationale, tandis que l'église catholique est internationale. Il s'agissait de «nationaliser» cette dernière par l'adoption dans la liturgie du vieux slave. Mais les obstacles étaient très grands et ils étaient souvent exploités par la politique hongroise. Les dirigeants austro-hongrois étaient convaincus que l'antagonisme serbo-croate était la digue sur lequel le mouvement yougoslave pourrait se briser. Il y avait toutefois encore un autre problème délicat, celui de la primauté du pape, que les hauts dignitaires orthodoxes refusèrent *a limine* d'adopter. Strossmayer consacra une bonne partie de sa vie à diminuer les différences entre les catholiques et les orthodoxes.

S'il s'opposa au dogme de l'infaillibilité lors du Concile de Vatican, c'est surtout par crainte que le nouveau dogme n'éloignât encore davantage l'Eglise orthodoxe de l'Eglise catholique et n'eût pour conséquence de rendre plus difficile encore le rapprochement spirituel des Serbes et des Croates.

Sa cathédrale de Djakovo, construite dans un style romano byzantin mixte, portait l'inscription: «A la gloire de Dieu, à l'Union des églises, à l'amour et à la concorde du peuple», preuve encore une fois

⁷⁹ČEČATKA Antun, *Vidjenje crkve J. J. Strossmayera (1815-1905): Perspektive jedinstva sa slavenskim pravoslavnim crkvama*, Djakovo 2001.

⁸⁰Voir KADIĆ Ante, *Bishop Strossmayer and the First Vatican Council*, London-New York 1971.

qu'en la personne de Strossmayer, l'homme de pensée était complémentaire avec l'homme politique et porte-parole de la nation.

Sous l'influence de la philosophie romantique et idéaliste, et plus spécialement sous l'influence du panslavisme diffusé dans des œuvres linguistiques telles que celles de Dobrovský, dans les ouvrages historiques et dans les travaux de l'histoire littéraire de Pavel Josef Šafařík, et enfin dans de belles créations poétiques, comme celles de Jan Kollár, œuvres qui toutes exprimaient l'idée fondamentale de l'union culturelle de tous les Slaves, Strossmayer considérait l'idée de la solidarité slave comme leur seule raison d'être, le seul moyen pour eux de se maintenir dans la lutte internationale: «Nous autres Slaves, nous ne remplirons jamais notre grande mission en Europe et en Asie, si nous ne nous unissons pas.»⁸¹

Il croyait à la mission historique particulière de la Russie, et on trouve semble-t-il dans ses œuvres des points de ressemblance avec les slavophiles russes.⁸²

En 1888, lors du millénaire de la conversion de la Russie, il envoya un message d'amitié au peuple russe. A l'empereur François-Joseph, qui lui reprochait ce geste comme un geste non loyal contre la monarchie et l'Eglise catholique, il répondit: «Sire, ma conscience est tranquille».⁸³

Toujours sous l'inspiration de cette solidarité slave, Strossmayer demandait, ainsi que le montre sa correspondance avec Gladstone,

⁸¹Sur les idées nationales de Strossmayer voir BANAC Ivo, *(The) National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Ithaca-NewYork 1984.

⁸²Voir par exemple SETON-WATSON Robert W., *The Southern Slav Question and the Habsburg Monarchy*, London 1911.

⁸³Sur Strossmayer voir par exemple GROSS Mirjana, *Die Anfaenge des modernen Kroatien. Gesellschaft, Politik und Kultur in Zivil- Kroatien und Slavonien in der ersten dreissig Jahren nach 1848*, Wien-Koeln-Weimar 1993.

l'autonomie des Serbes et des Bulgares dans le cadre de l'Empire ottoman. Dans une lettre adressée en 1851 au prince Alexandre Karadjordjević, il exprima sa joie de pouvoir travailler avec «le gouvernement slavo-serbe». Le sang qui coule dans mes veines est le même que celui de l'héroïque peuple serbe».⁸⁴ Il travaillait toujours au rapprochement spirituel des Serbes et des Croates. Il pouvait voyager officiellement en Serbie, les catholiques de Belgrade appartenant à l'obédience de son diocèse, et fut toujours magnifiquement reçu à Belgrade. Ses relations secrètes avec le prince Michel Obrenović étaient également connues. Il collaborait de même manière avec les Slovènes. Au Reichsrat, il défendit le droit des Slovènes à pratiquer leur langue. Lors de la fondation de l'Académie yougoslave de Zagreb, il invita le Slovène Janez Bleiweis à en faire parti. Son activité en faveur de l'union culturelle des Slaves du Sud était dans son esprit une étape nécessaire pour la réalisation de son projet politique, un bon moyen d'y arriver. L'unité politique ne serait possible, pensait-il, qu'après l'union culturelle: l'exemple de l'Italie en 1848 et celui de l'Allemagne en 1866 et 1871 le confirmaient dans cette idée. Il fonda en 1867 l'Académie yougoslave et à cette occasion, il se prononça pour l'unification des dialectes et l'unité littéraire de la langue.

Il songeait en même temps aux Bulgares. Il considérait leur participation comme indispensable pour que l'Académie devînt réellement le centre scientifique des Slaves, le foyer de leur rapprochement.

Tous ces efforts tendaient à un même but: le réveil et le développement de la conscience nationale d'un peuple homogène bientôt

⁸⁴GROSS Mirjana, *Die Anfaenge des modernen Kroatien. Gesellschaft, Politik und Kultur in Zivil-Kroatien und Slavonien in der ersten dreissig Jahren nach 1848*, Wien-Koeln-Weimar 1993, p. 432.

libre qui, selon ses propres paroles, saurait ce qu'il vaut.

Le prélat fut enchanté par le jeune savant de 24 ans qui maîtrisait bien sa langue maternelle. Il reçut également de la part de Leger un imprimé de sa thèse sur Saints Cyrille et Méthode. Ebloui par ses compétences linguistiques et par la profondeur de ses connaissances, il l'invita à Zagreb, où se préparait l'inauguration de la nouvelle Académie yougoslave des Sciences et des Arts, lui envoyant même mille francs pour couvrir les frais de voyage. Leger put se mettre en route. Après avoir visité Zagreb, Belgrade et Novi Sad, il se rendit finalement à la petite ville de Djakovo, la modeste résidence de l'éminent prêtre. «De Vinkovci, je gagnai en voiture Djakovo. La résidence de l'illustre prélat m'apparut sous l'aspect d'un grand village poudreux. Sur la chaussée, les roues de ma voiture s'enfonçaient jusqu'au moyeu dans une poussière sèche qui aveuglait les yeux, obstruait le nez et les oreilles, affolait le cocher et l'attelage. L'évêque commençait seulement à construire la cathédrale à laquelle son nom restera attaché. Son palais était une immense bâtisse sans style et sans grâce; il y avait réuni une galerie de tableaux, qu'il a offerte depuis à la ville d'Agram. S'il n'avait eu que des ambitions mondaines, s'il avait songé uniquement à plaire aux puissances laïques, à l'empereur et au ministère hongrois, l'évêque aurait pu échanger le siège de Djakovo contre l'archidiocèse d'Agram, qui assure généralement à son titulaire un chapeau de cardinal. Mais il tenait avant tout à servir son peuple; il menait dans son palais rustique la vie d'un gentilhomme fermier, très occupé à mettre en valeur ses forêts, ses fermes, ses haras, ses bergeries, et les vastes revenus de cette exploitation rurale étaient uniquement employés à des œuvres nationales,

religieuses ou patriotiques.»⁸⁵ Malheureusement, Leger dut attendre trois jours avant d'être reçu par Strossmayer. L'évêque était dans sa retraite, effectuant des exercices spirituels. La retraite finie, ils purent se consacrer aux débats politiques. Strossmayer songeait justement à fonder à Paris un périodique chargé de révéler à l'opinion publique les buts du mouvement politique et intellectuel des Slaves du Sud. Il était mécontent de la façon dont la presse française traitait les questions slaves, surtout la puissante *Revue des deux mondes*, où les journalistes polonais et polonophiles n'avaient que peu de sympathies pour la cause des Slaves centre européens et balkaniques. «Ame généreuse, vibrante, l'évêque ressentait cruellement comme une offense personnelle toutes les injures faites à son peuple et à sa race. Un matin, je le vis arriver dans ma chambre, les larmes aux yeux, tout ému. «Tenez, mon ami, me dit-il, voilà ce que les Polonais écrivent de nous à Paris.» Il tenait à la main le numéro de la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} septembre 1867. Cette revue renfermait un article intitulé *Le Congrès de Moscou et la propagande panslaviste de Julian Klaczko.*»⁸⁶ Il songeait à Ubcini, journaliste et voyageur expérimenté, spécialiste du monde ottoman et à Leger pour la direction de la revue projetée. Ce projet ne devait pas se réaliser, trop coûteux même pour le riche évêque. A son retour à Paris, Leger se fit porte-parole de ses amis slaves dans un article sur *Agram et les Croates* dans la *Revue moderne*, réimprimé plus tard dans les deux éditions de son recueil *Le Monde Slave.*⁸⁷ Le séjour à Djakovo se termina dans des conditions semblables à un roman d'aventure. Une dépêche, adressée du chef-lieu de la *joupanie* d'Osijek à la gendarmerie du bourg,

⁸⁵LEGER Louis, *Souvenirs d'un Slavophile*, Paris 1905, p. 52-53.

⁸⁶.KLACZKO Julian, Le congrès de Moscou et la propagande panslaviste, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} septembre 1867, p. 172-190.

⁸⁷LEGER Louis, *Agram et les Croates*, *La Revue Moderne*, 1868, n. 46, p. 5-29.

faisait connaître qu'un étranger suspect se trouvait dans le palais de l'évêque, qu'il fallait mettre la main sur lui et l'expulser. Le télégramme avait été officieusement communiqué à une personne qui s'empessa de prévenir Leger. Il fallait partir immédiatement.

«Ils n'oseront pas mettre la main sur vous dans mon palais, me dit l'évêque, mais je ne puis répondre de vous si vous en franchissez le seuil. Ils chercheront quelque prétexte pour vous arrêter dans la rue et, une fois qu'ils vous tiendront, Dieu sait ce que vous deviendrez. Si vous m'en croyez, 'vous allez partir pour la frontière militaire... Je vais vous donner une lettre pour le curé de... et il sera heureux de vous offrir l'hospitalité.»

Une voiture fut immédiatement attelée; deux heures après, j'avais franchi les limites de la joupanie d'Osijek. J'étais à l'abri.»⁸⁸

Malgré l'échec du projet de journal slave de langue française Strossmayer envoya à Leger 2000 francs pour obtenir le contrôle de la *Revue moderne*. En même temps, il envoya à Leger 870 francs pour faciliter la publication de sa thèse sur les apôtres slaves Cyrille et Méthode et commanda pour ses besoins entre 50 et 100 exemplaires. Strossmayer croyait profondément en la France et en son rôle dans la nouvelle Europe. La défaite de 1870–1871 n'ébranla point sa foi: «Votre patrie, après toutes ses épreuves, sera, j'espère, sauvée et rajeunie. La conséquence heureuse de la situation présente sera, j'espère, une alliance intime entre l'élément romain et slave en Europe. Il n'y a pas d'autre moyen pour se sauver de l'ambition effrené des Allemands.»⁸⁹ Et il continuait «De la concorde de la race latine et slave depend probablement l'indépendance et le progrès de l'Europe. Organisez vous

⁸⁸LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 59.

⁸⁹Archives du musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, lettre de 7 mai 1871.

le plus tôt possible et aidez nous dans nos efforts de culture et dans notre délivrance du joug otoman.»⁹⁰ La dernière rencontre entre Leger et Strossmayer eut lieu en 1869 à Rome. Jusqu'à la mort de l'évêque, ils restèrent en liaison épistolaire. Pour Leger, Strossmayer fut le Slave et le patriote par excellence. Malgré la faiblesse de sa propre foi catholique, le prélat demeurait pour lui le modèle du chrétien idéaliste et tolérant. Il fut aussi pour lui une source inépuisable d'inspiration littéraire. Jusqu'en 1913, il brossa à plusieurs reprises son portrait.⁹¹ C'est également Strossmayer qui lui inspira les doctrines panslavistes présentes dans ses travaux sur Jurij Križanić ou sur Jan Kollár, et surtout cette vision des Slaves du Sud comme une nation.⁹² Cette perception fut, néanmoins, un piège. Dans son oeuvre, Leger sous-estima par la suite les différences entre les Serbes et les Croates, réduisant le problème à la seule différence religieuse destinée à s'affaiblir avec le temps. L'histoire du 20^e siècle montra clairement la profondeur de son erreur.

⁹⁰Archives du musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, lettre du 7 mai 1871.

⁹¹Voir par exemple *Un évêque slave (Mgr. J.-G. Strossmayer)*, p. p. 113-134, In *Le Monde Slave : voyages et littérature*, Paris 1873, p. 113-134, ou *L'évêque Strossmayer* In *Serbes Croates et Bulgares, études historiques politiques et littéraires*, Paris 1913, p.156-167.

⁹²*Un précurseur du panslavisme au 18^e siècle, Georges Krijanitch*, Nouvelles Etudes Slaves: histoire et littérature, Paris 1880, p.1-50. Jean Kollar et la poésie panslaviste In. Russes et Slaves, Paris 1890, p. 277-346.

Leger et les Slaves du Sud

L'exposition de Paris apporta encore à Leger d'autres amitiés. Quelques jours après leur première rencontre, Strossmayer lui présentait son *alter ego*, le chanoine Franjo Rački, ardent patriote et excellent érudit qui avait renouvelé l'historiographie croate et qui devait être pendant de longues années l'âme de l'Académie des Slaves Sud, le promoteur de toutes les grandes entreprises littéraires. Comme Strossmayer, Rački fut un grand ami de la France, et devint même après Sedan le partisan du régime républicain qui s'y était créé, fait fort curieux pour un représentant du clergé. Dans une lettre à Leger, il affirmait que la France républicaine ne pourrait jamais entrer en conflit avec les Slaves.⁹³

Un autre slave méridional avec lequel Leger fit connaissance à l'exposition de 1867 était le comte Medo Pucić (Orsato Pozza), écrivain bilingue de Raguse qui fut le type accompli du gentilhomme de lettres: poète délicat, historien amateur, il écrivait tour à tour en serbo-croate et en italien. Sa modeste fortune lui assurait une situation indépendante. Il passait sa vie à voyager; il avait longtemps vécu en Russie, mais c'est surtout Paris qui l'attirait. Patriote intransigeant, Medo Pucić avait abandonné la nationalité autrichienne; il avait été chambellan de la cour de Lucques et était devenu sujet italien. Après la mort du prince Michel de Serbie en 1868, il fut appelé à Belgrade pour servir de précepteur au jeune Milan Obrenović. Pucić fut un des derniers partisans du mouvement illyrien. Tout en restant catholique, il embrassa finalement l'identité serbe et se considéra comme le membre de cette nation. Pendant ses séjours à Paris il rendait souvent visite à Leger, avec lequel

⁹³Musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, lettre de Rački du 20 juillet 1871.

il s'amusait à rédiger des poèmes improvisés en serbo-croate, inspirés par les vieux chants épiques.⁹⁴

Vers la fin de juin 1867, Leger quitta Paris pour se rendre chez les Slaves méridionaux, à Zagreb notamment, où il était invité par l'évêque Strossmayer. Ce n'était pas précisément le voyage dont il rêvait en ce moment. Il aurait voulu partir, comme Palacký et Rieger, pour Moscou afin d'y assister à l'exposition anthropologique consacrée à la race slave. Les Slaves d'Autriche et de Turquie y étaient invités. Leger sollicita en vain une mission scientifique de du ministère de l'instruction publique.

Il gagna donc par l'Italie les régions de la Save et du Danube, visitant successivement Zagreb et Belgrade.

A l'époque de son voyage, les Balkans étaient en pleine mutation. A mesure qu'ils s'organisaient, les nouveaux États balkaniques devaient en même temps définir leurs priorités. En cette période d'éveil et d'affirmation des nationalités, ces objectifs ne pouvaient être que «nationaux», visant à l'épanouissement politique, économique et culturel du groupe ainsi défini. Deux modèles prédominaient: le modèle «jacobin», faisant coïncider État et nation en un organisme unique, ce qui supposait la réunion de tous les membres de la communauté à l'intérieur de frontières communes; le modèle romantique allemand, privilégiant la langue et la culture aux dépens du territoire et de ses limites. Mais l'obstacle aux projets des États chrétiens était le «joug ottoman», qui pesait encore sur une grande partie des Balkans et suscitait un puissant désir de liberté. Aussi, dans certaines régions de l'Empire demeurait vivant le rêve du 18^e siècle d'émancipation des peuples chrétiens sous l'égide d'une Russie qui abandonnait pas à pas la Sainte

⁹⁴ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 39.

Alliance pour le panslavisme. Modèles occidentaux et traditions balkaniques se combinaient dans l'action des mouvements nationaux de la péninsule.

La *Megale Idea* puisait dans la théorie allemande du *Volksgeist*, mais essayait de l'inscrire sur la carte en vertu de souvenirs historiques de l'Antiquité et de Byzance. Les Serbes, de leur côté, associaient la vision unitaire française et la solidarité slave en un «Grand Projet», le *Načertanje*. Curieusement inspiré à Ilija Garašanin par l'émigré tchèque František Zach, venu à Belgrade comme agent de l'émigration polonaise et de son chef, Adam Jerzy Czartoryski. Celui-ci, réfugié à Paris, avait tissé à travers l'Europe un vaste réseau d'agitation contre la Russie après l'écrasement de la révolte polonaise de 1830–1831. La capitale ottomane constituait une de ses bases les plus solides, et ses envoyés se répandaient de là à travers les Balkans; ils y mobilisaient tous les mécontents pour déstabiliser les Puissances et provoquer un conflit européen qui permettrait, pensait-il, de mettre à nouveau sur la table la question de la résurrection de la Pologne. Les Polonais étaient pessimistes quant à l'avenir de l'empire ottoman et, pour éviter que l'ensemble des Balkans ne devienne le domaine du tsar, ils y encourageaient les nationalités chrétiennes. La petite principauté serbe se trouvait alors sous protectorat russe, mais était sujette à la suspicion de la Porte, sa suzeraine, et à la méfiance de l'Autriche, en proie à l'agitation de ses nationalités, dont les Serbes de Hongrie. Traditionnellement francophiles, les hommes de Czartoryski orientèrent les Serbes vers la France de Louis-Philippe, au nom de laquelle ils prétendirent parfois parler.

Rentré à Belgrade et devenu chef du gouvernement du prince

Alexandre, Garašanin rédigea pour ce dernier, en 1844, un «projet» de politique extérieure. Il y atténua la vision «yougoslave» élaboré par Zach qui avait obtenu l'accord du Mouvement illyrien, mais qui se heurtait à l'opposition absolue de l'Autriche, suspicieuse et puissante voisine. Il mit en revanche l'accent sur l'unité des Serbes avec les Monténégrins et les orthodoxes territoires ottomans en Bosnie et en Herzégovine, ce qui devait permettre à la principauté d'obtenir un débouché sur la mer.⁹⁵

Pour appuyer une telle expansion, on mobilisa le souvenir de l'empire de Dušan, au 14^e siècle, et l'historicisme romantique, combiné au unitarisme, fournit ainsi à la Serbie, pratiquement jusqu'en 1914, un programme de politique extérieure.

Dans les années quarante, les mouvements des nationalités en Autriche firent sentir leur influence dans tous les Balkans. Sociétés et clubs se constituèrent dans les régions grecques comme dans les contrées serbes. Les Grecs mettaient l'accent sur l'enseignement. Une Société des amis de l'instruction, fondée à Athènes en 1836, s'occupa de créer et d'entretenir des écoles pour les Grecs de Thessalie, d'Épire ou de Macédoine. S'appuyant sur ce bouillonnement national, Garašanin s'efforça de lui donner une assise diplomatique. Une première alliance fut conclue avec le Monténégro. Le grand écrivain Vuk Karadžić effectua une mission à Cetinje en 1860, et Belgrade aida financièrement le prince Nicolas, arrivé au pouvoir la même année. En 1866, au lendemain de la défaite de l'Autriche à Sadowa, un traité fut signé à Cetinje, prévoyant la participation commune à une insurrection des Serbes contre les Ottomans, et l'union des deux principautés dans un grand État serbe. Avec la Grèce, les négociations furent plus difficiles: la

⁹⁵ Sur les activités de Zach voir ŽÁČEK Václav, *František A. Zach*, Praha 1977; CETNAROWICZ Antoni, *Tajna dyplomacja Adama Jerzego Czartoryskiego na Balkanach*, Kraków 1993.

Megale Idea empiétait par endroits sur les frontières stipulés par le *Načertanje*. Dès 1860, Garašanin avait engagé des pourparlers avec le représentant d'Athènes à Constantinople, mais ceux-ci achoppèrent sur la volonté de la Grèce d'incorporer toute la Thrace jusqu'à la chaîne du Balkan. D'autres patriotes allaient plus loin et profitaient de toutes les difficultés de la Porte pour réunir aux frontières de nouveaux *klephtes* qui faisaient des incursions en territoire ottoman, parfois avec le soutien du gouvernement d'Athènes, comme en 1843–1844 sous Kolettis, mais parfois contre lui, comme pendant la guerre de Crimée. Les Serbes, eux, devaient tenir compte de leur situation dans le voisinage de l'Autriche. Le «printemps des peuples» de cet empire fut précédé, du côté de Belgrade, d'une étroite collaboration avec le Mouvement illyrien de Croatie, et son leader, Ljudevit Gaj, fit trois voyages dans la principauté en 1846 et 1847. Aux territoires serbes énumérés dans le *Načertanje*, les patriotes «yougoslaves» ajoutaient volontiers le Srem, la Backa et le Banat, qu'ils rêvaient de soustraire aux Habsbourg à l'aide de l'union de la Serbie avec les pays croates et le Monténégro.

La Révolution de 1848–1849 montra les limites de ces aspirations. La demande des Serbes de Hongrie de bénéficier des libertés nouvelles dans le cadre d'une Vojvodine autonome et sous un patriarcat restauré provoqua avec Budapest un conflit qui alla jusqu'à la lutte armée. Huit mille patriotes de la principauté se précipitèrent au secours de leurs frères du nord du Danube, et le gouvernement de Belgrade se fit représenter à l'Assemblée populaire de Karlovci (mai 1848). Mais l'attitude ambiguë de Vienne, qui ne soutint le mouvement que contre la Révolution hongroise, et surtout l'intervention russe, qui brisa cette dernière (août 1849), montrèrent qu'il était vain, pour un petit pays

comme la Serbie, de vouloir ébranler l'empire des Habsbourg.

Garašanin, le comprenant, en revint au *Načertanje*, dirigé contre les Ottomans. Dès 1849, il élaborait avec les Bulgares un plan de propagande politique dont l'objectif était le soulèvement de «tous les peuples opprimés», mais qui, en fait, ne concernait que les régions slaves: Bosnie, Herzégovine, Macédoine du Nord, Bulgarie de l'Ouest. Une organisation fut mise sur pied, dont Garašanin était le chef, qui consistait de propagandistes, mais aussi de francs-tireurs (*četnik*) à l'intention desquels l'imprimerie du prince Alexandre diffusa un Règlement de la guerre des *četnik* inspiré par les instructions du Polonais Czartoryski.

La guerre de Crimée rappela à la Serbie sa subordination aux Puissances. La Russie exigea en 1853 le départ de Garašanin, tandis que l'Autriche menaçait d'occuper Belgrade si le prince Alexandre sortait de la neutralité. Au Congrès de Paris 1856, il devint clair que l'équilibre des Balkans dépendait fortement des capitales européennes. Dans les années soixante, dominées par le problème de l'unité italienne et allemande, la péninsule fut travaillée par le panslavisme russe.

Dans cette conjoncture, Garašanin, revenu au pouvoir en 1862, s'efforça cinq années durant de donner au *Načertanje* un élan nouveau. Il commença par constituer un «Comité serbe» pour la propagande en faveur d'une insurrection qui devait entraîner les Grecs, les Bulgares et les populations mixtes de Bosnie et d'Herzégovine. Le patriote bulgare Georgi Rakovski organisa à Belgrade une «Légion bulgare» de six cents combattants, tandis que des détachements s'armaient en Bosnie-Herzégovine, et que les Grecs faisaient de même en Thessalie et dans l'Épire. Dans un mémoire adressé à Napoléon III, le chef du

gouvernement serbe prédisait le démembrement inévitable de l'Empire ottoman dans un avenir proche. En même temps, il renouait avec le mouvement yougoslave, désormais dirigé par l'évêque Strossmayer et son Parti national croate: en 1866, ils parvinrent à un accord sur «un État yougoslave qui ne dépendrait ni de l'Autriche ni de la Turquie», et préparèrent ensemble un soulèvement en Bosnie et en Herzégovine; des contacts furent également pris avec les Albanais du Nord, qui promirent de se joindre à l'insurrection.

C'est dans cette situation que Leger arriva à Belgrade. Il se souvenait dans ses mémoires:

«J'arrivai à Belgrade au moment où cette ville venait d'être évacuée par les troupes musulmanes et savourait avec délices la lune de miel de l'indépendance. Grâce à ma connaissance pratique de la langue indigène, je fus accueilli et traité comme un enfant du pays. J'avais rencontré à Agram un certain nombre de Serbes venus en députation pour fêter l'inauguration de l'Académie sud slave. En ce temps là les relations entre Serbes et Croates étaient fort intimes. Ils se considéraient volontiers comme un seul peuple, différencié seulement par la religion et par l'alphabet. Nul n'aurait pu prévoir les haines que la mainmise de l'Autriche sur la Bosnie et l'Herzégovine devait faire éclater entre les deux groupes. Un de mes compagnons serbes, apprenant que j'étais installé à l'hôtel, vint aussitôt m'y relancer.»⁹⁶

Leger passa six semaines dans le milieu cordial et accueillant de la bourgeoisie serbe naissante, tantôt à Belgrade, tantôt dans les vignobles où les riches habitants de la capitale serbe avaient leurs villas. Il fut logé chez l'écrivain Nedić, qui resta son ami jusqu'à la fin de ses jours. En

⁹⁶LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 43.

dehors de ses hôtes, il était très lié avec deux anciens camarades du Quartier latin, Djordje Simić, juriste et homme politique qui devint plus tard chef du cabinet sous le règne du roi Alexandre Obrenović, puis ministre de Serbie à Sofia, et Milan Kujundžić, poète et philosophe qui allait remplir de hautes fonctions dans l'administration et dans la diplomatie, devenant même le président de la skupština et ministre de l'éducation nationale. C'est avec le célèbre savant serbe Stojan Novaković, excellent philologue et littérateur, devenu ministre de l'instruction publique et diplomate, qu'il lia l'amitié la plus durable, avec un jeune publiciste Ljubomir Kaljević, qui à la suite du coup d'Etat de 1903 allait devenir ministre des affaires étrangères du roi Pierre Karadjordjević. Tous ces hommes appartenaient à la jeune génération libérale et jouaient un rôle important dans la vie politique. L'amour du cheval mit Louis Leger en rapport avec le major Djoko Vlajković, ancien combattant de la guerre de Crimée. Il était allé s'exercer au métier militaire dans les rangs de l'armée russe, avait combattu à Sébastopol et y avait laissé une jambe, emportée par un boulet français. De douze ans l'aîné de Leger, il était un grand aventurier. Après la guerre de Crimée il se distingua au Monténégro. Malgré sa mutilation, il combattit encore les Turcs dans les guerres de 1876 et 1877–1878.⁹⁷

Les projets de libération nationale plus ou moins secrets soulevaient un grand enthousiasme dans la jeunesse serbe travaillée par le libéralisme et par le nationalisme; Garibaldi et Mazzini devinrent les idoles d'une génération qui passait du panslavisme vague des années 1848–1850 au pur serbisme: de l'empire slave à l'empire de Dušan. Sur les bords du Danube, étudiants et écrivains s'unissaient en 1867 en une

⁹⁷ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 47.

association, *la Jeunesse serbe unifiée*, bientôt interdite par le prince Michel, car trop libérale à ses yeux. Leger y participa avec ses amis serbes fut séduit par l'enthousiasme de ses participants.

La crise serbo-ottomane des forteresses, en 1862, rapprocha les opinions publiques grecque et serbe, mais les négociations furent retardées par le changement dynastique à Athènes, puis par l'insurrection de la Crète qui provoqua une flambée nationaliste en Grèce. Finalement, un traité d'alliance fut signé près de Vienne, en août 1867, avec les encouragements de la Russie. Les deux États balkaniques s'engageaient à lutter côte à côte contre l'Empire ottoman, la Grèce devant recevoir la Thessalie et l'Épire, tandis que la Serbie se réservait de la Bosnie et de l'Herzégovine; quant aux autres territoires - Macédoine, pays bulgare et albanais -, leur sort devait dépendre de la volonté des populations. Garašanin sonda également Bucarest, qui avait fait des propositions à la Grèce.⁹⁸

A son arrivée à Belgrade, Louis Leger demanda une audience auprès du premier ministre serbe, remplissant ainsi la mission que lui avaient confié Strossmayer et Rački à Paris.

Dans ses mémoires, nous voyons toute la particularité de cette visite:

«J'eus l'occasion de demander audience à M. Garachanine. Mes amis croates songeaient, comme je l'ai dit plus haut, à fonder à Paris un organe destiné à faire connaître les Slaves de l'Autriche-Hongrie et du Balkan, et à défendre leurs intérêts. Nous avons tout lieu de penser que le gouvernement serbe ne resterait pas indifférent à cette entreprise. M.

⁹⁸Voir par exemple CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans*, Paris 1992; JELAVICH Barbara, *History of the Balkans: Eighteen and Nineteen Century*, Cambridge 1983.

Garachanine consentit volontiers à me recevoir. La Serbie à ce moment, n'était pas encore inféodée à l'Autriche, et la France jouissait en Orient d'un crédit qui, depuis, a beaucoup baissé. M. Garachanine ne parlait que le serbe et l'allemand, et me fit prévenir que la conversation aurait lieu avec le concours d'un interprète. Il fut très agréablement surpris quand on lui répondit que le serbe m'était familier. Il me reçut à la mode orientale, avec le café à la turque, le verre d'eau et le chibouk traditionnel. La conversation s'engagea très cordiale; le ministre se montra fort bien disposé; il me promit une subvention assez considérable eu égard aux finances serbes. A chaque instant, il interrompait le dialogue pour s'écrier: «Mais est-il possible que vous soyez Français? Je n'ai jamais rencontré un Français parlant notre langue.»⁹⁹ Mais le projet n'aboutit pas. La chute de Garašanin, suite aux différends avec le souverain en novembre 1867, arrêta les pourparlers.¹⁰⁰

En fait, son éloignement de la scène politique, puis l'assassinat du prince Michel, au moment où la Grèce se lançait tout entière dans le soutien à la révolte de la Crète, mirent un terme à cette première tentative d'alliance balkanique. Les États chrétiens n'avaient encore ni la solidité politique ni la force militaire suffisantes pour se mesurer seuls à l'Empire ottoman. Mais les prémices de 1866–1868 devaient porter leurs fruits cinquante ans plus tard, lors des Guerres balkaniques.

Leger voulait saisir dans toute sa complexité la situation politique agitée du pays. Le centre réel de l'opposition, c'était, non loin de la frontière, sur le Danube, en Hongrie, la petite ville Novi Sad. Un publiciste, Svetozar Miletić, y dirigeait un journal *La Zastava* (le

⁹⁹LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 47.

¹⁰⁰Sur la personnalité de Garašanin voir MACKENZIE David, *Ilija Garašanin. Balkan Bismarck*, New York 1985.

Drapeau). En quittant la capitale de la Serbie, il alla visiter le foyer d'opposition. Comme à Zagreb et à Belgrade, Leger fut accueilli avec tous les honneurs et devint également membre de la Matica serbe de Novi Sad.

L'assassinat du prince Michel, qui n'avait pas d'héritier, devait aboutir, dans le projet des conjurés, au rétablissement des Karadjordjević. Ils furent cependant devancés par l'armée. Alors que le gouvernement convoquait une Grande Assemblée nationale pour élire le successeur du souverain assassiné, le ministre de la Guerre fit acclamer par la garnison de Belgrade un neveu de Miloš, le prince Milan, alors âgé de quatorze ans et élève au lycée Louis le Grand à Paris. Leger l'avait connu personnellement à un banquet à Montmorency en 1865.¹⁰¹ Un conseil de régence fut nommé, présidé par Jovan Ristić, le chef des libéraux. La Grande Assemblée vota une nouvelle Constitution, dite de 1869, qui, se fondant sur les principes du libéralisme européen, donnait à l'Assemblée parlementaire (*Skupština*) l'initiative des lois, et au prince, dont le titre devait revenir héréditairement à la famille Obrenović, le pouvoir de dissolution. Cet équilibre théorique des pouvoirs allait se traduire par trente années de conflits: alors que les partis s'organisaient à l'occidentale, le prince tentait de dominer le jeu en tirant profit de leurs rivalités et en s'appuyant sur l'armée.¹⁰²

Le triomphe des États nationaux en Allemagne et en Italie amena les nationalistes serbes à substituer aux rêves de l'«empire de Dušan» une politique réaliste fondée sur l'équilibre des forces dans les Balkans. Les vieux partis conservateur et libéral virent la scission de leurs éléments jeunes, tels les «progressistes» néo-conservateurs, orientés vers

¹⁰¹LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 40.

¹⁰²Voir *Istorija srpskog naroda. U šest knjiga*, Beograd 1981.

l'Occident et non plus vers la Russie. Dans le même temps, l'opposition populiste, marxiste et anarchiste de Russie, inspira une base idéologique à la politisation des masses paysannes confrontées aux conséquences ambiguës de la pénétration du capitalisme: de là sont issus les Radicaux, partisans de la prépondérance des pouvoirs locaux face à l'État, du suffrage universel et de l'autorité souveraine de la *Skupština*. Très structurés, ils bénéficiaient du talent de leur leader, Nikola Pašić qui domina pendant quarante ans la vie politique de la Serbie.

Dans l'immédiat, la principauté fut confrontée en 1875 à l'insurrection de Bosnie-Herzégovine, objectif premier du *Načertanje*. Tandis que l'opinion publique se prononçait pour la participation à la guerre contre la Turquie, le prince tergiversait. Il envisagea d'abdiquer, puis se résolut à une opération militaire - la guerre serbo-turque de 1876 - qui se termina par un échec cuisant: plus de cinq mille morts et la vallée du Timok ravagée. L'insurrection bulgare, à laquelle participèrent des volontaires serbes, conduisit à la troisième crise d'Orient et provoqua une nouvelle guerre serbo-turque (1877) à l'appel de la Russie: l'armée de Milan en sortit victorieuse et le gouvernement de Belgrade réclama pour prix de son intervention le *sandjak* de Novi Pazar, le Kosovo, une partie de la Macédoine et le port de Vidin, sur le Danube. Mais Saint-Pétersbourg joua la carte bulgare. Le résultat fut la paix de San Stefano, qui ruinait tous les espoirs de la Serbie, coincée désormais entre la Grande Bulgarie, maîtresse de la vallée du Vardar, et l'Autriche-Hongrie, à qui la Russie avait promis la Bosnie-Herzégovine.

Durant la conférence de Berlin, le comte Andrassy, ministre des Affaires étrangères de la Double-Monarchie, proposa à Jovan Ristić, simple observateur, de signer un traité commercial et un accord pour la

construction d'un chemin de fer vers Salonique, moyennant quoi il défendrait les intérêts de la principauté. De fait, les Puissances proclamèrent l'indépendance complète de la Serbie et lui donnèrent les régions de Niš, Vranje, Pirot et Toplica. Mais l'attribution à Vienne de l'administration de la Bosnie-Herzégovine rendait caduque une partie importante du *Načertanje*, et, en lui coupant l'accès à l'Adriatique, orientait la Serbie vers la Macédoine et la plaine du Kosovo.

Encore fallait-il que l'Autriche-Hongrie constituât un appui et non une menace. Ristić comprit que la Serbie, abandonnée par la Russie au profit de la Bulgarie, devait se tourner vers Vienne. En avril 1880, une convention austro-serbe prévoyait la construction d'une ligne de chemin de fer de Belgrade à Niš et Vranje, à la frontière avec l'Empire ottoman. Mais l'accord ne put être atteint quant au traité commercial, l'industrie autrichienne voulait exporter ses produits en Serbie, tandis que les producteurs de blé hongrois s'opposaient à l'entrée des céréales serbes. Le prince Milan remplaça Ristić par un progressiste qui signa l'accord commercial. Celui-ci était accompagné d'une convention secrète. Sans en informer le gouvernement ni la *Skupština*, il s'engageait à ne tolérer ni aider sur son territoire aucune activité en faveur des populations serbes placés sous la domination des Habsbourg, y compris en Bosnie-Herzégovine, et à ne signer aucun traité avec une puissance étrangère sans en informer l'Autriche; en contrepartie, le prince recevait la promesse de voir garanti le maintien de sa dynastie sur le trône et son Etat élevé au rang de royaume; de plus, Vienne donnait sa bénédiction à l'expansion serbe en direction du sud-est, c'est-à-dire de la Macédoine. En fait, cette convention établissait sur la Serbie un véritable protectorat autrichien et provoqua une tempête de mécontentement lorsqu'elle fut

connue en 1893. En attendant, dès février 1882, avec l'approbation de l'Autriche qui persuada les Puissances de faire de même, la Serbie fut proclamée royaume et Milan I^{er} prit le titre de roi.

Le pays était alors divisé par les luttes politiques entre les progressistes, désormais austrophiles, et les radicaux russophiles. En juin 1882, la banqueroute de l'Union générale de Bontoux, à Paris, qui devait financer la construction des chemins de fer, fit perdre à la Serbie quelque 35 millions de francs, plus que le budget de l'État.¹⁰³ Des ministres et le prince lui-même furent éclaboussés par ce premier scandale financier dans une société encore patriarcale. Au même moment, un conflit fiscal avec le métropolite Mihailo amena le gouvernement à destituer ce dernier; son successeur ne fut accepté que par une partie du clergé, et l'on eut une «nouvelle» et une «ancienne» hiérarchie qui s'anathématisaient! Leger nota bien lors de sa visite en 1882 combien la situation avait changé. En 1867, «les patriotes serbes se plaisaient à nourrir de longs espoirs et de vastes pensées». Ils considéraient leur pays, comme le Piémont des Slaves méridionaux; ils voyaient la Bosnie, l'Herzégovine, la vieille Serbie, groupées autour de lui, la défaite de Kosovo vengée, l'empire du tsar Douchan reconstitué. Je partageais ces illusions. Je suis arrivé les mains pleines de sympathies et d'illusions: je suis parti affligé et presque désenchanté.»¹⁰⁴ Leger dut subir les vexations des fonctionnaires subalternes. Après l'affaire Bontoux, il était, en tant que Français, tenu pour suspect. Malgré les amitiés qu'il avait gardées, et malgré le fait que ses amis de jeunesse occupaient les postes de responsabilité, Leger était définitivement brouillé avec la Serbie. Son attention se tournait désormais vers le nouvel état dans les

¹⁰³Voir BOUVIER Jean, *Le Krach de l'Union Générale*, Paris 1960.

¹⁰⁴LEGER Louis, *Slaves Danube et les Balkans*, Paris 1882, p. 72.

Balkans, la Bulgarie.

Le prestige du nouveau titre royal ne suffit pas à apaiser les esprits; la dissolution de l'Assemblée puis un attentat contre Milan poussèrent les radicaux à un coup de force: la révolte de Timok (Timočka buna) de 1883. Les paysans de cette région refusèrent de rendre les armes qu'ils gardaient traditionnellement et furent écrasés en quelques jours par l'armée régulière. Une cour martiale prononça quatre-vingt-quatorze condamnations à mort, dont celle, par contumace de Pašić, en fuite; vingt meneurs furent fusillés. L'armée devenait le principal pilier de la monarchie, mais un pilier encore branlant.

Pour Leger tout, ce qui se passait en Serbie devint désormais l'objet de critique. L'arrogance des fonctionnaires, le système pénitentiaire, le progrès insuffisant dans le domaine de l'instruction publique, la politique pro autrichienne du roi Milan etc. La Serbie devint pour Leger une source de déception. Mais le pire était encore à venir.

Depuis la création de la principauté de Bulgarie, des conflits de frontière avaient surgi. En 1885, l'union avec la Roumélie conduisit à une guerre voulue par Milan, mais condamnée par Pasić de son exil et par les radicaux, majoritaires dans le pays. La défaite fut une humiliation pour le jeune monarque, qui pensa abdiquer, puis essaya de se rapprocher des radicaux. Mais son conflit avec son épouse, la reine Nathalie, devint alors une affaire publique. Aux querelles de ménage s'ajoutaient les sympathies prorusses de la reine, qui s'opposaient à l'orientation pro autrichienne de son époux; Milan craignait que Saint Pétersbourg, avec l'appui de sa femme, ne l'obligeât à abdiquer comme elle l'avait fait en 1886 pour le prince Alexandre de Bulgarie. La reine quitta le pays avec son fils, le prince héritier Alexandre, ce qui provoqua

deux crises gouvernementales successives. Le roi demanda le divorce, qui fut prononcé par le métropolite en octobre 1888. L'opinion publique en fut indignée et les partis politiques en profitèrent pour imposer au roi une nouvelle Constitution. Des élections pour une Assemblée constituante marquèrent le triomphe des radicaux, qui obtinrent les quatre cinquièmes des sièges. La Constitution de 1888 instituait un véritable système parlementaire: c'était une manifestation de défiance envers le roi. Milan en tira les conséquences et abdiqua en février 1889 en faveur de son fils, moyennant paiement d'une forte pension; il avait trente-cinq ans.

Leger détestait la personne du roi Milan, surtout depuis la guerre de 1885. Pour lui, la Serbie avait trahi la cause slave. Dans cette attitude, il avait le plein soutien de l'évêque Strossmayer. Pendant la Première guerre mondiale, Leger soutint la Serbie dans sa lutte contre les envahisseurs, mais il n'appartint pas comme Ernest Denis ou Emile Haumant au «lobby serbe».

Les activités de Leger chez les Slaves du Sud ne se limitaient uniquement sur l'espace serbocroatophone. On peut constater, que c'était Louis Leger qui fit connaître le premier au grand public français un peuple qui vivait jusqu'ici dans l'ombre – les Slovènes. En 1875 il traduit pour la première fois une poésie de Valentin Vodnik, jadis fonctionnaire des Provinces Illyriennes de Napoléon, en français. Pendant son grand voyage au Sud-Est de l'Europe, il visita également les pays slovènes, surtout la capitale de la Carniole, Ljubljana. Il y remarqua les progrès accomplis par le mouvement national slovène dans les décennies précédents. Malgré leur modestie, il admira la vitalité de la nation si longtemps soumise aux souverains et à la noblesse germaniques.

D'autre côté, il était parfaitement conscient des limites imposées à la politique slovène. Il savait que les Slovènes étaient dans leur grande majorité un peuple paysan où l'Église catholique jouait encore un rôle prépondérant. Il était conscient que les Slovènes, vu leur faiblesse générale resteraient encore longtemps les sujets loyaux des Habsbourg. Pourtant, il ne cessa de vanter leur francophilie et leur esprit démocratique.¹⁰⁵ Pour cette raison, il resta toute sa vie avocat de la cause nationale slovène, ne les oubliant ni pendant la Première guerre mondiale.

¹⁰⁵LEGER Louis, *La Save le Danube et les Balkans*, Paris 1882, p. 58.

Guerre 1870–1871

«Les détraqués, les misérables ou les cosmopolites qui nous prêchent le mépris de la patrie et du drapeau n'ont pas vécu avec nous les jours douloureux de 1870 et je regrette bien qu'ils ne se soient pas trouvés dans nos rangs à cette époque. L'indignation publique, à défaut de la loi, n'eût pas été longue à faire justice de leurs blasphèmes.»¹⁰⁶ Ainsi commence-t-il Louis Leger le récit de ses aventures pendant la guerre 1870–1871, publié presque quarante ans plus tard.¹⁰⁷

«On croyait à la patrie en ce temps-là. On y croyait d'autant plus que l'on voyait, dans une France victorieuse et républicaine, la future rédemptrice de l'Europe et de l'humanité. L'enfance et l'adolescence des hommes de ma génération avaient été bercées par le récit des campagnes de Crimée et d'Italie.»¹⁰⁸

Louis Leger apprit avec ses compatriotes la défaite désastreuse de Wissembourg le août 1870. L'ennemi annonçait l'intention de marcher sur Paris. Une loi votée à la hâte appelait sous les armes tous les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans.¹⁰⁹

Il fallait armer, équiper, encadrer ces générations brusquement appelées sous les drapeaux. En attendant, Leger alla s'offrir à la mairie pour participer aux travaux de fortification, mais il fut sèchement refusé.

C'est alors qu'il apprit que les sapeurs-pompiers de la rue de

¹⁰⁶LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre, octobre 1908, p. 145.

¹⁰⁷LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 146.

¹⁰⁸LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 148.

¹⁰⁹ Sur le déroulement de la guerre voir ROTH François, *La guerre de 1870*, Paris 1990; sur l'influence de la guerre sur opinion publique tchèque voir REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris 2002, chapitre 4, L'impact de la guerre de 1870, p. 139-196.

Poissy étaient autorisés à donner l'instruction militaire à des jeunes gens de bonne famille, et bien notés. L'Empire sentait venir la révolution et se méfiait. Les volontaires en civil, coiffés d'un képi de rencontre, s'initiaient sous les ordres d'un capitaine et d'un sergent aux premiers éléments de l'école du soldat et arrivant par une progression rapide à l'école de section et à l'école de compagnie. Au bout de quinze jours, le capitaine renvoya ses recrues pour faire place à une nouvelle fournée. Tous les participants furent pourvus de certificats qui les déclaraient aptes à devenir caporaux. Mais il fallait toujours attendre toujours l'équipement, les armes et les cadres. Il vécut la chute de l'Empire en simple civil.

«Au 4 septembre, nous n'étions pas encore militarisés. Enfin, vers le 10, j'appris que j'étais versé dans un bataillon qui comprenait des habitants de l'île Saint-Louis où je demeurais et du quartier Saint-Antoine. L'investissement de Paris commença, si mes souvenirs sont exacts, le 10 septembre. Vers le 20, les hommes de ma compagnie furent convoqués dans une école primaire à l'effet d'élire leurs officiers, sous-officiers et caporaux. Il ne s'agissait pas de constituer une troupe de parade, mais une troupe de guerre.»¹¹⁰

Tout le monde fut d'accord pour penser que les cadres devaient être choisis parmi les anciens soldats, notamment parmi ceux qui avaient fait les campagnes du Mexique, d'Italie ou d'Afrique. En principe l'idée semblait bonne; dans la pratique le résultat fut déplorable. Ces anciens soldats, dont l'un avait été officier d'administration, l'autre sergent d'infanterie, un autre caporal aux zouaves, étaient en somme des gens fort peu éclairés, incapables de lire une carte et trop enclins à

¹¹⁰LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 152.

l'ivrognerie. Leger fut jugé digne des galons de caporal et remplit ces fonctions jusqu'au jour où, vers la fin du siège, il fut élevé par ses camarades à la dignité de sergent.

Quand le bataillon fut suffisamment instruit, il fit dans Paris sa première parade militaire. Depuis la capitulation de Strasbourg, la statue de la place de la Concorde symbolisant cette ville était devenue le point de rassemblement de manifestations enthousiastes. Le bataillon s'y rendit en armes et défila en bon ordre devant le glorieux symbole. Les étendards rappelaient les victoires des armées révolutionnaires de 1792.

Ils devaient déchanter vite. Ils eurent bientôt l'occasion de constater combien ils étaient peu et mal commandés.

«Par une froide nuit de novembre, un de nos camarades, aveuglé par le vent et la pluie, perdit pied, glissa le long du mur d'escarpe et tomba dans le fossé. Quand on vint le relever de sa faction, on ne le trouva plus; des gémissements venus du fossé indiquaient l'endroit où il gisait, grièvement blessé. Mais pour aller le chercher, il fallait obtenir de l'amiral commandant le secteur, l'autorisation d'ouvrir la porte et d'abaisser le pont-levis. L'intervention du capitaine était nécessaire. Il dormait à poings fermés, après un repas largement arrosé. Si la viande nous manquait, nous avions, hélas, du vin et de l'alcool à foison. Le capitaine se leva, signa le papier et se rendormit. Nous allâmes relever notre malheureux camarade; il était mort. Il fut, dans notre bataillon, la première victime du devoir militaire. Le lendemain matin, l'amiral crut devoir nous apporter quelques condoléances. Le capitaine ne se souvenait de rien et prit un air ahuri.»¹¹¹

¹¹¹LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 159.

La ville de Paris vivait alors dans la psychose des espions. Les soldats, souvent gens très simples, les voyaient partout. La ville assiégée était pleine de rumeurs. Outre les présumés espions c'étaient aussi les nouvelles absolument fantaisistes sur les prétendues victoires de l'armée française qui remuaient les esprits. «Un jour d'octobre - hélas je n'ai pas tenu de carnet et je ne puis vérifier la date - nous avons pendant plusieurs heures entendu une canonnade formidable du côté de l'Est. Vers trois heures, notre commandant arrive sur le terrain de manœuvres; il prend le capitaine à part et lui parle bas. Tout à coup, le capitaine fait suspendre l'exercice et former le cercle:

- Je ne peux pas garder un seul instant pour moi les graves nouvelles que le commandant vient de m'apporter. Vous avez entendu cette canonnade qui a cessé tout à coup. Trente mille Prussiens, sous le commandement de Frédéric-Charles, ont été canonnés par nos troupes dans une presqu'île de la Seine auprès de Port à l'Anglais. On leur a donné une heure pour capituler. Ils vont déposer les armes et se rendre prisonniers.

Cris fanatiques de: Vive la République! Képis jetés en l'air. Après un pareil triomphe, inutile de continuer à faire l'exercice. La compagnie se disperse. Chacun s'en retourne déposer son fusil et porter la bonne nouvelle aux familles, aux voisins et aux amis.»¹¹²

L'un des épisodes les plus singuliers du siège, qui resta gravé dans la mémoire de Leger, fut la journée du 31 octobre. Les Parisiens apprirent avec stupeur la capitulation de l'armée du maréchal Bazaine à Metz. Le mécontentement dans la troupe ainsi que parmi la population

¹¹²LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 160.

civile fut quasi général. Le gouvernement démentit longtemps les rumeurs de la défaite. Les Parisiens avaient vent des pourparlers avec les Allemands.

Dans la compagnie de Leger on commençait à parler de la Commune, qui, seule, était considérée comme capable d'assurer le salut de la France.

Le 31 octobre, vers deux ou trois heures de l'après-midi, Leger et ses camarades faisaient suivant l'habitude, l'exercice sur la berge du quai de Sèvres. Tout à coup, le capitaine les mit en marche vers l'Hôtel de Ville. Personne ne savait ce qui se passait. Arrivés sur la place du palais municipal, ils la trouvèrent couverte d'une foule immense, de gardes nationaux en armes et de spectateurs des deux sexes.

Aux fenêtres de l'édifice apparaissaient de tous côtés des gardes nationaux, qui jetaient des papiers à la foule.

La compagnie de Leger reçut l'ordre d'entrer dans l'Hôtel de Ville.

« ...nous montons les escaliers; nous trouvons tous les salons envahis par une foule en armes. On nous distribue des petits carrés de papier: Citoyens, le gouvernement de la Défense nationale est démissionnaire. Il s'agit de le remplacer. Votez.

Pour moi, dans l'ardeur de mes vingt-six ans, le gouvernement idéal était celui qui m'enverrait à l'ennemi. Je ne me rappelle plus très bien quel noms j'inscrivis sur mon petit papier: un seul surnage dans ma mémoire: celui de Dorian. Ministre des Travaux publics du gouvernement provisoire, il s'était fait remarquer par l'énergie avec

laquelle il avait complété le matériel de la Défense nationale.»¹¹³

Cependant, peu à peu, sa compagnie s'était égrenée à travers les salons municipaux. La révolution tourna vit à un vaudeville. «Je me trouvais absolument seul; je rentrais chez moi déposer mon fusil et j'allais dîner sur la rive gauche, où l'on ignorait absolument ce qui venait de se passer sur la rive droite. J'annonçai à mes amis la révolution où je venais de jouer un rôle si inattendu, et, après le dîner, pour oublier les amertumes de l'heure présente, nous nous plongeâmes dans la lecture de nos poètes favoris.

Je rentrais chez moi assez tard; le temps était beau, la nuit sereine. En arrivant dans ma rue, j'aperçus à sa fenêtre mon capitaine. Il me donna l'ordre d'aller chercher mes armes et de me rendre à la place Lobau où notre bataillon devait être réuni pour minuit. J'obéis. Tandis, que nous restions l'arme au pied derrière l'Hôtel de Ville, nous entendions de loin sur la place de Grève des manifestations dont le sens n'était pas très clair pour nous. C'étaient des cris de *Vive la Commune* étouffés par des cris beaucoup plus nombreux et plus convaincus de *Vive la République*, c'étaient des coups de crosse frappés contre une porte, c'était parfois une balle de fusil qui se perdait dans l'air en sifflant. Vers quatre heures du matin, une sonnerie aux champs éclata tout à coup, en dépit des règlements qui interdisent de rendre les honneurs pendant la nuit. C'étaient les moblots bretons qui saluaient Trochu, délivré grâce à leur concours. Ainsi nous étions venus à minuit pour aider - bien platoniquement d'ailleurs - à rétablir ce gouvernement que nous avions

¹¹³LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 155.

renversé à quatre heures de l'après-midi.»¹¹⁴

Ce fut une grande joie lorsque Leger et ses compagnons apprirent, dans le courant de décembre, que le gouvernement avait décidé la formation de bataillons de marche constitués d'hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans.

«Nous arrivâmes dans la plaine d'Ivry. Là, à notre grande surprise, nous reçûmes l'ordre de nous reposer, de former les faisceaux et d'attendre des ordres. Les ordres furent longs à venir. Pour charmer un loisir forcé, ceux qui avaient eu l'idée d'emporter un bouchon se divertirent à ce jeu populaire. Ces parties de bouchon, les a-t-on assez reprochées depuis à ces pauvres mobilisés. Hélas, ils n'auraient pas mieux demandé que d'abattre autre chose que des cylindres de liège. Ce n'est pas leur faute si un chef timoré leur en a obstinément refusé l'occasion.»¹¹⁵

Le bataillon de Leger fut désigné pour servir aux avant-postes. Il fut chargé d'occuper la commune de Fontenay-sous-Bois. Il ne s'agissait plus de parader sur les quais, mais de service en campagne. Son escouade fut cantonnée dans une villa abandonnée, coucha sur le plancher, se chauffa avec du bois plus ou moins vert coupé dans le bois de Vincennes, et, dans la nuit du 22 au 23 décembre, connut pour la première fois les émotions du bombardement. Ce calme au milieu des combats déprima Leger quelque peu. «On me croira si l'on veut; au milieu de cette oisiveté guerrière, l'apparition des premiers obus fut

¹¹⁴LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 163.

¹¹⁵LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 165.

presque un divertissement.»¹¹⁶

Au milieu de la pénurie générale qui régnait à Paris, Leger ne souffrait point des privations pendant le siège. «J'étais jeune et vigoureux et accoutumé à une vie sobre. J'avoue que je n'ai guère pâti du régime obsidional. L'alimentation militaire, pain de munition, biscuits, viande de cheval, riz, café, me suffisait amplement. Des camarades plus délicats souffraient du manque de graisse et de saindoux. Un extra variait parfois le menu un peu monotone. Je me rappelle un certain pâté découvert chez un charcutier de Fontenay-sous-Bois était-ce du chat, du rat ou quelque chose de pire. Le mets me sembla pour l'époque suffisamment confortable. Des souffrances du siège, je n'ai connu en réalité ni le froid, ni la faim. J'aurais pu mener indéfiniment la vie obsidionale. On ne s'imaginerait pas combien l'idée de la mort froidement prévue, chaque jour attendue, simplifie les nécessités de l'existence.»¹¹⁷

C'est avec une vraie joie que Leger repartit aux premiers jours de janvier pour aller continuer le service d'avant-postes à Arcueil Cachan sur le front sud de Paris. Il fut placé avec ses camarades au foyer géométrique du duel d'artillerie qui se livrait entre les batteries prussiennes et celles du fort de Montrouge. Leger se trouva enfin au milieu de la bataille. La guerre était à la portée de main.

«Il gelait, la terre était couverte de neige; la nuit, le ciel, indifférent aux querelles des hommes était d'une implacable sérénité.

Tout à coup, au milieu des ténèbres et du silence de la nuit, une lumière apparaissait sur les coteaux occupés par l'ennemi, puis le

¹¹⁶LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 168.

¹¹⁷LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 165.

tonnerre du canon se faisait entendre. Un son de cor lui répondait sur les bastions du fort. C'était le matelot vigie qui signalait l'obus afin que les assiégés eussent le temps de se défilier. L'obus passait au-dessus de nos têtes, déchirait l'air de son sifflement sinistre et allait s'abattre sur sa proie. Une lueur éclatait à son tour sur le fort; une détonation se faisait entendre et de nouveau, c'était dans l'air le voyage de l'obus qui, nous l'espérons du moins, allait là-bas porter la mort chez nos ennemis. S'ils eussent voulu nous déloger du bourg où nous étions cantonnés, ils auraient peut-être pu le faire; mais leur tir était, je crois, gêné par l'aqueduc au pied duquel s'abrite une partie de la commune d'Arcueil. Peut-être aussi nous dédaignaient-ils. Parfois, cependant, un projectile mal dirigé venait éclater sur nous. Une fois, dans une cour de ferme, il brisait les branches d'un noyer; une autre fois, au-dessus de nos têtes, il coupait le fil du télégraphe. On s'habitue bien vite au danger, on y devient même indifférent. Une nuit, tandis que je dormais mollement étendu sur une table de restaurant, sans matelas, un obus emporta l'angle de la corniche de la maison où nous étions cantonnés. Je ne m'aperçus même pas de l'incident et je ne fis pas aux menaces de l'ennemi l'honneur de me réveiller.»¹¹⁸

Néanmoins, le service quotidien n'était pas facile. Pour un jeune intellectuel, ce fut une expérience particulière de rencontrer les soldats provenant des classes populaires. «Il fallait se garder, mettre des sentinelles des deux côtés de la maison, s'assurer qu'elles savaient bien le mot d'ordre, ce qui ne leur était pas toujours facile quand il comportait des mots tels que Waterloo, Washington, empêcher les exaltés d'aller brûler la poudre aux moineaux, faire taire les ivrognes dont les chants

¹¹⁸ LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 169.

bachiques auraient pu éveiller l'attention de l'ennemi». Leger garda longtemps le souvenir de la camaraderie et de la loyauté qui régnait entre les militaires.¹¹⁹

Leger sentit la guerre encore plus près au cours d'une nuit passée à la ferme de Grange-Ory, où, pendant le bombardement d'artillerie, Leger faillit perdre sa vie.

Ce nouveau séjour en face de l'ennemi avait tout ensemble aguerris et démoralisés ses camarades. «Ils ne pouvaient se faire à l'idée d'une résistance purement passive. Ils n'avaient pas encore eu l'occasion de brûler une cartouche, sauf celles dont ils changeaient la balle en grenaille pour faire la chasse aux moineaux et c'était de nouveau de sourds murmures, des accusations de trahison contre ce pauvre Trochu qui commençait à devenir la bête noire des combattants.

D'autre part, ce séjour aux avant-postes donnait aux hommes des habitudes d'oisiveté et de confort relatif auxquels il leur semblait dur de renoncer après la rentrée dans Paris. En somme, ils étaient logés, chauffés, nourris d'une façon très suffisante, abreuvés de café, de vin et de cognac, pourvus de tabac économique. Une fois rentrés dans Paris, ils devaient renoncer à tous ces avantages, se contenter des trente sous réglementaires, faire la queue à la porte des boucheries et des boulangeries, se procurer péniblement un combustible, rare et cher.»¹²⁰

Le jour de la grande bataille que Leger désirait tellement arriva le 19 janvier 1871.

«Vers une heure de l'après-midi, nous partîmes joyeux au chant de

¹¹⁹LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 170.

¹²⁰LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 169.

la Marseillaise; nous pensions être pour l'heure de souper à Courbevoie. Notre illusion était grande. Dieu sait combien de régiments avaient été mobilisés pour cette suprême journée, et quand nous arrivâmes aux Champs Elysées, l'encombrement était effroyable. Ce fut bien pis quand nous atteignîmes l'avenue de la Grande Armée et l'avenue de Neuilly. Sur les bas côtés s'allongeaient de longues files de canons. Nous marquions bien volontiers le pas pour laisser passer les *gros frères*, comme on dit dans l'armée. Au pont de Courbevoie, que la défense avait d'abord songé à faire sauter, mais qui, heureusement était intact, il fallut attendre bien longtemps pour laisser passer ces engins de mort dont nous attendions la victoire. Il était neuf heures lorsque nous débouchâmes dans Courbevoie. La ville était absolument déserte; nous reçûmes l'ordre d'occuper les maisons abandonnées. Avec quelques branches arrachées au jardinet voisin, nous allumâmes du feu dans les cheminées et nous nous accroupîmes, le ventre creux. Nos voitures de vivres ne nous rejoignirent qu'à minuit passé; celle qui portait les liquides -vin et cognac était restée en route; une roue s'était brisée avenue de Neuilly. Je n'avais pas songé à remplir mon bidon, comptant sur l'intendance. Je n'avais pas même un verre d'eau sur moi, et, dans cette rude journée du 19 janvier, je n'ai enduré qu'une souffrance terrible, celle de la soif. J'essayai, à diverses reprises, de l'étancher avec l'eau des ornières; je bénis encore le camarade qui, vers les quatre heures du soir, me fit l'aumône d'une gorgée d'eau-de-vie de cidre.»¹²¹

La compagnie de Leger avançait lentement par la route de Nanterre. Vers sept heures du matin, le 20 janvier 1870, elle fut déployée dans le parc de Buzenval. Louis Leger et sa compagnie passèrent inactifs

¹²¹LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 170.

toute la nuit dans le parc sans tirer la moindre cartouche. Ils se replièrent, quand la nuit tombait.

Malgré ce fait, le rôle du bataillon de Leger pendant la journée de Buzenval n'avait pas été de simple parade. Sa compagnie ne comptait qu'un seul blessé, un sergent. Mais le bataillon avait perdu sept hommes et comptait une quarantaine de blessés. On fit à ses morts des funérailles militaires à Notre-Dame et au Père-Lachaise.

Survint la nouvelle officielle de la capitulation. «Elle fut accueillie avec rage par ceux qui, comme moi, n'avaient jamais voulu désespérer de la République, avec résignation par l'immense majorité des Parisiens, avec une joie sauvage pour ceux qui voyaient dans l'impopularité du gouvernement de la Défense nationale une chance de plus pour la réalisation de leurs rêves subversifs.»¹²²

Le gouvernement distribua les décorations à quelques officiers de la compagnie du Leger. Leger, à sa grande déception ne reçut rien. Cette amertume ne disparaîtra même après les décennies. «Dût-on me traiter de chauvin et de mégalomane, je dois faire ici un aveu: cette médaille militaire est la seule distinction que j'aie jamais sérieusement désirée. D'autres me sont venues depuis et que je n'aurais jamais osé rêver en ce temps-là, mais je regretterai toujours de n'avoir point eu l'occasion de faire fleurir le ruban jaune à ma boutonnière.»¹²³

Son amour-propre reçut cependant une compensation. Il fut élu sergent par ses camarades de la garde.¹²⁴

¹²² LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 172.

¹²³ LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 172.

¹²⁴ LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 173.

L'armistice signé, Leger et ses hommes restèrent sous les drapeaux. Ils se trouvaient dans le vide. Ils étaient souvent chargés d'activités inutiles qui n'avaient rien de commun avec leur devoir militaire.

«Nous occupions pendant vingt-quatre heures sur le quai le poste de police qui portait l'inscription fatidique: *Secours aux noyés et aux asphyxiés*. Par bonheur, nul ne vint jamais faire appel à nos lumières pour rendre à la vie quelques victimes de la submersion ou de l'asphyxie. Nous aurions été, je crois, terriblement embarrassés.»

Pendant les élections à l'Assemblée nationale, Leger fut affecté au dépouillement des bulletins. «Labeur formidable s'il en fut! Paris avait quarante-trois députés à élire; des listes imprimées avaient été distribuées par les différents partis; ces listes donnaient lieu à des fraudes singulières.»¹²⁵

Comble d'absurdité, Leger aida à sauver deux Allemands en civil que la foule déchaînée voulut lyncher et faillit y laisser sa vie.

En vertu de la convention militaire conclue avec les Allemands, ces derniers devaient faire au 1^{er} mars leur entrée dans Paris et occuper le secteur compris entre le faubourg Saint-Honoré et la Seine.

Sur la limite de ce secteur, dans le parc Wagram, était gardée l'artillerie de la garde nationale. Elle se composait en grande partie de pièces neuves, fondues pendant le siège avec le produit des souscriptions populaires.

Vers le 26 ou 27 février, le bataillon de Leger évacuait les batteries des canons pour les soustraire à une tentative possible de

¹²⁵LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 172.

l'ennemi. Les canons furent déposés à la place Vendôme. Mais l'horizon politique s'obscurcissait. La révolte était dans l'air.

Louis Leger se trouvait dans une situation pénible. Les institutions où il donnait ses cours étaient fermées. Son existence matérielle se trouva menacée, l'horizon politique s'obscurcissait. Le Paris du printemps 1871 était une ville de tous les dangers. Le salut venait de Prague. La revue *Correspondance slave* avait besoin de nouveau rédacteur en chef. Le propriétaire, le riche brasseur Emanuel Kittl, pensa immédiatement à Leger qui avait déjà dans le milieu politique et culturel une solide réputation. Le médiateur était le peintre Soběslav Hyppolit Pinkas.

Leger hésita un certain temps. Il avait des mauvaises expériences dans sa collaboration avec la presse tchèque, notamment avec Jan Stanislav Skrejšovský, qui ne payait ses articles qu'avec un retard considérable et après plusieurs lettres quasi menaçantes de la part de Leger. Leger demandait donc les fonds nécessaires pour pouvoir s'installer à Prague. Prétextant la mauvaise situation de sa famille «à moitié ruinée par la guerre», il demanda à Kittl une somme indispensable pour le voyage à Prague et pour ses frais pour le premier mois de séjour.¹²⁶ Il éleva cette somme à trois cents francs. Ayant reçu une réponse affirmative, Leger prépara son départ. Son départ fut précipité par un événement brutal qui entraîna sa patrie, cette fois définitivement, dans la guerre civile.

«Le 18 mars, j'avais reçu l'ordre d'aller commander, pour le lendemain, le poste de police du quai Saint Paul: *Secours aux noyés et aux asphyxiés*. Je venais d'en prendre possession lorsque le sergent-

¹²⁶ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 12 février 1871.

major vint, de la part du capitaine, m'intimer l'ordre de l'évacuer et de mener section à la caserne des Célestins, caserne de la garde républicaine que cette troupe venait d'abandonner. Cette caserne, l'une des plus vastes de Paris, n'avait pas encore été coupée en deux par le percement du boulevard Henri IV.

En y arrivant, nous apprîmes que les troupes régulières avaient quitté le quartier vers quatre heures du matin et s'étaient dirigées sur Versailles. Les soldats étaient partis sans manger la soupe, qui mitonnait encore sur les fourneaux à demi éteints. Ce furent nos camarades qui la mangèrent.

Cependant les hommes s'excitaient. La Commune est proclamée, disaient-ils, on va mettre à la porte l'Assemblée de Versailles, on va se débarrasser des Prussiens. On va tout chambarder. Nous allons renommer nos officiers et c'est vous, me disaient-ils, qui allez être notre capitaine. Et, ce jour-là, on défoncera, en votre honneur, une bonne pièce de vin.»¹²⁷

Leger dut faire face à la troupe révoltée. Il était pour lui hors de question de prendre parti dans ce genre de conflit. Sa position était claire. «J'avais rêvé naguère les galons d'officier, pour mettre au service de la défense le peu que je pouvais avoir de zèle et d'intelligence. Mais les recevoir d'une troupe rebelle au début d'une guerre civile, sous les yeux d'un ennemi insolent!»¹²⁸ Il répondit à ses camarades par quelques paroles évasives et prit congé pour se renseigner de la situation. Il voyait clair que la capitale était désormais gouvernée par les insurgés.

¹²⁷ LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 174.

¹²⁸ LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 175.

«Je réussis bien à me faufiler dans la rue du Petit Musc, mais lorsque j'arrivai à l'extrémité qui donne sur le quai des Célestins, je la trouvai occupée par un autre bataillon de garde nationale. Impossible de circuler. On se défait probablement de nous; nous étions bloqués pour vingt-quatre heures dans la rue du Petit Musc.

Dès que nous eûmes été relevés, j'achetai des journaux, je courus aux renseignements; j'appris l'assassinat des généraux Lecomte et Clément-Thomas, et je me résolus à quitter immédiatement Paris. J'avais une situation assurée et les ressources nécessaires pour entreprendre un lointain voyage. Mais si ces ressources m'avaient fait défaut, que serais-je devenu?»¹²⁹

Le 20 mars au soir, Leger quitta Paris par la gare de Lyon. Craignant le passage par le territoire allemand, il prit la décision de gagner la Bohême par la Suisse, le Tyrol et Vienne. Après un voyage peu confortable, évitant les unités ennemies, Leger arriva enfin à Prague. Il y resta pendant une année, suivant ainsi de loin les événements de la guerre civile en France.

La guerre réveilla chez Leger un militariste ayant la ferme volonté de venger la défaite humiliante. L'armée et l'éducation militaire devinrent pour lui désormais une affaire sacrée, dont il ne doutait jamais.

«De cette guerre néfaste devait nécessairement jaillir la réorganisation de notre armée, et j'étais bien résolu cette fois à rechercher par tous les moyens en mon pouvoir, le poste d'honneur que je me croyais capable d'occuper. Dès que fut promulguée la loi organisant les cadres de l'armée territoriale, je songeai immédiatement à

¹²⁹LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 176.

passer les examens nécessaires pour obtenir un grade d'officier. Il me semblait que tous les hommes de notre génération devaient tous avoir à honneur d'empêcher le retour de nos désastres et de mettre tout leur zèle et toute leur intelligence au service de la patrie.»¹³⁰

Les expériences de Louis Leger n'étaient point exclusives. Alfred Rambaud, son congénère avait le parcours similaire. Originaire de l'Est de France, Rambaud était un des véritables champions des études russes en France. Il naquit à Besançon le 2 juillet 1842 dans une famille d'un papetier modeste. Son sort était assez mouvementé. Après avoir passé le baccalauréat au lycée Louis le Grand, il intégrera l'Ecole normale supérieure. Etudiant brillant, il se spécialisa dans les études byzantines. Il enseigna ensuite aux différents lycées de province, à Nancy, Bourges et Colmar. Il dut abandonner l'enseignement en 1868 suite à un conflit. Il donna un coup de pied à un élève insolent, qui malheureusement pour Rambaud provenait d'une famille assez influente de Colmar.¹³¹ En plus, son mariage avec une veuve plus âgée que lui, Eugénie Contat scandalisa une grande partie la bourgeoisie bien-pensante. Rambaud fut mis en congé. Il en profita pour terminer sa thèse portant sur le règne de Constantin Porphyrogénète. En même temps il gagna sa vie en tant que répétiteur à l'Ecole des Chartes. A cette époque là, il habita Paris et il y fréquenta entre autre les cours de Louis Leger à la Sorbonne. Il soutint sa thèse au moment de la catastrophe de 1870–1871. Engagé volontaire, Rambaud devint l'officier de l'ambulance de l'armée des Vosges. La famille de son beau-père subit les horreurs de la guerre. Son beau-père

¹³⁰LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre octobre 1908, p. 177.

¹³¹Sur Alfred Rambaud voir Archives Nationales Dossier F 17 25893, Papiers Rambaud 81 AP, Annuaire ENS 1906, p. 69-75; *Dictionnaire des parlementaires*, tome 8, p. 2784; VIDAL DE LA BLACHE Pierre, *Notice sur la vie et ouvrages d'Alfred Rambaud*, Recueil de l'Institut 1908 tome n. 2.

Contat fut retenu à Nancy même pour un certain temps comme otage par les Allemands et fut obligé d'accompagner les trains de transport prussiens. La guerre terminée, Rambaud reçut le poste à l'université de Caen. Il y resta dix ans. De 1872 à 1875, il fit un séjour d'étude en Russie, où il rencontra son ami Leger. Le fruit de ce séjour fut son *Histoire de Russie*, publié en 1878.

Plus que Leger, Rambaud mélangeait la science et la politique. Comme Leger et Denis, Rambaud manifesta dès le début ses sympathies républicaines. Il devient journaliste assidu dans la presse républicaine locale de l'Est de la France. Très tôt, entra dans l'équipe de Jules Ferry, homme politique de sa région natale. Cette double vocation ne se démentira plus jamais. Devenu chef du cabinet de Jules Ferry, il ne négligea pas sa carrière savante. En 1881, il devint chargé de cours de l'histoire contemporaine à la Sorbonne. En 1884, malgré les protestations de la presse conservatrice, dénonçant son appartenance à la maçonnerie, il fut nommé professeur. Petit paradoxe, comme chef du cabinet du ministre de l'Instruction publique Jules Ferry, il cosignera son propre décret de nomination.

Avec le temps, Rambaud abandonnait de plus en plus sa vocation du russisant. De 1888 à 1890, il devint rédacteur en chef de la *Revue bleue*. Avec Ernest Lavisse, il fut également rédacteur de l'*Histoire universelle*. Le sommet de sa carrière universitaire fut son élection à l'Académie des sciences morales et politiques. En 1895, il fut élu sénateur de son département natal. Une année plus tard, sa carrière politique fut couronnée par sa nomination au poste de ministre de l'Instruction publique du gouvernement Jules Méline. Républicain acharné, il glissa progressivement vers le courant de la droite qu'on pourrait étiqueter de républicain modéré. Sa carrière politique fut

irréparablement laminée par l’Affaire Dreyfus. Antidreyfusard hésitant, il réussit à s’aliéner les deux parties du conflit. Il signa la pétition en faveur de l’Armée, mais il fut incapable de supporter les injures des radicaux antisémites visant le régime républicain dans ses racines.

Rimbaud devint membre de la Ligue de la Patrie française présidée par François Coppée et Jules Lemaître. Il signa son programme avec des dizaines d’académiciens de l’Institut et de professeurs de la Sorbonne. Louis Leger et marquis de Vogüé y faisaient partie. Rimbaud voulait défendre l’honneur de l’armée au détriment de la destinée du capitaine Dreyfus.

Cette attitude fut sévèrement critiquée par plusieurs personnalités comme le pasteur John Viénot ou l’homme politique Joseph Reinach. Viénot souligna les doutes qui persistaient: «Etes-vous toujours aussi sûr que Dreyfus soit coupable et n’aurez vous rien à dire à ceux qui traitent de traîtres ceux qui ont une horrible doute qui les empêche de dormir. (...) Cet admirable corps de la France, ce merveilleux organisme qui enferme encore tant de vitalité, je le vois enterré et étouffé par le puissant parasite qui dit la fin justifie les moyens. J’ai la conviction profonde qu’on relèvera pas la France dans l’opinion de l’Europe par l’exaltation de l’armée, mais par le libre exercice de la justice.»¹³²

Reinach mit en doute son soutien à l’armée: «Je le regrette pour vous, qui vous croyez républicain, et même pour vos amis qui n’auraient jamais du oublier que l’armée doit rester étrangère aux disputes des partis, que chercher à l’entraîner, c’est méconnaître sa mission et, vraiment, l’insulter.»¹³³ Pourtant, la Ligue de la Patrie française glissait de plus en plus vers la droite. L’alliance entre Jules Lemaître et Paul

¹³² Archives nationales, Papiers Rimbaud 81 AP, lettre du 3 avril 1899.

¹³³ Archives nationales, Papiers Rimbaud 81 AP, lettre du 21 mars 1899.

Déroulède entraîna la démission de Rambaud de la ligue le 19 décembre 1900. Le prétexte de la démission fut une manifestation de la ligue à Saint Dié ou le rassemblement salué d'une manière vibrante Paul Déroulède. Dans un article publié dans le Temps le 5 janvier 1901, Rambaud déclara: «Après comme avant cette démission, je reste l'adversaire déterminé des hommes qui nous gouvernent et qui nous couvrent tantôt d'opprobre, tantôt de ridicule.»¹³⁴ Jules Lemaître regretta publiquement sa démission dans l'Echo de Paris: «Ce qui me console, c'est que M. Alfred Rambaud reste quand même notre ami. (...) Si Gambetta et Jules Ferry vivaient encore, nous sommes certains qu'ils seraient avec nous contre ceux qu'ils avaient déjà trouvés à travers de leur chemin, dans l'œuvre du relèvement national.»¹³⁵

Tout en gardant une animosité à l'encontre du régime de Waldeck-Rousseau avec qui la République radicale débuta, il resta toute sa vie contre le régime plébiscitaire. Il fut victime des attaques virulentes de deux cotés. Pour les partisans de Dreyfus, il fut le falsificateur de la vérité sur Dreyfus. Sur un banquet de Recologne il aurait du dire: «Le ministère a connu les pièces, mais il a jugé prudent de n'en rien dire, n'ayant pas à rouvrir un procès qui avait force de chose jugée» Ces mots déchaînèrent une campagne virulente contre Rambaud. Il fut accusé par les opposants comme Georges Clemenceau de détourner les preuves de l'innocence du capitaine. Pour le noyau dur des antidreyfusards, il demeurait le symbole du régime détesté de la République laïque, du gouvernement corrompu des chéquards. Le journal *L'Autorité* le condamna sans appel: «Pour nous, M. Alfred Rambaud n'est qu'un vulgaire farceur. Il est entré dans la Ligue de la Patrie Française quand il

¹³⁴ Archives nationales, Papiers Rambaud 81 AP, *le Temps* du 5 janvier 1901.

¹³⁵ Archives nationales, Papiers Rambaud 81 AP, *L'Echo de Paris* du 11 janvier 1901.

a cru qu'il avait de ce côté quelque chose à faire. Croyant aujourd'hui que les actions de la ligue sont en baisse, il s'en va comme les rats qui désertent le navire en détresse.»¹³⁶ Il fut violemment attaqué comme savant et historien. Le journal *Voltaire* dressa le 29 avril 1899 une image noire de Rambaud: «Vous, vous êtes historien On cite partout votre histoire de la Russie que peu ont le courage de lire, qui peut être documentée, mais qui est bien terne, bien plate, fastidieuse.»¹³⁷

Rambaud se trouva désormais dans le vide. Sa carrière politique touchait à sa fin. Affaibli par la maladie, il ne pouvait plus participer activement à la vie politique française. Il n'avait rien de commun avec la République radicale, qui marchait vers la victoire après 1899. Son sort politique fut scellé en 1903, par la défaite marquante aux élections sénatoriales. Battu, Rambaud se retira de la vie publique. Deux années après, le 1^{er} octobre 1905, il mourut à Paris. Il avait 63 ans.

Louis Leger partageait ses positions politiques sans tenter jouer le rôle du premier plan. Durant l'hiver 1874, Leger suivit des cours spéciaux d'instruction militaire se mit au courant des nouveaux règlements. Il fréquenta également les casernes et fut, en 1875, nommé capitaine du service auxiliaire d'état-major. Il attendit la guerre de revanche dans les années à venir, mais en vain. La perspective de la reconquête de l'Alsace-Lorraine était de plus en plus éloignée. Il se plaignit: «Aujourd'hui, je suis vaincu du temps, je cède à ses outrages, je n'ai plus que quelques années à vivre et j'ai la douleur de penser que je m'en irai de ce monde sans avoir vu l'intégrité de la patrie restaurée et le lustre de ses armes rétabli. Autant que le permettent les circonstances, j'ai, du moins, essayé de faire mon devoir.

¹³⁶ Archives nationales, Papiers Rambaud 81 AP, *L'Autorité* 25 avril 1899.

¹³⁷ Archives nationales, Papiers Rambaud 81 AP, *Voltaire* du 29 avril 1899.

Moralement, je n'ai pas désarmé et je ne m'inclinerai jamais devant les doctrines de lâcheté et de honte que proclame la secte des antimilitaristes et des sans-patrie.»¹³⁸

C'est à la lumière de son expérience militaire qu'on doit aborder les activités de Leger pendant l'affaire Dreyfus et pendant la Première guerre mondiale.

¹³⁸LEGER Louis, Le siège de Paris d'après un témoin, *La Nouvelle revue*, tome 5, troisième série septembre-octobre 1908, p.177.

La Correspondance slave

L'arrivée à Prague fut pour Leger un moment libérateur. Profitant sans hésiter de la proposition de s'y rendre pour organiser l'accueil des prisonniers français échappés d'Allemagne, il y résida du 1^{er} avril au 20 décembre. Outre ses fonctions militaires, Leger fut intimement associé à la rédaction de la *Correspondance slave*, fondée le 21 juillet 1869 et subventionnée alors par le riche brasseur tchèque Emanuel Kittl et à l'action de propagande, vraisemblablement initiée par l'entourage de Gambetta et qui avait pour représentants les diplomates Albert Alain Lefavre (1830–1907), en poste à Vienne et Emile Picot (1844–1918), consul à Temesvar, tous les deux familiers des problèmes de l'Europe Centrale. Le journal paraissait au début deux fois par semaine. La guerre de 1870–1871 fit augmenter cette fréquence de trois numéros par semaine. La revue était une tribune des idées et des projets de Lefavre, Leger et leurs amis tchèques, surtout de Palacký et de Rieger, visant à la création d'une fédération libérale entre l'Allemagne et la Russie. La revue était l'organe des députés tchèques.¹³⁹

La France était désorganisée et au bord de la guerre civile. Loin des querelles intestines, Leger put attendre le moment opportun pour rentrer. A Prague, il retrouva ses amis tchèques. C'était déjà sa quatrième visite qui fut aussi la plus longue. Leger pouvait poursuivre ses études, servir deux causes, celle de la patrie et celle des Slaves, luttant encore dans les deux cas – cette fois par la plume – contre l'ennemi allemand.

¹³⁹Sur la politique tchèque envers la France voir ŽÁČEK Václav, *Les Tchèques et la France en 1870, Europe centrale*, 18 janvier 1936; OPOČENSKÝ Jan, La protestation des députés de la diète de Bohême contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, *Le Monde Slave*, novembre 1930; REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris 2002, p. 171-185.

La rédaction du journal français à l'étranger lui apportait quelques soucis. Leger n'avait, en arrivant, qu'un seul compatriote pour collaborateur; un Français, Louis Rigondaud, qui avait longtemps vécu en Allemagne. Rigondaud ne savait pas grand-chose des questions slaves, mais malgré ce fait il proposa ses services à l'évêque Strossmayer. Il voulut publier à Venise une revue slave. Assez sceptique, le prélat lui refusa le soutien financier. Malgré ce fait, Rigondaud lança une revue Correspondance d'Orient. Expulsé de Croatie, il trouva l'asile à Prague. Bref, Rigondaud fut un personnage peu sérieux et son jugement était selon les témoignages souvent oblitéré par l'abus de l'alcool. Leger détestait ses manières, assez bruyantes qui selon lui, attireraient inutilement l'attention des autorités autrichiennes. Au bout de quelques mois, il dut s'en débarrasser et le remplacer par un collaborateur plus docile.

Les circonstances étaient à part de cela favorables au succès des idées qu'il avait toujours défendues. La défaite de la France avait fait naître chez les Tchèques un esprit de solidarité et compassion. Leger devint incontestablement l'espèce du consul français de Prague. Il prit le soin de s'occuper des prisonniers de guerre français évadés de la captivité en Prusse. Il s'agissait surtout de la forteresse de Neisse en Silésie, où se trouvaient environ 18 000 prisonniers français. «Au moment où j'arrivai à Prague (avril 1871), se souvenait-il plus tard, nos soldats, prisonniers de guerre, étaient encore retenus en Allemagne. Mais la surveillance s'était un peu relâchée et ceux qui résidaient près des frontières autrichiennes profitaient de toutes les occasions pour s'échapper. Ils arrivaient en Bohême, très étonnés de trouver des gens qui ne parlaient point l'allemand, qui, à l'aspect, de leurs uniformes déchirés,

poussaient des cris enthousiastes dans une langue inconnue, les invitaient à leur table, leur jouaient la *Marseillaise*, faisaient des collectes en leur faveur et leur payaient les frais de route jusqu'à Prague. Arrivés dans cette ville, ils demandaient le consulat de France. On leur répondait qu'il n'y en avait pas – il n'a été institué qu'en 1897 – mais qu'il se publiait un journal français dont le rédacteur était leur compatriote. Ils venaient à mon bureau, et, naturellement, je les recevais de mon mieux.»¹⁴⁰

Leger passait à Prague une époque qui fut très importante pour la vie politique tchèque. L'empereur François-Joseph semblait avoir compris le péril de l'opposition constante des Tchèques à sa politique que menaçait son empire et sa dynastie. Il confia la présidence du cabinet cisleithan au baron Hohenwart qui paraissait fermement résolu à faire prévaloir le programme fédéraliste et à satisfaire les revendications des Tchèques, interprété par Rieger. Leger assista, le 14 septembre, à cette mémorable séance où le souverain fit communiquer à la Diète de Prague le rescrit où il reconnaissant l'importance politique de la couronne de Bohême, se souvenant «de la gloire que cette couronne avait prêtée à ses prédécesseurs, plein de gratitude pour la fidélité avec laquelle la nation bohême avait soutenu son trône» et se déclarait prêt à reconnaître les droits du royaume et à renouveler cette reconnaissance par le serment du couronnement. L'enthousiasme fut immense. Quelques jours après, le désenchantement était à son comble. Sous la pression des Allemands et des Magyars, le souverain ajournait indéfiniment l'exécution de sa promesse et congédiait le ministère Hohenwart.

La chute du ministère Hohenwart et l'échec de la politique fédéraliste avaient un peu découragé les patrons de la *Correspondance*

¹⁴⁰LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 74-75.

slave. Ils commençaient à n'avoir plus foi dans leur cause. D'ailleurs, l'ordre était rétabli en France par la main du gouvernement Thiers. Leger n'avait plus rien à craindre. Il n'avait pas l'intention de se fixer définitivement à l'étranger, même dans un pays qui lui était si proche. Une amère déception sentimentale y était également pour quelque chose. Au mois de décembre, il quitta Prague et retourna à Paris. Il resta néanmoins un collaborateur régulier de la *Correspondance slave*. Cette collaboration ne fut pas cependant sans nuages. L'éditeur de la revue Skrejšovský qui payait Leger d'une manière fort irrégulière provoqua son mécontentement. Pendant son séjour en Russie, Leger envoya régulièrement les nouvelles concernant la vie politique et culturelle de ce pays. Le 28 juin 1873, la *Correspondance slave* cessa de paraître faute des moyens.¹⁴¹

¹⁴¹ BIRKE Ernest, *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert. Beitrage zur Politik und Geistesgeschichte*, Koeln-Graz 1960.

A la découverte de la Russie

On ne peut parler d'un intérêt sérieux pour la Russie en France avant le milieu du 18^e siècle, bien que la curiosité pour ce pays lointain remonte au 16^e siècle. En effet, les victoires remportées par Ivan IV, le Terrible, sur la Pologne au début de la guerre de Livonie (1558–1583) déclenchèrent une panique en Europe centrale et occidentale, particulièrement ressentie en France, à en juger par le nombre des pamphlets sur la «menace moscovite» (ou tatare). L'opinion française se calma au moment des défaites russes, mais la méfiance subsistait, ce qui explique les alliances de la France avec la Pologne et la Suède – ennemies de la Moscovie – tout au long du 17^e et pendant la première moitié du 18^e siècle. Aussi les ambassadeurs moscovites sont-ils systématiquement éconduits par le gouvernement de Louis XIV, non sans exciter une curiosité mêlée de condescendance de la Cour et de la ville.

Un intérêt véritable remplaça la simple curiosité du pittoresque à partir du règne de Pierre I^{er} le Grand (1689–1725), qui mit fin à la prépondérance des puissances de la Baltique, Suède et Pologne. Les changements introduits dans les institutions et dans les mœurs par le Tsar Transformateur mirent l'establishment russe sur la voie de l'européanisation et de sa participation active au jeu diplomatique des grandes puissances. La diplomatie française resta opposée à une alliance étroite avec l'Empire russe, mais elle ne négligea aucune occasion pour influencer la politique russe. Ainsi l'ambassadeur de France, le marquis de La Chétardie, trempa dans le complot qui mit sur le trône l'impératrice Elisabeth en 1741 et jouit d'une influence non négligeable dans les premières années de son règne. Les efforts de Pierre le Grand

pour imposer la civilisation occidentale à ses sujets et en premier lieu à la noblesse, constituaient aux yeux de la plupart des «philosophes» un triomphe des «lumières» sur la barbarie et une démonstration exemplaire des bienfaits du despotisme éclairé. Il est vrai qu'à l'encontre de l'approbation exprimée par Voltaire, Jean-Jacques Rousseau pensait que Pierre avait commis une grande erreur en voulant faire de ses sujets des Européens avant d'en faire des Russes. Les succès obtenus par Catherine II pour faire accéder les élites russes aux idées et valeurs du siècle des lumières ont donné lieu à un chœur de louanges dithyrambiques orchestré par Voltaire. Or, après avoir visité la Russie sur invitation de Catherine, Diderot en revint plutôt désenchanté et formula en privé quelques critiques, tandis que l'astronome abbé Chappe d'Autriche et le physiocrate Mercier de La Rivière n'ont vu qu'hypocrisie, barbarie, despotisme et dénuement. Toutefois, l'opinion publique, tant en Europe qu'en France, se laissait bercer tout au long du siècle des lumières par le «mirage russe» qui semblait offrir à un Occident fatigué une image de vitalité et de progrès.¹⁴²

La situation changea avec la Révolution française. L'attitude envers la Russie, et donc le besoin de la connaître, devenaient plus ambigus, voire contradictoires. Pour les révolutionnaires la Russie, en rejoignant la coalition des rois contre la France républicaine, redevint un exemple de despotisme et de barbarie, l'un donnant naissance à l'autre, suivant une doctrine tirée de Montesquieu. Quant à Napoléon Bonaparte, consul et empereur, mis à part les brèves velléités d'une alliance avec Paul I^{er}, à la veille de son assassinat en 1801, et avec Alexandre I^{er}, lors de l'entrevue d'Erfurt de 1808, la Russie demeura l'obstacle principal à la

¹⁴² Voir par exemple POUSSOU Jean Pierre - MEZIN Anne - PERRET-GENTIL Yves, *L'Influence française en Russie au XVIII^e siècle*, Paris 2004; LORTHOLARY Albert, *Les philosophes du XVIII^e siècle*, Paris 1951.

prépondérance française en Europe. Comme l'affirmait la propagande européenne, depuis Pierre le Grand, la Russie fut soupçonnée de vouloir étendre sa domination non seulement sur ses voisins de l'Ouest, mais jusqu'à la Méditerranée par la conquête de Constantinople. Le prétendu Testament de Pierre le Grand – composé par le Polonais Paradowski au lendemain du partage de son pays et diffusé par le diplomate aux services de Napoléon Charles-Louis Lesur – était considéré comme une preuve irréfutable de ces visées hégémoniques.

D'autre part, les émigrés français qui étaient accueillis en Russie y avaient souvent fait une carrière notable, tels le duc de Richelieu et le comte de Langeron; ils rapportaient en France une image beaucoup plus nuancée. Sans nier les aspects arriérés et «barbares» de la réalité russe, ils étaient charmés par les bonnes dispositions du gouvernement impérial à leur égard et impressionnés par les qualités de la nation, de ses élites en particulier.¹⁴³ Beaucoup d'anciens émigrés s'attendaient à ce que la Russie, une fois les tares du servage et de l'autocratie éliminées, se transformait en une véritable nation européenne. De son côté, l'ambassadeur du Piémont, Joseph de Maistre, lança l'idée d'une Russie jouant un rôle bénéfique important dans le renouvellement spirituel et culturel de l'Europe, car, peu touchée par les méfaits de la philosophie du 18^e siècle, elle pourrait trouver le bon chemin vers la vraie civilisation, à condition de donner à ses jeunes générations une éducation morale, religieuse et philosophique correcte, de préférence catholique et romaine.¹⁴⁴

En dépit des guerres avec la Russie et des souffrances infligées par la population russe durant la campagne de 1812, l'opinion française se

¹⁴³ CROUSAZ-CRÉTET Léon de, *Le duc de Richelieu en France et en Russie*, Paris 1897.

¹⁴⁴ MAISTRE Joseph de, *Les soirées de Saint Petersburg*, Paris 1821.

laisa convertir à une image positive de la Russie en 1814–1815. Une image qui ne fut pas mise en question malgré les conflits et les malentendus qui surgissaient à chaque pas durant l'occupation du territoire français par les troupes russes, toutes considérées comme des «cosaques», selon le terme du traité de Vienne. Deux raisons expliquèrent cette image positive. D'abord l'opinion publique était unanime à croire que seule l'intervention magnanime d'Alexandre I^{er} avait valu à la France un traité de paix favorable en la protégeant des exigences démesurées des Prussiens et des Autrichiens. C'est également Alexandre I^{er} qui persuada Louis XVIII de proclamer et de respecter la Charte constitutionnelle. En second lieu, le duc de Richelieu, à la tête du premier gouvernement de Louis XVIII, fort de son influence auprès d'Alexandre I^{er} qu'il avait servi en qualité d'officier et de gouverneur général de la Russie méridionale (1803–1814), parvint à faire évacuer le territoire français avant terme. Enfin, nombre d'officiers du corps d'occupation russe s'intéressaient vivement à toutes les manifestations de la vie publique en France, à l'organisation économique et sociale en Europe, parlaient le français à la perfection et fréquentaient assidûment les salons et autres associations mondaines de l'élite française. Ces officiers n'avaient pas peu contribué à persuader leurs hôtes français que les Russes n'étaient pas tous des «barbares». Dorénavant, l'élite russe faisait partie de la société cultivée française et européenne.¹⁴⁵

Les décennies entre 1820 et 1840 furent marquées par une attitude ambivalente envers la Russie; la note négative prévalut de nouveau. Les conservateurs et les ultraroyalistes du règne de Charles X considéraient le régime de Nicolas I^{er} comme un élément favorisant la stabilité politique en Europe. Mais il n'en était pas de même pour les

¹⁴⁵Voir par exemple HAUMANT Emile, *La culture française en Russie 1700-1900*, Paris 1910.

gouvernements libéraux de la monarchie de Juillet, qui préconisaient l'entente avec l'Angleterre, dont ils partageaient les phobies politiques. Après les victoires russes sur la Turquie en 1829, l'Angleterre était obsédée par la menace russe en Proche-Orient. En outre le danger pour l'Europe entière du despotisme russe semblait renaître lors du «Printemps des peuples», quand l'intervention militaire de Nicolas I^{er} mit fin au soulèvement national hongrois, en 1849, et facilita l'écrasement des révolutions libérales en Autriche et en Allemagne.

Les sympathies russophiles des conservateurs et des modérés étaient contrebalancées par l'antipathie ressentie par les radicaux de tendance socialiste et les nationalistes fervents à l'égard du régime de Nicolas I^{er}.

La répression sanglante de l'insurrection, polonaise de 1830 ne fit que les confirmer dans leur haine de la Russie. Leur russophobie était attisée, comme nous avons vu dans les chapitres précédents, par la présence, depuis les années 1840, d'émigrés russes opposés à l'autocratie du tsar. Il suffit de nommer Alexandre Herzen et Michel Bakounine. Tous les deux, grâce à leur talent littéraire et à la force de leur personnalité prirent place au premier rang des révolutionnaires européens. Ils s'efforçaient de convaincre leurs camarades que le peuple russe, malgré son oppression et sa misère, était prêt pour le socialisme; seul un régime tyrannique et un ordre social brutal étaient la cause de sa condition arriérée. Ainsi prenait corps, petit à petit, l'idée que le peuple russe, libéré du servage et de l'autocratie, serait appelé à jouer un rôle progressif, démocratique, voire socialiste, dans le monde. Idée qui transforma l'attitude des libéraux envers la Russie officielle lorsque le fils de Nicolas I^{er}, Alexandre II, s'engagea définitivement dans la voie de l'émancipation des serfs et dans celle d'autres réformes. Mais avant que

se produise ce changement d'opinion, la France allait connaître un sursaut de russophobie dans les années 1850.

La publication, en 1843, du livre du marquis Astolphe de Custine *La Russie en 1839* fut un événement.¹⁴⁶ Il remit en circulation et confirma nombre de préjugés et erreurs concernant la Russie, tout en apportant des observations très justes sur les conséquences psychologiques et morales du régime autocratique de Nicolas I^{er}. La conclusion que tirait Custine de son analyse était que la Russie formait un corps étranger et foncièrement hostile à la culture politique européenne. Le livre de marquis servit à ranimer la russophobie latente en France, une russophobie qui allait s'épanouir largement à la faveur de la guerre de Crimée, où les armées russes et françaises étaient de nouveau confrontées dans des combats acharnés et sanglants. La guerre avait été provoquée par la querelle concernant les lieux saints, une querelle qui fit surgir le spectre d'un empire tyrannique étendant ses ambitions au-delà de la mer Noire pour éliminer l'Empire ottoman et assurer sa domination sur tout le Proche et le Moyen-Orient. Les défaites russes, le prix élevé en morts et blessés qu'elles coûtaient, d'un côté comme de l'autre, les clauses du traité de Paris de 1856 refroidirent les passions. La Russie se replia sur elle-même et tâcha de résoudre ses problèmes domestiques. Une série de réformes visaient à faire évoluer la structure sociale dans un esprit libéral et progressif. L'opinion publique en France se tranquillisa et elle se contenta d'observer en spectateur curieux les mesures prises par le gouvernement impérial.¹⁴⁷

Il était sans doute que le spectacle de réformes institutionnelles et sociales d'une telle envergure fascina l'opinion publique étrangère. On

¹⁴⁶CUSTINE Astolphe, *La Russie en 1839*, Paris 1843.

¹⁴⁷Voir CADOT Michel, *L'image de la Russie dans la vie intellectuelle Française (1839-1856)*, Paris 1967.

croyait assister à une nouvelle révolution d'en haut sur le modèle de celle de Pierre le Grand, dont le but était de mettre la Russie sur le même pied que l'Europe occidentale, et de l'associer au dynamisme économique et social d'un siècle industriel et expansionniste. On croyait – et beaucoup l'espéraient, comme Alfred Rambaud et Louis Leger, que le succès des réformes donnerait non seulement leur liberté aux masses paysannes, mais lancerait le pays entier sur le chemin de l'industrialisation et de la modernisation économique, politique et culturelle. Conséquence inévitable, on en était persuadé: la libéralisation du système politique et l'entrée de la Russie dans le sein des pays démocratiques et progressifs.

La guerre franco-allemande de 1870–1871, la défaite, la Commune et les termes du traité de Francfort, en particulier la cession de l'Alsace-Lorraine, changèrent profondément les attitudes françaises tant par rapport à ses problèmes intérieurs que par rapport à sa situation politique dans le monde. La France se replia sur elle-même pour panser ses plaies; elle dut verser les cinq milliards de contribution à l'Allemagne, refaire son armée, instaurer un régime politique stable et reprendre son élan économique et culturel. A l'extérieur, habilement isolée par Bismarck, elle se trouvait seule, et sa tâche était de se trouver des alliés pour préserver la paix et se garantir contre la menace potentielle de l'Allemagne, tout en préparant le terrain pour récupérer, dans un avenir lointain, les provinces perdues. Il était donc naturel pour les hommes d'État français après 1871 – Thiers à leur tête – de songer à un rapprochement avec la Russie pour contrebalancer la puissance de l'Allemagne unifiée. La neutralité plus ou moins bienveillante qu'avait gardée la Russie lors de la guerre, et les rumeurs selon lesquelles le tsar aurait averti son oncle, Guillaume I^{er}, de ne pas provoquer un autre conflit avec la France, faisaient espérer une alliance franco-russe dans un

proche avenir. Le retournement de l'opinion française en faveur de la Russie fut ainsi la conséquence de la politique européenne. Cette opinion reflétait aussi les prédispositions intellectuelles, autant que politiques, de ses élites.¹⁴⁸ C'était dans ce climat assez favorable que Leger entama sa découverte de la Russie.

Rentré à Paris de son exil pragois, Leger reprit ses études et ses travaux. Le nouveau régime avait supprimé les cours annexes de la Sorbonne institués par le ministre Duruy, où il enseignait naguère, et ne les avait pas encore remplacés par les cours complémentaires qui ont été établis depuis. Jules Simon était alors titulaire du ministère de l'Instruction publique; le secrétaire général de son département était Saint René Taillandier qui s'intéressait à Leger et à ses travaux.

Saint-René Taillandier naquit en 1817 à Paris.¹⁴⁹ Après les études à Paris et à Heidelberg, il fut nommé en 1841 professeur des littératures à l'université de Strasbourg. Après deux ans, il changea sa chaire de Strasbourg pour celle de Montpellier. A Montpellier, il passa vingt ans. Le départ de Saint Marc Girardin en 1863 lui ouvrit l'occasion de monter à Paris, pour y devenir professeur de la poésie française. Il fut également le collaborateur assidu de la *Revue des Deux Mondes*.¹⁵⁰ Taillandier fut un homme aux activités éclectiques. Il s'intéressait aux littératures à la philosophie, à l'histoire. Germanisant de formation et ami de Palacký et Rieger, Saint-René Taillandier avait étudié les pays slaves, notamment la

¹⁴⁸Sur les relations franco-russes de cette époque voir par exemple DEININGER Helga, *Frankreich, Russland, Deutschland 1871-1890: die Interdependenz von Aussenpolitik, Wirtschaftinteressen und Kulturbeziehungen im Vorfeld des russisch-franzoesischen Buendnisses*, München 1983; KENNAN, George Frost, *The decline of Bismarck's European order Franco-Russian Relations 1875-1890*, Princeton 1979.

¹⁴⁹Sur Saint-René Taillandier voir BOCHOLIER François, *Saint-René Taillandier (1817-1879). De Montpellier à Prague - itinéraire d'un germaniste*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, Paris 1996.

¹⁵⁰Sur les activités littéraires de Saint-René Taillandier voir KUŠNĚRIKOVÁ Bohumila, *Revue des deux Mondes o Čechoch, Slovákoch a národnostnom probléme v habsburskej monarchii pred rokom 1871*, *Slovanské študie* XVII, 1976, p. 269-296.

Bohême et la Serbie à travers la littérature allemande. Il prêcha la concorde entre les Slaves et les Allemands. Il craignait le despotisme russe qu'il considérait comme l'ennemi mortel de l'Europe libérale. Pour cette raison, il tenta de prévenir les Slaves de l'Europe du danger du panslavisme. Ces positions commençaient à évoluer dans la deuxième moitié des années 1860 quand il craignait de plus en plus la montée en puissance de la Prusse. La défaite humiliante de 1870–1871 confirma cette métamorphose. En 1873, il écrivit à Leger: «C'est le monde slave qui est aujourd'hui notre ressource et notre espérance à supposer que nous ne nous donnions pas à nous même un coup de mort.»¹⁵¹ Et, quelques semaines plus tard: «Je considère comme un service rendu à la civilisation tout ce qui contribuera à dissiper nos ignorances et nos préjugés à l'égard des Slaves. Les Slaves ont à redouter le même ennemi que nous, le germanisme enivré de sa victoire et méprisant le droit. Il faut souhaiter que la Russie même cesse d'être pour nous un épouvantail. (...) Ceux qui travaillent à faire connaître et aimer le monde slave rendent un vrai service à l'humanité et à la civilisation libérale.»¹⁵²

Leger sollicite son aide pour obtenir une mission scientifique en Russie. Saint-René Taillandier s'entremet obligeamment auprès du ministre, mais désire que sa requête fût appuyée par quelque personnalité politique. Leger songea immédiatement à l'historien Henri Martin, naguère ennemi résolu du panslavisme russe et partisan de la théorie du touranisme, c'est à dire du caractère asiatique des Russes, même s'il sentait fort bien que celui-ci n'avait sur la Russie que les renseignements unilatéraux de la part des Polonais de Paris et ne pouvait

¹⁵¹ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, lettre du 8 février 1873.

¹⁵² Archives du musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, lettre du 3 mars 1873.

avoir sur le problème russe aucune opinion vraiment scientifique.¹⁵³
«Martin était profondément patriote. Il comprenait que la France était isolée dans le monde, que les événements avaient donné un terrible démenti à son rêve d'une fédération européenne et anti-moscovite. Ce n'était plus la Russie qui était l'ennemi maintenant, c'était le péril germanique. Il le recommanda chaleureusement au ministre, la mission lui fut accordée. Elle avait officiellement pour objet d'aller constater l'état des études d'histoire et d'archéologie slaves en Russie.»¹⁵⁴ Une somme considérable, vu l'état des finances de l'époque – cinq mille francs – fut mise à la disposition du jeune savant.

Jules Simon lui donna une lettre de recommandation pour son ami le général Le Flô, qui occupait alors l'ambassade de France à Saint-Petersbourg. Le ministre des Affaires étrangères Rémusat lui remit un passeport diplomatique, et, sans lui confier aucune espèce de mission, même officieuse, il l'invita à observer tous les faits politiques et sociaux qui pouvaient intéresser son département et à lui en rendre compte à son retour. C'était au mois de mai 1872. Le départ de Leger pour la Russie fut retardé par un événement rocambolesque: il fut soupçonné par le président Thiers d'être l'agent de l'émigration polonaise. Pour Leger, ce fut le comble de l'absurdité. Pour dissiper ces soupçons, il promit à Jules Simon de partir à Versailles pour y rencontrer le chef de l'Etat. Avant cette visite, il avait bien le trac. Occupé par d'autres questions, Adolphe Thiers refusa de le recevoir.¹⁵⁵

Une grande aventure commença pour le jeune savant. Le séjour à Moscou avait avant tout une importante dimension scientifique, mais

¹⁵³Sur ses opinions voir MARTIN Henri, *La Russie et l'Europe*, Paris 1866.

¹⁵⁴LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 83.

¹⁵⁵LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 88.

l'objectif politique était lui aussi très marqué. La lettre de son ami Rambaud qui se préparait au voyage analogue en est la preuve.

«Surtout, si vous causez avec les Russes, n'oubliez pas de leur répéter surtout qu'eux aussi bien que les Allemands ont une mission d'organiser le monde slave, qu'il faut absolument qu'ils arrachent Posen à la Prusse et qu'ils reconstituent la Pologne sous leur égide que ce n'est pas à Constantinople qu'il faut aller, mais d'abord et avant tout à Posen: le reste n'est qu'une fantaisie (...) Refaire la Pologne (...) faire acte de suzeraineté et de protection, jouer le rôle de grands frères, avec les Slaves de Prague, de Bulgarie, etc, etc, voilà leur devoir. Du reste vous leur direz tout cela avec plus d'autorité que je ne savais le dire.»¹⁵⁶

Leger arriva à Moscou le 6 juin 1872. Il fut surpris par l'immensité de la capitale russe. Il fut émerveillé par le théâtre, le ballet et la cuisine russe. La Russie célébrait cette année le deux centième anniversaire de la naissance de Pierre le Grand. A cette occasion, une exposition avait été organisée à Moscou. Un pavillon spécial était consacré à la mémoire du tsar réformateur: la plupart de ses reliques y étaient réunies: son canot, *l'aïeul de la flotte russe*, y occupait une place d'honneur. A la cérémonie d'inauguration une compagnie d'infanterie avait revêtu la tenue du 15^e siècle. Leger respirait à pleins poumons l'atmosphère de la ville.

A Moscou, il trouva dans le monde de l'université et dans celui des lettres les plus courtoises et les plus affectueuses relations. Parmi les hommes éminents de la science russe, Leger fréquenta surtout Fiodor Bouslaev et Mikhaïl Pogodine.

¹⁵⁶Archives du musée de la littérature tchèque, fond Louis Leger, lettre du 15 mai 1872.

Bouslaev, professeur à l'Université, était avant tout grammairien, philologue, archéologue. Il fut le grand spécialiste du slavone et de l'héritage du Cyril et Methode. Ils avaient donc le thème commun avec Louis Leger. C'était la première fois que Bouslaev rencontrait un Français en état de lire ses livres et de les apprécier, et il en était singulièrement flatté. Ils passèrent ensemble de bien belles soirées autour de son samovar hospitalier.

Mais s'était surtout sa rencontre avec le slavisant éminent Mikhaïl Pogodine qui le marqua le plus. Tout ensemble historien et publiciste, Pogodine était le représentant de la vieille culture moscovite. Il avait puissamment contribué à mettre en lumière l'histoire ancienne de la Russie par des travaux bien dépassés déjà à l'époque de Leger. Panslaviste convaincu, il mit sa plume infatigable au service du pour l'intégrité et la gloire de la patrie russe. Il entretenait même les relations avec les Slaves occidentaux et ses représentants comme Palacký et Šafařík. Pogodine avait réuni dans sa vaste maison, sur le Champ des Vierges, un véritable musée d'histoire russe. «Le jour où l'on me présenta, il était en train de faire un modeste goûter de pain noir et de lait caillé qu'il m'invita à partager avec lui. Puis il me fit les honneurs de sa collection. Elle était surtout riche en manuscrits et en autographes. Une galerie renfermait les bustes des principaux écrivains russes. Arrivé devant celui de Pouchkine, mon hôte ouvrit une petite armoire dissimulée dans le piédestal et en tira une relique précieuse entre toutes, la redingote que portait le poète lorsqu'il fut tué. Il introduisit mon doigt dans le trou qu'avait fait la balle. Il avait les larmes aux yeux et j'eus peine à contenir mon émotion. Le meurtrier était mon compatriote.»¹⁵⁷

¹⁵⁷LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 107.

Leger fait une fine analyse de l'âme slave. «J'ai souvent entendu dire que les Russes étaient plus durs que nous. C'est possible. A coup sûr, ils ont plus que nous le don des larmes. Quelques jours après ma rencontre avec Pogodine je visitais, en compagnie du poète (Nikolaï) Berg et de l'historien (Sergueï) Soloviev, le musée des armures. Nous arrivâmes devant le drapeau historique du prince Pojarsky, le sauveur de Moscou en 1612. Soloviev pria le poète d'improviser quelques vers, Berg s'y prêta de bonne grâce. Je ne me rappelle plus le texte de ses vers. Ce que je sais, c'est que l'historien fondit en larmes et se jeta dans les bras du poète. A Paris on m'avait raconté que les Russes n'avaient pas dans leur langue de mot pour exprimer l'idée de patrie et qu'ils ne savaient même point ce que c'était que la notion du patriotisme!»¹⁵⁸

Leger eut aussi l'occasion de se lier tout particulièrement avec le romancier Alexeï Pissemski qui lui donna tous ses romans afin de les présenter au public parisien.

Emerveillé par ces rencontres, Leger louait le caractère accueillant des Russes. Il voulait ainsi démanteler l'image négative des Russes dans l'opinion publique française.

«De tous les pays européens, la Russie est à – coup sûr le plus hospitalier. Les touristes se plaignent, non sans raison, de n'y point rencontrer ces cafés ou ces brasseries si nombreux en Occident où l'étranger peut observer les types indigènes et abriter son désœuvrement. Je suis de leur avis. Lors de ma dernière visite à Moscou, cette capitale, où vit un million d'hommes, possédait en tout et pour tout un café qui n'eût été qu'un établissement de troisième ordre pour telle de nos villes de province. Ceux qui, comme moi, ont eu la bonne dune de se voir

¹⁵⁸LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 108.

ouvrir l'accès des familles, ont bien vite oublié ce léger grief. Le Russe ne connaît que le club ou le foyer domestique mis au club, vous y trouvez un chez soi à table, un accueil courtois et cordial: admis dans la famille, vous y rencontrez une maîtresse de maison essentiellement gracieuse et hospitalière, une simplicité, un sans-gêne que vous chercheriez en vain dans les autres pays d'Europe. Les Russes quand ils viennent chez nous, s'étonnent un peu de ne pas trouver une hospitalité aussi accueillante.»¹⁵⁹

Leger avait des Russes une image de plus en plus idéalisée des Russes soulignant leur douceur et leur intelligence.

«Pour bien comprendre la Russie, il faut pouvoir causer avec le paysan, pénétrer l'âme du peuple, échanger avec ses idées – si par hasard il en a – dans cette langue délicieuse 'qui semble avoir été créée pour des lèvres rustiques ou enfantines. Cette langue recèle des trésors infinis de caresses, de tendresses. L'ivrognerie même – ce vice si fréquent, hélas! en Russie – prend dans ce pays étrange une nuance d'affection et de mélancolie. Pour employer un mot bien connu, le Russe m'a paru avoir non pas le vin, mais la *vodka* tendre, surtout vis-à-vis du *barine* ou bourgeois.

Le paysan russe est beaucoup plus propre que le nôtre, car il prend un bain de vapeur tous les huit jours; mais ses vêtements, le plus souvent en peau de mouton, sont imprégnés d'une odeur si répugnante que je n'ai jamais eu le courage de la braver pendant plus de quelques minutes. Je n'ai jamais osé voyager en troisième classe et je le regrette. J'eusse certainement beaucoup appris.»¹⁶⁰

¹⁵⁹LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 107.

¹⁶⁰LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 112.

Leger avait même tout autant d'estime pour la bourgeoisie russe.

«Un monde très intéressant à observer à Moscou, c'est la classe des marchands. Ces gros *Kuptsy* à grande barbe, vêtus du long caftan, coiffés de la casquette traditionnelle, représentent une des forces les plus respectables de la Russie. Quelques-uns d'entre eux ont acquis immenses fortunes dont ils emploient la grande partie à des fondations pieuses ou philanthropiques. Si au lieu de laisser tomber commerce aux mains des Allemands, des juifs. Si la Pologne avait eu, comme la Russie, une classe commerçante, elle aurait probablement joué dans le monde un autre rôle que celui auquel elle a dû se résigner.»¹⁶¹

De Moscou, Leger arriva à Pétersbourg dans le courant de septembre 1872. «J'avais passé quatre mois à Moscou; je passai quatre jours à Pétersbourg. C'est, je crois, la proportion que doit observer le voyageur curieux d'étudier vraiment la Russie. Pétersbourg n'est que le vestibule de ce grand empire russe. Son véritable foyer est à Moscou.»¹⁶²

Au mois de septembre, les vacances russes étaient déjà finies. Leger profita de ce fait pour y rencontrer ses confrères. Ils ne le connaissaient pas seulement par ses travaux. Malgré la modestie relative de son œuvre, ils le connaissaient grâce à ses contributions régulières à la *Revue du ministère de l'Instruction publique*, publiés sous le titre *La lettre de Paris*. Leger était très fier de cette collaboration. «Imaginez ce recueil reçu d'office par tous les établissements d'enseignement supérieur et secondaire de l'État. De tous les pays européens, la France est le seul qui soit représenté dans cette revue par une correspondance régulière.»¹⁶³
Il pouvait constater avec satisfaction: «Dans ma modeste sphère j'aurai

¹⁶¹LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 113.

¹⁶²LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 115.

¹⁶³LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 115.

été, à ma façon, un des précurseurs d'une alliance que je crois nécessaire au repos et à l'équilibre du monde.»¹⁶⁴ Dans la capitale russe, Leger rencontra les slavisants Izmaïl Sreznevsky et Vladimir Lamansky. Le premier faillit le convaincre de passer le reste de ses jours à Pétersbourg comme lecteur de langue française à l'université. Détail anecdotique, Sreznevsky devint le parrain russe de Leger. Comme son nom cité à la manière russe, Loudvik Guenrikovitch pouvait paraître trop germanique, Sreznevski le fit «baptiser» Pavel Pavlovitch en souvenir de Pavel Šafařík, l'un des fondateurs des études slaves

Leger retrouva à Saint-Pétersbourg, le général Le Flô. Le vieux soldat Le Flô jouissait personnellement d'un crédit considérable auprès de l'empereur Alexandre II, qu'il avait connu grand-duc à l'époque où le futur souverain était venu visiter l'Algérie. Malheureusement, il constatait que si sa personne était bien vue à la Cour, en revanche les sympathies du monde officiel allaient plutôt à l'empire allemand qu'à la République française. Il songeait à créer un courant d'opinion en faveur de la France en fondant à Saint-Pétersbourg un journal français qui plaiderait sa cause, mais ce projet échouait. Le général fut agréablement surpris par le jeune savant et lui manifesta sa faveur. Leger pensait qu'il pourrait même devenir l'homme de liaison entre la France et la Russie. L'amour propre de Leger fut gâté par les négociations avec les hommes de la société russe comme le président de la Société archéologique Ouvarov, le rédacteur du Journal du ministère de l'Instruction publique Feokistov.

Leger avait en Russie encore une autre mission. Il arriva comme le journaliste de *l'Illustration* et de *l'Echo*. Leger envoya assez

¹⁶⁴LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 116.

régulièrement les articles pour ces revues. En même temps, il agissait en véritable reporter. Il visita non seulement les monuments historiques, mais aussi les représentations aux théâtres, l'usine où on fabriquait des wagons, les tribunaux etc. Leger profita abondamment de toutes les douceurs de la vie en Russie.¹⁶⁵

Leger retrouva dans le salon du général Le Flô son camarade Alfred Rambaud, que les études byzantines avaient amené à l'étude du monde slave et qui, après avoir étudié le russe en 1869 à son cours annexe de la Sorbonne, venait chercher des matériaux pour une histoire qu'il pensait de publier à la collection Duruy. La même année, Anatole Leroy-Beaulieu était envoyé par la *Revue des Deux Mondes* à la découverte de cette Russie que Buloz s'était obstiné pendant de longues années à ignorer. Comme Leger disait plus tard avec fierté: «Au point de vue scientifique, sinon au point de vue politique, l'année 1872 marque une date importante dans l'histoire des relations franco-russes. La science travaille le plus souvent dans l'ombre, mais ses efforts sont largement récompensés le jour où la politique met à profit les résultats de son modeste labeur.»¹⁶⁶

Leger visita encore Tver, Kiev et d'autres villes russes. Il voulut profiter de son amitié avec Jules Simon pour obtenir la chaire du russe à l'école des Langues orientales. Ce rêve se réalisa enfin en 1877.

Leger ne devait revoir Moscou qu'après huit ans. En 1874, il participa à un congrès archéologique à Kiev, où il rencontra non

¹⁶⁵ Voir aussi édition BERELOWICH Wladimir - MARES Antoine, La découverte de la Russie en 1872, le premier voyage de Louis Leger à Moscou, *Revue des Etudes Slaves* 69/3, Paris 1997, p. 337-372.

¹⁶⁶ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 132; BIRKE Ernest, *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert. Beitrage zur Politik und Geistesgeschichte*, Koeln-Graz 1960, p. 463.

seulement ses confrères russes, mais aussi des savants des autres pays slaves.

En 1880, il reçut l'invitation de Tourgueniev pour participer à l'inauguration de la statue du grand poète Pouchkine. Leger devait s'y rendre non seulement en son nom propre, mais comme délégué de la République française, en tant que représentant officiel du ministère de l'Instruction publique.

Les circonstances politiques pouvaient donner à cette mission un intérêt tout particulier. La Russie et la France étaient alors en froid par suite d'un incident connu sous le nom d'affaire Hartmann. Lev Nikolaevitch Hartmann (1850–1908) était un narodnik soupçonné d'avoir pris part à la tentative d'assassinat du tsar en 1879. Il s'était réfugié en France. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg avait réclamé son extradition, mais son homologue français l'avait refusée le 6 mars 1880. A la suite de ce refus, l'ambassadeur de Russie à Paris avait été mis en congé. Les relations étaient très tendues entre les deux pays.

«Il me semblait, expliquait Leger que la France, en rendant un hommage public au poète russe tué naguère en duel par un étranger devenu depuis français et sénateur du second Empire pouvait, sans rien sacrifier de sa dignité, préparer les esprits d'un rapprochement sur le terrain diplomatique.»¹⁶⁷ C'était son vieil ami Alfred Rambaud, son ancien camarade et élève, qui était justement chef de cabinet de Jules Ferry, alors ministre de l'Instruction publique. Nul mieux que Rambaud n'était en état d'expliquer l'intérêt l'urgence de la mission. Le ministre lui la confia immédiatement. Le temps pressait. L'inauguration de la statue devait avoir lieu dans cinq jours. Leger avait juste le temps d'arriver.

¹⁶⁷ LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905, p. 125.

Leger s'embarqua le soir même à la gare du Nord. La cérémonie fut retardée par la mort de l'impératrice. Leger y fut le seul représentant des institutions scientifiques européennes. Les organisateurs de l'inauguration avaient éprouvé une désillusion. Ils avaient envoyé des invitations à tous les grands représentants des littératures européennes, en Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie. L'inauguration eut lieu le 20 juin 1880 en présence du prince d'Oldenbourg.

Leger adressa au prince un petit discours en français, où il exposa le caractère de sa mission et l'intérêt que la France prêta à l'œuvre et à la mémoire de Pouchkine. Le prince se contenta de remercier par un hochement de tête. Leger devait avoir sa première intervention diplomatique. Le prince d'Oldenbourg considéra Leger comme le représentant de la classe politique française et voulut discuter avec lui les questions d'ordre politique. Leger, n'ayant aucun titre pour mener les conversations de ce genre refusa nettement le traitement d'un tel sujet.

Les circonstances qui ramenèrent Leger à Moscou, en août 1897, n'avaient rien de commun avec celles de 1880. Le temps avait changé et l'alliance franco-russe était devenue la réalité. Cette alliance était considérée par Leger, comme par d'autres slavissants comme une nécessité. Cette opinion fut formulée par Alfred Rambaud d'une manière très pertinente: «Notre alliance avec la Russie est donc légitime. Son utilité n'est point contestable. Même à l'intérieur, elle nous a rendu service: elle a créé un terrain commun où les partis, si divisés sur tant d'autres questions ont pu se réunir ou monarchistes, républicains, radicaux, ralliés, ultras ou modérés de toute couleur se sont trouvés d'accord. Souvenons-nous de l'impression causée en 1891 par les scènes de Cronstadt même les royalistes s'inclinaient devant ce drapeau

républicain salué par les sonneries de l'artillerie russe et réconciliaient avec cette Marseillaise qu'un empereur avait écouté debout.»¹⁶⁸ Et à l'occasion de la disparition du tsar Alexandre III, il ajouta: «Pendant vingt ans on a pu dire: Il n'y a plus d'Europe. C'est dans les fêtes de Cronstadt et de Paris qu'elle renaquit.»¹⁶⁹

Dans la foulée de l'intérêt pour le monde russe, Leger publia la traduction du journal du tour du monde du jeune tsarévitch Nicolas.¹⁷⁰ En 1899, il fit une édition de l'évangélaire slavon de Reims.¹⁷¹ Cette édition obtint la plus haute distinction de l'Académie des Sciences russe.

Louis Olivier, directeur de la *Revue générale des Sciences* avait eu l'idée d'organiser des croisières scientifiques. Chaque croisière était dirigée par un savant spécialiste, linguiste, historien, archéologue, chargé de préparer ses compagnons de voyage par des conférences faites à bord du bâtiment et de leur donner, chemin faisant, des explications.

Le rôle de Leger fut d'élaborer le programme de la route. Un transatlantique, le *Versailles*, avait été prêté au Havre; l'expédition, partie de ce port, touchait à Elseneur, Copenhague, Reval et Pétersbourg, où le transatlantique jetait l'ancre pour une dizaine de jours. De là, les touristes gagnaient la rade de Cronstadt pour assister à la réception du président Félix Faure par l'empereur Nicolas II, auquel il venait rendre la visite reçue à Paris quatre ans auparavant. A Pétersbourg, le *Versailles* devait s'amarrer au centre même de la ville, au pont Nicolas.

¹⁶⁸RAMBAUD Alfred, L'Armée du tsar Alexandre III, *La Revue politique et littéraire*, 7 octobre 1893.

¹⁶⁹RAMBAUD Alfred, Le tsar Alexandre III, *La Revue politique et littéraire*, le 10 novembre 1894.

¹⁷⁰*Voyage en Orient de Son Altesse Impériale le Césarevitch (S. M. Nicolas II) par prince Oukhtomsky, préface et traduction de Louis Leger*, deux tomes, Paris 1893-1898.

¹⁷¹*L'Évangélaire Slavon de Reims dit Texte du Sacre édition fac-similé en heliogravure, publiée sous les auspices de l'Académie nationale de Reims précédée d'une introduction historique par Louis Leger*, Reims-Prague 1899.

Après quelques jours passés à Pétersbourg, l'expédition pénétrait dans l'intérieur de l'Empire, poussait jusqu'à Moscou et, de là, gagnait, par la ligne de Iaroslavl, le fameux monastère de la Trinité (Troïtsa) et visitait la foire légendaire de Nijny-Novgorod. L'itinéraire du retour comprenait une excursion à Stockholm, où avait lieu, à ce moment même, une exposition scandinave, la traversée du canal de Kiel et une journée passée dans le grand port de Hambourg. Olivier avait chargé Leger de faire à bord quelques conférences pour mettre les touristes en état de tirer du voyage tout le profit qu'ils étaient en droit d'en attendre. Trois ou quatre leçons de langue pratique les mirent en état de s'exprimer dans «un nègre franco-russe» suffisant pour les empêcher de mourir de faim ou de s'égarer dans cette Russie, si nouvelle pour eux.

Après les cérémonies à Saint-Pétersbourg, le groupe des touristes devait traverser la Russie de part en part, par Novgorod-la-Grande, Tver, Moscou, Nijny-Novgorod, Kazan, Kharkov, Kiev, Odessa, et retrouver dans cette ville un navire qui reviendrait par la Méditerranée. Les festivités de Saint-Pétersbourg terminées, Leger organisa en compagnie des touristes une manifestation spéciale. Pour faire connaître aux voyageurs une véritable Russie, la visite de Moscou s'imposait. Pour ne pas laisser la visite des Français à Moscou inaperçue, les touristes devaient déposer la couronne à la statue de Pouchkine à Moscou, inaugurée, il y a 17 ans en présence de Leger lui même. Après avoir reçu l'autorisation de la part des autorités moscovites, la manifestation eut lieu au milieu de la foule enthousiaste des badauds russes. Leger, qui voulait toujours cultiver son image du champion des relations franco-russes, fit déposer la couronne, une fois la cérémonie terminée, au musée historique de Moscou.

Ainsi Leger contribua-t-il, à sa manière, à l'affermissement de l'alliance franco-russe. Russophile impénitent, il se rendit encore en Russie en mai 1909 à l'occasion de l'inauguration du monument à Gogol au titre de représentant de l'Institut de France et de l'Alliance française. C'était son voyage d'adieu. La vieille Russie, que Leger aimait et célébrait tant, n'avait plus que quelques années à vivre.

L'attitude de Leger envers la Russie subit une certaine évolution. Polonophile dans ses débuts, il comprit bien vite le potentiel culturel, mais aussi militaire de la Russie. Il prit désormais soin de réhabiliter la Russie auprès de ses compatriotes. L'image de la Russie était bien sombre à l'époque. Leger ne cessa de vanter les qualités du peuple russe, surtout son caractère hospitalier et cordial. Dans ses récits de voyage, le paysan russe n'est pas un barbare sauvage, mais c'est un grand enfant naïf, plein de la bonne volonté. Leger ne put cacher à ses lecteurs le caractère répressif du système tsariste, mais il croyait à son évolution progressive vers la plus grande liberté, guidée par les élites du régime. Il était donc un ennemi acharné de toute tentative révolutionnaire ou «nihiliste», comme il disait. Pour dissiper les craintes de l'impérialisme russe, il soulignait surtout la mission civilisatrice de la Russie en Asie. C'est là où se trouvait à son avis l'avenir de la Russie. Ici, il partageait l'opinion de son ami Rambaud. Dans son compte rendu de la traduction de Leger, il déclara: «Ce sont précisément les chemins de fer, la télégraphie et le téléphone qui rendront réalisable, pratique ce qui, dans les cerveaux des grands conquérants asiatiques ne fut que le songe d'un jour. Loin que l'idée d'une monarchie universelle de l'Asie soit une utopie des temps barbares, elle devient l'idée moderne par excellence,

l'idée de l'avenir, l'idée de progrès.»¹⁷²

Dans le conflit polono-russe, il prônait le compromis, qui rendait la Pologne la domination russe, fût-ce à condition d'une autonomie mal définie. Parmi les Slaves orientaux, il reconnaissait uniquement les Russes. Les Ukrainiens n'étaient pour lui qu'un groupe ethnographique, ayant quelque intérêt. Les Biélorusses, il les ignorait complètement. Dans ses opinions sur la Russie, il partageait les positions de son ami Alfred Rambaud. On peut dire que sa vision de la Russie était très politique. Elle servait à conforter l'alliance «contre-nature» entre la République française et l'autocratie russe sans mettre en relief les faiblesses de l'empire tsariste. Dans ses écrits, il ignorait les premiers signes de la décomposition du régime visibles déjà à partir la Révolution de 1905. La Révolution de 1917 était pour lui une surprise totale.

¹⁷²RAMBAUD Alfred, Un futur empereur en Russie, *La Revue politique et littéraire*, le 4 septembre 1899.

Leger professeur

Après son premier retour de Russie, Leger dut songer à la situation plus stable. Tout d'abord, la question du mariage se posait. En 1874, Leger épousa Marie Bellet, fille d'entrepreneur du 9^e arrondissement parisien. Sa fiancée provenait d'un milieu fort cultivé. Elle était la nièce du sculpteur Cavelier et la cousine du célèbre historien Hippolyte Taine. De ses amis tchèques, s'étaient le peintre Jaroslav Čermák et le chimiste Milan Nevole qui assistèrent à la signature du contrat de mariage.¹⁷³ Le jeune couple s'installa dans un bel appartement 5, rue de Laval. Leger put donc abandonner sa modeste chambre sur l'Ile Saint-Louis.¹⁷⁴ En 1877, sa femme mit au monde leur premier enfant, le fils André.

En même temps, Leger reprendra sa carrière professionnelle. Son point de départ fut l'Ecole des langues orientales vivantes. A partir du 1^{er} janvier 1877 Leger devint le professeur titulaire de la langue russe. Le traitement était encore bien modeste, de 500 francs par an, mais l'avenir était prometteur. En 1882, il élargira encore son activité et il devint professeur à l'Ecole supérieure de guerre, où il enseigna également le russe. Pour améliorer la situation financière de sa famille, il contribuait également aux plusieurs journaux et revues parisiennes, notamment au *Télégraphe* et à la *Nouvelle Revue*. Mais une sorte de consécration scientifique était encore à venir.

En 1885, il fut élu au Collège de France à la place de son ancien maître Chodźko. Son élection soigneusement préparée était son grand succès personnel. Ses rivaux Ernest Denis et l'ancien diplomate et spécialiste du folklore balkanique Auguste Dozon n'était pour lui des

¹⁷³ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 25 mai 1874.

¹⁷⁴ Archives du musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 16 mai 1878.

rivaux de taille. Leger put profiter des liens utiles établis dans le monde de la science. En automne 1885, il put inaugurer son enseignement par la conférence intitulée La répartition géographique des peuples slaves et l'histoire générale de leur civilisation.

Il passa au Collège de France presque quarante ans. Leger avait l'obligation d'enseigner deux fois par semaine le mardi et le jeudi. Dans ses conférences, il traitait respectivement l'histoire, la civilisation, la littérature, et l'ethnographie des peuples slaves. Il touchait les territoires de la Russie, de la Pologne, des Pays Tchèques, de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro. Les pays qu'il favorisait dans son enseignement furent la Russie et paradoxalement, vue les positions de Leger, la Pologne. Il était parfaitement conscient que la Pologne pour les raisons historiques et la Russie à cause du rapprochement politique et militaire avec la République Française attiraient l'attention particulière du public parisien. Dans ses conférences, il dépassa très rarement la période du romantisme. Une exception notable était le poète tchèque de la fin du 19^e siècle Svatopluk Čech. Si on regarde le plan des conférences de Leger dans les années 1885–1923, on voit clairement la prédominance des thèmes russes qui nous présente le nombre de 22 conférences suivis par 19 conférences sur la problématique polonaise. La Bohême occupe la troisième place avec le nombre de dix conférences, la Serbie était présente dans les interventions de Leger sept fois et la Bulgarie clôturera la liste avec les trois conférences seulement. Onze conférences touchaient les thèmes slaves générales

La Russie occupait de plus le plus l'attention de Leger. Russophile dans sa jeunesse, il se reconvertit dans un véritable amateur de la Russie. Dans ses conférences, il présenta au public français le

tableau panoramique de la littérature russe du 15^e siècle jusqu'à la période romantique. Il brossa les portraits de Fonvizine, d'Alexandre Pouchkine, de Mikhaïl Lermontov et Nikolaï Gogol. Dans le contexte russe, il engloba également le poète ukrainien Taras Chevtchenko. Leger enseigna aussi la grammaire de la langue ukrainienne (petite-russienne comme il disait). Il considéra le réveil culturel et politique ukrainien comme une particularité analogue au mouvement félibrige en France sans lui prêter une importance politique.

L'approche analogue était perceptible dans le traitement des thèmes polonais. Chez ses auditeurs, Leger faisait revivre l'histoire de culture polonaise de la Renaissance jusqu'à la période romantique. Ses auteurs d'élection furent le personnage-clé de la Renaissance polonaise Mikolaj Rej, le jésuite et poète Piotr Skarga, les préromantiques Ignacy Krasicki et Julian Ursyn Niemcewicz. Son auteur préféré fut incontestablement son illustre précurseur au Collège de France Adam Mickiewicz.

Les thèmes tchèques étaient sans doute les plus politiques dans l'enseignement de Leger au Collège de France. La preuve en est le titre de sa première série des conférences *Histoire de la civilisation tchèque et de la lutte des Tchèques contre le germanisme*. L'auteur tchèque qui venait sans cesse à l'esprit de Leger était le poète et le prophète du panslavisme Jan Kollár. La chronique tchèque de Dalimil du 14^e siècle comblait son antigermanisme. Une série des conférences portait également sur son amour de jeunesse, le manuscrit de Dvůr Králové, dont il n'ignorait plus la fausseté. Sa série des conférences sur Svatopluk Čech en 1910–11 était, comme nous avons déjà dit sa seule excursion dans une culture slave contemporaine au Collège de France. Pendant la

Première guerre mondiale, il prépara en 1914–15 une série des conférences sur Jan Hus à l’occasion de son 500^e anniversaire. La dernière année scolaire «tchèque» au Collège de France était de 1921 à 1922 et Leger s’occupait de Kollár et du célèbre pédagogue tchèque du 16^e siècle Komenský.

La Serbie perdit, pour les raisons que nous avons signalées dans les années 1880 une grande partie des sympathies de Leger. Avant 1903, date du renversement de la dynastie austrophile des Obrenović, les thèmes serbes sont peu présents dans l’enseignement de Louis Leger. Les chansons épiques étaient étudiées uniquement dans le contexte général slave. Avec la détérioration des relations austro-serbes, au moment où la Serbie devint de facto l’alliée de la France, l’optique de Leger change. Avec la montée de la tension dans les Balkans, l’intérêt du public français devient également considérable. Les cycles héroïques de Kosovo, ainsi l’épopée Gorski Vijenac de Petar Petrović Njegoš font désormais partie intégrante de l’enseignement de Leger. C’est surtout frappant pendant la Première guerre mondiale quand dans les années scolaires 1917–18 et 1918–19 professe ses cours intitulés respectivement *Interprétation et commentaire du cycle épique serbe de Kosovo* et *Etudes sur l’épopée serbe*.

La Bulgarie qui devint son amour de l’âge mûr est la moins représentée. Ce peuple largement méconnu en France, n’attirait pas beaucoup d’auditeurs. Pour cette raison, Leger se limita à l’explication de la grammaire bulgare. Le seul personnage, auquel Leger consacra une série des conférences, fut Sophroni Vratschanski, évêque et précurseur du réveil national bulgare. Il reste assez intéressant que Leger laissa complètement de côté le domaine de la langue et la culture slovène,

croate où slovaque. La politisation de son enseignement pendant la Première guerre mondiale et dans les années qui suivaient fut évidente. Les titres de ses conférences comme *Histoire des panslavistes* ou les *Luttes des Allemands contre les Slaves* en sont la preuve suffisante.¹⁷⁵

Son élection à l'Institut de France, fut en quelque sorte sa consécration ultime comme le savant en France. Cette élection n'était pas facile et il lui fallait beaucoup de patience et de ténacité. Il avait besoin de quatre tentatives pour accéder sous la grande coupole pour conquérir son épée d'académicien. Grâce à sa position au Collège de France, ses compétences linguistiques et non en dernier lieu ses amitiés dans le monde de la science, il pouvait briguer son élection à l'Académie des Inscriptions et Belles lettres.

La première occasion de poser sa candidature eut lieu à la fin de l'année 1899. Il fallait remplacer l'orientaliste Giry qui venait de décéder. Louis Leger n'était pas seul à briguer cet honneur. Parmi ses rivaux furent le paléographe du latin classique Châtelain, l'orientaliste spécialiste des langues sémitiques Hartwig Derenbourg, l'helléniste et archéologue Omont et égyptologue Eugène Reveillond et spécialiste du latin médiéval Noël Valois. La candidature de Leger fut parenté par le célèbre archéologue et numismate Anatole de Barthélemy. Dans son discours, Barthélemy retraça son curriculum vitae et mit l'accent surtout sur le caractère pionnier du domaine des recherches de Leger pour la France. «Je vais donc essayer d'appeler de mon mieux votre attention sur les mérites du candidat qui a su faire connaître une civilisation beaucoup plus ignorée d'un grand nombre des Français bien qu'il appartienne à

¹⁷⁵ Archives du Collège de France, fond GIV Leger 1885-1923.

l'Europe, qu'à celle des peuples léguées à l'extrême Orient.»¹⁷⁶ Barthélemy souligna également l'importance des voyages effectués par Leger dans les pays slaves et sa réputation dans les milieux scientifiques des pays respectifs. Le scrutin qui se déroula le 2 février 1900 fut désormais un échec. Parmi les trente-deux votants, Leger obtint seulement cinq voix et fut éliminé au premier tour du scrutin. Mais le hasard redonna à Leger vite le nouvel espoir.

Le 16 février 1900 un autre membre de l'Académie des inscriptions et Belles Lettres Deloche est mort. Le 30 mars 1900 Leger décida de présenter sa candidature. La liste de ses concurrents ne différait trop de celle du scrutin passé. L'égyptologue Réveillon ne se représenta plus. Les nouveaux candidats étaient le paléographe Ulysse Robert et spécialiste de la littérature provençale Antoine Thomas. Cette fois, sa candidature fut soutenue par d'Aubois de Jubainville. Dans son allocution, il mis en relief surtout sa volonté de faire entrer le représentant du nouveau domaine linguistique et de combler ainsi une lacune frappante dans la structure de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. «Nous ne sommes pas divisés théoriquement aux sections, mais en fait chaque groupe cherche à augmenter le nombre de ses adhérents. Tous ceux qui ont parlé et parleront à cette séance obéiront à cette préoccupation. Je vais patronner la candidature d'un savant qui n'appartient à aucun des groupes établis parmi nous. M. Leger est le représentant le plus éminent des langues slaves en France. Personne ne peut contester l'importance récemment conquise par ces langues. Faire entrer dans notre académie M. Leger est une nécessité si nous voulons combler une lacune évidente parmi les spécialistes diverses

¹⁷⁶Archives de l'Institut de France, actes des séances de l'Académie des inscriptions et Belles-lettres le 30 mars 1900.

que notre Académie doit renfermer.»¹⁷⁷ Même cette candidature était un échec. Cette fois, Leger pouvait garder l'espoir de l'élection jusqu'au troisième tour du scrutin. Mais Leger ne se laissa point décourager. La mort de Ravaisson Mollien le 18 mai 1900 rendit possible de poser une nouvelle candidature dans le bref délai. Le 22 juin 1900, trois semaines seulement après son échec précédent, Leger se représenta.¹⁷⁸

Cette fois sa candidature fut parrainée par son ami du Collège de France Croizet. Les nouveaux concurrents furent cette fois l'helléniste Paul Girard et le sinologue Chavannes. Le discours de Croizet montre comment, malgré l'effort des slavisants, ce domaine fut ignoré de la plupart des savants de l'Institut, qui en avaient l'idée bien superficielle. «Leger parle non seulement le russe, mais aussi six langues de même souche (petit russe, polonais, tchèque, serbo-croate, bulgare, slovène). Il sait tout en outre slavon qui est une langue morte, le latin pour ainsi dire des peuples slaves. Cette connaissance des langues est appliquée par lui à l'étude non seulement de la littérature, mais de l'histoire et des mœurs et c'est lui qui a eu honneur d'être désignée pour traduire en français le voyage en Orient de l'empereur.»¹⁷⁹ Le 7 décembre 1900 un nouveau scrutin alla décider le destin académique de Leger. Son élection était des plus acharnés. C'était seulement le cinquième tour du scrutin qui apporta une décision. Leger s'imposa face à Noël de Valois en recevant vingt-quatre voix sur trente-sept votants.

Malgré sa politique de tous azimuts, Leger restait fidèle à la cause tchèque. Pendant ses voyages en Russie en 1872 et 1874, il fit à chaque

¹⁷⁷ Archives de l'Institut de France, actes des séances de l'Académie des inscriptions et Belles-lettres le 22 juin 1900.

¹⁷⁸ Archives de l'Institut de France, actes des séances de l'Académie des inscriptions et Belles-lettres 1900.

¹⁷⁹ Archives de l'Institut de France, actes des séances de l'Académie des inscriptions et Belles-lettres le 7 décembre 1900.

fois une escale à Prague.

Malgré tous ses espoirs déçus des années 1860–1870, Leger garda ses liens avec le milieu tchèque. Mais les années 1880 ne furent pas favorables à la coopération franco-tchèque. Il entretenait des relations courtoises avec les chefs politiques tchèques Palacký et Rieger. Le fils de Rieger Bohuslav passa une partie de son séjour français à Paris fréquenta régulièrement. Ses relations avec la famille du peintre Pinkas se poursuivaient pendant des décennies. Ils s'intensifièrent au moment où Leger prendra partie dans la direction de l'alliance française et Pinkas devint le chef de sa filiale pragoise. Après la mort de Soběslav Hippolyt Pinkas, ce fut son fils Ladislav qui prit le relais.

Leger garda aussi son cercle des Tchèques installés à Paris. Outre son ami de longue date, l'incontournable couturier Josef Hůlek, c'était surtout le peintre Jaroslav Čermák qui gagna un succès considérable dans les années 1870. Sa mort prématurée en 1878 l'émut profondément.¹⁸⁰ Par contre, son amitié avec le peintre Václav Brožík, qui gagna une position solide dans le monde de l'art parisien dans les années 1880–1890 tourna court. Brožík qui trouva à Paris d'autres amis, traita Leger d'une manière hautaine. Leger fut profondément blessé. Il critiqua Brožík pour ses relations avec le marchand d'art d'origine autrichienne Charles Sedlmayer.¹⁸¹ Dans ses lettres à Pinkas, il fustigea sa prétendue germanophilie manifestée dans ses yeux par le mariage avec la fille de Sedlmayer et avec l'éducation allemande de leur fils. Dans le monde des lettres, il entretenait les relations les plus solides avec la revue littéraire de tendance nationaliste et conservatrice *Osvěta* dirigée par Jaroslav Vlček. C'est surtout à cette revue que Leger fournissait ses

¹⁸⁰Archives du musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 15 mai 1878.

¹⁸¹Archives du musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 26 juillet 1889.

articles et critiques. Leger faisait également un grand effort pour cultiver son image de tchécoslovaque. Il proposa par exemple de fournir à la rédaction de l'*Encyclopédie Otto*, les matériaux biographiques pour éviter les fautes commises dans l'*Encyclopédie Rieger*, publiée dans la décennie précédente. L'oubli de l'Université de Prague, inspiré par le souci politique, de lui attribuer un doctorat d'honneur en 1909 l'irrita copieusement et il demanda vigoureusement la satisfaction. Pour éviter le scandale, la mairie de Prague lui donna comme cadeau un tableau du Engelmüller et une plaquette de Stanislav Sucharda.¹⁸² Pour commémorer son 70^e anniversaire, elle paya une brochure biographique rédigée par Čenkov.

Après vingt ans de pause, Leger visita l'exposition ethnographique de 1895 à Prague. Ce fut un nouveau départ. Son partenaire privilégié était maintenant la mairie de Prague en personne du fonctionnaire municipal Emanuel Čenkov, l'agent infatigable de la coopération culturelle franco-tchèque.¹⁸³ Un de ses premiers actes fut alors une communication sur les *Bohémien à Crécy* en octobre 1901, point de départ d'une souscription internationale pour l'érection d'un monument au roi Jean de Luxembourg à Crécy-en-Ponthieu, réalisée en 1905.¹⁸⁴ La croix commémorative fut dévoilée en présence du maire de Prague Srb, du consul du Luxembourg et de plusieurs confrères de Leger de l'institut. La cérémonie fut en quelque sorte le triomphe personnel de Leger et un événement politique d'une certaine importance.¹⁸⁵

¹⁸² ČENKOV Emanuel, *Louis Leger membre de l'Institut de France*, Praha 1913.

¹⁸³ Sur Čenkov voir REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris 2002, p. 493-499; Čenkov laissa également ses mémoires intitulés ČENKOV Emanuel, *U krbu Francie. Studie, tužby a paměti frankofilovy 1900-1930*, Praha 1930.

¹⁸⁴ *Inauguration du monument de Jean de Luxembourg, roi de Bohême à Crécy en Ponthieu*, Abbeville 1905, discours de Leger p. 23-26.

¹⁸⁵ LEGER Louis, *Lettre à un député*, Paris 1906, p. 7.

En 1906 il aida à déjouer la tentative de supprimer le consulat de Prague inauguré seulement en 1897. Cette lettre documenta parfaitement l'attitude politique de Leger envers les pays Tchèques. Il argumenta par la position avantageuse des Pays Tchèques et apporta plusieurs exemples de la coopération entre la France et la Bohême dans le passé lointain et récent. Il considéra toujours la Bohême comme l'obstacle le plus efficace à la germanisation totale de l'Europe Centrale. Pour cette raison, Leger finissant sa diatribe contre la suppression du consulat à Prague en évoquant le danger allemand

«Supprimer le consulat de Prague ce serait, comme disaient nos pères, travailler pour le roi de Prusse.»¹⁸⁶

Leger devait venir plusieurs fois à Prague avec les représentants de la mairie de Paris pour propager l'Alliance française.¹⁸⁷ Avec le concours financier de la mairie, il publia un livre illustré sur Prague. En 1906, il visita Prague, Hradec Králové et Karlštejn. C'était surtout à Hradec Králové, où il fut reçu avec des honneurs de la filiale locale de l'Alliance française. En 1909, il accompagna à Prague Juliette Adam. Sa dernière visite date de 1912, quand il participa à la inauguration du monument de Palacký. Son désir de venir commémorer en 1914 son premier séjour à Prague ne put pas se réaliser à cause de l'éclatement de la Première guerre mondiale. Le fruit de sa tchéophilie fut incontestablement son livre *La Renaissance tchèque au XIX^e siècle*, qui représenta en quelque sorte un hymne au progrès accompli par la société tchèque dans cette période.¹⁸⁸

¹⁸⁶LEGER Louis, *Lettre à un député*, Paris 1906, p. 12.

¹⁸⁷Sur l'Alliance Française en Bohême voir LENDEROVÁ Milena, *Čechy frankofilské: Alliance française v Čechách v létech 1886-1951* (příspěvek k dějinám česko-francouzských styků), Jihočeská univerzita v Českých Budejovicích, Pedagogická fakulta, Katedra historie, 1994, non publié.

¹⁸⁸LEGER Louis, *La Renaissance Tchèque au XIX^e siècle*, Paris 1911.

Il fut séduit par le mouvement néoslave, propagé dans le milieu tchèque par Karel Kramář. Avec beaucoup d'espoir, il participa à son congrès à Prague en 1908¹⁸⁹. Il croyait sérieusement à l'amélioration des relations entre les peuples slaves, notamment entre les Russes et Polonais et entre Serbes et Bulgares. Ce courant politique, si prometteur au début tourna court, ne pouvant transgresser les limites des animosités accumulées dans les décennies précédentes.

Louis Leger, malgré ses activités dans les relations, son influence fut progressivement éclipsée par celle d'Ernest Denis. Les ouvrages de Denis avec sa vision complexe de l'histoire de la Bohême attiraient plus d'attention des élites et du large public. Leger avait certes des contacts avec quelques représentants de la jeune génération tchèque comme le littérateur Hanuš Jelínek, mais il restait généralement l'homme du passé, qui avait bien mal à comprendre les problèmes de son époque.¹⁹⁰ Il restait comme le témoin vénéré, mais de plus en plus isolé de la période révolue.

¹⁸⁹Sur les positions de Kramář voir par exemple HERMAN Karel - SLÁDEK Zdeněk, *Slovanská politika Karla Kramáře*, Prague 1971; REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848-1914)*, Paris 2002, p. 386-389.

¹⁹⁰JELÍNEK Hanuš, *Zahučaly lesy*, Praha 1947.

Louis Leger et la Bulgarie

Le pays qu'on pourrait désigner comme l'amour tardif de Leger fut la Bulgarie. Leger commença à s'intéresser à ce pays pendant son séjour à Prague vers la fin de l'année 1867 sous l'influence de Vasil Stojanov, émigré bulgare et collaborateur de Georgi Rakovski, exilé à Prague, où il vivait de sa plume. Stojanov rentra en Bulgarie en 1868, mais resta en contact avec Leger. En 1874, Leger devint membre de la Société littéraire bulgare qui s'était établi en exil à Braila en Roumanie. Pendant la guerre de libération de 1877–78, il organisa le soutien aux Bulgares touchés par les atrocités.

La Bulgarie délivrée, Leger avait dès le début la ferme volonté de la visiter. En 1881, il demanda une subvention auprès du ministère de l'instruction publique pour se rendre en Bulgarie. Leger voulait se procurer les matériaux indispensables pour lancer l'enseignement de la langue bulgare à l'Ecole des langues orientales vivantes. La subvention lui fut refusée en raison de la situation sécuritaire en Bulgarie. C'était seulement l'année suivante que Leger put enfin réaliser son projet de voyage dans le cadre de son voyage dans le Sud-Est européen.

La situation en Bulgarie était à l'époque assez mouvementée. Les patriotes étaient déçus par les dispositions du traité de Berlin, et l'historiographie nationaliste considère toujours que le seul règlement juste du problème bulgare eût été celui de San Stefano.

La principauté autonome devint ainsi le Piémont du futur Etat bulgare. Les Puissances avaient confié à la Russie le soin de son organisation: elle procéda comme elle l'avait fait, un demi-siècle auparavant, dans les provinces danubiennes. Durant les neuf mois prévus

d'occupation militaire, le commissaire du tsar, le prince Dondukov, établit la capitale à Sofia, petite ville de vingt mille habitants, jeta les bases de l'administration et de la justice, fit préparer un projet de «règlement organique». Celui-ci fut soumis à une Assemblée de notables, dont un tiers seulement avaient été élus et deux tiers désignés, et qui se réunit à Tarnovo, l'ancienne capitale, en février 1879. Elle se divisa en deux tendances: les «conservateurs», partisans d'un exécutif fort et d'un suffrage censitaire étroit, face aux «libéraux», souvent formés dans les universités russes où ils avaient connu l'opposition des narodniks et partisans d'un pouvoir législatif étendu. Les seconds l'emportèrent: le projet russe, intitulé *Règlement organique*, devint une *Constitution de Tarnovo*, très libérale pour l'époque, puisqu'elle introduisait le suffrage universel et confiait à l'assemblée unique qui en était issue l'autorité législative. Celle-ci élut ensuite à l'unanimité comme prince le candidat proposé par Saint-Pétersbourg, Alexandre de Battenberg, neveu de la tsarine; le 13 juillet 1879. Alexandre I^{er} faisait son entrée solennelle à Sofia. La principauté de Bulgarie était devenue une réalité. Les Russes se retirèrent, en laissant toutefois de nombreux conseillers militaires et civils, et, dans la mémoire collective, le souvenir de libérateurs puis de tuteurs bienveillants.

Une situation spécifique se formait en Roumélie orientale, établie par la décision du congrès de Berlin. Le statut organique de la province de Roumélie fut élaboré par les représentants des Puissances; mais, alors que l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie n'envisageaient qu'une autonomie administrative pour cet *eyalet* ottoman, la Russie poussait à l'organisation d'un second État, bulgare par la langue administrative, l'armée, etc. Finalement, on décida qu'un gouverneur chrétien serait

nommé par le sultan, mais avec l'approbation des Puissances; il désignerait un directoire de six membres, assisté d'une assemblée dont les deux tiers seraient élus. Pour marquer sa vassalité, la Roumélie paierait à la Porte un tribut annuel de 245.000 livres. Malgré la complexité ethnique de la province, les résultats des premières élections, qui eurent lieu en octobre 1879 donnèrent une majorité écrasante aux candidats bulgares: sur 36 mandats, les Bulgares en obtinrent 31, les Grecs 3, les Turcs 2 – résultats contestés du côté hellénique. Quoi qu'il en soit, l'idée de l'union à la principauté domina d'emblée la vie politique de la Roumélie.

Le prince Alexandre s'en empara à son tour pour renforcer sa propre position. Cet officier prussien souffrait de deux limitations à son autorité: la Constitution, qu'il jugeait trop libérale; le protectorat du tsar, toujours présent par des ministres russes pour l'armée ou la police. De là une série de coups de force qui donnèrent un caractère chaotique à la vie politique naissante. Malgré une assemblée dominée par les libéraux, le prince confia le gouvernement aux conservateurs, avant de se brouiller avec eux au sujet du ministre de la Guerre, un général du tsar. En 1881, il suspendit la Constitution et confia le pouvoir à un autre général russe, pour s'en débarrasser au bout de deux ans, ce qui entraîna la brouille avec son sourcilleux protecteur, Alexandre III. Isolé face aux libéraux partisans de l'Union, il vit en celle-ci un moyen de raffermir son trône.¹⁹¹

Leger était particulièrement critique à l'égard des institutions en place dérivées du modèle occidental en place et manifesta son soutien au régime autoritaire:

¹⁹¹Sur le développement de la Bulgarie voir par exemple CRAMPTON Richard, *Bulgaria 1878-1918, A history*, Boulder 1983.

«Il est difficile, téméraire peut-être, à un étranger de se prononcer pour l'une ou l'autre des deux factions. Que mes amis bulgares me permettent cependant d'exprimer un humble avis.

Je ne crois pas que les constitutions libérales soient précisément faites pour les peuples enfants. Ce sont des engins perfectionnés; ils demandent, pour être maniés avec succès, une expérience qui ne s'acquiert qu'avec le temps. Échanger brusquement le régime arbitraire des pachas contre le plein exercice de la liberté parlementaire, c'est là pour un peuple une dangereuse épreuve: c'est comme si l'on passait brusquement à l'air libre en sortant d'une cloche d'air comprimé. Dans la vie des peuples comme dans celle des individus, il y a des lois physiologiques inéluctables. D'autre part, chez une nation inexpérimentée, les querelles politiques, les discussions des assemblées absorbent trop souvent en des luttes stériles une activité qui trouverait mieux son emploi dans l'étude assidue perfectionnements matériels, des progrès économiques.

Certes, le droit de réunion, la liberté de la presse, la responsabilité ministérielle, sont pour un peuple de précieuses prérogatives. Sont-elles indispensables à une nation qui ne sait encore faire ni son pain ni son vin, qui laboure encore avec une charrue de bois, et chez qui la moitié du sol est en jachères? J'en doute; s'il m'était permis de faire un vœu en faveur des Bulgares, je leur souhaiterais moins un souverain constitutionnel qu'un bon tyran, un sultan Mahmoud, un Pierre le Grand inexorable et farouche qui les fit entrer de force en Europe, qui osât forcer chez eux la marche du progrès et les émanciper définitivement des traditions ottomanes, comme le Tsar de fer émancipa son peuple des

traditions byzantines ou tartares.»¹⁹²

Leger était également partisan de la présence russe forte en Bulgarie pour contrebalancer l'influence de l'Autriche et de l'Allemagne. «Je ne suis pas de ceux qui voient d'un œil inquiet la prépondérance de la Russie dans la partie orientale de la péninsule balkanique. Depuis que Vienne a mis la main sur la Bosnie et l'Herzégovine, ce n'est plus Pétersbourg qui menace dans ces régions l'avenir de la paix européenne. Consciente ou inconsciente, l'Autriche n'est en Orient que l'avant-garde de l'Allemagne. Elle continue, suivant une tradition inéluctable, à travailler pour le roi de Prusse. Il n'est pas mauvais qu'une grande puissance lui fasse contrepoids et puisse au besoin la tenir en échec.»¹⁹³

En revanche, il critiquait souvent la pénétration progressive des mœurs russes dans la société bulgare qui corrompaient à ses yeux la jeune nation. «Avec la langue, les mœurs russes commencent également à s'introduire dans le pays. Ceci a son bon et son mauvais côté. L'armée bulgare, par exemple, n'a rien à gagner à voir pénétrer dans ses cercles le goût du champagne et des cartes. J'ai entendu à ce sujet des plaintes sérieuses, et je souhaite qu'elles parviennent jusqu'au ministre de la guerre.»¹⁹⁴

Leger louait par contre l'introduction du samovar russe dans les familles bulgares qui avait considérablement amélioré la vie sociale en Bulgarie.

Selon Leger, tous les efforts de la Bulgarie devaient tendre à ne pas laisser s'établir chez elle cette influence autrichienne qui, en ce

¹⁹²LEGER Louis, *La Save, le Danube et les Balkans*, Paris 1882, p. 217-219.

¹⁹³LEGER Louis, *La Save, le Danube et les Balkans*, Paris 1882, p. 219.

¹⁹⁴LEGER Louis, *La Save, le Danube et les Balkans*, Paris 1882, p. 215.

moment, pesait si lourdement sur la Serbie. «L'Autriche-Hongrie prétend faire la police au Danube et isoler de l'Europe ces petits États auxquels la Turquie interdit d'autre part l'accès de la Méditerranée. Que la Bulgarie se hâte d'entrer en rapport avec l'Occident. Qu'elle presse par tous les moyens possibles l'achèvement des chemins de fer qui doivent la rattacher d'un côté à Belgrade, de l'autre à Salonique et à Constantinople.»¹⁹⁵

En Bulgarie, Leger rencontra son vieil ami Konstantin Jireček. Le jeune savant tchèque était le fils de Josef Jireček, ministre du gouvernement Hohenwart et petit fils du célèbre slavisant Šafařík. En 1872, à vingt ans à peine, il publiait une bibliographie de la littérature bulgare; en 1876, il faisait paraître à Prague son *Histoire des Bulgares*, ouvrage au thème entièrement nouveau qui révéla tout un monde et fut immédiatement traduit en allemand et en russe.¹⁹⁶ Jireček venait d'être nommé professeur adjoint à l'Université de Prague, quand le nouveau gouvernement bulgare eut l'heureuse idée de l'appeler à Sofia pour l'affecter au ministère de l'Instruction publique. Il fut d'abord secrétaire général, avant de devenir plus tard titulaire du portefeuille. C'est en cette qualité qu'il eut l'honneur de publier le premier rapport officiel sur les travaux de son département. Jireček voyagea à travers tout le pays. C'est Leger qui allait traduire en français son journal bulgare.

Jireček invita cordialement Leger à venir visiter la Bulgarie. Il ne lui cachait point sa déception devant la vie politique du jeune Etat. Écœuré, il avait donné sa démission pour rester à Sofia avec le titre de conseiller auprès le ministre de l'Instruction publique. Sur la proposition de Leger, Jules Ferry conféra au jeune collègue les palmes d'officier de

¹⁹⁵LEGER Louis, *La Save, le Danube et les Balkans*, Paris 1882, p. 220.

¹⁹⁶JIREČEK Konstantin, *Dějiny národa bulharského*, Praha 1876.

l'instruction publique. Leger visita non seulement Sofia, mais aussi Plovdiv, où il se lia avec les hommes politiques de la jeune génération politique et intellectuelle comme Stefan Bobtchev, savant éminent et futur ministre de l'Instruction publique. En 1882, Leger prédit la rapide unification des deux parties de la Bulgarie. Sa prédiction se réalisa très vite, trois années après son retour.

En Roumélie, le mouvement unitaire s'était organisé et aboutit en 1885 à la création à Philippopolis (Plovdiv) du *Comité révolutionnaire secret* présidé par Zacharie Stojanov, écrivain et éditeur d'un journal unioniste. Avec l'accord du prince, celui-ci contacta des officiers de l'armée bulgare qui convainquirent leurs collègues de la gendarmerie de Roumélie de se joindre à eux. Le 18 septembre 1885, les conjurés arrêtèrent le gouverneur, qui fut reconduit à la frontière ottomane; un gouvernement provisoire fut installé et adressa un télégramme au prince Alexandre. Celui-ci accourut à Plovdiv, où il fut accueilli triomphalement. L'Union était faite.

Restait à la faire accepter par les Puissances, car elle constituait une entorse de taille au traité de Berlin. La Russie y était favorable, mais pas sous Alexandre de Battenberg, avec lequel le tsar était brouillé; aussi, alors qu'un communiqué officiel faisait connaître que Saint-Pétersbourg n'approuvait pas l'action du prince en Roumélie, l'ambassadeur russe à Istanbul prévenait-il la Porte que la Russie riposterait à toute intervention militaire ottomane pour rétablir la situation antérieure. La protestation ottomane ne fut donc que diplomatique, d'autant que l'Autriche-Hongrie, hostile à ce qu'elle considérait comme une modification importante de l'équilibre balkanique, encourageait à l'action le roi de Serbie, Milan.

Tandis qu'une conférence des ambassadeurs des Puissances discutait lentement à Istanbul, la Serbie déclara la guerre au jeune État bulgare en novembre 1885. La situation de ce dernier paraissait tragique: le prince avait renvoyé les généraux russes de son armée et celle-ci n'était commandée que par des capitaines et des commandants; son artillerie était inférieure en quantité à celle de l'armée serbe; surtout, les troupes bulgares étaient déployées face au sud, à la frontière ottomane, laissant la capitale à découvert face à l'ouest. Milan attaqua depuis Pirot en direction de Sofia et de Vidin. Le 19 novembre, les troupes bulgares passaient à la contre-attaque et les Serbes se repliaient en désordre, ouvrant la route de Niš et Belgrade. Pour sauver son protégé Milan, Vienne fit savoir que toute avance bulgare au-delà de Pirot se heurterait à l'armée austro-hongroise. L'armistice, confirmé trois mois plus tard par la paix de Bucarest en février 1886, rétablissait entre la Serbie et la Bulgarie le statu quo ante.

Leger critiquait violemment l'agression serbe, qu'il considérait injuste et criminelle. Il se mit pleinement de côté de la Bulgarie attaquée. Il soutenait la cause bulgare dans ses écrits. En même temps, il organisa aussi les comités de soutien à la bulgarie. Milan Obrenović devint littéralement une des bêtes noires de ses conceptions slaves, fustigée dans ses travaux.

Pendant ce temps, la conférence d'Istanbul reconnaissait l'«union personnelle» de la Bulgarie et de la Roumélie, moyennant de petites modifications de la frontière bulgare-ottomane par la convention de Tophane du 5 avril 1886. La Bulgarie stabilisait ainsi ses frontières jusqu'en 1912, devenant le plus grand pays balkanique avec 96.000 km² et plus de trois millions d'habitants.

Mais le tsar n'avait pas pardonné à Alexandre de Battenberg. Un complot d'officiers russophiles l'obligea à s'enfuir en août 1886; aussitôt, un second coup de force mené par le président de l'Assemblée, Stefan Stambolov, lui permettait de revenir avec le consentement de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre. Alexandre III fut néanmoins intraitable et Battenberg abdiqua, le 7 septembre, laissant le pouvoir à un conseil de régence présidée par Stambolov.

En dépit de la résistance des russophiles dans l'armée, Stambolov fit élire en juillet 1887 par une Grande Assemblée Ferdinand de Saxe-Cobourg comme prince. En fait, Stambolov instaura pendant sept années une véritable dictature, le «régime de Stambolov», qui brisa le parti russophile et orienta nettement la Bulgarie vers l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Le prince se lassa de son Premier ministre et il désirait se réconcilier avec la Russie; en mai 1894, il accepta la démission imprudemment présentée par Stambolov. Furieux, celui-ci se lança dans une violente campagne contre Ferdinand. La cour chargea un officier d'éliminer celui qu'elle désignait comme l' «ancien tyran»: en juillet 1895, en plein centre de Sofia, il fut abattu à coups de sabre et mourut trois jours plus tard.

L'avènement sur le trône russe de Nicolas II, un an auparavant, permit une réconciliation entre Saint-Pétersbourg et Sofia: Ferdinand, catholique, accepta que son fils Boris fût baptisé dans la religion orthodoxe avec le parrainage du tsar; il fut aussitôt reconnu comme prince de Bulgarie par la Russie. Il inaugura alors un règne personnel marqué par un autoritarisme croissant et basé sur la corruption. Comme en Serbie ou en Grèce, la vie politique se réduisit à des conflits de coteries: en dix-sept ans, treize gouvernements se succédèrent, et les

anciens Partis conservateur et libéral se fractionnèrent en national-libéral, libéral-progressiste, populaire et autres, issus de rivalités de personnes.

Au plan de la politique extérieure, fort désormais de l'appui russe, Ferdinand rêvait de réunir toutes les terres bulgares par un retour aux frontières de San Stefano. De là une politique active en Thrace et surtout en Macédoine. Il espérait refaire dans ces provinces l'opération rouméliote, et pensait la faciliter en donnant un surcroît de prestige à l'État bulgare.

En juin 1908, profitant de la révolte des Jeunes-Turcs et avec l'aval de Saint-Pétersbourg et de Vienne, il déclara abolir les derniers liens de vassalité avec la Porte, matérialisés par le paiement du tribut, et proclama à Tarnovo, le 22 septembre 1908, l'indépendance de la Bulgarie qui devenait royaume sous un tsar: Ferdinand I^{er}.

Leger soutit la cause bulgare jusqu'à la fin de sa vie. Sa maison fut le passage obligé de tous les étudiants bulgares à Paris, par exemple les futurs premiers ministres Stojan Danev et Petar Gudev.¹⁹⁷ Il prononça l'oraison funèbre de Zacharije Stojanov, président de l'assemblée nationale, mort à Paris le 7 septembre 1889 et accompagna même le prince Ferdinand pendant ses visites à Paris en 1902 et 1904.¹⁹⁸ Leger continuait à défendre la cause bulgare, à contre-courant de l'opinion publique, pendant la Première guerre mondiale, alors que la Bulgarie était devenue l'alliée des ennemis de la France.¹⁹⁹ Sa dernière visite en Bulgarie lui fit mesure le progrès accompli par la société bulgare. Son ami Bobtchev, ministre de l'Instruction Publique lui fit compagnie.

¹⁹⁷DANEV Stojan, Spomen, In. *Sbornik v čest i pamet na Lui Leže*, Sofia 1924.

¹⁹⁸ZOLOTOVICH L., Souvenirs sur Louis Leger, In. *Sbornik v čest i pamet na Lui Leže*, Sofia 1924.

¹⁹⁹LEGER Louis, *Serbes, Croates et Bulgares, études historiques, politiques et littéraires*, Paris 1913.

Un nouveau problème faisait justement surface avec lequel Leger fut immédiatement confronté: la question macédonienne. La question macédonienne commença à intéresser les savants et les hommes politiques dans les années 1890. La province de l'empire ottoman déclinant devint l'objet des querelles des Etats voisins: de la Grèce, de la Serbie et de la Bulgarie.²⁰⁰

Leger se voyait dans la nécessité d'adopter une position. Très tôt, Leger refusa le nationalisme grec. Pour lui l'oppression spirituelle du clergé grec égalait l'oppression politique des Ottomans. Leger soutint le schisme, perpétré par les évêques bulgares de 1870 et la création de l'exarchat qui devint l'indépendant du patriarcat du Constantinople. Leger devint adversaire acharné des prétentions à l'encontre des terres slaves de la Macédoine. En 1904, une année après l'insurrection malheureuse d'Ilinden, préparé par les patriotes probulgares, il rédigea une préface à un pamphlet anonyme issu très certainement des milieux bulgares intitulé *Les Turcs et les Grecs contre les Bulgares en Macédoine* où il fustigeait vigoureusement l'oppression politique et religieuse de la population slavophone.²⁰¹ La brochure énumérait toutes ses cruautés et injustices commises par les autorités ottomanes et les forces paramilitaires inspirées par le gouvernement d'Athènes.

Le conflit entre les Serbes et les Bulgares était pour Leger de nouveau difficile à résoudre. Il risquait de pétrifier les discordes serbo-bulgares, hérités de la guerre malheureuse de 1885 et de créer au sein de la famille slave un nouveau conflit long et pénible, analogue à la querelle

²⁰⁰Sur la question de Macédoine voir par exemple ADAMIR Fikret, *Die Makedonische Frage. Ihre Entstehung und Entwicklung bis 1908*, Wiesbaden 1979; JONG Jutta, *Der nationale Kern des makedonische Problems. Ansatz und Grundlagen einer makedonischen Nationalbewegung (1890-1903)*, Frankfurt/M.-Bern 1982.

²⁰¹*Les Turcs et les Grecs contre les Bulgares en Macédoine*, Paris 1904.

russo-polonaise. Pourtant, Leger se vit obligé de choisir son camp. Les arguments linguistiques, mais aussi ses sympathies personnelles, le conduisaient infailliblement vers la position des patriotes de Sofia. Les ambitions serbes l'amenaient pourtant devant un dilemme important. Leger interprétait l'expansion serbe vers le Sud des Balkans comme un résultat des intrigues de la politique allemande et austro-hongroise visant à détourner les ambitions serbes de but légitime, la Bosnie-Herzégovine. «Pour qui connaît à fond les choses balkaniques, ce fut de la part des Serbes une grave erreur de vouloir serbiser la Macédoine, de même ce que fut de la part de l'Europe – l'Autriche et l'Allemagne exceptée – que d'abandonner la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie.»

Il trouva au passage soutien inespéré dans l'œuvre de l'ethnographe et historien tchèque Lubor Niederle, *Monde Slave* qui y présenta une somme des arguments convaincants sur le caractère majoritairement bulgare de la Macédoine. Le travail de Niederle, dont Leger assura une traduction française en 1911, fut le point de départ de beaucoup de ses réflexions, en particulier pendant Première guerre mondiale.²⁰²

Les guerres balkaniques représentaient pour Leger une amère déception. La deuxième guerre fit voler en éclat l'Entente balkanique si laborieusement forgée en 1912. L'épineuse question de la Macédoine voua l'alliance à l'échec. Un nouveau conflit entre Serbes et Bulgares en 1913 dégrada l'idée de l'alliance entre les Slaves des Balkans. La Bulgarie dut désormais faire face à une alliance composée de la Serbie, de la Grèce et même de la Turquie. La Roumanie annula sa neutralité en entra en guerre contre la Bulgarie. Leger, indigné par l'attitude

²⁰² NIEDERLE Lubor, *Le monde slave*, Paris 1911.

roumaine, rendit sa décoration au roi de Roumanie. Les rêves de Leger sur l'avenir de la coopération des Slaves balkaniques furent brisés. Le horizon de cette partie de l'Europe s'obscurcissait.

Le projet panslave

La Première guerre mondiale représente un tournant pour Louis Leger. Bien que rarement consulté par le monde politique et diplomatique, il forgea au fond de son cabinet projet pour la future Europe. Hanté par le spectre de l'Allemagne, il sentait approcher le moment décisif. Selon lui, le monde slave était arrivé à un tournant grave de son histoire.²⁰³

La position de Leger envers la monarchie danubienne se métamorphosait avec le temps. Dans sa jeunesse, il fut d'abord partisan du radicalisme de Frič. Plus tard, sous l'influence de Palacký et Rieger, il prônait le fédéralisme conséquent de l'Autriche-Hongrie. Refusant le compromis austro-hongrois de 1867, il voyait l'avenir de la monarchie dans les couleurs assez sombres. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine en 1878 rendit la situation encore pire. L'Autriche manqua selon lui son devoir historique. «Guidée par une politique plus équitable envers tous les éléments qui la composent, plus respectueuse de tous les intérêts légitimes, l'Autriche aurait pu offrir un cadre toujours ouvert aux annexions honorables, un abri désirable aux peuples fatigués du joug musulman; elle aurait pu constituer une fédération puissante et vigoureuse entre les deux Etats russe et germanique qui l'écrasent et étouffent aujourd'hui. Livrée à l'égoïsme aveugle des Allemands et des Magyars, elle a laissé à d'autres le soin de fonder sur le Danube inférieur le véritable l'Empire de l'Est: à moins d'un revirement imprévu, sa situation reste absolument précaire, et son avenir inspire les plus graves

²⁰³Sur le projets des slavisant français pendant la Grande Guerre voir FERENČUHOVÁ Bohumila, Francúzski slavisti a česko-slovenský odboj v priebehu prvej svetovej vojny, *Slovenské štúdie*, 1992/1, p. 48-71.

inquiétudes à ceux qui croient à l'existence d'un grand Etat danubien nécessaire à l'équilibre de l'Europe.»²⁰⁴

Ainsi Leger voyait-il la monarchie des Habsbourgs en 1878 dans son Histoire de l'Autriche-Hongrie. Il croyait fermement à la mission de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, où il préféra son influence à celui de la Russie tsariste. Pour lui, l'Autriche avait décidément sa mission dans l'Orient la condition nécessaire était pour lui la fédéralisation conséquence de la Monarchie et une parfaite l'équité entre ses peuples. Son pessimisme quant à l'avenir de l'Empire fut celui de Palacký et Rieger, ces leaders vieux-tchèques, déçus par l'ingratitude de l'empereur.

La longue période de la paix, caractéristique pour la Belle époque adoucit quelque peu les jugements de Leger. Il garde désormais quelques critiques. «Quel que doive être dans un avenir plus ou moins lointain le successeur de François-Joseph, sa tâche sera difficile. Certes, l'Autriche n'est plus ce qu'elle était à l'époque où le poète la voyait dans le camp de Radetzky. Ses peuples sont pacifiés, son crédit s'est relevé; des lois libérales règlent les rapports des citoyens garanties de la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, relations de l'Eglise et de l'Etat. Assurément, l'ancienne Autriche de François I^{er} et de Metternich n'existe plus; néanmoins de sourds orages grondent encore dans son sein; incapable de mener une politique indépendante, elle reste à la merci des redoutables voisins qui lui imposent leur alliance en attendant qu'ils essayent de lui enlever quelques lambeaux de son territoire. Aujourd'hui encore, nous avons le droit de conclure cette étude par les paroles qui

²⁰⁴LEGER Louis, *Histoire de l'Autriche Hongrie*, Paris 1878, p. 432.

terminaient il y a dix sept ans la première édition de cet ouvrage.»²⁰⁵

Nous voyons clair que malgré la persistance de son pessimisme, les accents avaient changé. C'est n'est plus la situation interne qui le préoccupe, c'est maintenant la politique étrangère de Vienne qui l'inquiète. La monarchie danubienne devint le membre de la Triplice et par conséquent l'ennemie de la France.

La nouvelle transformation de l'Europe partait du principe antigermanique. L'Allemagne représenta pour Leger le problème le plus considérable, une question de vie et de mort. Il s'agissait pour lui de périr submergé, sous le flot montant du germanisme, ou de se constituer de façon à lui tenir tête et à le repousser définitivement, en s'appuyant sur l'alliance du monde latin, notamment de la France et de l'Italie et du monde slave. Son objectif fut de fermer à l'Allemagne l'accès de la Méditerranée, qui lui ouvrirait celle de l'Asie Mineure, de l'Asie Centrale, et des Indes et de la Chine. «Le jour où l'Allemagne serait maîtresse de Salonique et de Constantinople, la France et l'Italie ne seraient plus chez elles dans la Méditerranée. L'empire africain français, celui de l'Italie, le domaine colonial de l'Angleterre seraient également menacés.»²⁰⁶ Le barrage contre la menace germanique serait dans les yeux de Leger confédération slave ou le panslavisme organisé. Voici ses parties constitutives.

D'abord l'ensemble des Slovènes, des Croates et des Serbes, réunis dans un État pour lequel Leger proposait le nom de Confédération illyrienne. Cet Etat devait offrir comme la Suisse le type de la variété dans l'unité. Leger insistait sur le nom Illyrie, car ce nom englobait tout

²⁰⁵LEGER Louis, *Histoire de l'Autriche Hongrie*, Paris 1895, p. 523.

²⁰⁶LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 317-318.

les peuples slaves de l'Ouest des Balkans.²⁰⁷

Les peuples censés de le composer appartiendraient à pas moins de trois, voir quatre ou cinq religions: en feraient partie des catholiques, un petit nombre des protestants, des *uniates*, des orthodoxes et des musulmans. La capitale de cet Etat serait la ville de Belgrade ou toute autre ville du royaume de Serbie, mais il y aurait lieu d'avoir égard à la situation historique de Zagreb et de Ljubljana, et la diète centrale pourrait se tenir alternativement dans ces trois villes. Les provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie pourraient conserver leurs diètes locales, tout en envoyant des députés à un parlement central qui pourrait siéger alternativement dans les trois capitales énumérées plus haut.²⁰⁸

Les Bulgares constituaient selon Leger au point de vue géographique un élément trop excentrique pour faire partie de cet Etat. Au point de vue ethnographique et historique, ils avaient une individualité trop marquée pour s'y laisser absorber. Pour Leger le problème résidait dans la frontière de la Confédération illyrienne avec l'Italie. Il serait, à ses yeux, très dangereux de substituer le nouvel impérialisme italien à l'ancien impérialisme des Allemands et des Autrichiens. Les Italiens devraient se contenter de la côte occidentale de l'Istrie jusqu'à Pula.

«Il faut que le nouvel Etat sud slave puisse développer sa vie économique, que des relations de commerce puissent s'établir directement entre l'Espagne, la France et l'Italie elle-même et la côte slave de Dalmatie. Il est donc indispensable que la Confédération illyrienne ait en sa possession un certain nombre de ports et qu'elle

²⁰⁷ LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 40.

²⁰⁸ LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 318-319; LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 77-86.

dispose d'une flotte commerciale et militaire.»²⁰⁹

Pour arriver à cette réconciliation, il faudrait expier la faute de Milan I^{er} qui attaquait la Bulgarie en 1885 et la «trahison» du roi Ferdinand de 1915. La Serbie comme la Bulgarie devait faire partie de la Confédération illyrienne, composé de l'Etat serbo-croate et de la Bulgarie. Pour le Bulgarie, Leger proposait les frontières maximales de San Stefano de 1878.

Constantinople était envisagée par Leger comme la future capitale d'une Confédération balkanique après l'expulsion les Turcs. Dans la pensée de Leger cette confédération devrait comprendre également la Roumanie et la Grèce dans les positions des satellites. «Si la Confédération slave réussissait à s'organiser, la Grèce et la Roumanie intégrales seraient appelées sinon à en faire partie, du moins à s'appuyer sérieusement sur elle et à graviter dans son orbite politique comme le Portugal gravite dans celui de l'Angleterre.»²¹⁰

En remontant vers le nord, Leger aborde la nation tchèque en Bohême, en Moravie et en Silésie ainsi que son prolongement naturel, les Slovaques de la Hongrie. Le Royaume de Bohême devait représenter l'avant-garde du monde slave en Occident et représenter également l'alliée naturelle de la France.²¹¹ Il envisageait également l'annexion des territoires tchèques. Pour lui, la langue slovaque n'était que le prolongement du peuple tchèque et la langue slovaque représentait pour lui un simple dialecte. Les Slovaques devaient se fondre dans la nation tchèque.²¹²

²⁰⁹ LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 320.

²¹⁰ LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 323.

²¹¹ LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 56.

²¹² LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 73.

«Actuellement les Tchèques sont, au point de vue moral, un des meilleurs éléments du monde slave. Sans cesse en lutte contre les Allemands, ils ont pris quelques-unes des bonnes qualités de leurs adversaires et on peut compter sur eux pour constituer un Etat sain et vigoureux, habité par une population essentiellement laborieuse.»²¹³

Leger se posait également la question du régime politique. Conservateur prusse, il se déclara partisan du régime monarchique pour les Pays Tchèques. Il fallait néanmoins trouver une dynastie régnante. Cette question relativement mineure occupait curieusement l'esprit de Louis Leger: «Pour le royaume tchéco-slovaque que nous rêvons, la France républicaine n'a malheureusement point de prince à offrir. A quel pays s'adresser? A l'Angleterre? Au Danemark qui jadis, fournit une reine à la Bohême? A l'Italie? Problème angoissant et d'une solution difficile. La Bohême, malgré ses traditions hussites, reste une nation catholique, qui tient au sacre de ses rois et qui n'accepterait peut-être pas volontiers un souverain de religion réformée. D'autre part y a-t-il dans l'aristocratie nationale, trop souvent inféodée à Vienne, une famille jouissant d'un prestige assez considérable pour s'imposer à la nation? Cette famille, je ne la vois pas et les derniers événements ne l'ont pas révélée.»²¹⁴ Le monarchisme de Leger fut guidé par la volonté de ménager les sentiments de la Russie tsariste. La Révolution russe balaya ses réflexions, et Leger devint partisan de la République en Bohême et Pologne.

Pendant la guerre, Leger se prononça clairement pour la destruction de la monarchie. Dans ses yeux, l'Autriche perdit sa raison d'être. Elle se transforma dans un état vassal de l'Allemagne, facilitant

²¹³LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 324.

²¹⁴LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 326.

l'expansion germanique dans la Méditerranée et dans les Balkans Il fallait disloquer l'empire et créer les nouveaux états pour endiguer l'expansion allemande.²¹⁵ A ce moment Leger condamna l'Autriche à mort. «Cette Autriche catholique, elle a été absolument tuée par l'imbécillité criminelle de François-Joseph. Elle ne renaîtra point. Il faut qu'elle disparaisse de l'Europe. Il n'y a point de peuple autrichien. Il n'y a qu'un ensemble de nationalités qui doit être disloqué. La Hongrie doit être amputée des territoires étrangers.»²¹⁶

La fin de la monarchie danubienne aurait du reposer dans une partition complète de son territoire. Les pays de la couronne de Bohême devaient s'unir avec la Slovaquie. La Galicie devrait être partagé entre la Pologne et la Russie. La Roumaine serait doté de la Transylvanie et d'une partie de la Bucovine. Les environs de Trente, Trieste et Pola feraient désormais partie de l'Italie. Le territoire de l'Autriche-Hongrie se bornerait désormais aux territoires allemands et de la Hongrie dépourvue de ses annexes slovaque, roumain et serbe. Leger préconisait également une rapide assimilation des juifs de la Hongrie par les autres nationalités.²¹⁷

Leger se rendait compte du danger potentiel caché dans l'épineuse question allemande en Bohême.

«Malheureusement pour lui, le royaume de Bohême recevra en héritage du régime antérieur environ deux millions d'Allemands qui étaient jusqu'ici fort insolents, puis qu'ils s'appuyaient à la fois sur Vienne et sur Berlin. Ce double appui venant à leur manquer, il y a lieu d'imaginer qu'ils seront beaucoup plus modestes et se tiendront beaucoup

²¹⁵LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 55-56.

²¹⁶LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 327.

²¹⁷LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 11.

plus tranquilles.»²¹⁸

Leger n'hésitait pas de proposer une solution assez radicale visant l'élimination de cette minorité: «Si l'histoire nous offre de nouveaux spécimens de Tchèques germanisés, elle n'en offre pas moins de Germains tchéquisés. Il y aura lieu de prendre des mesures pour réduire ceux qui ne voudraient pas se soumettre, pour les obliger au besoin à quitter le royaume et pour assimiler ceux qui montreront quelque bonne volonté. Les Tchèques à ce point de vue n'auront qu'à s'inspirer de ce qui s'est fait chez les Magyars.»

Aux yeux de Leger, les Tchèques auraient un rôle intéressant à remplir. Ils devraient exercer pour le compte de la Fédération panslave, la tutelle des Sorabes de Lusace auxquels, d'après une tradition séculaire, ils fournissaient déjà le clergé catholique. Ces Serbes devraient être absolument soustraits à la domination de l'Allemagne, c'est-à-dire dans l'espèce de la Saxe royale et de la Prusse. Ils devraient faire partie de la Confédération slave et, pour honorer le souvenir historique qu'ils symbolisent, être représentés par une voix dans le Conseil central des Etats slaves. Pour Leger, il faudrait une revanche absolue de la race slave contre le germanisme et l'indépendance des Serbes de Lusace serait une des conséquences de cette revanche. Au besoin, il proposait enlever une bande de terrain à l'Allemagne pour établir la communication entre la Lusace et le royaume de Bohême.

Le pays tchécoslovaque imaginé par Leger serait sans contact et sans communication directe avec les Slaves du Sud. Pour cette raison, Leger reprenait l'idée du journaliste Chervin d'établir le corridor entre le royaume de Bohême et l'Illyrie à travers le Burgenland. Il considérait

²¹⁸LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 327.

son utilité non seulement au point de vue politique, mais surtout au point de vue économique. «Rien ne serait plus facile, en effet, que de construire un chemin de fer sur les 200 kilomètres de ce couloir pour transporter, sans passer, ni par Vienne, ni par Budapest, toutes les marchandises dans pays slaves à destination de l'Adriatique. Qu'on réfléchisse à l'importance que l'Autriche et l'Allemagne accordaient à la route de Salonique pour faire arriver les produits allemands jusqu'à la mer Egée, on comprendra mieux encore la portée que pourrait avoir ce couloir traversé par un chemin de fer qui n'aurait pas à compter avec la douane autrichienne ou hongroise et qui ne risquerait pas d'être fermé à exportation ni au transit d'aucune marchandise slave. Donc, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, la création de ce couloir, de cette *Illyrie* slave dont je n'ai fait que esquisser à grands traits la constitution, me paraît d'une utilité primordiale.»²¹⁹

Leger pensait qu'il ne serait pas sans intérêt pour la France sur de pouvoir communiquer directement par l'Adriatique avec les pays tchèques, slovaques, par suite, au besoin, avec la Pologne. Pour rendre la composition ethnique du couloir préconisé plus favorable, Leger lançait une idée de la colonisation. A son opinion, il suffirait d'y déverser une partie des Tchèques, des Slovaques et des Croates qui jusqu'à ces derniers temps émigraient en Amérique ou en Russie.

Louis Leger voulait transformer également la ville de Prague dans un centre spirituel de la future confédération.

«Il est vraiment honteux que pour échanger entre eux des livres, c'est à dire des idées, les Slaves aient dû pendant tant d'années recourir à

²¹⁹LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 329.

l'intermédiaire des Teutons.»²²⁰

Il ne négligeait pas moins l'économie.

«La Bohème est, ou plutôt était, au point de vue industriel, la perle de l'Autriche. Nous aurons le plus grand intérêt à faire avec elle un certain nombre de transactions que nous faisons avec l'Allemagne, notamment avec la Bavière. Le rôle de notre consul devra être des plus considérables; une fois émancipés des produits allemands, les Tchèques ne demanderont qu'à s'ouvrir largement aux produits français.»²²¹

Pour donner un coup d'envoi à l'économie de la confédération, Leger songeait d'organiser des foires annuelles dans les grandes capitales slaves, notamment à Prague, Varsovie et Kiev. Il exigeait également de créer un Zollverein entre les différents Etats fédérés un analogue à celui du monde germanique.

L'épineuse question polonaise représentait pour Leger un problème difficile à surmonter. Leger ne voulait pas évidemment reconstituer la Pologne historique antérieure à 1772. Il imaginait la Pologne dans ses frontières ethnique constituée d'environ vingt millions d'hommes au total groupés autour des trois capitales (Poznanie, Cracovie, Varsovie). Les groupes polonais disséminés en minorité dans certains gouvernements russes à Volhynien, Podolie devraient se contenter de la liberté religieuse et de l'enseignement privé. Les Polonais voulant vivre d'une vie nationale plus intense, auraient toute liberté de se replier sur le foyer central. La nouvelle Pologne devait mener une politique résolument antiallemande. Pour un nouvel état, il demandait la possession de la Prusse orientale:

²²⁰LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 330.

²²¹LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 331.

«Nous n'oublions pas qu'il s'agit ici de constituer la race slave non seulement pour elle-même, mais aussi contre l'Allemagne. Il est donc indispensable que la Pologne nouvelle possède tout le cours de la Vistule qui assure ses débouchés économiques dans la mer Baltique. Cette domination de la Vistule entraînera la domination de la Prusse orientale, y compris Kœnigsberg. Kœnigsberg est considéré actuellement comme un des principaux foyers de la vie et de l'idée prussiennes. C'est là que les rois de Prusse se font couronner. Il ne suffira pas d'avoir brisé les ailes de l'aigle, il faut le déloger de son nid. Quant aux Allemands de la province s'ils ne veulent pas retourner dans la mère patrie, dont ils sont sortis naguère, il suffira de leur appliquer, dans toute leur rigueur, les règlements de l'administration prussienne en Poznanie. Ils auront à se poloniser ou à s'exiler.»²²²

Pour Leger, il était nécessaire d'introduire dans les relations entre Russes et Polonais un esprit de tolérance et d'équité. Il fallait renoncer à toute idée de propagande ethnographique ou religieuse. La tolérance absolue devait être la loi de la Pologne nouvelle et de sa voisine la Russie. La Pologne reconstitué devrait renoncer complètement à ses prétentions territoriales en Ukraine et en Biélorussie. Ces pays devaient être la zone d'influence exclusive de la Russie. Les Ruthènes de la Galicie faisaient partie de la nation russe. Leger volontairement assimilait le russe et l'ukrainien au français et le provençal.²²³

«Cette Pologne n'a pas plus à se mêler des conflits éventuels entre les Grands et les Petits Russes, que nous autres Français n'avons celui d'intervenir dans les querelles des Wallons et des Flamands de Belgique, des Suisses romands et allemaniques, des Hauts et des Bas-

²²²LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris, 1917, p. 332.

²²³LEGER Louis, *La liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915, p. 51.

Allemands.»²²⁴

Les Allemands travaillant dans l'industrie devraient être, selon Leger, par tous les moyens, éliminés ou assimilés. On pourrait au besoin les remplacer par des Tchèques, aussi industriels. Par le port de Danzig, la Pologne pourrait exporter en Occident et il est à souhaiter qu'un service régulier soit établi entre le Havre ou Dunkerque et ce grand port devenu polonais.

Dans le destin de la Prusse orientale, Leger prédisait d'une certaine manière son sort, après la Seconde guerre mondiale. «Quo si la Prusse orientale, morceau assez dur à digérer, semble trop difficile à assimiler pour la seule Pologne, on peut convenir d'un partage avec le voisin russe. La Passarge, par exemple, pourrait servir de frontière aux deux Etats; la Pologne se chargerait de Danzig et la Russie de Kœnigsberg. Ce qu'il faut, c'est que le germanisme disparaisse absolument de ces régions.»²²⁵

Leger ne voulait point tracer les limites exactes de la Pologne vis-à-vis de la Russie. «Il y a là des questions délicates qui tiennent fort au cœur des deux nations et qui devront être résolues dans un esprit de concorde et de tolérance. Puissent les deux parties avoir l'idée dans les cas trop complexes ou trop épineux de recourir à des tiers arbitres absolument désintéressés.»²²⁶

Naturellement, dans ses idées la Russie occupe la première place. «Après l'écrasement définitif de l'Allemagne, la Russie aura un grand

²²⁴LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 333.

²²⁵LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 324.

²²⁶LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 334.

rôle à jouer. Et d'abord elle sera la puissance maritime des Slaves dans la Baltique et dans la mer Noire. Peut-être la Pologne pourra-t-elle entretenir quelques navires sur ses côtes. La Bulgarie et la Confédération illyrienne fourniront des escadres légères dans l'Archipel et l'Adriatique. Mais la grande puissance maritime sera la Russie. Ce sera aussi la grande puissance militaire. Toutefois, n'oublions pas qu'elle doit faire face sur le front asiatique et, par prudence, n'évaluons jamais qu'à la moitié de ses effectifs le nombre d'hommes dont elle pourra disposer en Europe. Evidemment, pendant de longues années, l'Allemagne ne se tiendra pas pour définitivement écrasée, elles essaient de renouer sur le continent asiatique des intrigues aujourd'hui démasquées. Il faut donc que la Russie sache regarder du côté de l'Orient, comme du côté de l'ouest.»²²⁷

Dans l'immense confédération que Leger rêvait, la Russie - malgré la différence des proportions ne devrait jouer que le rôle d'un *primus inter pares*, Les différents Etats constituant la Confédération auraient des agents diplomatiques particuliers. Ces agents se réuniraient dans des assemblées périodiques pour étudier les besoins généraux de la Confédération. Chacun d'entre eux aurait sa représentation à l'étranger, et dans sa capitale un corps diplomatique selon le modèle bavarois.

Leger voyait clairement le problème de la langue. Les confédérés germaniques n'avaient qu'une langue officielle qui était l'allemand. Pour ménager les susceptibilités des petites nations, Leger estimait que l'Union panslave devrait avoir deux langues officielles, l'une qui serait le russe, l'autre qui serait le français. «Il serait fort important que les diplomates fédéraux connussent toujours la langue du pays slave où ils seraient accrédités et que, dans les diverses capitales, il y eût à leur usage

²²⁷LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 336-337.

des Cours spécialement organisés ayant pour sanction des examens très sérieux. Il ne s'agit pas de traiter les frères cadets en quantité négligeable, mais de les mettre sur un pied absolu d'égalité.»²²⁸

Chaque année, les diplomates ou des chargés de missions spéciales devraient tenir une conférence générale dans l'un des pays fédérés. Ces conférences auraient lieu tour à tour à Petrograd, à Kiev, à Varsovie, à Prague, à Belgrade et à Sofia. Elles n'auraient pas seulement un caractère diplomatique et commercial, elles devaient être accompagnées de réunions où les attachés militaires d'un grade égal discuteraient des questions intéressant la défense terrestre ou maritime. Selon Leger, il faudrait bien toutefois que la Russie se garde de songer à imiter l'impérialisme prussien vis-à-vis de ses confédérés.

La confédération ne devait pas rester aux yeux de Leger exclusivement une affaire slave. «Evidemment, quand cette Confédération sera constituée sur la base du respect mutuel, de l'amitié fraternelle des nations, il est possible que des peuples voisins se sentant isolés, *en l'air*, comme on dit en style militaire, demandent à en faire partie. Tels pourraient être les Roumains et les Grecs, peuples de religion orthodoxe, faits pour s'entendre -tout au moins en matière de foi -avec les Russes, les Bulgares et les Serbes. Si ces deux nations, la Grèce et la Roumanie réclamaient la protection ou l'alliance de la Fédération, si par suite de cet accord Constantinople revenait à la chrétienté, on pourrait en faire une des capitales fédérales.»²²⁹

La fin de la guerre fit revisiter quelques idées de Louis Leger. Il fut content de la décomposition de la monarchie austro-hongroise. La

²²⁸LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 338.

²²⁹LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 339.

République d'Autriche ne représentait plus à son avis le moindre danger. «Définitivement séparé du monde germanique, la République autrichienne n'est plus désormais qu'un petit Etat inoffensif qui sera soumis à la tutelle de la future Société des Nations. Vienne deviendrait selon Leger une simple ville de province, vouée à un déclin irréparable. «La capitale verra en outre éloigner d'elle tous ceux qui attirait le prestige de la Cour ou de commandement suprême, ou les grands Corps dont elle était le siège. Il y a beaucoup de chances pour que sa population subisse, d'ici à quelques années, une diminution considérable au profit de villes concurrentes, telles que Prague, Brno, Lublania, Cracovie... Son prestige est à jamais aboli.»

Même la Hongrie démembrée n'était pas pour Leger une menace sérieuse de la paix. «Vu les nécessités économiques, l'Etat magyar devra latéralement vivre en accord avec les voisins qu'il avait habitude de dominer, peut-être même faire partie d'un nouveau Zollverein, un Zollverein danubien, dont il est impossible de prévoir l'organisation.»²³⁰ Leger laissa sous-entendu, que la Hongrie, serait un appendice des nouveaux pays, notamment de la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. L'état yougoslave resta pour lui l'espoir, mais également une importante source des préoccupations. Vu les grandes différences entre ces peuples, Leger demeura toujours le partisan de la fédéralisation. Il lui paraissait néanmoins inévitable qu'un peuple uni devrait naître dans les années et les décennies à venir. «Les différences dialectiques et les formes de la culture et de la vie sociale semblent avoir prédisposé ces différents peuples à une vie fédérale à la Suisse. Le gouvernement devra montrer vis-à-vis de ces divers éléments une réserve absolue, un tact très délicat;

²³⁰LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 324.

l'assimilation ne se fera du jour au lendemain.» Le futur Etat yougoslave restait, selon Leger, menacée par les impérialismes italien et roumain. Pour cette raison, il ne cessa de caresser l'idée d'une confédération balkanique, qui devrait régler a priori tous les contentieux entre les peuples de cette partie de l'Europe. «La sécurité complète des pays yougoslaves ne sera définitivement assurée que le jour où ils feront partie d'une vaste confédération balkanique où ils devront voisiner pacifiquement avec la Bulgarie.»²³¹ On voit également l'idée fixe du rapprochement serbo-bulgare, rêve dont il ne vit jamais la réalisation.

Les réflexions des années de la guerre nous montrent combien Louis Leger était déjà coupé de la réalité politique de son temps. Il ne fut jamais un homme très moderne, son univers étant le 19^e siècle, l'époque des Palacký, des Rieger et des Strossmayer. Le dynamisme du temps présent lui échappait. Il n'en fut pas moins un grand précurseur. Sa mort le 30 avril 1923 correspondait avec la fin d'une époque.

²³¹ LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917, p. 325.

ERNEST DENIS OU LE PROPAGANDISTE

La formation et la carrière

Ernest Denis naquit le 3 janvier 1849 à Nîmes, dans le Midi de la France. Fils d'un marchand du vin Antoine Denis, et de Suzanne Durieux, fille d'un patron de café, il était issu d'une famille enracinée dans la tradition huguenote. Ses grands-parents du côté maternel avaient vécu les dernières répressions subies par les non-catholiques après la chute de l'Empire des Cent jours en 1815. Elevé lui aussi par ses parents dans la foi calviniste, Denis abandonna, en grandissant, la pratique religieuse, sans toutefois renoncer à l'héritage protestant. Il en conserva le respect du travail systématique et rigoureux.

Au lycée de Nîmes, Denis comptait parmi les bons élèves. Ses maîtres avaient remarqué son intérêt pour l'histoire. Il excellait également en lettres - un de ses discours fut transcrit dans le livre d'or de l'école. Après ses études au lycée de sa ville natale, Denis partit en 1865 à Paris. Se destinant au métier d'enseignant, il se prépara pendant deux ans au concours d'entrée pour l'Ecole normale supérieure au lycée Charlemagne. Dès son entrée, en 1867, il montra un grand intérêt pour l'histoire. Ses maîtres estimaient son effort de précision et de formulation exacte. Denis possédait de plus une très bonne mémoire. Un de ses professeurs, Théniot, constata d'emblée que l'histoire avait toutes les chances de devenir la vocation de Denis et qu'il pourrait être un excellent professeur de cette discipline. Il s'intéressait également au cours de philosophie où il participait vivement aux discussions et comptait parmi les meilleurs élèves. En français, par contre, il était un élève médiocre, et ses professeurs se plaignaient du peu d'originalité de ses travaux. Les

langues étaient le point faible de Denis. En grec, ses prestations furent peu brillantes, même s'il parvint, une fois, grâce à son zèle, à se hisser au deuxième de sa classe. En latin, il allait d'échec en échec. Les latinistes ne cessaient de critiquer le style de ses dissertations, qui fourmillaient de fautes, et voyaient en lui un étudiant superficiel et peu soucieux. S'il fréquentait au début les cours de langues vivantes, anglais et allemand, les lectures ennuyeuses et les versions de Shakespeare et de Goethe finirent par le lasser, et il cessa petit à petit d'y assister. Denis faisait malgré tout figure d'élève assidu, son esprit de système et son zèle contrastant avec l'insouciance et la légèreté de son condisciple, le futur historien Alphonse Aulard, qui somnolait pendant les cours ou bien disparaissait, sous divers prétextes, des salles de classe. Ce n'est que pendant la seconde moitié de ses études que l'assiduité de Denis faiblit quelque peu: il rendait ses dissertations avec retard et sa présence aux cours se faisait moins régulière.²³²

En troisième année, les élèves de l'Ecole Normale Supérieure se spécialisaient, selon leurs intérêts, en philosophie, grammaire, lettres ou histoire. Denis choisit l'histoire, avec quatre de ses condisciples. C'est à cette époque qu'il rencontra un homme qui devait marquer profondément sa carrière, Ernest Desjardins. Agé de quarante-sept ans, Desjardins était un des plus éminents spécialistes de l'épigraphie et de la géographie romaines. Ses brillants résultats le firent signaler auprès de l'empereur Napoléon III qui s'intéressait en dilettante à l'histoire de Rome. Vers l'âge de quarante ans, il fut nommé professeur de géographie et d'histoire de l'Orient ancien à l'Ecole Normale Supérieure. Les faveurs de l'empereur lui valurent d'être envoyé en voyage de recherche au Saint-

²³² Archives Nationales, fond Ernest Denis 17 25 754, lettre de E. Desjardins, sans date.

Marin et en Provence. En 1867, il était dans les Balkans sur les traces de la civilisation romaine en Roumanie. Desjardins eut vite de la sympathie pour le jeune Denis. Il estimait l'assurance avec laquelle celui-ci s'exprimait du haut de sa chaire de professeur et admirait la clarté et la méthode de son enseignement, la force de son argumentation, la composition sans faille de ses exposés. Son rapport de 1870 ressemble plutôt à un éloge emphatique qu'à l'analyse froide d'un cours. «M. Denys (sic!) Je ne puis que confirmer, en m'appuyant sur de nouvelles preuves, mon premier jugement. C'est un jeune professeur que l'école aura formé, mais qu'elle a déjà préparé par une excellente habitude d'esprit à comprendre vite, à disposer méthodiquement le plan d'une leçon et à la présenter avec talent; l'expression en général est facile et heureuse et la parole n'est pas sans chaleur et sans fermeté. J'insiste sur les qualités qui m'ont toujours frappé bien que M. Denys ne se soit pas montré ailleurs égal à lui-même. Je ne crains pas de rendre ce témoignage, en faisant appel à mes anciens souvenirs de l'école; cet ensemble de qualités m'a paru remarquable surtout dans une leçon sur Alexandrie, une des meilleures, des plus fortes et des plus brillantes que j'ai entendues depuis dix ans.»²³³ Denis trouva en Desjardins un ami fidèle et un conseiller paternel.

Favorable comme beaucoup de ses condisciples aux idées républicaines, Ernest Denis était hostile au régime de Napoléon III. Celui-ci placé sur défensive, s'efforçait de répondre par des réformes au mécontentement croissant. Dans ce contexte agité, le jeune Denis ne restait pas à l'écart. Il était influencé par son condisciple et aîné de deux ans, Georges Renard, qui avait choisi comme lui l'histoire comme

²³³ Archives Nationales, fond Ernest Denis 17 25754, lettre de E. Desjardins, sans date.

matière principale de ses études. Renard, qui avait obtenu le plus brillant résultat au concours d'entrée, était chef de file non déclaré, l'inspirateur de nombreuses manifestations, auteur infatigable de diverses pétitions. Moins sûr de lui derrière son pupitre que Denis, Renard manifestait des opinions plus arrêtées, influencées par le socialisme de Proudhon et ne fit jamais mystère de ses idées et de son refus du cléricisme, s'attirant ainsi beaucoup de rancœurs. L'amitié née entre eux pendant leurs études fut durable, et bien plus tard, à la mort de Denis, Georges Renard le caractérisait ainsi: «Mort d'Ernest Denis, mon vieux camarade et ami. Ce fut un très honnête homme, quelque peu rugueux, mais honnête et loyal.»²³⁴ Toute sa vie, Denis avait admiré Victor Hugo. Au moment de la mort du poète, il allait écrire: «La mort de Victor Hugo produit une vive et douloureuse impression. Nous savions qu'il ne pouvait plus rien produire; mais quand il a été frappé, il y a quelques jours, tout le monde a senti que la France allait perdre un de ses titres d'honneur.»²³⁵ L'année 1870 marqua fortement le jeune étudiant qui participait activement à la vie de l'Ecole. Suite à sa participation à une manifestation antigouvernementale lors de l'enterrement de Victor Noir, journaliste républicain assassiné par le prince Pierre Bonaparte, il faillit être exclu de l'Ecole.

La crise toujours plus profonde du régime finissant de Napoléon III favorisait la radicalisation des étudiants. L'ébullition générale n'évita pas l'Ecole Normale, où les étudiants de dernière année bombardaient sans cesse la Direction. Certaines de ces réclamations, tout à fait innocentes, font aujourd'hui le sourire. Les élèves se plaignaient de la

²³⁴ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

²³⁵ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 23 mai 1886.

mauvaise qualité des repas consistants selon leurs dires principalement de pommes de terre, de haricots et de biscuits infects au dessert. Ils protestaient également contre le fait de ne recevoir à boire que du lait au petit déjeuner. D'autres plaintes avaient un caractère plus sérieux et manifestaient clairement l'état d'esprit de la génération montante de l'élite intellectuelle. Certains élèves demandaient la suppression de l'obligation du jeûne et se prononçaient également contre la présence obligatoire à la messe et à la confession. C'est surtout le maigre qui les ulcérait et mettait le feu aux poudres comme s'en rappelait plus tard Georges Renard «... (le maigre) fit éclater orage. J'ai regret de le dire, mais il partit du réfectoire. Ainsi les questions d'estomac, autant et parfois plus que les idées suscitent les révolutions.»²³⁶ Bien qu'il ne fût, en tant que non catholique, pas concerné, Denis soutenait ces demandes, ainsi que l'écrasante majorité des étudiants. Seuls quelques étudiants croyants restaient dans l'opposition.

Le malheureux aumônier finit par accepter qu'une délégation d'élèves présente ses revendications à l'archevêque de Paris. Au cours des négociations, celui-ci invoqua l'autorité du pape mettant ainsi fin au débat. D'autres événements survinrent cependant qui firent passer les pétitions des étudiants au second plan.

La guerre si fatale pour la France approchait. La tension entre la France et l'Allemagne qui allait croissant depuis les années 1860, culmina au cours de l'été 1870. Les étudiants, campés au départ dans l'opposition au régime, se prononçaient plutôt contre la guerre et prirent part en juillet aux manifestations pacifistes. Le début des combats et les premiers échecs de l'armée française changèrent cependant radicalement

²³⁶ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

leur attitude. Cet état d'esprit est bien décrit par Georges Renard dans ses mémoires inédites: «Nous étions pacifistes convaincus. La suppression des armées permanentes était un article du programme radical de 1869 signé par Gambetta... Pacifistes, nous voulions des fusils. Républicains, nous demandions servir dans l'armée impériale... Nous pensions que le salut de la patrie devrait passer avant nos préférences.»²³⁷ Une sorte d'union sacrée se formait aux rassemblements de plus en plus nombreux des étudiants animés par les chants patriotiques et les collectes pour la défense de la patrie. Georges Renard nous présente ainsi l'atmosphère de l'école. «L'école n'était plus qu'une ruche en rumeur où toute la vie régulière était suspendue.»²³⁸ Bien que dispensés de l'obligation de servir dans l'armée, les normaliens étaient nombreux à s'enrôler comme volontaires.

Avec ses condisciples Aulard, Renard, Vast et quelques autres, Denis demanda la permission de se porter volontaire pour la défense de la nation. Réserve face à cet enthousiasme, le directeur de l'Ecole, Boullier demanda au ministre de l'Instruction publique de différer le départ au front de Denis et ses amis jusqu'à ce qu'ils aient passé l'agrégation soulignant que Denis était l'un des meilleurs élèves et qu'il était dans l'intérêt de l'Ecole et dans le sien propre d'achever d'abord ses études. Le ministre demanda donc paternellement à Denis de revenir sur sa décision. Il donna cependant aux élèves l'autorisation de s'enrôler ce dont Renard devait faire avec le recul des années un commentaire désabusé: «Elle fut accordée à tous les normaliens qui voudraient en

²³⁷ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

²³⁸ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

user; on n'a jamais trop de chair à canon en temps de guerre.»²³⁹ Désespérée, la mère de Denis pria instamment Bouiller de dissuader son fils, mais le directeur refusa, se doutant à juste titre que ce serait en vain.²⁴⁰ Il lui promit seulement d'intervenir afin que le départ de Denis pour le front soit retardé. Le sergent Denis alla rejoindre le 7^e bataillon des chasseurs, avec lequel il participa à la retraite vers Paris et à la défense de la ville. La guerre fut pour sa génération une expérience formatrice. Des années plus tard, il rappelait qu'il avait été le premier de l'Ecole à s'enrôler dans l'armée et le dernier à être démobilisé. L'amertume et la colère impuissante avec lesquelles Denis apprit la nouvelle de la capitulation de la métropole se gravèrent dans sa mémoire pour la vie.

Après l'armistice, Denis alla prendre du repos à Nîmes. La somnolence idyllique qui régnait dans sa ville natale contrastait fortement avec les événements dramatiques des mois passés. Denis en fut déprimé: «Notre Midi a été affreux de lâcheté et d'indifférence; la République me paraît perdue. Tant mieux: ce n'est pas à elle de payer des milliards à la Prusse.»²⁴¹ Tandis qu'il se préparait pour l'agrégation, la guerre contre l'ennemi extérieur se transformait entre temps en guerre civile. Renard, participa activement à la Commune de Paris comme secrétaire de Rossel, commissaire pour la sécurité. Après la défaite de la Commune, il s'enfuit en Suisse.

L'expérience traumatisante de la défaite et de la paix humiliante, dont la conséquence fut la perte de l'Alsace et de la Lorraine, marqua la

²³⁹ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

²⁴⁰ Archives Jacqueline Le Monnier, lettre du 26 août 1876.

²⁴¹ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

génération de Denis dans toute sa trajectoire. Elle poussa la génération montante des savants français à rompre avec l'égocentrisme français, à mieux connaître la vie des autres nations et à chercher parmi elles de nouveaux alliés pour la guerre future contre l'Allemagne, considérée comme inévitable. Ernest Denis faisait partie des jeunes historiens désireux de connaître le passé et la culture des peuples étrangers.

C'est à Bastia, où il fut nommé professeur d'histoire et de géographie, qu'il fit ses premières expériences pédagogiques. Enseignant très exigeant, il se vit reprocher de confondre l'enseignement secondaire avec les cours universitaires. Néanmoins, bien qu'il ne fût pas un orateur né et qu'il s'attachait plutôt à saisir l'essence du problème et à le désigner avec précision qu'à la vivacité du discours, il savait passionner les élèves pour la matière qu'il enseignait. Ceux-ci obtenaient de bons résultats et de nombreux prix. Du point de vue humain, Denis était très fermé et peu communicatif, abordant exclusivement ses collègues du lycée.

Denis désirait beaucoup obtenir une bourse pour un voyage à l'étranger. Pour déterminer la destination, il consulta Ernest Desjardins, son professeur favori de l'Ecole Normale Supérieure. Desjardins soutint ouvertement Denis et considéra son action à Prague comme profondément politique. C'est probablement lui qui le recommanda à Emile Picot, son beau-fils. Ce dernier était consul à Timisoara en Transylvanie et s'était trouvé en 1870 à Prague, où il avait été chargé de porter assistance aux soldats français parvenus en Bohême après s'être évadés de la captivité allemande. Il avait bien connu à cette occasion la société pragoise, faisant notamment connaissance de Soběslav Hippolyt Pinkas, peintre reconnu et professeur de dessin à l'Ecole Supérieure de jeunes filles. Pinkas s'était familiarisé au milieu français au cours d'un

séjour de quinze ans en France. Il avait épousé une Française et le français était parlé couramment dans sa famille. Sa maison était un accueil naturel pour les visiteurs français qui faisaient là leurs premiers rencontres avec l'élite sociale et culturelle de la métropole tchèque. C'est sans doute suite à l'entretien avec Picot que Denis opta pour Prague. Picot devint l'un des meilleurs amis de Denis. Il s'entendait avec lui beaucoup mieux qu'avec Louis Leger avec qui il entretenait des relations correctes mais froides. Après la publication d'un livre prometteur sur les Serbes de Hongrie, qu'il avait bien connus pendant sa mission, Picot devait cependant s'éloigner des études slaves pour se consacrer aux littératures romanes.

Les arguments avancés par Denis pour justifier sa demande de bourse montrent qu'il n'avait des objectifs de son séjour qu'une idée assez vague. Il tenait en premier lieu à apprendre l'allemand sans séjourner directement en Allemagne. A l'Université, mais aussi à s'initier aux nouvelles méthodes d'enseignement de la géographie et au système universitaire allemand en général. Mais, comme il le soulignait, Prague était aussi une ville qui se plaçait, avec Moscou, au rang des cités slaves les plus importantes. Il projetait également d'apprendre le tchèque et d'étudier l'histoire de «cette race si peu connue chez nous et qui peut être appelée à un rôle fort important.» Denis se proposait de rechercher l'origine de l'antagonisme germano-tchèque l'Allemagne, évoquant l'exemple de Jan Hus, dans lequel «l'on n'a guère vu jusqu'ici un réformateur religieux, et où il faut peut-être voir un précurseur de la nationalité tchèque».²⁴² Le sujet définitif n'était à fixer qu'en fonction de ses lectures, trouvées dans les bibliothèques tchèques. Desjardins était

²⁴² Archives Nationales, dossier Ernest Denis F 17 25754, lettre du 3 novembre 1872.

très favorable à ce projet. «Il m'a permis d'espérer, disait Denis en terminant sa requête, que l'on me verrait avec quelque plaisir étudier l'état actuel de la Bohême, et essayer de faire connaître ces peuples du nord de l'Autriche, les plus intelligents, les plus éclairés et les plus énergiques des nations qui habitent l'Europe orientale.»²⁴³ Le gouvernement français lui accorda une bourse de voyage, de 800 francs par an. Rien ne s'opposait plus à son départ. Il arriva à Prague en partant de Nîmes et en passant par l'Italie du Nord, le Tyrol et Vienne.

Denis passa trois ans en Bohême. Ses références auprès de Pinkas, l'amitié du bohémisant Louis Leger lui permirent de rencontrer nombre de personnalités de la société tchèque. C'est Leger qui présenta Denis au vieux František Palacký. Dans ces rencontres, Leger assumait le rôle d'interprète, Denis ne sachant pas encore le tchèque et son allemand étant très mauvais comme d'ailleurs le français de Palacký. Le grand historien tchèque avait l'intérêt de son jeune collègue français pour l'histoire de la Bohême et lui offrit en souvenir de son amitié la chrestomathie des sources relatives à Jan Hus. Le jeune Denis fit également connaissance avec les acteurs de la vie politique tchèque, notamment avec František Ladislav Rieger et František Augustin Brauner. Rieger l'impressionna profondément par la connaissance qu'il avait acquise du monde au cours de ses voyages, par la largeur de ses vues sur le devenir européen, mais aussi par son talent d'orateur: le discours prononcé par Rieger lors de l'inauguration du monument dédié à Josef Jungmann resta longtemps dans sa mémoire. Denis tenait Rieger en grande estime et, en dépit de leurs désaccords ultérieurs sur beaucoup de points il continuait à voir en lui le plus capable des dirigeants politiques tchèques.

²⁴³ Archives Nationales, dossier Ernest Denis F 17 25754, lettre du 3 novembre 1872.

Denis fréquentait également ses congénères. Il rencontra ainsi Konstantin Jireček, le petit fils de Pavel Josef Šafařík et futur grand spécialiste de l'histoire des Slaves du Sud. Denis correspondit avec Jireček jusqu'à la mort de ce dernier en 1918 et traduisit même en français son Histoire des Bulgares. Plus tard, Denis, qui suivait la vie politique de son temps, reprocha à Jireček son enfermement entre les quatre murs de son cabinet.

Denis ne consacrait à Prague l'exclusivité de son séjour. Accompagné de son ami Jireček, il profita des mois d'été pour visiter Tábor, Jindřichův Hradec et la forêt de Šumava. En juillet 1873, il alla visiter l'exposition universelle de Vienne, d'où il continua vers Budapest, puis jusqu'en Voïvodine serbe. Là, il visita Novi Sad, les monastères de Fruška gora, s'arrêta brièvement à Belgrade avant de revenir par Zagreb, Venise et l'Italie du Nord. Ce fut son premier contact (qui devait d'ailleurs longtemps rester le dernier) avec le milieu des Slaves du Sud, qui commençait à attirer l'intérêt du public européen, à une époque où l'éclatement de l'Empire ottoman entraînait dans sa phase finale.

Denis mit à profit la première année de son séjour pragois pour s'orienter dans la problématique générale de l'histoire tchèque. Ayant acquis au cours de ses études une connaissance élémentaire de l'allemand, il étudiait principalement les ouvrages écrits dans cette langue, notamment la version allemande de la synthèse historique de Palacký, tout en suivant l'actualité tchèque par la lecture du journal *Politik*, rédigé en allemand et proche du courant vieux tchèque. Ernest Desjardins obtint pour lui une année supplémentaire. Il fit à Paris des interventions utiles. Il écrivit à Denis. «J'ai soigneusement passé sous silence l'intérêt politique actuel qui résulte de votre séjour à Prague En

dehors de toutes prit de parti c'est pour une œuvre nationale que vous êtes utile la bas dans la mesure de votre action personnelle, mais j'ai parlé de vos travaux en préparation et de l'intérêt des études.»²⁴⁴

Au cours de sa deuxième année à Prague (1873–1874), Denis s'efforça d'élargir ses compétences linguistiques. Son professeur de tchèque n'était autre que Jaroslav Vrchlický qui débutait alors en littérature. Celui-ci se rendait chez lui deux fois par semaine. L'apprentissage était basé sur la lecture du quotidien *Národní listy*, dont ils analysaient un exemplaire de bout en bout à chaque leçon. Par la suite, ils passèrent du journal à des textes plus difficiles, utilisant à l'occasion les premiers essais littéraires de Vrchlický. Outre le tchèque, Denis étudiait également le russe, le polonais et le bulgare. A la fin de son séjour, Denis se faisait aisément comprendre en tchèque et pouvait même s'exprimer en écrit sans grande difficulté. Il n'eut hélas pas l'occasion de revenir approfondir des connaissances au cours des années suivantes, et dut se contenter de la lecture quotidienne de la presse tchèque, d'où l'impossibilité pour lui de maintenir son niveau de maîtrise active de la langue. Plus tard, il vint en Bohême pour de courts séjours destinés à compléter les lectures en rapport avec ses travaux. Le plus grand acquis de ses années à Prague fut certainement l'amitié qu'il noua pour toute la vie avec la famille de Soběslav Hyppolit Pinkas. Au cours des ans, leur correspondance représenta pratiquement son unique contact avec la société tchèque. Après la mort de Soběslav Pinkas en 1901, elle fut poursuivie par Ladislav, le fils de Pinkas, avocat et homme politique jeune-tchèque.

²⁴⁴ Archives Jacqueline Le Monnier, lettre du 17 septembre 1873.

Après son retour en France, Denis tenta d'obtenir une bourse pour la Russie. Son projet n'ayant pas abouti, il ne lui restait plus qu'à commencer une carrière de professeur de lycée. Il fut d'abord affecté à Chambéry, en Savoie, où il resta presque une année. Bientôt, il entra en conflit avec le milieu clérical de la ville.

Son cycle de conférences consacrées à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution provoqua un scandale qui dépassa les frontières du département pour atterrir sur le bureau du ministre de l'Instruction publique. Le titre même du cycle *Louis XVI et la Révolution française* suscita quelques appréhensions à la direction du lycée de Chambéry, sensible à l'opinion d'une population largement catholique et conservatrice. Le jeune professeur fut donc averti des «écueils dangereux» du sujet choisi. Le déroulement des cours dépassa les plus noires craintes noires du directeur. L'inspecteur Haillecourt releva dans le premier cours nombre d'affirmation, témoignant d'une interprétation de l'histoire dans l'esprit du radicalisme.

Dans une lettre à Pinkas, Denis commenta ses mésaventures de Chambéry avec une amère ironie: «Les Savoyards, réunis depuis peu à la France, ne peuvent trouver qu'un intérêt médiocre à l'histoire de l'ancienne Royauté. Or, j'avais pris pour sujet de mon cours *Louis XVI et la Révolution* et j'avais commencé une série de leçons sur l'état de la France en 1789. Malheureusement, comme le dit avec éloquence le *Courrier des Alpes*, journal bien pensant, ça n'a pas été une série de leçons, ça a été une série de scandales. Pensez donc, j'ai osé dire que Voltaire était un grand philosophe, et que l'on pouvait, en cherchant bien, trouver quelques ouvrages qui ne méritent pas le mépris public, j'ai dit que Louis XV avait des maîtresses et que Marie-Antoinette ne méritait

pas d'être canonisée. Il m'est arrivé de dire: *La Grande Révolution* et autres choses aussi nouvelles. Ce qu'il y a de mieux, c'est que j'ai scandalisé les bonnes âmes dans mon cours de géographie: auriez-vous deviné que la géographie pût être aussi funeste? En somme le cours était suivi et le nombre des auditeurs augmentait. J'avais jusqu'à 300 personnes, ce qui est beau pour une ville comme Chambéry. C'est alors que je reçus un avis de Paris, que les dénonciations arrivaient de tous côtés contre moi, qu'il se préparait un formidable orage, que je serais destitué ou changé. Deux jours après en effet, je devais faire un cours intitulé *Jansénistes et Jésuites*, lorsque je fus appelé chez le recteur qui m'annonça que le cours était suspendu.»²⁴⁵

Quelles étaient les affirmations de Denis? «Au XVIII^e siècle, Voltaire, Rousseau, Helvétius et d'Holbach étaient beaucoup plus croyants que l'Eglise.» Ou bien: «A ce moment, Voltaire représentait la conscience du monde.» Au sujet de Louis XVI, il avait déclaré qu'il ne gardait envers lui aucun sentiment de pitié, car ce souverain trompait le peuple.²⁴⁶

Il avait de surcroît mis de l'huile sur le feu en condamnant l'exécution barbare de Damiens, l'auteur de l'attentat contre Louis XV. Indignés par les remarques irrespectueuses du jeune enseignant à l'adresse de François I^{er} et de Louis XIV, les citoyens de Chambéry se précipitèrent chez le préfet pour se plaindre de cette façon d'enseigner. Le préfet trouva scandaleuse la dimension politique cachée des cours de Denis et alla jusqu'à rendre visite au procureur pour discuter avec lui d'éventuelles poursuites contre le professeur rebelle. Le député local de l'Assemblée nationale, le marquis Costa de Beauregard, réagit avec

²⁴⁵ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 2 janvier 1876.

²⁴⁶ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 2 janvier 1876.

beaucoup plus de modération, refusant de porter l'affaire au Parlement. Pas désireux de nouvelles complications, le conseil pédagogique tenta d'étouffer les démêlés liés à la conférence publique. Le recteur de Chambéry caractérisa Denis par les mots suivants: «A mon sens, il me semble impossible qu'un homme de l'intelligence de M. Denis ne comprenne pas la nature des doctrines qu'il a émises, de l'attitude qu'il en prêche. Ou c'est un sectaire, partant un professeur très dangereux, ou c'est un ambitieux qui veut se faire un piédestal et que les lauriers du journalisme empêchent de dormir. Dans ma pensée, cette dernière supposition est vraie, mais il faut l'empêcher de le réaliser en refusant à M. Denis la renommée à laquelle il aspire et l'éloigner de Chambéry tout doucement.»²⁴⁷ D'après négociations commencèrent pour savoir où mettre Denis. Le ministère lui proposa successivement Tournon, Le Mans et Mont-de-Marsan, mais le jeune pédagogue refusa tous ces postes.

La situation de Denis devenant de moins en moins tenable, il fut muté à Carcassonne. En attendant son entrée en fonction, Denis demanda un congé pour pouvoir se consacrer à la rédaction de sa thèse dans sa ville natale, congé Au début de la nouvelle année scolaire, Denis se présenta à Carcassonne. Son nouveau lieu de travail ne le contenta en rien. La ville, pittoresque mais provinciale, ne pouvait satisfaire ses ambitions. Pourtant, son activité au lycée de Carcassonne ne fut pas sans mérites. Ses supérieurs apprécièrent les succès obtenus par les élèves de Denis. Ils lui reprochèrent cependant de négliger l'enseignement de la géographie. Il investit alors toute son énergie dans l'achèvement de sa

²⁴⁷ Archives Nationales fond Ernest Denis F 17 25754, lettre du directeur Baret du 6 octobre 1875.

thèse de doctorat qui lui permit d'abandonner le travail ingrat de professeur de lycée.

Le poste suivant fut Angoulême. Il faillit y connaître le même sort qu'au lycée de Chambéry. A nouveau, les ennuis vinrent de sa façon d'interpréter l'histoire contemporaine. On dénonça au directeur de l'école les péchés suivants: il aurait affirmé que Louis XVI avait été condamné à juste titre, recommandé à ses élèves la lecture de l'historien républicain de gauche Louis Blanc, fait remarquer que la sainteté de Saint Louis provoquerait un sourire de nos jours. Les plaintes des parents poussèrent même l'évêque d'Angoulême à se rendre dans l'établissement pour protester contre l'approbation par le professeur de la confiscation des biens de l'Eglise au cours de la Révolution. Denis repoussait tous ces reproches en affirmant n'avoir en rien violé la loi ni les bonnes mœurs et en soulignant qu'en tant que pédagogue il avait le droit et l'obligation d'enseigner selon sa conscience. Le directeur de l'école craignait que le radicalisme de Denis ne révoltât trop les citoyens, favorisant ainsi indirectement l'objectif de l'évêque de fonder son propre établissement scolaire géré par les jésuites.²⁴⁸ Il demanda donc le licenciement du jeune enseignant au cas où il continuerait de professer publiquement ses opinions. L'inspection qui eut lieu suite aux plaintes reconnut que l'enseignement de Denis était irréprochable du point de vue moral, que ses cours étaient bien conçus et que les élèves répondaient correctement. Le professeur se tira sans peine de cette situation périlleuse.

Pour thème de sa thèse, Denis choisit sans entraves Jan Hus et l'histoire des guerres hussites. Les matériaux de son travail furent ramenés de son séjour d'études à Prague. Le sujet, peu banal, provoqua

²⁴⁸ Archives Nationales, fond Ernest Denis F 17 25754, lettre du directeur Aubertin du 16 novembre 1877.

la suspicion des membres conservateurs du corps enseignant de la Sorbonne, de sorte que le candidat fut obligé de modifier son texte à maints endroits. Des complications apparurent au moment de sa publication, pour laquelle les éditeurs français demandèrent à Denis des sommes considérables. Ils n'étaient pas prêts non plus à accepter les exigences de l'auteur concernant la fabrication des matrices pour les caractères tchèques.

Le 7 juin 1878, au cours d'une discussion orageuse, Denis finit par soutenir sa thèse et obtint le doctorat tant convoité. Staněk, qui était lié d'amitié avec Denis lors de son séjour pragois, fait de sa soutenance une description dramatique, la comparant même, lorsque Denis repoussait héroïquement les attaques des professeurs rétrogrades du jury, à la défense de Hus et de Jérôme de Prague au concile de Constance. La réalité fut cependant un peu plus sobre. Le jury était composé du doyen de la faculté, Henri Wallon, historien renommé et homme politique, auteur de la célèbre annexe instaurant le régime républicain en France, de l'éminent géographe Auguste Himly, auteur d'une *Histoire de la formation territoriale des états de l'Europe Centrale* qui avait fait date, de Saint-René Taillandier, un des premiers historiens à se consacrer des études slaves à la Sorbonne, du philologue classique Eugène Benoist, du historien et géographe de l'antiquité Pierre Lacroix et enfin de l'historien littéraire Léon Crouslé. Mis à part Himly, Saint-René Taillandier et aussi Wallon, les membres du jury étaient d'orientation catholique.

Le jury avait à évaluer deux travaux présentés par Denis. Une étude rédigée en latin de l'écrit d'Antonio Marini, conseiller de Georges de Poděbrady et auteur d'un projet de coexistence pacifique des Etats de l'Europe, intitulé *De Antonio Marini et de Bohemiae ratione politica, eo*

oratore, et le texte principal, *Huss et la guerre hussite*. Les membres du jury ne furent guère enthousiasmés par la thèse latine de Denis. Le choix du thème leur paraissait peu judicieux, Marini n'étant pas selon eux une personnalité importante et son projet de système ne représentant à leurs yeux qu'une utopie. Le latin de Denis leur sembla encore plus barbare que celui de la source qu'il avait étudiée.²⁴⁹ Leur avis sur la thèse française fut plus positif, le jury louant notamment la quantité impressionnante de matériaux rassemblés. Le séjour à Prague et l'influence de la nouvelle école historique de «Monsieur Palacky» et des autres auraient cependant conduit Denis à des jugements erronés sur les personnages et les événements de l'histoire de la Bohême du XV^e siècle. Le rapporteur du jury, Henri Wallon, résuma les critiques de la commission concernant l'esprit de parti de Denis: «Il s'est fait Tchèque, il s'est fait taborite; et il trouve en vrai sectaire, les Allemands, l'Eglise catholique, les hussites modérés eux-mêmes; à cet égard sa thèse aurait pu être regardée comme du ressort d'une autre Faculté: je parle de la Faculté de Théologie qui siège à la Sorbonne.»²⁵⁰ Le jury apprécia en revanche l'analyse détaillée de la situation religieuse, ethnique, politique et économique en Bohême non seulement à l'époque des guerres hussites, mais aussi aux époques précédente et postérieure, le plan bien établi du travail, la description vivante et suggestive des événements et des personnages. L'esprit avec lequel Denis soutenait le débat fit également bonne impression.

Le doctorat permit à Denis de quitter l'enseignement secondaire au profit d'une carrière universitaire. Le ministère de l'Education le nomma professeur adjoint à l'université de Bordeaux. Un rêve se réalisait. Mais

²⁴⁹ Archives Jacqueline Le Monnier, lettre de Saint-René Taillandier du 7 septembre 1877.

²⁵⁰ Archives Nationales, fond Ernest Denis F 17 25754, rapport du jury du 7 juin 1878.

bientôt vint le désenchantement. En tant que professeur adjoint à l'université, il gagnait moins d'argent qu'un professeur de lycée. Ces raisons matérielles, l'obligeaient à donner des cours préparatoires d'allemand et d'anglais, obligations qui l'épuisaient vu ses dons médiocres pour les langues étrangères.

Parallèlement à son principal cycle de conférences consacré à l'histoire de la République romaine, Denis avait ouvert un cours d'histoire slave, appelé *Le combat des Slaves et des Germains*. Il ne pouvait pas s'enorgueillir du nombre d'étudiants présents à son cours qui variait entre 16 et 20 élèves.

Au début, Denis dissuadait les étudiants par le caractère inhabituel du sujet et aussi par ses manières quelque peu rudes dans le contact personnel. Il prenait volontiers des attitudes polémiques, ce qui n'ajoutait rien à sa popularité. Malgré tout, il gagnait petit à petit le respect de son entourage par son travail assidu et systématique. Ses supérieurs appréciaient la préparation consciencieuse de ses cours, riches en informations récentes. Denis s'améliorait également comme orateur. Il se heurta cependant à des difficultés matérielles.

L'université refusait d'acheter des livres en langues slaves au motif que ces langues n'étaient pratiquées par personne. Denis était obligé de les acheter par ses propres moyens, ce qui représentait pour lui une charge peu négligeable, étant donné ses revenus. A cela s'ajoutaient des problèmes de santé, qui se manifestaient par des vomissements de sang. S'efforçant d'obtenir un poste de professeur ordinaire qui le débarrasserait de ses difficultés matérielles permanentes, il bombardait le ministère de demandes de nomination dans n'importe quelle université de France, arguant à l'aide de ses mérites de guerre, des résultats de son

activité pédagogiques et surtout de ceux de ses recherches, de leur nouveauté et de leur apport scientifique.²⁵¹

Ses efforts furent enfin couronnés de succès. Après trois ans d'activité à Bordeaux, Denis fut nommé à l'université de Grenoble où il obtint le grade de professeur ordinaire, non d'histoire, mais de lettres étrangères. A ce titre, il fut chargé des cours consacrés aux littératures européennes, une matière qui se situait en marge de ses préoccupations. Denis continuait d'arrondir ses revenus en enseignant l'anglais et l'allemand aux élèves des classes préparatoires. Ses cours publics étaient consacrés à Karel l'Ancien de Žerotín, personnalité marquante de la vie politique et culturelle tchèque à la charnière des 16^e et 17^e siècles. Bien qu'il fit tous les efforts possibles pour susciter, par le caractère vulgarisateur de ses cours l'intérêt de ses auditeurs, il n'obtint jamais un grand succès. Le public était découragé par le sujet apparemment abstrait.

Dans une lettre à Pinkas, Denis décrivait la situation: «On fait salle comble avec Goethe, parce que tout le monde sait à peu près que c'est un écrivain allemand, je les ai mis en fuite avec Žerotín qui est cependant intéressant.»²⁵² Au milieu de l'ambiance provinciale de l'université de Grenoble, Denis se sentait à l'étroit. Il se plaignait à son ami Pinkas, à Prague: «Vous ne pouvez pas vous imaginer ce que sont nos universités de province. Elles ne peuvent pas du tout se comparer aux universités allemandes. Les jeunes gens qui travaillent en vue d'apprendre quelque chose ne sont qu'une dizaine. Les autres sont sortis des petits lycées sans connaissances générales et ont trop de travail pour

²⁵¹ Archives Nationales, fond Ernest Denis F 17 25754, Lettre au directeur de l'enseignement supérieur du 1^{er} octobre 1879 et du 25 juillet 1881.

²⁵² Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 4 février 1885.

apprendre quelques phrases latines pour pouvoir s'occuper des Slaves. Les auditeurs de mes cours sont presque exclusivement les dames de société, les fainéants qui cherchent à s'abriter contre la pluie ou le froid et quelques officiers en retraite.»²⁵³

En dépit de la mauvaise impression, qu'il faisait au départ, Denis acquit bientôt une certaine notoriété. Les responsables de l'université étaient satisfaits de la qualité de son travail, et se rendaient parfaitement compte que l'enseignement des langues étrangères n'était pas la vocation du jeune professeur, mais une solution de nécessité. C'est pourquoi le recteur de l'université de Grenoble intervint pour que Denis soit nommé professeur d'histoire aussitôt qu'un poste se libèrerait.

L'un des rares fruits du séjour de Denis à Grenoble fut son mariage avec Margueritte Friedel, fille d'un professeur de chimie à la Sorbonne. De treize ans cadette, Margueritte Friedel était issue, comme lui, d'une famille calviniste et avait eu une éducation sévère. Pour Denis, ce mariage harmonieux et sa famille nombreuse allaient représenter un soutien dans la vie. Ils eurent ensemble dix enfants, dont deux morts en bas âge. Denis restait, à Grenoble, loin du milieu tchèque qui l'attirait tellement. Cet éloignement fut brièvement interrompu par la visite qu'il effectua en Bohême en 1885 dans le cadre de la recherche de matériaux de son livre *Fin de l'Indépendance bohême*. Son sentiment d'isolement fut par la suite atténué par la correspondance avec les grands historiens tchèques et par les livres que lui envoyait Soběslav Pinkas, en fonctions de ses commandes: parmi celles-ci figuraient les ouvrages d'histoire de Tomek, Kalousek, Goll, mais aussi les œuvres littéraires de Němcová, Erben et Čelakovský, ainsi que les revues, notamment le *Bulletin du*

²⁵³ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre de 3 mars 1886.

Musée de Bohême, la *Revue tchèque d'histoire*, ou encore la revue populaire *Prague Dorée*. Il effectuait ses achats le plus souvent auprès de la maison d'édition Bursík et Kohout, la famille Pinkas servant d'intermédiaire pour le paiement. Parallèlement à ses obligations, Denis consacrait son temps libre à l'achèvement de sa *Fin de l'Indépendance bohême*, où il retraçait l'histoire du royaume de Bohême des guerres hussites jusqu'à la bataille de la Montagne Blanche.

Le souhait de Denis était de retourner au plus vite à Paris, centre de la vie scientifique et culturelle. Son beau-père essayait de faire valoir la renommée scientifique pour assurer une carrière parisienne à son beau-fils. La chance de sa vie s'annonça au début de 1884, lorsque le poste de professeur des langues et littératures slaves se libéra au Collège de France.

Un concours fut déclaré pour le poste libéré. Devant Denis s'ouvrait l'attrayante perspective d'obtenir un poste scientifique prestigieux, dont la légitimité s'appuyait sur une tradition ininterrompue. Sa candidature fut suivie de trois autres: celles de Louis Leger, de Chodikiewicz, émigré polonais, et d'Auguste Dozon, ancien diplomate.

La situation était très différente de celle du début de l'année 1857. Trois candidats pouvaient se prévaloir de leurs nombreuses publications dans le domaine de la slavistique. Louis Leger, qui, à l'époque, enseignait le russe à l'Ecole des Langues Orientales, était à l'apogée de ses forces. Il avait déjà publié plusieurs livres et nombre d'études, d'articles de presse, d'informations et de comptes rendus. Auguste Dozon avait occupé durant toute sa carrière divers postes diplomatiques dans plusieurs villes des Balkans, dernièrement à Salonique. Il s'intéressait non seulement à la langue et au folklore des Slaves du Sud,

mais aussi à la culture des Grecs et des Albanais. Ses travaux linguistiques et ethnologiques lui avaient valu de devenir membre correspondant de l'Institut.

Par rapport aux autres candidats, Denis avait le désavantage d'être relativement jeune (à l'époque, il n'avait que 36 ans) et de manières difficiles. Selon le témoignage de ceux qui l'avaient connu, la première impression qu'il faisait à chaque nouveau poste était plutôt mauvaise. De plus, contrairement à Denis, Louis Leger vivait et travaillait à Paris et avait davantage de possibilités de se faire un réseau de connaissances utiles dans le monde scientifique. En dépit du soutien de son beau-père et malgré ses visites rituelles pour présenter sa candidature, Denis essuya un échec cinglant dans ses efforts pour obtenir ce poste tant convoité.

Lors de l'élection en mars 1885, Leger eut 21 voix sur 23, une voix se porta sur le Polonais Chodikiewicz et le dernier vote fut blanc. Personne ne vota pour Denis, pas même Pavet de Courteille, qui avait pourtant présenté sa candidature. L'évanouissement de ses chances se confirma au second tour, lors de la désignation du suppléant de Leger. Ici encore, Denis fut marginalisé par le spécialiste en études balkaniques Auguste Dozon, qui obtint 16 voix sur 20. Chodikiewicz reçut à nouveau une voix et Denis dut se contenter des trois voix restantes.²⁵⁴ Cette défaite mit terme aux ambitions parisiennes de Denis pour dix longues années.

Il décrivit cette mésaventure à Pinkas avec son ironie habituelle mêlée d'une amertume mal dissimulée: «Il y a environ 18 mois, quand j'ai vu dans les journaux, la retraite de Chodźko, j'ai eu l'idée d'écrire à Renan, l'administrateur du Collège, pour poser ma candidature. Je ne

²⁵⁴ Archives du Collège de France, fond Louis Leger G IV 20 L, procès verbaux des séances 1885.

mettais pas en doute la nomination de Leger et je reste convaincu malgré tout, que personne n'avait plus de titres que lui, moi moins que tout autre. Mon beau-père, qui est professeur à la Sorbonne et a quelque influence, averti, prit feu!!! Son imagination lui joue parfois de mauvais tours, et après une longue résistance, je me décidais à aller passer quelques jours à Paris pour prendre l'air des bureaux. Je vis tout de suite quelle était la situation: Leger aurait voulu rester à son poste de l'Ecole des Langues Orientales en même temps qu'il aurait été nommé au Collège. Ce cumul déplaisait aux autres professeurs et l'on voulait forcer la main en poussant en avant quelqu'un qui, après tout, pouvait être pris au sérieux. Il n'y avait pas de doute que la réconciliation se ferait à ses dépens. Dans cette situation, je jugeais inutile de m'engager à fond, je fis à peine quelques visites, et j'étais déjà si bien convaincu de ce qui devait se passer, que je suis resté cette année 3 semaines à Paris et que je ne suis même pas allé voir Renan. Je crois donc n'avoir en rien outrepassé mes droits, d'autant plus que, par nature, je ne suis guère vaniteux et que je mets quelque coquetterie à être assez maladroit en intrigues. Les services que Leger a pu me rendre sont tous de la même nature que ceux qu'il m'a rendus à Prague en me présentant à Palacký. Les griefs qu'il a contre moi sont aussi niais. J'en aurais peut-être de plus sérieux contre lui, si je ne trouvais que cela n'en vaut guère la peine. De toutes les qualités nécessaires, dit-on, à l'homme politique, il n'y en a peut-être qu'une que je possède, c'est l'absolue indifférence à tout ce qu'on dit de moi.»²⁵⁵

Cet événement altéra sa relation avec Louis Leger qui devenait vite son rival. Cette rivalité était soulignée par leur différence de caractère. La spontanéité et la communicabilité de Leger contrastaient

²⁵⁵Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 29 avril 1884.

avec la lourdeur apparente de Denis. Leger faisait figure parfois à ses yeux d'un touche-à-tout qui manquant d'une véritable profondeur dans ces connaissances. Ainsi Denis commenta-t-il, avec un peu de méchanceté, la parution du livre de Leger intitulé *Save, Danube et les Balkans*: «Je ne puis m'empêcher d'admirer Leger: vous avez dû recevoir son dernier volume, la *Save et les Balkans*. Certes, il n'y a pas grand chose à apprendre. C'est un recueil de notes qu'il eût été facile de rédiger par quiconque qui ait la moindre connaissance de ces choses. Mais cela se lit très facilement. Il y a de la bonne humeur, de l'entrain. Le seul défaut réel, c'est que cela manque de profondeur et ne laisse pas de souvenirs bien durables.»²⁵⁶ Denis, malgré son respect affiché, avait parfois en privé un jugement sévère. «Leger est un garçon d'un très réel mérite, écrivit-il à Pinkas, qu'il ne m'est jamais venu à la pensée de contester, mais c'est un *nigaud*. Vous l'avez connu à Prague *nigaud*, et il est bien resté tel, d'après ce que vous me dites, car je ne l'ai pas revu depuis.»²⁵⁷

L'année 1886 apporta dans la vie de Denis un changement important. Il devint professeur d'histoire à l'université de Bordeaux. A ce nouveau poste, d'un niveau supérieur à celui de Grenoble, il eut davantage loisir de s'occuper de ce qui l'intéressait vraiment. Il revenait de plus sur son ancien lieu de travail, où il était déjà connu et apprécié. Peu à peu, ses manières s'adoucirent, il devint plus pondéré. Son entourage s'accoutuma à ses propos originaux et aux jugements polémiques qu'il défendait sans concession.

A Bordeaux non plus, il n'eut pas beaucoup d'élèves. La cause en était le ton un peu monotone de ses conférences. Malgré cela, la

²⁵⁶Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 9 juin 1882.

²⁵⁷Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 23 juin 1885.

direction de la faculté estimait l'étendue de ses connaissances ainsi que l'originalité de ses cours consacrés à l'histoire de la Bohême. Son militantisme et son énergie le prédisposaient à des fonctions de responsabilité à l'université. En 1892, il devint vice doyen. Au dire du doyen, «Monsieur Denis est très dévoué à l'Université et à la liberté.»²⁵⁸ Denis participait activement à la vie publique. En 1893, il devint conseiller municipal de Bordeaux. A la mairie, il s'occupait principalement de la culture et de l'enseignement. Il n'avait pas la moindre illusion sur ses collègues du conseil: «Bordeaux représente fort bien le type de nos gouvernants. Mes collègues du Conseil Municipal sont tous de fort galants hommes. Aucun ne serait capable d'une action indélicate ou même douteuse; la plupart ont fait tout leur devoir en 1870, et le feraient encore. Seulement, la foi a disparu. Une seule chose demeure: vivre le plus commodément possible, éviter les responsabilités, ne pas déranger le train-train des choses. Beaucoup parmi eux sont des dilettantes délicats, des amateurs éclairés. Jamais vous ne les arracherez cependant à leurs considérations utilitaires. C'est la ploutocratie dans toute son horreur, d'autant plus dangereuse qu'il est difficile de leur rien reprocher de précis, qu'ils ne sont pas avarés, qu'ils ne sont pas durs. Mais le cœur n'y est pas. Encore quelques années, et la France deviendra une grande Belgique.»²⁵⁹

Ses activités publiques ajoutèrent à l'estime dont il jouissait à l'université de Bordeaux grâce à son zèle et à sa probité personnelle.

C'est à Bordeaux, qu'en 1890 Denis acheva et publia sa *Fin de l'Indépendance bohême*, qui esquisse de l'histoire de la Bohême allant de la montée au pouvoir de Georges de Poděbrady à la bataille de la

²⁵⁸ Archives Nationales, fond Ernest Denis F 17 25754, rapport du 15 mars 1892.

²⁵⁹ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 15 avril 1889.

Montagne Blanche. Le livre suscita beaucoup d'intérêt en Bohême, où les spécialistes apprécieraient notamment le fait qu'un auteur étranger tentât la synthèse de cette longue période qui n'avait pas encore été traitée dans son ensemble.

Outre ses recherches sur l'histoire de la Bohême, Denis fut également un observateur attentif de la vie politique tchèque, à laquelle il s'intéressait depuis son séjour d'études à Prague. Dès le départ, il eut de la sympathie pour les Jeunes Tchèques, plus dynamiques et plus actifs. Il n'en tenait pas moins en estime František Ladislav Rieger, le chef de file de la politique nationale. Il défendait ses positions face aux critiques de ses amis tchèques, notamment de Soběslav Pinkas, auquel il écrivait: «Ses défauts et ses faiblesses vous empêchent de reconnaître tout à fait ses qualités qui sont supérieures.»²⁶⁰ La politique modérée de Rieger lui était plus proche que le radicalisme, parfois purement verbal, des chefs Jeunes Tchèques.

Ce point de vue apparaît également dans les derniers volumes d'une autre de ses œuvres *La Bohême après la Montagne Blanche*. Son développement de l'histoire récente provoqua en Bohême une très vive réaction. Certains historiens tchèques, notamment Jaroslav Goll, lui reprochaient de sous-estimer le droit historique sur lequel était fondé le programme politique tchèque et que Denis considérait comme un anachronisme, lui préférant le droit naturel. Pour la majorité de la représentation politique, l'idée du partage de la Bohême en une partie tchèque et une partie allemande, avec laquelle flirtait Denis, était inadmissible.

Malgré tout cela, Denis condamna résolument «les points», un

²⁶⁰ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 13 décembre 1885.

accord politique de 1890 visant le partage de l'influence dans l'administration en Bohême entre les Tchèques et les Allemands, élaboré avec la participation de celui-ci.²⁶¹ Malgré cela, la critique de Rieger fut dans ce point assez sévère. «Je viens de lire avec beaucoup de soin les journaux que vous m'avez envoyés et je suis sorti de cette lecture absolument navré. Je ne puis arriver à comprendre comment un homme comme Rieger a pu se laisser prendre à un piège aussi grossier. Dix années du despotisme le plus intense et de la centralisation la plus ardente seraient bien loin de vous faire autant de mal que ce traité inepte. D'ailleurs, tout traité avec les Allemands est une duperie et une absurdité, puisqu'il leur reconnaît une égalité de droit à laquelle il ne saurait avoir aucun titre.

Que devient, avec le nouveau régime, la couronne tchèque? Comment ne pas s'apercevoir que ce qui pourrait être acceptable pour tel district de la Styrie ne saurait pas l'être pour la Bohême? Il n'y a absolument qu'un terrain solide, c'est celui de la tradition et de l'histoire: la langue nationale ne peut être traitée comme une sorte d'intruse! Vous n'avez d'obligations qu'envers vous-mêmes, mais non envers quelques traîtres qui ne pensent qu'à préparer la domination de Berlin!!! Avec le nouveau régime, les rapports des deux nationalités deviendront moins fréquents, et par conséquent les relations des Allemands avec ceux de l'Empire, plus intimes. Toute espérance de faire des progrès vous sera enlevée, les éléments douteux et ceux qui vont aux succès, les juifs, par exemple, se rejeteront du côté de vos adversaires. L'égalité des langues n'est que purement apparente, puisque vos députés seront en somme toujours forcés de savoir l'allemand et que les autres n'auront plus la

²⁶¹ Points punktace en tchèque, tentative du compromise entre les forces politiques tchèques et allemandes en Bohême en 1890. Le projet négocié par Rieger fut sabordé par les Jeunes Tchèques.

moindre raison d'apprendre le tchèque. En somme, plus j'y réfléchis, et plus la convention, qui m'avait déjà scandalisé et épouventé quand je l'avais lue dans le *Temps*, me paraît dangereuse.

A mes yeux, c'est une nouvelle Bila Hora. Si j'avais été député Vieux Tchèque, à la lecture de ces conventions, j'aurais proposé la question préalable, et si on ne l'avait pas votée, j'aurais immédiatement donné ma démission. Mais d'ailleurs, il n'y a qu'à se reporter aux discussions de 1848–1849. Toutes les fractions du parti national étaient unanimes à repousser les conditions que l'on accepte aujourd'hui. Je suis intimement convaincu que Palacky n'aurait jamais adhéré à un pacte semblable, et j'espère encore qu'au dernier moment, un éclair de raison fera apercevoir aux Vieux Tchèques, le piège qu'on leur tend. Qu'ils pensent seulement à ce qu'ont gagné les Croates par leur compromis avec les Magyars!!»²⁶²

A cette époque, Denis était partisan du maintien de la monarchie austro-hongroise, qu'il considérait comme un barrage naturel contre l'expansion directe de l'Allemagne vers l'Europe centrale. Il voyait la solution des problèmes nationaux de la monarchie danubienne dans le suffrage universel, thèse considérée par la majorité des hommes politiques tchèques comme simpliste et inadaptée à la complexité de la société de l'empire.

Malgré ces critiques, l'œuvre de Denis eut un écho formidable dans la société tchèque. Ce succès tenait aussi ses grandes qualités littéraires, en particulier au talent de l'auteur pour la dramatisation des événements et captivant le portrait psychologique des personnages. Denis devint une personnalité unanimement reconnue. Simple professeur

²⁶²Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 31 janvier 1890.

de l'université de Grenoble en début de carrière, il devint dès 1885 sur proposition de Václav Vladivoj Tomek membre de la Société royale tchèque des Sciences, et, en 1893, de l'Académie tchèque des sciences et des arts, récemment créée.

Ernest Denis n'était nullement l'incarnation du savant enfermé entre les quatre murs de son bureau. Depuis sa jeunesse, il s'intéressait à la politique et aux affaires publiques.

Le jeune savant participait à la vie politique Ainsi, il a décrit à Pinkas avec beaucoup d'ironie sa participation aux élections de 1876: «Les honneurs s'imposent à moi. Imaginez-vous que l'on m'offre la candidature au Conseil Général dans le la canton de Nîmes!!! Comme vous pouvez le penser, les gens qui ont eu cette idée bizarre ne sont pas parfaitement raisonnables; ils appartiennent à cette classe justement réprouvée et flétrie du nom de radicaux. Il est évident qu'après réflexion, j'avais pris la résolution très nette de refuser. Mais je me vis entouré de tant de sollicitations que je finis par déclarer que je me soumettrais à la décision du Comité. Aussitôt l'on entre en campagne, et l'on se croyait sûr de la majorité, quand il se produit un accroc, si bien que dans la réunion du Comité, j'obtiens 18 voix et le républicain modéré 19. Naturellement, satisfaction très vive de mon côté; j'étais d'ailleurs resté complètement inactif et je fus fort étonné quand un soir à minuit, on frappe à ma porte pour m'entraîner au cercle de mes partisans. Je les trouve comme toujours, exaspérés.

Moi, fort mécontent d'avoir été réveillé si mal à propos, à moitié endormi, couvert de boue, car il faisait cette nuit-là un magnifique orage... Peu à peu le calme se fait, je prononce un discours aussi inepte qu'applaudi, je les sollicite vivement de se soumettre puisqu'ils sont

battus, et, après avoir obtenu leur promesse, je vais reprendre mes rêves interrompus. Le lendemain, je me réveille avec un superbe rhume de cerveau. Malheureusement la nuit avait effacé chez mes auditeurs l'impression conciliante de mes discours. Cela est peu flatteur pour mon éloquence, mais ce n'est que trop véridique. Sans me consulter et sans m'en parler, on se met à fabriquer des bulletins à mon nom, on les distribue en cachette, et le soir du vote on est tout étonné d'apprendre que 5 ou 600 enragés ont voté pour moi. Aussitôt le journal modéré furieux lance quelques articles sur mon insatiable ambition, ma basse spéculation, et les jeunes filles se signent, car il est bien avéré que je suis à la tête de 5 ou 600 bandits qui n'attendent que mes ordres pour se lancer sur la population paisible, le poignard à la ceinture et le pétrole au poing. *La Gazette de Nîmes*, royaliste, dont j'ai mis l'autre jour le rédacteur à la porte parce qu'il venait m'offrir de faire voter ses partisans pour moi, se trouve d'accord avec les modérés. Elle publie un plan, pas trop mal conçu, d'extermination du clergé. Il paraît que, tous les vendredis, je fais gras avec une dinde rôtie au feu d'un confessionnal incendié et que j'ai exprimé à plusieurs reprises le regret qu'on n'ait pas brûlé Notre Dame. Ce qu'il y a de pire, c'est que les radicaux sont exaspérés à la vue du succès relatif qu'ils ont obtenu. Ils déclarent qu'ils auraient eu une victoire éclatante, si j'avais voulu m'en donner la peine.»²⁶³

Partisan convaincu de la République depuis ses années d'étudiant, il resta fidèle à ses idéaux pendant toute sa vie, acceptant le régime républicain avec tous ses avantages et toutes ses faiblesses et conscient qu'il fallait de la patience pour l'affermir et le consolider. «Enfin, il ne

²⁶³Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 1^{er} mai 1876.

faut pas oublier que la fondation d'une République sincèrement libérale et démocratique implique une transformation radicale des mœurs et des institutions, et qu'un peuple, au milieu d'un tel effort n'est pas complètement libre de ses mouvements. Des erreurs ont été commises, des gaspillages surtout, mais il ne faut pas en juger d'après les critiques de la presse monarchique. Il ne faut pas oublier que l'absolue liberté de la presse que nous possédons, à pour effet de faire paraître beaucoup plus graves des erreurs ou des illusions, fâcheuses sans doute, mais inévitables. Nous changeons un peu trop souvent de ministres, mais on finira bien par s'y habituer. En somme je ne crois pas qu'on trouve dans le monde entier un pays où la liberté, la sécurité et le bien-être soient aussi grands. Cela ne veut pas dire que je sois fanatique de tout ce que l'on fait, et il arrivera sans doute souvent de me répandre en doléances, mais je crois qu'il faut toujours conserver cette conviction fondamentale: La République démocratique est encore le seul gouvernement possible.»²⁶⁴

Il suivait la politique de près et était même parfois tenté d'y participer activement. Aux élections de 1885, il avait même songé à une candidature à l'Assemblée nationale sur la liste des républicains modérés, avant d'y renoncer suite à des désaccords personnels. Son mandat de conseiller municipal à Bordeaux fut donc sa seule expérience pratique.

A partir de 1871, il soutint activement les républicains dans leur lutte contre la majorité monarchiste à l'Assemblée nationale élue à Bordeaux en février 1871, après la guerre franco-prussienne. Il signalait avec satisfaction à son ami Pinkas chaque victoire dans les élections partielles. Son républicanisme radical était perceptible dans ses cours de

²⁶⁴Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 22 mai 1887.

lycée. Parmi les hommes politiques français, Denis admirait par dessus tout Léon Gambetta, républicain d'abord radical, puis de plus en plus modéré. Malgré tous les doutes que lui inspiraient ses diverses manœuvres tactiques, Gambetta représentait pour lui le seul homme d'Etat à la hauteur des exigences de son temps.

En dépit de ses nombreux griefs contre eux, Denis restait partisan des républicains modérés qu'il considérait comme sa famille politique. Il soutenait ainsi la laïcisation de l'enseignement réalisé par le gouvernement Jules Ferry. Bien qu'il ne partageât pas toujours les opinions de celui-ci, à sa mort, il lui rendit cet hommage sans équivoque: «Les hommes qui nous gouvernent manquent trop souvent des qualités de direction: le sang-froid, le sentiment de leur responsabilité, le courage, la fidélité à leurs amis. A ce point de vue, nous regrettons vivement la perte de Jules Ferry.

Je m'étais séparé de Ferry dans diverses circonstances. Je lui reprochais d'avoir essayé un rapprochement avec l'Allemagne, qui, dans son esprit, n'impliquait, j'en suis sûr, aucune abdication, mais dont je redoutais les suites avec une population aussi oublieuse et pacifique que la nôtre. A l'intérieur, je blâmais les ménagements qu'il gardait volontiers contre les hommes qu'il paraissait combattre le plus vivement. Mais il est certain qu'il avait, au plus haut degré le sentiment des devoirs du gouvernement. Eloquent, sincère, profondément dévoué aux idées républicaines et au progrès. J'eusse désiré le voir former un parti modéré qui eût alterné aux affaires avec un parti Pelletan. Sa mort prématurée laisse un grand vide.»²⁶⁵ Irrité par la médiocrité, la corruption et le clientélisme de la vie politique française de l'époque, il succombait de

²⁶⁵ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 20 mars 1893.

temps en temps à la mélancolie, lorsqu'il voyait la France divisée par des querelles de partis qui l'amenaient à douter des capacités du pays affronter, dans ces conditions, affronter une Allemagne toujours plus puissante.

Son jugement rationnel et critique ne se laissa entraîner ni par la campagne démagogique du général Boulanger au cours de la deuxième moitié des années 1880, ni par le scandale de Panama, qui compromit une partie des sommités économiques et politiques de la France d'alors. Il considérait l'affaire de Panama comme un cas volontairement gonflé par les ennemis de la République:

«Cette histoire de Panama est surtout une machine montée par des réactionnaires et des boulangistes qui cherchent à se venger de leurs échecs. La plupart des hommes politiques qui s'y trouvent compromis, sauf quelques pleutres, comme Baïhaut, sont surtout des naïfs. Ce qui leur manque, c'est avant tout l'habitude de prévoir les pièges qu'on leur tend et de se méfier des coups qu'on leur prépare. Le pays ne se laisse en général pas prendre aux indignations de délateurs véreux tels qu'Andrieux et consorts. Ajoutez à cela que les ressources financières ont été en réalité très peu atteintes par l'entreprise. On trouverait sans doute quelques personnes qui ont été ruinées par la Compagnie, mais elles sont peu nombreuses. L'épargne française est très prudente, très timide même. Quand l'affaire a été lancée, elle a agi comme agissent nos catholiques: il est possible qu'il y ait un Dieu, et il est bon de ne pas se fermer les portes du paradis, mais il ne faut pas sacrifier à cette chance coûteuse, les agréments de la vie. On a pris quelques titres, pour ne pas se préparer de regrets si le succès répondait à celui de Suez, mais en quantité restreinte.

Les gens qui mettent toute leur fortune à la loterie sont très rares chez nous. L'affaire a mal tourné, c'est ennuyeux, mais cela n'a surpris personne – sauf quelques naïfs. On n'a pas l'habitude de se désespérer parce qu'on n'a pas gagné le gros lot! Depuis lors, beaucoup d'événements sont survenus: l'exposition, le voyage de Cronstadt, les quelques centaines de millions qui ont été dissipés sont reconstitués. On ne trouverait en France aucune rancune sérieuse contre de Lesseps, mais cette rancune serait nécessaire pour que l'œuvre de haine des réactionnaires ait quelque chance de succès.»²⁶⁶

En effet, il ne voyait que trop bien la confusion des nationalistes du type du général Boulanger, manipulés en coulisse par les ennemis du régime républicain. En pleine campagne boulangiste, il gardait confiance à la République. «Il est probable que nous aurons des moments difficiles à passer, mais je ne crois pas que la situation soit désespérée. Si la Chambre se décide à voter le budget sans trop de chamailleries, on oubliera un peu la politique au milieu des fêtes du Centenaire et l'apaisement se fera au profit de la République. Je suis convaincu que, lorsque vous aurez passé quelques temps en France, vous reconnaîtrez que tout le temps n'a pas été perdu. La liberté est absolue, le bien-être est grand et au milieu des déclamations, tout le monde en a une obscure conscience. On ne se décidera pas sans y regarder à deux fois avant de tout remettre en question. Remarquez que les instincts conservateurs et les idées libérales ont le même intérêt à conserver la forme républicaine. Je sais bien que toutes les folies sont possibles et qu'il suffit d'un moment de délire pour tout emporter. Mais les fous eux-mêmes ont une lucidité limitée. J'aurais préféré pour ma part qu'on ne fit pas de procès.

²⁶⁶ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 20 mars 1893.

Cependant je suis obligé de constater une certaine détente depuis que Boulanger n'est plus là, et son influence diminuera encore quand il aura quitté la Belgique. Les lois de la physique sont applicables à la politique, peut-être plus que celles de la morale.»²⁶⁷

S'il avait personnellement de l'estime pour le poète et homme politique nationaliste Paul Déroulède, il refusait l'aventurisme amateur avec lequel celui-ci tentait de s'emparer du pouvoir. Denis rejetait par principe le populisme nationaliste et antiparlementaire, même si ses représentants insistaient sur l'objectif d'une revanche contre l'Allemagne et du retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France, qui représentait pour lui une priorité politique.

Il écrivit à Pinkas: «A ce propos, ne vous laissez pas tromper, mon cher ami, par le nationalisme. Soyez bien convaincu que je n'ai pas changé d'opinion et que, si nous avons la moindre chance d'avoir la victoire, je n'hésiterais pas à désirer la guerre. Je vais même plus loin: j'accepterais la guerre si seulement nous pouvions être suivis par l'opinion publique. Malheureusement, il n'en est rien et les nationalistes le savent aussi bien que nous. Il y a la quatre ou cinq fous pour lesquels j'ai quelque sympathie, Déroulède ne tête, mais les autres sont simplement des fumistes ou des arrivistes. La première chose qu'ils feraient en arrivant au pouvoir, serait de rechercher les bonnes grâces de l'Allemagne.»²⁶⁸

Dans l'affaire Dreyfus, il se rangea du côté des partisans de l'innocence de l'officier juif, accusé d'espionnage en faveur de l'Allemagne et condamné par la suite dans un procès inéquitable. Non

²⁶⁷ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 20 mai 1898.

²⁶⁸ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 28 septembre 1900.

pas certes qu'il eût une sympathie spéciale pour Dreyfus, au contraire. Denis gardait quelques préjugés contre les Juifs, mais détestait cet antisémitisme primaire et vulgaire qui risquait de miner les bases de la République laïque.

«Cette Affaire Dreyfus est déplorable, déclara dans une lettre à Pinkas. Je suis disposé pour ma part à croire que Dreyfus est bien nettement coupable, mais il n'en demeure pas moins vrai que le procès a été mal conduit, que le gouvernement a fait preuve depuis le commencement jusqu'à la fin de faiblesse et d'indécision, et que les esprits sont profondément troublés. Vous savez, mon cher ami, que je n'aime pas les Juifs. Mais d'autre part, il me paraît odieux et redoutable de voir réveiller les passions confessionnelles. Une des conquêtes que je croyais le mieux assise de la Révolution se trouve menacée, et une fois la porte ouverte, il n'y a aucune raison pour s'arrêter.»²⁶⁹

Il était pour lui inadmissible pour lui que la République condamnât qui que ce soit à partir de preuves trafiquées. «Je n'ai aucune sympathie personnelle pour Dreyfus et Picquart: je ne sais pas si Dreyfus est innocent ou non; mais il est aujourd'hui démontré que des irrégularités monstrueuses ont été commises dans le procès, que l'état-major était poussé par des passions odieuses, et Méline, qui ne pouvait pas ne pas le savoir, s'est rendu coupable d'un véritable crime en ne révélant pas aussitôt les abus et en ne poursuivant pas immédiatement la réparation. Eh! bien, j'ai entendu l'autre jour de mes propres oreilles, un Conseiller à la Cour, que vous connaissez, je crois, dire: "Quoiqu'il arrive, il faut que la sentence soit maintenue." Quand les consciences sont faussées à ce point, il est nécessaire qu'on avise, si on ne veut pas

²⁶⁹Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 8 février 1898.

courir à la ruine. Je crois que c'est aussi l'opinion générale des républicains, et c'est parce que le parti s'est reconstitué, qu'un calme relatif est revenu dans les esprits. La lutte n'est pas terminée, mais nous sommes sûrs de ne pas trouver contre nous la plupart des hommes avec qui nous étions habitués à combattre.»²⁷⁰

Il était également dégoûté par les politiciens d'extrême droite et les journalistes qui tiraient de cette affaire un capital politique. Il est à remarquer que Denis ne se laissa pas convaincre par l'argument de la défense de l'honneur de l'armée, prônée par un bon nombre d'intellectuels qui s'opposaient à la révision du procès Dreyfus et afin de ne pas rendre publiques les intrigues et les illégalités commises par des dignitaires militaires haut placés, attitude que partageait par exemple le prédécesseur de Denis à la Sorbonne, Alfred Rambaud. Ce dernier vécut lui-même un rapide désenchantement. Après que les partisans de Déroulède eurent saccagé la statue de son mentor politique Jules Ferry, Rambaud se sépara d'eux et devint la cible des attaques sans scrupules de leurs journaux.

Concernant la politique européenne, Denis s'intéressait avant tout au monde slave qui lui était le plus familier. Il n'avait pas la moindre illusion sur la Russie tsariste, dont il critiquait dès les années 1870 la politique ambiguë vis-à-vis des Slaves balkaniques. Il condamna avec une intransigeance particulière la pression brutale et inefficace du gouvernement tsariste sur la Bulgarie dans les années 1885–1886 et se prononçait aussi vigoureusement l'oppression de plus en plus exacerbée des Polonais, notamment au début du 20^e siècle, lorsque la politique officielle russe mit pratiquement fin à toute chance d'entente sur la base

²⁷⁰Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 27 mars 1899.

de la politique néo-slave que soutenait Denis. Le regard qu'il portait sur la Russie était cependant complexe. Denis, qui n'avait jamais un russophile convaincu, voyait clairement le cynisme de l'impérialisme russe, qui abusait du désir des Slaves des Balkans de s'affranchir de la tutelle ottomane.

Il manifesta cette opinion déjà dans les années 1877–1878 en commentant ainsi la politique russe vis-à-vis des Slaves des Balkans. «Il est probable que les derniers événements ne laisseront pas que d'augmenter les préventions que je vais rencontrer. Il me paraît à peu près évident en effet que le traité de San Stefano a soulevé presque partout ici les mêmes inquiétudes, et ces inquiétudes, je ne puis m'empêcher de les partager dans une certaine mesure. On marche vers un démembrement de la Turquie: je ne suis pas devenu turcophile, mais j'ai peur que la nouvelle construction ne soit pas plus habitable que l'ancienne.

Il est des plus regrettable que la Serbie ait été si malheureuse dans sa première tentative. J'aurais préféré voir les Slaves du sud s'affranchir eux-mêmes, conserver leur individualité et ne pas se confondre dans l'empire Russe. Le panslavisme, oui; mais non le panrussisme. Et encore, si la Russie avait tout, mais la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche. Les Hongrois valent-ils beaucoup mieux que les Turcs? Ils sont plus habiles, peut-être, plus redoutables à coup sûr. En un mot, c'est moins un affranchissement des Slaves qu'un partage de la Pologne.»²⁷¹

Le scepticisme de Denis persistait dans les années 1885–1886, et fut renforcé par la deuxième crise balkanique provoquée par l'annexion de la Roumélie orientale par la Bulgarie. La Russie, outrée par l'action

²⁷¹Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 14 mai 1878.

trop indépendante d'un Etat quasiment vassal avait alors obtenu par ses pressions l'abdication immédiate du duc Alexandre Battenberg. Dans une lettre de cette époque, Denis refroidissait l'optimisme de Pinkas: «Une des raisons qui ont aussi retardé ma lettre, ce sont les événements de Bulgarie. Autant que je le devine par quelques journaux, vous avez accueilli avec joie la chute d'Alexandre. Il me semble cependant que la question est discutable. Je ne suis pas, vous le savez, russophile ou anglophile, je ne suis pas même magyar, je ne puis cependant m'empêcher d'être choqué de l'attitude de la Russie. Il est bien difficile, même pour ses partisans les plus décidés, de comprendre et de justifier ces procédés qui nous paraissent par trop asiatiques.

Sans parler de l'appui qu'elle a toujours prêté à l'Allemagne, nous avons déjà trouvé qu'elle avait eu une singulière façon de remercier la Roumanie, qui lui avait cependant rendu un réel service, qu'elle en prenait très à son aise avec la Serbie, qu'elle réduisait presque à se jeter dans les bras de Bismarck et de ses représentants à Vienne; les derniers événements n'ont fait que rendre plus vif ce sentiment d'incertitude et de gêne. Que la réunion de la Roumélie et de la Bulgarie ait causé à Saint-Petersbourg un si vif mécontentement, c'est ce qui a paru difficile à comprendre. On en revient en somme à cette opinion, c'est que la nation est généreuse, qu'elle a, à un degré très élevé la conscience slave, mais qu'elle est singulièrement trahie par son gouvernement. Seulement, il n'est guère possible de séparer un peuple des chefs qui le mènent.»²⁷²

Comme la majorité de ses compatriotes, Denis saluait dans la Russie un nouvel allié de la France, qui pourrait briser son isolement dans la perspective de la guerre future contre l'Allemagne. C'est pour

²⁷² Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 4 octobre 1886.

cette raison qu'il refusait les attaques antirusses dans la presse, susceptibles selon lui d'affaiblir cette alliance. Denis ne sous-estimait pas la gravité des désaccords entre les Russes et les Polonais.

En privé comme dans ses articles, il fustigeait les cas les plus criants d'oppression des Polonais dans l'Empire tsariste. Pourtant il souhaitait un rapprochement polono-russe. Dans le but de rapprocher les Polonais à la cause slave, il accepta la présidence du Comité Mickiewicz qui avait pour le but l'installation de la statue du poète à Paris: «Vous savez pourquoi j'ai cependant accepté la présidence du Comité Mickiewicz. Il est probable que vous n'avez pas non plus une grande sympathie pour le Kolo²⁷³, et vous connaissez aussi mes sentiments à ce sujet. Mais il m'a paru nécessaire de reprendre l'idée du néoslavisme. Oh! Je sais bien que les Polonais oublieront vite et que nous ne triompherons pas facilement de préjugés enracinés. Est-il complètement inutile cependant, que pendant une minute, les mains se soient rapprochées et que les cœurs aient communié?»²⁷⁴

C'est pour cette raison qu'il appelait de ses vœux la «politique néo-slave» qui avait pour but d'écarter les conflits existants. En 1912 et 1913, il rencontra plusieurs fois le représentant de ce courant dans la politique tchèque, Karel Kramář, pour connaître ses opinions sur la situation contemporaine en Europe et aussi son avis sur l'avenir de la monarchie danubienne. Kramář profita de ses séjours à Paris pour discuter avec les hommes politiques français. Pourtant, Denis ne surestima pas trop l'importance de ces négociations: «Le passage de Kramář a laissé à tous la meilleure et la plus durable impression, mais quelque durable qu'elle

²⁷³ Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 7 mars 1905. Kolo-le groupe des députés polonais au parlement de Vienne.

²⁷⁴ Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 12 avril 1912.

soit, elle finira nécessairement par s'effacer. Il me disait lui-même: "Nous ne sortons pas assez de chez nous". Et c'est parfaitement vrai.»²⁷⁵ Il fut acquis par sa politique néoslaviste. Il a voulu en profiter pour réaliser son vieux rêve et fonder une revue slave à Paris. Il en informa son ami Ladislav Pinkas: «Je vous ai déjà entretenu, je crois, de mon désir de fonder une Revue Slave, pour laquelle je voudrais prendre pour type la *Revue Politique et Parlementaire*. Voulez-vous, je vous prie, à l'occasion, en parler à Hantich et lui dire si vous pensez que je pourrais obtenir une subvention de la Ville de Prague. Il faudrait que ce fût en quelque sorte l'organe du "néoslavisme"».

Le développement des relations russo-polonaises dans les années 1910 lui causa le désenchantement. «Les Polonais sont prêts à tout sacrifier pour obtenir la moindre satisfaction d'intérêt; le gouvernement russe suit une politique idiote et la nation russe ne vaut pas mieux que son gouvernement. Les idéalistes comme Kramář sont naturellement condamnés à ne rencontrer que déboires et ingratitude.»²⁷⁶

Il craignait le affaiblissement de la Russie pendant la guerre russo-japonaise la Révolution de 1905. «Nos amis ne font que des sottises. Il semble bien que le gouvernement russe soit au-dessous de tout, et il n'est pas possible que la situation se maintienne; et d'autre part, que peuvent donner des réformes, sinon une dislocation de l'Empire! En soi-même ce ne serait peut-être pas un mal, et Bakounine ou Herzen n'avaient pas si grand tort, quand ils songeaient à une confédération qui morcellerait cet état trop massif et trop vaste. Seulement je ne vois pas bien comment se constituerait une fédération pareille sans guerres civiles; et pendant ce

²⁷⁵ Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 20 mars 1913.

²⁷⁶ Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 5 janvier 1909.

temps, l'Allemagne est maîtresse du monde!!!»²⁷⁷ Pour cette raison il fut partisan de la politique de fermeté pratiqué par le régime tsariste tout en gardant ses doutes.

Il écrivit à Ladislav Pinkas: «Voyez ce qui se passe en Russie! Certes, vous avez bien raison, une fois la guerre engagée, il fallait la soutenir à tout prix, et la seule politique sensée et courageuse était celle de Plehve. Mais qu'est-il arrivé? Il a été mollement soutenu par les princes, il a été trahi par ses agents, il a été renié par l'opinion. Quand il a été assassiné, il n'y avait qu'une seule chose raisonnable: le remplacer par un ministre analogue, susciter un Katkof, réveiller le patriotisme moscovite, prêcher la guerre sainte et dire aux Polonais: "Si vous bougez, nous brûlons Varsovie". Mais le Tsar était-il assez convaincu pour donner cet ordre? Aurait-il trouvé des ministres pour le contresigner et des soldats pour l'exécuter? Tout est là. C'est ce que nous nommons la force des choses, la résistance des consciences, la révolte des volontés.

Aujourd'hui encore, je crois que le Tsar devrait continuer la guerre et la pousser jusqu'à la victoire. Mais le veut-il? S'il n'est pas décidé à aller se mettre lui-même à la tête de son armée, qu'il en finisse, car à prolonger la lutte sans conviction, personne d'autre que l'Allemagne n'a à y gagner.»²⁷⁸

L'année 1895 représenta pour Denis un tournant fondamental. Rambaud, byzantinologue et slavisant, spécialiste de l'histoire russe et professeur à la Sorbonne, optait définitivement pour la carrière d'homme politique professionnel. Alfred Rambaud connaissait Denis depuis les

²⁷⁷Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 7 juillet 1907.

²⁷⁸Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 6 mai 1909.

années 1870. Ils s'étaient rencontrés pour la première fois à Prague en 1872, lors d'un voyage d'études de Rambaud en Russie.

Né en 1842, Rambaud était de peu l'aîné de Denis. Tous les deux avaient eu, malgré leur différence de personnalité, un destin semblable. La défaite de 1870 avait amené Rambaud de l'histoire de Byzance vers l'étude du monde slave. Dans son cas, il s'agissait de la Russie, où il fit un séjour de trois ans comparable à celui de Denis à Prague. Dans les années 1870, il connut des problèmes similaires à ceux de Denis. Envieux, ses collègues à l'université de Nancy l'accusaient de radicalisme, voire de sympathies envers la Commune. Contrairement à Denis, Rambaud était un homme ouvert et communicatif et ses conférences étaient abondamment fréquentées.²⁷⁹

Rambaud trouva en Denis un collaborateur à son Histoire générale dont il était coéditeur avec son collègue Ernest Lavisse. Cette synthèse de l'histoire mondiale influença toute une génération de lecteurs. Denis fut l'auteur des pages consacrées à l'histoire des peuples slaves, ainsi que des Hongrois et des peuples baltes. Redoutant ses opinions peu conventionnelles, les éditeurs confièrent le développement de l'histoire autrichienne à un autre spécialiste, Louis Eisenmann. En 1895, Rambaud décida de briguer un siège de sénateur à Besançon, sa ville natale et fut élu de justesse. L'année suivante, il était nommé ministre et s'investissait totalement dans la vie politique.

Un poste de professeur se libéra ainsi à la Sorbonne et c'est précisément Denis qui y fut nommé, sur recommandation de Rambaud. La nomination n'était que provisoire, pour la durée du mandat de Rambaud, c'est-à-dire jusqu'en 1902. Mais lorsque fut interrompue la

²⁷⁹Pour Rambaud voir Archives Nationales, dossier F 17 25893 et *ibid.* Papiers Rambaud 81 AP.

carrière politique de ce dernier, par une défaite électorale, sa santé ébranlée ne lui permit plus de reprendre sa carrière universitaire. La position d'Ernest Denis à la Sorbonne devint définitive en 1906: après le décès de Rambaud, il fut nommé professeur ordinaire.²⁸⁰

Cette nomination, même provisoire, était pour Denis la réalisation du rêve de sa vie. Il partait de Bordeaux avec des sentiments mitigés. Pendant les neuf ans passés à l'université, il s'était intégré dans son milieu et s'était fait de nombreux amis. Sa famille non plus ne déménageait pas de gaîté de coeur. Le désir d'intégrer le centre de la vie culturelle et scientifique finit néanmoins par prévaloir.

C'est à Paris qu'il acheva sa *Bohême après la Montagne Blanche* parue en 1903. Outre l'histoire tchèque, Denis s'intéressait également à l'histoire de l'Allemagne au 19^e siècle, sujet sur lequel il publia une monographie en trois volumes. En revanche, Denis ne fut pas un grand partisan de la coopération entre la municipalité de Prague et celle de Paris qui fut dominée par la droite nationaliste et antiallemande. Il détesta aussi l'atmosphère agitée et les vaines déclarations, propres à ce genre d'entreprises.

Il écrivit à Pinkas: «La visite de votre Municipalité a été, à mon sens, plutôt manquée. Vous avez pourtant chez vous pas mal de gens qui connaissent assez bien les choses et qui pourraient être, je crois, d'utiles conseillers. Je n'ai vu que trop rapidement Hladík pour oser avoir sur lui une opinion très ferme, mais il m'a paru intelligent, et il a un certain sens des procédés qui conviennent à une démocratie. On se trompe gravement en croyant que nous en sommes toujours au général Boulanger. Je suis persuadé que si votre Conseil, au lieu de consacrer son argent à des

²⁸⁰Archives Jacqueline Le Monnier, lettre de candidature du 15 février 1906.

manifestations sans portée, songeait à nous envoyer de temps en temps un étudiant, les résultats seraient sans doute moins bruyants – et encore, on a si peu parlé de cette visite – mais beaucoup plus réels.»²⁸¹

En 1906, il accepta, en plus de sa charge à l'université, un poste d'examineur à l'école militaire de Saint-Cyr, avant tout pour des raisons pécuniaires (les frais de scolarité pour ses enfants augmentant au fur et à mesure que ceux-ci grandissaient), mais aussi parce qu'il considérait l'éducation des jeunes officiers comme une contribution à la lutte contre l'Allemagne. «J'aurais été bien heureux de pouvoir passer quelques temps avec vous au bord de la mer; mais je crains bien que ce beau plan ne soit irréalisable. Je vais, en effet, -très probablement- être nommé examinateur pour l'entrée à l'Ecole de Saint-Cyr. J'ai accepté pour deux raisons, matérielle et morale.

1) le supplément de traitement est appréciable, ce qui n'est pas sans importance à une époque où les enfants sont dans la période la plus ruineuse de leur existence

2) je ne tenais pas à ce que l'examen soit confié à quelque jeune collègue, qui sous prétexte de combattre la réaction, ferait de l'internationalisme.

Mais c'est une corvée assez rude: de juillet à septembre je vais ainsi être condamné à interroger 7 à 800 candidats et à parcourir la France entière. Voilà, du coup, mes vacances supprimées. Je serai, d'après le programme, délégué pour 3 ans, et c'est donc remettre à bien loin l'exécution de tout projet. A voutez que la société capitaliste a de mauvais côtés.»²⁸²

²⁸¹Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 15 juin 1902.

²⁸²Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 13 février 1905.

Ses activités multiples l'épuisèrent. Lorsque son ami Renard lui demanda de prendre une charge dans la Société pour l'Histoire de la Révolution de 1848, Denis se plaignit: «Mon pauvre ami, comme tu tombes mal! Je suis fini, usé, je n'en peux plus, je pense à donner ma démission à la Sorbonne, tu vois comme je suis capable d'accepter un poste d'action.»²⁸³

A Paris, il put faire la connaissance de personnalités tchèques et suivre ainsi de plus près l'activité dans leur pays, comme Jindřich Hantich, professeur à l'académie de commerce et propagateur infatigable de l'amitié franco-tchèque, qui devint son ami et entretint avec lui une correspondance assidue interrompue seulement pendant la guerre, jusqu'à sa mort en 1919. Après la disparition de Soběslav Pinkas en 1901, Hantich devint l'un de ses amis les plus proches. Denis l'appréciait beaucoup, tout en lui reprochant de disperser ses efforts en faisant trop de choses à la fois, ce qui privait son travail de la profondeur nécessaire.

Il rencontra également à l'Université de Paris, les représentants de la jeune génération de la vie scientifique tchèque, Ladislav Hoffmann, qui allait bientôt prématurément décéder, puis le jeune romanisant Hanuš Jelínek, futur gendre d'Alois Jirásek. Si le jeune savant ne lui plut pas beaucoup (il le trouvait «trop cosmopolite et peu intelligent»), comme il l'écrivit à Pinkas), il finit avec le temps par le prendre en considération et lui apporta un grand soutien dans son difficile travail de propagande de la littérature tchèque en France. Parmi les Tchèques de Paris ce fut surtout Vlastimil Kybal qui a influencé le plus le vieux historien. Kybal qui d'ailleurs failli devenir le gendre de Denis fut le représentant d'une autre génération qui ne partagea pas ses visions d'histoire. «J'ai peur de

²⁸³Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499.

ne pas m'être très bien expliqué dans l'affaire de Kybal. Vous avez pu supposer que je lui en voulais, ou que, du moins, j'avais quelque irritation contre lui. Rien de plus éloigné de ma pensée. J'estime au contraire que Kybal a rempli sa mission et qu'il a fait son devoir. Où en serions-nous si les jeunes n'avaient d'autre pensée que de ménager leurs aînés et que deviendrait la science si les méthodes ne se perfectionnaient pas.

Non, ce qui m'a attristé, c'est que le plus souvent, je suis d'accord avec lui. Il s'est produit chez moi une évolution qui met en conflit mon esprit et mon sentiment. Comme professeur, j'ai été amené à enseigner à mes étudiants les procédés nouveaux, à leur recommander la précision et la rigueur, à les mettre en garde contre le sentimentalisme. Mais ces procédés, auxquels ma raison se rallie, ne satisfont pas mon imagination et mon goût. Je suis comme le vieux Rossini qui sentait la supériorité de la musique nouvelle, mais qui n'en était pas touché et pénétré. Il se consolait en préparant un plat de macaroni-en quoi il était passé maître, – et moi, je me console en interrogeant de futurs officiers.»²⁸⁴

Le tournant du siècle fut pour Denis une période ambivalente. Il lui apporta succès et déceptions. Le succès indubitable fut l'attribution en 1905 du poste de professeur ordinaire à la Sorbonne dont il avait rêvé toute sa vie. Deux ans auparavant, il était devenu chevalier de la Légion d'honneur. Cette distinction signifiait pour lui la pleine reconnaissance de son travail. En 1906 parut le dernier volume de son œuvre sur l'Allemagne.

²⁸⁴Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 8 avril 1909.

Il fut le fondateur, en 1909, de l'Association franco-slave, dont l'objectif était d'approfondir la coopération culturelle et scientifique avec les peuples slaves.

En 1911, il effectua un long voyage à travers les pays slaves, le premier depuis de nombreuses années. Par l'Italie du Nord, il arriva en septembre à Zagreb. De là il partit pour Ljubljana et Rijeka. Après avoir ensuite longé la côte dalmate, il visita également Cetinje dans le Monténégro, et, finalement, après une escale en Bosnie-Herzégovine, il arriva à Belgrade. La problématique des Slaves du Sud l'attirait, en particulier depuis la crise de 1908, année où l'annexion austro-hongroise de la Bosnie-Herzégovine avait rendu imminent le danger d'une guerre contre la Serbie.

A partir de ce moment, Denis devint un grand partisan des Slaves du Sud en général et de la Serbie en particulier. Avec Emile Haumant, son collègue de l'Université et gendre d'Alfred Rambaud, il défendit dès lors inébranlablement les positions serbes.-Il devait mettre à profit les connaissances acquises au cours de son voyage lorsqu'il publia pendant la guerre un écrit tendancieux intitulé *La Grande Serbie*, où il résumait brièvement l'histoire du territoire des Slaves du Sud et exposait sa visions de leur avenir.²⁸⁵ Pourtant, Denis ne se faisait pas d'illusions sur la capacité des Serbes à s'opposer avec efficacité à l'Autriche-Hongrie. La même année, il visita également la Pologne et la Russie.

Nous avons déjà signalé que le nouveau siècle apporta également à Denis des moments tragiques et des déceptions. Il fut profondément frappé par la mort de son fils André, décédé accidentellement sous les roues d'un train dans une gare parisienne. Denis était également déprimé

²⁸⁵DENIS Ernest, *La Grande Serbie*, Paris 1915.

par la situation économique et sociale au début du siècle. Trente ans s'étaient écoulés depuis la guerre franco-prussienne et rien ne faisait pressentir le jour de la revanche souhaitée par Denis. Tout se compliquait, de nouveaux courants spirituels et esthétiques se profilaient, le pacifisme devenait à la mode. De même que nombre de ses compatriotes, il suivait avec inquiétude l'évolution politique en Europe et les crises qui la rythmaient, et il se demandait si la France serait prête au conflit avec l'Allemagne, inévitable selon lui. Le monde changeait, de nouvelles générations grandissaient, que Denis comprenait de moins en moins.

Les luttes liées à la séparation de l'Etat et de l'Eglise ne l'intéressaient que très faiblement. Il voyait l'avenir du monde ailleurs, chez les socialistes. «Les anciens partis sont usés, et chaque année, le fait d'appeler au scrutin des jeunes gens qui n'ont jamais connu que la République, rend plus absurde l'hypothèse d'une tentative de réaction. La domination doit passer de plus en plus entre les mains des classes populaires et des socialistes. Sauront-ils se dégager de leurs vaines imaginations? Pour le moment, le malheur est qu'ils sont presque tous sous la domination de Marx. Cela passera. Pourvu seulement que ce ne soit pas trop tard. En attendant, nous sommes condamnés.»²⁸⁶

Son pessimisme augmentait avec l'approche rapide de la vieillesse avec ses infirmités et ses difficultés. Denis restait largement isolé également, dans le domaine de la science. En dépit de ses efforts pour la venue d'étudiants tchèques dans les universités françaises, il ne parvint pas à pousser plus loin la coopération franco-tchèque sur le plan scientifique.

²⁸⁶Musée de la littérature tchèque, fond Ladislav Pinkas, lettre du 14 mars 1906.

Denis pouvait observer la profonde influence qu'exerçaient sur la jeunesse intellectuelle tchèque les idées de Tomáš Garrigue Masaryk. Denis avait déjà connu Masaryk par le passé et avait lu avec l'intérêt sa Question tchèque. Il désapprouvait en revanche son approche dilettante et parfois instrumentalisée de l'histoire et déplorait qu'un sujet aussi important que l'interprétation de l'histoire de la Bohême au 19^e siècle ne fût pas réservé à un historien tchèque érudit en la matière. Par ailleurs, il reprochait à Masaryk et à ses partisans de ne pas apprécier à sa juste valeur l'apport français dans le fonds commun de la science et de la culture universelles. Il critiquait enfin chez Masaryk une certaine rigidité de principes.

Il écrivit à Jindřich Vančura, son traducteur, admirateur fidèle de Masaryk: «Masaryk est un prophète et les prophètes ont leurs disciples et vous en faites partie, mais ceux qui ne sont pas ses disciples le trouvent insupportable. Masaryk prescrit oracles, formules et axiomes, mais il n'y a pas d'axiomes.»²⁸⁷ Plus tard, sous l'influence de l'intervention publique de Masaryk dans le soi-disant procès de haute trahison et dans l'affaire de Friedjung, où il avait résolument attaqué la politique austro-hongroise dans les Balkans, Denis modifia quelque peu son opinion et envisagea de donner un cycle de conférences à l'Association franco-slave à l'occasion du 60^e anniversaire de Masaryk.

Il ne se doutait pas à ce moment que bientôt, il allait le connaître de beaucoup plus près qu'il ne pouvait l'imaginer.

²⁸⁷Cité selon VANČURA Jindřich, *Arnošt Denis*, Praha 1923, p. 234.

L'Intellectuel et la guerre

Au moment où éclata la Première Guerre mondiale, Denis était un homme âgé et souffrant. En janvier 1914, il avait fêté son 65^e anniversaire. Le conflit entraîna entièrement Denis dans le tourbillon de l'activité publique. Il s'était préparé psychologiquement à la guerre et son déclenchement soudain ne le surprit point. Les premières semaines de la guerre furent placées sous le signe de l'établissement de réseaux. Denis était alors une des rares personnalités d'importance à laquelle pouvaient s'adresser les Tchèques vivant en France, qui décidèrent presque immédiatement de prendre publiquement partie contre l'Autriche-Hongrie. Denis intervint avant tout auprès des autorités locales pour que les membres de la communauté tchèque de Paris ne soient pas internés en tant que ressortissants d'un pays ennemi. Sur sa garantie, la banque d'Indochine accorda un crédit aux Tchèques en état de nécessité. Il devint collaborateur des périodiques publiés par les Tchèques parisiens – *Nazdar* et *l'Indépendance Tchèque*. Dans un article, publié le 3 octobre 1914 dans le bulletin franco-tchèque *Nazdar* sous le titre *La résurrection tchèque*, il se prononça ouvertement pour la destruction de l'Autriche-Hongrie et pour la création d'un Etat tchécoslovaque indépendant.²⁸⁸ A la même époque, il devint président d'honneur de la Colonie tchèque de Paris. En janvier 1915, il participa à l'assemblée constituante du Conseil national, qui regroupait toutes les organisations de la diaspora tchèque à travers le monde. A cette occasion il prononça un discours intéressant, tout en gardant une certaine distance. Il salua les succès militaires de la Russie. Il fut persuadé que la guerre touchait à sa fin. Il émit toutefois un avertissement net à l'encontre de l'impérialisme russe. «La guerre

²⁸⁸Journal franco-tchèque *Nazdar*, le 3 octobre 1914.

actuelle est une lutte entre Germains et Slaves. La Russie a protégé son petit frère menacé, la Serbie. Je crains que la Russie victorieuse ne permette pas l'imprévoyance aux pays conquis, parce que cela éveillerait la méfiance de l'Angleterre. La guerre actuelle, c'est la défense des droits des nations. L'intervention de la Triple Entente est inévitable. J'espère que les tchèques libérés accorderont aux Allemands habitant certains régions des Etats tchèques des conditions supportables prouvant leur compétences des hommes d'Etat.»²⁸⁹

L'activité de la colonie tchèque était cependant entravée par les conflits personnels au sein de la direction. Les chefs de file des Tchèques parisiens étaient des personnalités d'envergure plutôt provinciale et leurs querelles intestines insignifiantes paralysaient leur action. Il devint clair pour Denis que le mouvement tchèque avait besoin d'une personnalité plus forte, dotée d'une vision politique plus large et en même temps d'une légitimité indubitable, pour représenter la cause tchèque à l'étranger.

A partir de l'automne 1914, il fut en contact avec Tomáš Garrigue Masaryk, alors professeur à l'université de Prague.²⁹⁰ La relation de deux hommes fut au début assez difficile. Denis même s'il était conscient de la force de la personnalité ne partageait absolument pas ses points de vue ses points de vue. Il écrivit dans une lettre à Pinkas: «Masaryk doit certainement avoir quelque valeur puisque j'ai vu des étudiants fanatiques de lui. Pour ma part, je le trouve aussi vaniteux que nul, c'est un sac gonflé de vent. Tous ces livres ne sont qu'un ramassis de ces demi-vérités qui sont plus dangereuses que des erreurs, parce qu'elles

²⁸⁹ LEVÉE Madeleine, *Les précurseurs de l'indépendance tchécoslovaque*, Paris 1936, p. 15.

²⁹⁰ MASARYK Tomáš Garrigue, *Světová revoluce. Za války a ve válce 1914-1918. Vzpomíná a uvažuje*, Praha 1925, p. 232.

sont plus difficiles à réfuter.»²⁹¹ Mais après avoir reçu la lettre de Masaryk, il s'est mis à sa disposition.

«M. Seton-Watson m'envoie votre lettre du 25 octobre. J'avais reçu déjà le 27 votre lettre de Rotterdam, dans laquelle vous me priez de vous télégraphier: Lettre reçue. J'ai naturellement télégraphié aussitôt. Je ne sais si mon télégramme vous est parvenu.

Je viens immédiatement d'écrire au Ministère des Affaires Étrangères et j'espère obtenir le sauf-conduit que vous désirez. Dès que j'aurai une réponse, je préviendrai M. Seton-Watson. Il va sans dire que je serais très heureux de causer avec vous et que je me mets à votre entière disposition pour tout ce qui pourrait vous être agréable ou utile. Je serai toujours très heureux de pouvoir servir la cause de la Bohême, et je considère comme un devoir de consacrer mes dernières forces à préparer à l'Europe un meilleur avenir.»²⁹² Il a aidé à organiser un rendez-vous de Masaryk avec le député Etienne Fournol. En somme Denis fut très déçu par la prudence des dirigeants tchèques envers la monarchie austro-hongroise, qu'il considérait comme lâche et opportuniste. Pour lui, les Tchèques n'étaient pas prêts à des grands sacrifices pour l'indépendance de leur pays.²⁹³

Parmi les Tchèques de Paris, il fréquentait surtout Rudolf Kepl, correspondant du quotidien *Národní Listy*. Mandaté par Masaryk, Kepl négocia avec lui la création d'une revue destinée à informer les lecteurs occidentaux de l'activité de la résistance tchécoslovaque anti-autrichienne. *Nazdar* et *l'Indépendance Tchèque* ne paraissaient que très

²⁹¹Archives du musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 13 mai 1896.

²⁹²*Le Monde Slave*, n. 3, 1928, p. 423-428.

²⁹³PAULOVÁ Milada, *Dějiny Maffie. Odboj Čechů a Jihoslovanů za světové války 1914-1918*, I, Praha 1937, p. 217.

irrégulièrement. Il était donc urgent de trouver un représentant de renom susceptible d'assurer à cette nouvelle publication une certaine audience auprès de la société française. Le choix se porta sur Ernest Denis. N'étant pas sûr de l'écho de la revue, celui-ci hésita longtemps. Des problèmes surgirent également lorsqu'il fallut de trouver le financement nécessaire. Ce n'est qu'au printemps 1915 que purent être rassemblés, grâce notamment aux Tchèques d'Amérique, les moyens pour le lancement de la nouvelle revue. Le premier numéro, tiré à 600 exemplaires, parut le 1er mai 1915. Ernest Denis en était le rédacteur en chef, mais une grande part du travail d'organisation était assurée par Rudolf Kepl.

Sous l'influence des mauvaises nouvelles venant de Bohême, Denis s'efforçait d'accélérer l'adoption par la représentation nationale tchèque d'une position ouvertement anti-autrichienne. De leur côté, les représentants français officiels attendaient, eux aussi, un engagement clair. C'est dans ce sens que s'exprima, s'adressant à la délégation des Tchèques de France, Etienne Fournol, membre du cabinet du ministre des affaires étrangères, et c'est dans ce but que, le 3 avril 1915, Denis organisa le voyage à Genève de Crkal, rédacteur de la revue *L'Indépendance Tchèque*. Ce dernier devait régler avec Masaryk les détails de la déclaration anti-autrichienne. Crkal rencontra également Jindřich Hantich, qui représentait à Genève la résistance intérieure. En mai 1915, Masaryk rencontra Denis pour la première fois. Hormis quelques questions d'organisation concernant la revue *La Nation Tchèque*, ils discutèrent également d'une éventuelle proclamation. L'acte le plus marquant de Denis, pendant la guerre fut le discours prononcé le 6 juillet 1915 à Genève en même temps que celui de Masaryk, à l'occasion du 500^e anniversaire de la mort de Hus sur le bûcher. Au cours

de l'assemblée solennelle organisée par le conseil municipal et par les Tchèques vivant à l'étranger, Denis rappela aux auditeurs, dans un discours enflammé, l'importance de la Réforme tchèque. Masaryk enchaîna par une brève déclaration, lue et corrigée préalablement par Denis, dans laquelle il affirmait que tout Tchèque connaissant son histoire doit se décider soit pour la réforme, idée tchèque, soit pour la Contre-réforme, d'essence autrichienne. Ces discours de Genève furent considérés comme une déclaration de guerre à l'Autriche. Les autorités autrichiennes lancèrent un mandat d'arrêt contre Masaryk. En raison de ses attitudes anti-autrichiennes et suite à des pressions du gouvernement, Denis fut exclu en décembre 1914 de l'Académie tchèque des Sciences. Les lettres qu'il avait adressées aux Tchèques furent confisquées par les organes de police. Jindřich Hantich, ami et collaborateur de Denis depuis plusieurs années, fut arrêté fin 1916 pour soupçon de haute trahison. Il fut libéré après une courte incarcération, mais la police autrichienne garda les lettres de Denis jusqu'à la fin de la guerre.²⁹⁴

Le discours de Denis à Genève fut sa principale et dernière intervention directe dans l'action de la résistance extérieure tchèque. Ses rapports avec Masaryk étaient fondés sur le respect mutuel plutôt que sur une sympathie profonde. Denis appréciait les activités de Masaryk comme représentant de la résistance tchécoslovaque à l'étranger, mais ses principes qui fondaient son action n'étaient pas les siens. Masaryk estimait Denis en tant qu'historien, publiciste habile et propagateur de intérêts de la résistance tchécoslovaque. Cependant, il voyait d'un œil réaliste le peu d'influence qu'avait Denis sur les autorités gouvernementales françaises. Le caractère querelleur de Denis et ses

²⁹⁴Sur les activités antiautrichiennes de Denis voir *Seznam a popis českých velezrádců*, Vídeň 1915, p. 29.

opinions souvent polémiques ne trouvaient pas toujours un bon écho auprès du groupe relativement restreint des spécialistes français de la problématique slave. D'autres slavisants apportaient à la résistance tchécoslovaque un soutien plus important, par exemple Paul Boyer, directeur de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes, qui créa pour Edvard Beneš un cours de civilisation tchèque dans son école. Sa fonction lui assurait en outre des contacts directs avec les milieux gouvernementaux. Autre exemple Louis Eisenmann, spécialiste en études slaves et hongroises, lecteur de hongrois avant la guerre à la Sorbonne qui, dans le cadre de son service militaire, dépouillait la presse ennemie et devint à ce titre une source inestimable d'informations pour Edvard Beneš, le chef de la résistance tchécoslovaque à Paris. Denis n'était pas non plus en très bons termes avec Milan Rastislav Štefánik qui, contrairement à lui, possédait une aisance sociale qui lui permettait de nouer facilement des contacts. C'est en tant que journaliste que Denis opérait en faveur de la résistance extérieure tchécoslovaque. Ses articles et comptes rendus occupaient une grande partie de presque chaque numéro de *La Nation Tchèque*.²⁹⁵ Son premier article dans *La Nation Tchèque* s'intitulait *Notre programme*.²⁹⁶ Il demandait sans équivoque la destruction de la monarchie austro-hongroise et la création d'un Etat tchécoslovaque. Cet Etat devrait être un pont naturel entre la Russie uni à la Pologne, la Serbie au Sud et les pays occidentaux. De plus, Denis avec le groupe de ses amis comme Emile Haumant, Paul Boyer et Louis Eisenmann conçurent l'idée d'organiser une série des conférences sur la Russie, la Bohême, la Serbie, la Bulgarie et la Pologne. Denis organisa

²⁹⁵ Sur les activités du Denis Journaliste voir par exemple MICHEL Bernard, Le rôle d'Ernest Denis et du journal *La Nation Tchèque* dans la naissance de la Tchécoslovaquie, In. *Les Relations entre Français, Tchèques et Slovaques, 1914-1918, Guerres mondiales et conflits contemporains*, n. 169, Paris janvier 1993, p. 121-131.

²⁹⁶ *La Nation Tchèque*, n. 1, le 1^{er} mai 1915.

lui même l'intervention de Masaryk à la Sorbonne le 22 février 1916.²⁹⁷

La coopération de Denis et ses collègues à la rédaction ne fut pas sans nuages. Denis entraînait régulièrement en conflit avec son collaborateur Rudolf Kepl. Parallèlement, il projetait de fonder avec des ressources russes une nouvelle revue intitulée *Revue Russe* ou *Revue Slave*, qui devait défendre les positions de la Russie. Denis pensait aussi attaquer les forces politiques antirusses dans les pages de *La Nation Tchèque*, mais Beneš lui manifesta nettement son opposition à ce projet. De tous ses articles qu'il publia, le plus important et aussi le plus nourri fut celui consacré aux Slovaques. S'appuyant sur les informations rassemblées avant la guerre par son élève Hélène Tourtzer (Turcerova) pour sa thèse, Denis attira l'attention des lecteurs français sur la problématique de ce peuple pratiquement inconnu en France.²⁹⁸ Masaryk appréciait cet œuvre et a posteriori, il considérait ce titre comme une contribution majeure de la lutte de l'émigration tchécoslovaque. Par ailleurs, Denis s'intéressait vivement aux Slaves du Sud, auxquels *La Nation Tchèque* consacrait une rubrique.

Avant la guerre, comme nous l'avons vu, Denis s'était pris d'affection pour les Slaves du Sud, et notamment pour les Serbes. Ceux-ci l'impressionnaient par leur résistance héroïque contre la supériorité numérique des armées allemande et austro-hongroise. Pendant la guerre, il fut en correspondance avec les intellectuels serbes réfugiés en France, en particulier avec l'ethnographe Jovan Cvijić. Sous l'influence de ce dernier, Denis fut sienne l'optique serbe dans la question macédonienne. Il considérait les Macédoniens comme Serbes, refusant les

²⁹⁷ *Le Monde Slave*, n. 22, le 15 mars 1916, p. 12.

²⁹⁸ TOURTZER Hélène, *Louis Stur et l'Indépendance slovaque 1815-1856*, Paris 1913; DENIS Ernest, *Les Slovaques*, Paris 1917.

revendications bulgares sur ce territoire. Cette position était partagée par son ami Emile Haumant.

Il avait de l'antipathie pour les Bulgares depuis leur entrée en guerre aux côtés des Empires centraux en octobre 1915. Son article *La Bulgarie et la diplomatie alliée*²⁹⁹ porte le sceau évident du chauvinisme anti-autrichien auquel Denis, tout comme une grande partie de l'opinion publique en France, succomba entièrement. Ces jugements apparaissent sous une forme encore plus exacerbée dans l'article *Physionomie morale des Bulgares*, où Denis invoque comme arguments les instincts de proie de la race turco-tatare qu'il croit retrouver dans cette nation, son trop long esclavage et même le caractère barbare de la classe politique bulgare.³⁰⁰ A cet égard, il se distinguait nettement des attitudes de Louis Leger et de Paul Boyer, que leurs compétences linguistiques et leur connaissance approfondie de la problématique, fondée sur leur expérience personnelle, empêchaient d'adopter des prises de position aussi simplistes.

Défenseur des droits serbes en Macédoine, Denis soutenait avec même ardeur les droits des Croates et des Slovènes face aux revendications italiennes. Ce problème devait extrêmement brûlant. L'Italie avait reçu des alliés la promesse, garantie par le protocole de Londres, d'obtenir des territoires étendus appartenant à l'Autriche-Hongrie. Il s'agissait entre autres de l'Istrie, de la Dalmatie et d'autres territoires occupés majoritairement par les Slovènes et les Croates. C'est à ce prix que l'Italie était prête à entrer en guerre au côté de l'Entente. Les ambitions territoriales italiennes se heurtèrent naturellement à la résistance des hommes politiques slaves émigrés de la monarchie austro-

²⁹⁹ *Le Monde Slave*, n. 23, le 5 novembre 1917.

³⁰⁰ DENIS Ernest, *Du Vardar à la Sotcha. La Serbie triomphante en 1912 et 1914*, Paris 1923, p. 152-158.

hongroise et réunis à Londres dans le Comité yougoslave.

Le Comité s'efforçait de répondre, par une propagande active, aux visées impérialistes italiennes. Ernest Denis soutenait, lui aussi, les revendications des Slaves du Sud. Il argumentait en leur faveur, données historiques et démographiques à l'appui, dans sa *La grande Serbie*, de même que dans ses articles.³⁰¹ Cependant, la France, ainsi que ses alliés, n'avait aucun intérêt à une escalade du conflit italo-yougoslave, voulant ménager, pour des raisons stratégiques, son partenaire italien. C'est ainsi que des passages entiers des articles de Denis furent victimes de la censure.

L'intérêt de Denis pour les Slaves du Sud n'arrangeait pas non plus les chefs de la résistance extérieure tchécoslovaque, qui cherchaient le soutien de l'Italie, jusqu'alors assez réservée. Štefánik et plus tard Beneš demandèrent à plusieurs reprises à Denis de modérer son soutien aux Slaves du Sud au nom des intérêts stratégiques de la résistance et de sa propagande. Celui-ci n'était cependant pas prêt à transiger sur ses positions. L'échange de vues décisif eut lieu le 4 septembre 1916.³⁰² Denis déclara nettement à Beneš qu'il ne saurait pas modérer ses attaques contre la politique italienne, car il ne pourrait jamais accepter la renonciation à la Dalmatie qu'il considérait comme beaucoup plus dangereux que le maintien de la monarchie austro-hongroise où la non-unification des Serbes. Denis voulait rester directeur souverain de la revue ou présenter immédiatement sa démission. *La Nation Tchèque* étant devenu l'organe officiel du Conseil national des Pays tchèques, sa position de rédacteur en chef était intenable, et Denis le comprenait bien. Malgré cela, Beneš ne voulait pas éliminer complètement Denis

³⁰¹DENIS Ernest, *La Grande Serbie*, Paris 1915.

³⁰²HÁJKOVÁ Dagmar - ŠEDIVÝ Ivan (eds), *Korespondence T.G.Masaryk-Edvard Beneš*, Praha 2004, p. 45.

craignant d'être taxé par les rumeurs d'ingratitude envers ce grand ami de la nation tchèque. Masaryk était entièrement d'accord avec lui sur ce point et voulait pour les raisons à la fois symboliques et sentimentales poursuivre la collaboration avec lui. Des changements étaient cependant nécessaires.

Au printemps 1917, les services de publication de *La Nation Tchèque* et *L'Indépendance tchécoslovaque* furent réunis. Beneš se chargea de leur organisation. Il acheta pour les deux périodiques une imprimerie dans la banlieue parisienne. A partir de ce moment, *La Nation Tchèque* devint une revue politique d'information qui exprimant exclusivement les positions du Conseil national tchécoslovaque à Paris. En même temps, une revue d'études slaves, appelée *Le Monde Slave*, était créée par Denis. Le premier numéro sortit le 1^{er} juillet 1917. En vertu des accords passés avec Beneš, Denis fut chargé de la ligne éditoriale de la revue. Il reçut de la part de Beneš 10000 francs pour le lancement, sous condition de respecter les intérêts de l'émigration tchécoslovaque.³⁰³ Un journaliste expérimenté, Robert de Caix, l'aida dans la publication. Outre le soutien des associations d'émigrés tchèques et slovaques, la nouvelle revue bénéficiait de l'aide substantielle du gouvernement serbe en exil et elle obtint même une subvention indirecte du gouvernement français. Sous la direction de Denis, *Le Monde Slaves* s'orientait avant tout vers l'histoire, l'économie politique, la géographie et l'histoire littéraire. Sa présence à la tête du *Monde Slave* ne signifiait pas cependant qu'il ait renoncé à sa collaboration avec *La Nation Tchèque*. Dans les derniers mois de la guerre, Denis y publia de nombreux articles sur le devenir des pays slaves, tout en attaquant

³⁰³ HÁJKOVÁ Dagmar - ŠEDIVÝ Ivan (eds), *Korespondence T.G.Masaryk-Edvard Beneš*, Praha 2004, p. 53.

duement les tentatives avortées de Charles, le dernier empereur Habsbourg, pour négocier une paix séparée.

Denis tenta de faire un projet de l'après guerre. Il savait que la guerre signifie le début de la grande réorganisation de l'Europe. En privée, il avait même les doutes envers la destruction possible de l'Autriche-Hongrie. Dans une lettre à Seton-Watson, il montra sa position de l'ordre européen de l'avenir.

«La question de l'Autriche-Hongrie me paraît assez difficile à résoudre. Voici les idées qui me sont venues.

Établir une confédération assez large, de manière à laisser à chaque diète une autorité fort étendue: n'accorder au Parlement central que l'autorité nécessaire pour les affaires militaires et étrangères, les chemins de fer et les postes. Comme il sera toujours impossible de suivre exactement les limites ethnographiques, établir par des lois constitutionnelles des garanties absolues pour les minorités; égalité absolue des langues, écoles et universités; supprimer tout ce qui peut ressembler à la domination d'une race sur l'autre; liberté religieuse complète; liberté de la presse et des associations. La Transylvanie rattachée à la Roumanie. La Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, une partie de la Croatie rattachée à la Serbie, et par conséquent exclue de l'Autriche. La confédération autrichienne se composera de:

1. Bohême, Moravie, Silésie, Slovaquie.
2. Provinces allemandes.
3. Hongrie, réduite aux pays réellement magyars. quatre parties:
4. Groupe yougoslave (Carniole, Sud de la Carinthie, partie de la Styrie, Istrie, partie de la Croatie). Trieste fera partie de ce groupe, mais sera port franc.

La Roumanie, accrue de la Transylvanie et d'une partie de la Bucovine, abandonnera à la Bulgarie la rive droite du Danube: la Bulgarie recevra de plus Andrinople et, s'il est possible, Cavala; la Serbie abandonnera sur la rive gauche du Vardar les territoires bulgares qu'elle a du temps de la dernière guerre.

La Grèce, en dehors de Cavala, obtiendra l'Épire du Sud. L'Italie recevra le Trentin italien et Valona.

Naturellement tout ceci est très schématique: il faut tenir compte d'intérêts très divers et de considérations multiples. Mais avec de la bonne volonté il n'est pas impossible, semble-t-il, de créer une situation tolérable. Les haines ethniques s'éteindront du jour où les exigences les plus essentielles seront satisfaites et où l'oppression disparaîtra partout.»³⁰⁴

La guerre radicalisa encore d'avantage les positions de Denis. Dans son livre *La Guerre*, il fut désormais partisan de la destruction de l'Autriche–Hongrie. En même temps, il prônait la destruction de l'empire ottoman pour faciliter ainsi la domination des puissances de l'Entente dans la Méditerranée.

L'activité de Denis pendant la guerre ne se limita pas à la seule propagation de la résistance tchécoslovaque et yougoslave. Dès le début du conflit, Denis se rangea parmi les savants français qui consacrèrent entièrement leurs connaissances et leur autorité à la défense de leur patrie, tel l'historien Ernest Lavisse, le sociologue Emile Durkheim, le germaniste Charles Andler, le médiéviste Joseph Bédier et tant d'autres. La guerre mondiale transforma sa façon de penser et d'écrire. La mort de son fils Jacques et de son gendre Bianconi sur le champ de bataille dès la

³⁰⁴ Archives de l'Institut Masaryk, Correspondance reçue, lettre du 15 mai 1915.

première année de la guerre l'ébranlèrent profondément et achevèrent la transformation d'un érudit universitaire, original mais toujours ouvert aux polémiques, en nationaliste dur, partisan d'une guerre menée jusqu'à la victoire finale et décisive, ennemi enragé de tous les efforts pour une paix de compromis avec l'Allemagne et ses alliés. La preuve est la préface de son livre *Allemagne et la paix* où il réfuta toute idée de la paix basée sur le compromis entre la France et l'Allemagne.

«Nos défaitistes ne désarment pas. Compromis et discrédités par leur imprévoyance et leurs faiblesses, ils cherchent à sauver le reste de leur influence en arrachant l'Allemagne aux mains vengeresses de nos soldats. Le bon sens public ne se laissera pas égarer par leurs sophismes criminels. Mais nous ne laissons pas nous lasser de dénoncer leurs manœuvres et de mettre l'opinion en garde contre leurs misérables intrigues.

A l'heure actuelle plus que jamais, il importe que nous ayons sans cesse présent à l'esprit le péril que nous avons couru et les méthodes sauvages par lesquelles nos ennemis ont déshonoré la guerre; que nous nous rappelions la dette sacrée que nous avons envers nos morts et nos devoirs vis-à-vis de l'humanité qu'il s'agit de libérer, une fois pour toutes, des entreprises d'une race sans honneur et sans foi.

L'Allemagne ne croit qu'à la violence et n'a d'autre dignité que la force. Elle nous hait d'une haine sauvage, que sa défaite poussera à son paroxysme. Pour nous, aucune sécurité, tant que nous ne l'aurons pas réduite à merci.

Max de Bade, Scheidemann et Lammasch ne sont que les doublures ou les jouets de Hindenburg, de Ludendorff et de Guillaume. Nous ne croyons ni au fédéralisme de Charles I^{er}, ni au repentir des

Hohenzollern. L'Allemagne a été le bourreau de l'humanité. Elle n'échappera pas au châtement.

Il ne faut pas que les misérables qui ont brûlé nos villes, insulté nos femmes, désolé nos campagnes, mutilé et essayé d'anéantir notre passé, puissent se vanter d'avoir tenu la victoire indécise.

Un jour peut-être, purifiée par la défaite et la misère, l'Allemagne pourra reprendre sa place dans le rang des nations civilisées dont elle s'est volontairement exclue. Mais il faudra pour cela que les derniers représentants des générations qui ont connu ses abominables forfaits aient depuis longtemps disparu. Si nous nous laissons égarer par ses fallacieuses promesses, nous préparerions au monde un avenir abominable; nous serions à la fois les dupes et les complices de nos ennemis.»³⁰⁵

Le savant fit place au journaliste politique, qui utilisait l'histoire comme une arme dans la lutte quotidienne. Peu de ses articles et de ses écrits de cette période contiennent un message à long terme.

Il développa au cours de la guerre une activité fébrile. A l'université, il était membre du Comité d'études et de documents sur la guerre, présidé par l'historien réputé Ernest Lavisse et avec Emile Durkheim pour secrétaire. Denis prononça plusieurs conférences sur l'Allemagne depuis de l'unification de 1871. La volonté de conquérir les pays étrangers et de dominer les autres peuples était à ses yeux l'essence de l'histoire allemande. Ces opinions furent rassemblées dans son livre *La Guerre*. Avec Emile Durkheim, ami et ancien collègue à l'université de Bordeaux, il publia sous le titre *Qui a voulu la guerre?* un recueil tendancieux de documents commentés dans lequel les deux auteurs

³⁰⁵DENIS Ernest, *La Guerre*, Paris 1918, p. 5-6.

démontaient sans équivoque la responsabilité de l'Allemagne dans l'éclatement du conflit mondial à l'aide des documents diplomatiques soigneusement choisis.³⁰⁶ Ce livre fut un immense succès. Le livre a connu vingt-trois éditions et même plusieurs traductions entre autre en anglais, en espagnol et en suédois. C'est également dans ce but que Denis aida Charles Andler dans la préparation de ses écrits sur le pangermanisme. Denis voyagea à travers la France et prononça de nombreuses conférences adressées aux soldats et aux civils. Il contribua de manière importante à l'effort de propagande organisé par le Ministère des affaires étrangères à destination des pays neutres. A la charnière des années 1916 et 1917, Denis conçut avec d'autres représentants de la vie scientifique et politique le projet d'une revue politique de caractère socialiste, qui soutiendrait en même temps les positions nationalistes de guerre à l'outrance. Outre Denis, ont pris part aux préparatifs Georges Renard qui à l'époque était professeur d'histoire du travail au Collège de France, Louis Eisenmann, le journaliste Victor Bérard, l'homme politique Marcel Cachin, l'économiste Filouze d'autres. La revue devait s'appeler *l'Avenir national*. Denis devait s'y occuper de la politique étrangère. Dans les notes prises par Renard, les positions de Denis se faisaient clairement sentir. Il tablait sur le retour de l'Alsace-Lorraine, l'indépendance de la Bohême et de la Yougoslavie, souhaitait l'unification de la Pologne et de son autonomie au sein de la Russie. Bientôt, des querelles éclatèrent entre les rédacteurs potentiels de la revue. Cachin n'approuvait pas les idées radicales sur la politique internationale.

Denis ne partageait pas, quant à lui, les idées de Cachin

³⁰⁶DENIS Ernest - DURKHEIM Emile, *Qui a voulu la guerre?*, Paris 1914.

concernant la nationalisation de certaines branches d'industrie et de transport. Il refusait également ses revendications de la réforme électorale. En février 1917, le projet fut définitivement abandonné.³⁰⁷

Au cours de l'année critique de 1917, qui vit des révoltes éclater sur le front et des mouvements de grève se répandre à l'intérieur, Ernest Denis accepta la présidence de la Ligue civique fondée en automne de la même année. Cette association avait pour l'objectif d'extirper à l'arrière les germes d'humeur défaitiste et pacifiste. Elle comptait dans ses rangs le géographe Emmanuel de Martonne, Gustave Lanson, Bloch et Gustave Glotz. Les différentes personnalités membres de la Ligue avaient cependant des opinions assez disparates. Le but de la ligue fut présenté ainsi par son président Ernest Denis: «La Ligue civique n'est pas un parti politique et elle compte parmi ses membres des représentants de toutes nuances des républicains patriotes. Elle ne saurait rester indifférente à la lutte électorale, mais elle n'intervient que pour défendre les principes généreux de patriotisme et de la moralité qui guident son action.» Les membres de la ligue civique se déclarèrent républicains sans équivoque: «La République, ainsi que l'indique son nom est la chose de tous. Elle a pour but la justice sociale, pour moyen, la liberté pour condition, la subordination des intérêts particuliers à la cause publique. Gardienne jalouse de l'honneur national, elle a restauré l'intégrité de la patrie et noué autour de la France un incomparable cercle d'alliances. Elle est un instrument nécessaire de la reconstruction du pays.»³⁰⁸ Denis tentait de définir le credo politique, fort vague d'ailleurs, de son groupement. «La Ligue civique est profondément attachée aux

³⁰⁷ Papiers Georges Renard, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fond Georges Renard, Manuscrit Mémoires d'un octogénaire MS 2482-2499; CACHIN Marcel (PESCHANSKI Daniel ed.), *Carnets* 1906-1947, tome I, Paris 1993.

³⁰⁸ Archives Jacqueline Le Monnier, document sans date.

institutions parlementaires, opposée à toutes les tentatives qui sous une forme ou sous une autre nous ramènerait à une conception plébiscitaire et impérialiste, respectueuse de toutes croyances, mais obstinément laïque, elle ne s’effraye d’aucune réforme, pourvu qu’elle soit sérieusement étudiée et qu’elle soit acceptée par la majorité de la nation. Elle condamne et combat sans réserve quiconque homme et parti, prétendant imposer sa volonté au peuple et quiconque qui place ces intérêts personnels ou ceux de son groupe au dessus de l’intérêt général.»³⁰⁹ Le Ligue acceptait donc les institutions parlementaires de la République laïque. Tirant la leçon du bonapartisme et du mouvement boulangiste et nationaliste, elle refusait toute idée du régime basé sur le plébiscite. Elle professait le réformisme, mais ce réformisme se baignait dans le flou.

Certains membres voyaient dans la Ligue le début d'une transformation profonde de la société républicaine, l'instrument d'une réforme de la loi électorale, de l'institution du référendum et du droit de vote des femmes, de la décentralisation, de la création des régions etc. Finalement, le programme de la Ligue ne fut qu'un appel relativement vague à la moralité de la vie publique et à l'union nationale. Il réclamait d'autre part l'imposition de réformes nécessaires vaguement formulées, et appelait à l'union des républicains de tous bords. Aux élections de 1919, les représentants de la Ligue décidèrent de soutenir les candidats qui correspondaient aux critères que celle-ci s'était fixée. La déclaration électorale rédigée par Denis montre le profond désarroi et l'angoisse d'un homme vieillissant qui voit les dangers auxquels est exposée la patrie sans en connaître les remèdes. Elle jette de surcroît la lumière sur

³⁰⁹Archives Jacqueline Le Monnier, Denis, document sans date.

le caractère amer de la victoire française. «Il n'y a aucune illusion. Notre victoire, si chèrement achetée, ne serait que le point de départ de notre décadence, si les détestables pratiques qui se sont introduites dans nos mœurs publiques ou privées devrait continuer.

Les mœurs sont plus importantes que les lois, les programmes ont peu de sens quand ils sont signés par les candidats habitués à des compromissions hypocrites ou aux louches marchandages. Le peuple français est un admirable peuple: hardi et sensé, probe et loyal, dure sa peine et prompt au dévouement. La Ligue civique voudrait que ses représentants ne fussent pas indignes de lui. Nous connaissons tous la tâche immense et redoutable devant laquelle vont se trouver les nouvelles chambres. Cette tâche, les anciens partis sont impuissants à la remplir. Leur rôle est terminé, leurs cadres sont brisés, leur programme est épuisé et inconsistant.

La France victorieuse, mais anéantie par sa victoire et saignant de ses blessures, ne se rétablira que si d'un geste énergique, elle repousse dédaigneusement les imposteurs, les charlatans, les jouisseurs et les pleutres qui essayent de surprendre sa confiance.

Le pays est las jusqu'à la nausée des intrigues politiques des partis, des compromissions misérables. Il demande ses représentants d'avoir confiance dans son courage, de lui indiquer sincèrement les sacrifices nécessaires, de ne pas reculer devant les mesures radicales qu'elle appelle le salut public.

La Ligue civique, indifférente aux querelles locales et aux rivalités personnelles, étrangère à tout esprit d'exclusion et favorable aux initiatives les plus hardies, mais profondément convaincue que le talent n'est rien sans caractère, manquerait à sa mission si elle ne s'efforçait

pas d'éloigner du Parlement les consciences pourries et volontés débiles, toujours prêtes à biaiser avec le devoir et à s'excuser des plus lamentables défaillances. C'est une magnifique et lourde tâche que de guider la France dans la crise décisive que nous traversons. Elle exige des hommes avec le patriotisme immaculé et une âme droite et un cœur vivement trempé. A ceux là seuls, elle apportera son appui et elle leur offre son concours le plus énergique.»³¹⁰

Le seul à obtenir leur soutien fut le futur premier ministre et président Alexandre Millerand.

Pendant la guerre, les pertes douloureuses rapprochèrent Denis de ses racines. Républicain agnostique jusque là, il retournait de plus en plus à la foi calviniste de ses ancêtres. Il s'était engagé dans l'association protestante *Foi et Vie*. Dans le cadre de ses activités au sein de cette organisation, il s'efforçait avant tout d'entretenir la détermination militaire et prononça quelques conférences sur l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie et la Russie. Il fut vice-président du Comité protestant de propagande présidé par Paul Doumergue, où il s'occupait de la propagande en direction de la Suisse francophone. A la charnière de 1916 et 1917, il envisagea même de faire une tournée de conférences à travers les Pays-Bas et la Scandinavie. Depuis le début du siècle, il était influencé par le penseur religieux Paul Desjardins.

D'autre part, Denis fut occasionnellement consulté par le Ministère des affaires étrangères, par exemple lorsque celui-ci recherchait des informations sur la personnalité de Josef Dürich, qui avait rejoint la résistance en 1915. La Maison de la Presse, responsable de la propagande de guerre, avait également recours à ses services. Il fut

³¹⁰Archives Jacqueline Le Monnier, document sans date.

consulté notamment après la Révolution russe, en un temps d'incertitude générale quant à l'avenir de cet allié militaire. Après la Révolution d'octobre, Denis fut nommé à la commission du Ministère des affaires étrangères chargée de réfléchir à une éventuelle intervention en Russie.

La Russie devenait même pour Denis un problème préoccupant. Denis n'avait point illusions sur la nature du régime tsariste. Malgré tout, la Russie restait pour lui un facteur stratégique très important dans le combat antiallemand. Denis soutint la cause russe dans plusieurs conférences. Les défaites écrasantes de l'armées russes n'ébranlaient point ses convictions russophiles.³¹¹ Il fut persuadé que l'âme russe devait emporter sur le savoir allemand. Il considérait la nation russe plus jeune plus vigoureuse que les Allemands. Il comptait sur le caractère fataliste, résigné du paysan russe en uniforme. Il considérait la Russie invincible vu les ressources humaines inépuisables et les espaces immenses de ce pays. Il espérait que la guerre fera repenser le système du gouvernement. Il fut persuadé que la société civile jouera un rôle de plus en plus important. Il pensait notamment aux unions des zemstvos dirigés par le prince Lvov et la bourgeoisie russe représentée à la Douma qui ferait face à la cour et à la noblesse germanophile. Pour cette raison Denis salua la Révolution de février 1917.³¹² Pour lui, la Révolution démocratique rendit caduc les tentatives de la paix séparée avec l'Allemagne propulsée par les certains personnages de l'entourage du tsar. Il espérait que la Révolution allait rajeunir la Russie et que la guerre se transformerait à une véritable levée en masse populaire. La Révolution bolchevique fit un coup d'arrêt brutal à ses illusions. Elle

³¹¹DENIS Ernest, La Russie depuis la guerre, *Le Monde Slave*, n. 22, le 15 mars 1916, n. 23, le 1^{er} avril 1916, n. 24, le 15 avril 1916.

³¹²DENIS Ernest, La Révolution russe, *Le Monde Slave*, n. 23, le 1^{er} avril 1917.

représentait pour Denis une déception qu'il tentait d'analyser.³¹³ Il considéra le bolchevisme de Lénine comme une utopie typiquement slave dans la lignée de la Révolution hussite, comme une espèce du mouvement chiliaste. Il voyait les causes des désertions des masses des soldats dans le pacifisme des moujiks russes. Il fut pessimiste quant à la possibilité d'une guerre populaire contre l'envahisseur. Il ne fut pas le partisan d'une intervention de l'Entente dans les affaires russes. Il proposait d'observer une stricte neutralité entre les partis en Russie. Il pensait qu'après une guerre victorieuse les relations doivent se rétablir. Il craignait qu'une animosité de la France et de ses alliés envers la Russie après la guerre pourrait basculer définitivement ce pays dans le camp allemand. Une alliance germano-russe dans l'Europe de l'après guerre lui faisait peur. Au contraire, il voyait de manière assez clairvoyante que le régime bolchevique pourrait renforcer la gauche sociale démocrate de Liebknecht et renforcer ainsi les forces pacifistes russes. Malgré ce fait, Denis restait profondément pessimiste quant à l'avenir. La tragédie de la Révolution bolchevique reposait dans le fait que la Russie perdit les classes dirigeantes, surtout la bourgeoisie. Les classes moyennes étaient englouties par la paysannerie. Pour cette raison, la reconstruction de la Russie serait longue et pénible. Les ressources naturelles immenses n'en changeraient rien. «Sans bourgeoisie, sans classe dirigeante, une nation n'est qu'une masse amorphe, et si on a pu en douter quelquefois, l'expérience bolcheviste a démontré aux plus aveugles que le travail n'est productif que s'il est organisé; chaque atelier exige un patron, des ingénieurs, des contremaîtres.» Le seul salut de la Russie reposait selon Denis dans le rétablissement de la démocratie. Cette démocratie devrait prendre une source de l'inspiration chez la France vu «qu'en pareille

³¹³DENIS Ernest, La Révolution Russe et la France, *Le monde Slave*, n. 6, le 6 décembre 1917.

matière, les Allemands, après comme avant leur pseudorévolution, sont décidément de mauvais maîtres».

Pendant la guerre, avec ses collègues Haumont et Eisenmann, Denis fut membre actif du comité d'études, présidé par Charles Benoist. Le Comité fut un groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe de l'après guerre.³¹⁴

Né le 31 janvier 1861 dans le Calvados, Charles Benoist avait gagné Paris à l'âge de vingt-un ans.

Il commença sa longue carrière du journaliste d'envergure. Il travailla successivement dans la dans la rédaction de la *Revue Bleue*, du *Journal des Economistes* de la *Revue historique*; ensuite, il devint collaborateur du *Temps* et de la *Revue des Deux Mondes*. Il fut chargé pour le *Temps* et pour la *Revue* de nombreuses missions à l'étranger; député de Paris pendant. Il enchaîna également une carrière politique. Il fut député à la Chambre. Benoist fit également un personnage très en vue à l'étranger.

De 1895 à 1919, Benoist occupa la chaire d'histoire constitutionnelle de l'Europe occidentale à l'Ecole libre des Sciences politiques. En tant que journaliste, il fut chargé d'enquêtes à l'étranger: en Italie, en Allemagne, en Hollande, en Algérie, en Belgique, en Autriche-Hongrie et en Bohême. En outre, chargé de diverses missions en Italie en janvier et en décembre 1915, Benoist devint un spécialiste des questions et des revendications italiennes.

Charles Benoist se vit donc confier la charge de former le Comité d'Etudes. Il accepta l'idée, sous réserve de pouvoir le former librement et

³¹⁴Voir ses mémoires BENOIST Charles, *Souvenirs*, 3 volumes, Paris 1932-1934.

que ses participants puissent s'exprimer en toute indépendance.

Il fit nommer, outre lui-même, Ernest Babelon, professeur au Collège de France; Emile Bourgeois, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques et à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris; Arthur Chuquet, de l'Académie des Sciences morales et politiques; le Général Bourgeois, directeur du Service géographique de l'armée; Antonin Debidour, professeur d'histoire contemporaine; Ernest Denis, historien, passionné par les questions slaves; Camille Jullian et Christian Pfister, tous les deux professeurs d'histoire ancienne ainsi que Christian Schéfer, professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques. Il choisit également Paul Vidal de la Blache, maître incontesté de la géographie française, qui fit nommer son élève Lucien Gallois et son gendre Emmanuel De Martonne, tous deux géographes.

A cette première liste, Benoist ajouta, non sans réticences, deux historiens dits «de gauche»: Alphonse Aulard et Charles Seignobos. L'universitaire Ernest Lavisse fut immédiatement nommé Président du Comité d'Etudes.

Ainsi le Comité d'Etudes fut créé; il fut doté de ses outils de travail et peut désormais fonctionner seul. Le 23 février 1917, dans une séance préliminaire, Ernest Lavisse fut confirmé dans sa fonction de président; Paul Vidal de la Blache fut nommé vice-président; Emmanuel de Martonne, secrétaire. Après le décès de Vidal de la Blache, le 25 avril 1918, la vice-présidence fut revenue à Charles Benoist; et lors de l'élargissement du Comité pour étudier les questions européennes, Albert Demangeon fut nommé secrétaire adjoint.

En dehors des vacances scolaires, le Comité se réunissait tous les lundis jusqu'à la Conférence de la paix. Des rapports rédigés au préalable

par les membres du Comité furent présentés et discutés en séance. Après adoption, le texte final fut envoyé à l'imprimerie, tandis qu'un exemplaire dactylographié, accompagné du procès verbal de la discussion fut immédiatement porté au président de la République et au Président du Conseil.

Les épreuves imprimées furent reliées en trois volumes portant chacun un titre. Le premier volume s'intitule: *La Question de l'Alsace-Lorraine et de la Frontière du Nord-Est*, le second volume: *Questions européennes*; et le troisième: *La Section géologique*. A chaque volume correspondait un recueil d'atlas.

Le premier volume des travaux fut tiré à 500 exemplaires. Les exemplaires imprimés furent mis à la disposition des diplomates, ambassadeurs et généraux français. Ils comprenaient les rapports présentés lors des séances du Comité ainsi qu'un compte rendu de la discussion qui suivait lorsque l'auditoire émettait une opinion contraire à la thèse présentée. Ces comptes rendus de discussion étaient en général très courts et ne développaient pas les nouvelles idées.

Au total, avec soixante-deux rapports, le Comité d'Etudes produisit plus de 1400 pages d'épreuves et tint près de quarante-quatre ou peut-être quarante-cinq séances. *La Question de l'Alsace-Lorraine et de la Frontière du Nord-Est* fut traitée en vingt-trois rapports et quatorze séances; les *Questions européennes* nécessitèrent trente-trois rapports présentés lors de trente séances; *La Section géologique* ne demanda que quatre rapports. Ils n'ont pas été reliés et il semble qu'ils n'aient jamais été présentés oralement.

Tous ces enseignants connaissent en outre les différentes régions.

Parmi les spécialistes des affaires slaves on trouve Jules Pichon, Louis Eisenmann, Emile Haumant, et Ernest Denis. Hormis Jules Pichon, le reste représenta les enseignants à la Sorbonne. Pichon était lecteur de la langue française à l'Université Charles-Ferdinand de Prague de 1901 à 1914. Il traita les problèmes concernant les frontières de l'Etat tchécoslovaque, la minorité allemande les problèmes démographiques de la monarchie danubienne. Eisenmann n'eut que seule intervention sur la situation de la Pologne Prussienne. Les conférences plus considérables furent celles d'Ernest Denis et surtout de son collègue de la Sorbonne Emile Haumant.

Parmi les problèmes qui nous intéressent le plus, le Comité traita, entre autres le conflit qui se dessinait à l'horizon – le conflit italo-yougoslave. Les revendications italiennes, consacrées par le traité de Londres dès 1915, furent exposées par Charles Benoist.

Pour les Italiens, les frontières actuelles de leur pays étaient considérées comme dangereuses, d'un point de vue stratégique mais également d'un point de vue économique. Ils voulaient obtenir les frontières naturelles qu'ils considéraient naturelles. Les revendications italiennes concernaient donc la Vénétie trentine, la Vénétie julienne et la Dalmatie. Elles étaient fondées sur un droit historique dont Benoist faisait état, en exposant l'histoire de la formation de la frontière italienne du Nord et du Nord-Est, s'appuyant en cela sur l'article d'un auteur italien, Scipio Spalato, paru après 1915. Dans la suite de son rapport, Benoist exposa l'irrédentisme italien dans son maximum

Il apparut très vite que Benoist n'était pas favorable à ce tracé. Il avait d'ailleurs montré, avant d'exposer «la thèse irrédentiste maxima», qu'elle était le résultat d'une évolution récente, en partie due à la guerre,

et que pendant longtemps, les terres irrédentes signifèrent pour les Italiens: Trente et le Trentin, Trieste et la côte de l'Istrie.

Il apparut très vite que les membres du Comité d'Etudes étaient favorables à la formation d'un Etat Yougoslave, et qu'ils ne soutenaient pas de ce fait les revendications italiennes. Le porte-parole des revendications yougoslaves fut sans doute Emile Haumant.

A cette époque la, Haumant devint incontestablement l'un des amis les plus proches d'Ernest Denis.³¹⁵ Ils partageaient les mêmes positions et parfois les mêmes préjugés. Haumant naquit à Sarrebourg le 17 avril 1859 dans une famille bourgeoise aisée. Son père était avoué au tribunal civil de Sarrebourg. Il faisait ses études de l'histoire à l'université de Paris et de Nancy. Le séjour à Nancy marqua profondément son destin personnel et professionnel. Il fut remarqué par son professeur Alfred Rambaud. Rambaud ne perdait plus de vue la carrière du jeune Haumant. Il devint son collaborateur à la *Revue Bleue* et plusieurs articles datant de cette époque qui étaient signés Alfred Rambaud étaient en réalité l'œuvre du jeune savant. Cette confiance mutuelle fut scellée par le mariage d'Haumant avec la fille aînée de Rambaud Solange en 1889. Rambaud influença également son orientation professionnelle. Comme son beau-père, Haumant s'orienta vers l'histoire de l'Europe centrale et orientale. Comme le thème de sa thèse de doctorat, il choisit la guerre du Nord et la paix d'Oliva. Il fit aussi en 1886–1887 un séjour de quelques mois à Prague sans devenir pourtant spécialiste de l'histoire tchèque. A l'Ecole des langues orientales vivantes, il suivit le cours de la langue russe. La connaissance

³¹⁵Sur Emile Haumant voir son dossier personnel dans les Archives Nationales, F 17 24075; MAZON, A. - LIRONDELLE, A., Nécrologie et bibliographie, *Revue des études slaves*, 1942, p. 174-77, Jubilé, Numéro spécial du *Monde Slave*, novembre 1930, p. 291-96.

du russe permit à Haumant d'abandonner son métier ingrat de l'enseignant au lycée. En 1891 au moment même du rapprochement franco russe, il fut chargé d'un cours de russe à la Faculté des Lettres à l'Université de Lille. Deux ans après, il devint également chargé de cours de l'Histoire contemporaine. L'ascension politique de son beau-père qui fut élu sénateur en 1895 et une année après il fut nommé ministre de l'Instruction publique au gouvernement Méline accéléra également la carrière universitaire d'Emile Haumant. En 1895, Haumant reçut le titre du professeur adjoint, fut chargé également d'un cours de la langue et histoire russe. En 1897, Rambaud fit son beau-fils professeur de la langue et civilisation russe à La Faculté des lettres. Au moment de la lune de miel politique franco-russe, cette nomination était parfaitement logique. L'université de Lille devint ainsi un des champions des études slaves en France. Même à présent, la chaire des études slaves porte le nom d'Emile Haumant.

En 1902, Haumant pouvait réaliser enfin son rêve de monter à Paris d'abord comme maître de conférences, puis en 1908 comme professeur adjoint. Sa spécialisation dans le domaine de l'histoire de la culture russe et son intérêt pour les problèmes slaves en général le lièrent logiquement avec Ernest Denis. Ils devinrent ensemble les principaux organisateurs de l'Association franco-slave, fondée en 1909. Haumant partagea les positions de Denis.

En dehors de sa spécialité russe, Haumant s'intéressait de plus en plus aux affaires des Slaves du Sud. A Paris, il fit connaissance avec Valtazar Bogišić, célèbre juriste monténégrin, qui passait le reste de sa vie dans la capitale française.

En 1906, Haumant fut élu membre de l'Académie des Sciences serbe. Cet intérêt provenait directement de la situation politique. A

l'exemple de Denis, Haumant suivait de près la situation politique dans les Balkans. Il regarda avec sympathie la position serbe dans le conflit de plus en plus acharné avec le puissant voisin austro-hongrois. Sa perception du problème était en réalité assez simplifiée. Il fut partisan de l'unité nationale yougoslave qui se créerait autour de la Serbie. Il fut persuadé, comme Leger et Denis d'ailleurs, que les Slaves du Sud formaient en effet un seul peuple et que les différences existantes sont condamnées à la disparition progressive.

Cette sympathie culmina au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En 1909, avec Ernest Denis et le journaliste Victor Bérard, il organisa une manifestation de soutien à la cause nationale serbe dans les locaux de l'université de Paris. En même année, il entreprit un voyage à Belgrade accompagné par son élève serbe Grgur Jakšić. L'Europe se trouva au bord de la guerre. Pendant la guerre les similitudes de leurs positions devinrent encore plus perceptibles. Haumant, partisan farouche de la cause yougoslave, il fut en même temps viscéralement antibulgare. Les prétentions territoriales serbes avaient en lui un défenseur acharné. Il prit le part dans la défense de la cote adriatique contre les prétentions de l'Italie.

Dès le début de son rapport, il mit en évidence que l'état de guerre donnait lieu à des revendications plus âpres qu'elles ne le seraient en temps normal. Il condamna le traité de Londres de 1915 qu'il trouvait injuste et s'attachait à démontrer que les Yougoslaves étaient prêts à se constituer en nation, à partir de la Serbie

Pour Emile Haumant, l'attribution de la côte dalmate aux Italiens était bien délicate. Reconnaissant son manque d'informations sur les aspirations des Dalmatiens, Haumant envisageait la possibilité de les

consulter par le vote lors du règlement de la paix; consultation à laquelle d'après lui, les Yougoslaves se soumettraient.

Dans un rapport présenté à la séance précédente, De Martonne avait conclu à la possibilité d'un compromis entre Italiens et Yougoslaves, appuyé sur des considérations économiques. D'après lui, Trieste pourrait revenir à l'Italie, alors que Fiume appartiendrait à l'Etat Yougoslave.

D'une façon générale, les membres du Comité d'Etudes furent étrangers aux revendications italiennes et rejetaient de facto le traité secret signé à Londres en tant que base de négociation. En effet, il apparaît très vite que le Comité était plutôt favorable à la création d'un Etat Yougoslave solide, à partir de la Serbie.

A cette fin, Haumant examina la question de Macédoine objet d'âpres disputes entre Serbes et Bulgares.³¹⁶ Bulgarophile notoire, Haumant n'avait pas de doutes. Sa position était claire dès le départ. Il condamna, dès le départ, tout partage de la région considérée, puis analysa des arguments bulgares et serbes qui servaient à appuyer leurs revendications respectives. Selon Haumant, aucun de ces arguments n'avait de valeur réelle et en cas de plébiscite le vainqueur de la guerre aurait la majorité pour lui. Excluant donc la possibilité du plébiscite, le rapporteur pencha finalement pour le rattachement à la Serbie, avec une éventuelle extension aux territoires de la Bulgarie occidentale. Cette solution ne respectait point le principe des nationalités et n'avait aucune justification objective: elle participe à la volonté de punir les puissances ennemies qui avaient combattues aux côtés de l'Allemagne:

La frontière septentrionale de l'Etat yougoslave était clairement

³¹⁶HAUMANT Emile, *Frontières de l'Etat Yougoslave*, Paris 1918, p. 13.

définie par Haumant dans un rapport qu'il présenta le 26 décembre 1918. Au Nord-ouest, elle suivrait à peu près la Drave, comprenant Villach, Klagenfurt et Radkersburg. Elle remontrait au Nord jusqu'à la Raab la suivant jusqu'à son confluent avec la Drave. Jusqu'à Osijek, les deux rives de la Drave seraient attribuées à la Yougoslavie. Au Nord -Est, entre la This et le Danube, le Banat reviendrait aux Serbes.

Parmi les critiques des positions de Haumant on trouve le géographe Emmanuel de Martonne. De Martonne, qui visita les Carpates de Transylvanie avant la guerre défendait dans les débats et dans ses interventions les positions de la Roumanie. De Martonne dans cette même discussion jugeait que le Banat – région hongroise, revendiquée à la fois par les Serbes et les Roumains – devait faire l'objet d'un rapport particulier, présenta à la séance du 3 février 1919, un rapport intitulé *La Question de Banat*. A l'exemple des autres rapporteurs, il procéda en exposant l'argumentation développée par les Serbes pour légitimer leurs prétentions; puis celle des Roumains. Il examina ensuite les caractéristiques économiques du Banat, montrant que les relations avec la Roumanie ou avec la Serbie étaient peu importantes actuellement; elles sont également faibles avec la Transylvanie. De ces faits aucun argument décisif ne semblait, selon lui, pouvoir être tiré en faveur soit de la thèse roumaine, soit de la thèse serbe.³¹⁷ De Martonne rendit compte également de la situation ethnographique de la région concluant à son devenir roumain. En outre, il revint à l'idée du droit d'option, proposé par Pichon. Ainsi, après avoir montré que le Banat était plutôt roumain de par son peuplement, De Martonne décida finalement de son attribution à la Yougoslavie. Il est évident, que pour la deuxième fois en ce qui

³¹⁷HAUMANT Emile, *Frontières de l'Etat Yougoslave*, Paris 1918, p. 24.

concerne la création de cet Etat, les rapporteurs du Comité d'Etudes allaient à l'encontre des traités secrets signés en 1915 et en 1916, respectivement avec l'Italie et avec la Roumanie, pour donner entière satisfaction aux Serbes et à leur futur Etat: la Yougoslavie.

En ce qui concerne l'Ukraine, il apparut très vite que son indépendance ne serait pas non plus la solution choisie par le Comité. Dès le début de son rapport, Emile Haumant posait effectivement la question de savoir s'il existait un peuple ukrainien. Il établit qu'à partir du moment où apparaît le mot «Oukraïne», au 18^e siècle, ses habitants diffèrent des Russes de l'Ouest non par l'origine, mais par le genre de vie. Ensuite, la dénomination s'effaça lorsqu'au 17^e siècle, les Ukrainiens reconnaissaient le tsar de Russie comme souverain. Selon Haumant, la question ukrainienne prit naissance au milieu du 18^e siècle dans la classe aisée et minoritaire. D'autre part, le gouvernement autrichien encouragea ce sentiment chez les Ruthènes, pour tenir en échec les ambitions nationales des Polonais et des Russes. Le rapport mit également en évidence que la politique menée par le gouvernement russe avait une part de responsabilité dans le séparatisme ukrainien. En effet, après avoir délaissé cette région qui lui fournissait pourtant d'importantes ressources agricoles, le gouvernement russe entreprit une politique de russification qui entraîna aussitôt une réaction russophobe. Mais, selon Haumant, ce n'était qu'à partir de 1917 que le mouvement se radicalisa face à la menace des bolcheviks: Il ne fallait d'ailleurs pas y méconnaître la part de sollicitations étrangères et surtout allemandes après la paix séparée de Brest Litovsk.³¹⁸ Pour Haumant, une Ukraine indépendante n'était pas souhaitable pour les intérêts de la France, car elle risquerait d'être

³¹⁸HAUMANT Emile, *Le problème ukrainien*, Paris 1917, p. 12.

infiltrée par les Allemands. La solution adoptée par Emile Haumant était donc le rétablissement de l'unité de la Russie, résultat d'un d'évolution séculaire, car selon lui séparer les deux régions si proches, c'était s'assurer une guerre prochaine. S'appuyant sur le modèle américain, il envisagea une Russie fédérative.

Il était évident de ces rapports sur l'Europe orientale que le Comité d'Etudes préférait la maintient de l'intégrité territoriale de la Russie à leur indépendance faible.

Ernest Denis aborda l'importance de la population juive sur le territoire de la *Pologne historique*. Il voyait en elle une population difficile à assimiler, sans territoire mais dotée d'une conscience nationale. Denis retraça l'histoire de la minorité juive sous la domination polonaise, puis sous la domination russe. Les juifs ne cessèrent finalement d'être persécutés, et, contrairement à des préjugés antisémites d'une partie de la population polonaise, la majorité d'entre eux étaient misérables: «la grande masse de la communauté souffre, tandis qu'au milieu de la misère générale se fondent quelques maisons plus puissantes, qui constituent une oligarchie étroite et jalouse.»³¹⁹ Denis ne put nier la mésentente entre Juifs et Polonais surtout l'aversion des Polonais pour les juifs – et il ne compta sur une réconciliation rapide et totale. Cependant, pour lui, la question juive ne devait pas être un obstacle à la construction d'un Etat polonais. Elle était trop dispersée géographiquement sur le territoire de Pologne pour pouvoir réclamer une organisation nationale. La solution au problème juif en Pologne résidait donc dans la reconnaissance des droits et le respect des revendications de cette population. Le nouvel Etat polonais devrait donc proclamer

³¹⁹DENIS Ernest, *La Question juive sur le territoire de la Pologne*, Paris 1919, p. 17.

solennellement dans sa constitution l'égalité de tous les citoyens devant la loi, en dehors de toute acceptation religieuse, et leur admission à toutes les fonctions publiques, sans omettre pour autant de leur préserver un droit à la différence Denis espérait en une assimilation progressive de la communauté juive.³²⁰

La fin de la guerre offrit à Denis l'accomplissement du rêve de sa vie: la défaite de l'Allemagne, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, l'éclatement de la monarchie danubienne et la naissance de nouveaux Etats slaves indépendants. Dans la nouvelle République tchécoslovaque, Denis jouissait d'une attention méritée dans les cercles politiques et scientifiques. Le 3 janvier 1919, jour de son 70^e anniversaire, il fut réadmis, lors d'une cérémonie solennelle, au sein des institutions scientifiques tchèques. Le 9 mars 1920 fut fondé, avec la participation financière de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, l'Institut d'Etudes Slaves Ernest Denis devint son directeur, réalisant ainsi un des buts de sa vie: doter à la slavistique française d'un établissement spécialisé. A cet effet, il loua à Friedel, son beau-frère, une maison située au 9, rue Michelet, qui est toujours occupée par l'Institut. Les premiers mois de l'après-guerre, on se l'arrachait. Il publia nombre de brochures et d'articles de presse, se prononçait au sujet des problèmes les plus variés, il informait le public sur les Etats nouvellement créés, donnait son avis sur leurs frontières. Demandé partout, il dut interrompre la publication de sa revue *Le Monde Slave* qui ne paraîtra à nouveau qu'en 1924, sous la direction de Louis Eisenmann. A cette époque, Denis fut assailli par les soucis de santé. A la différence de ses parents et grands parents, il n'était pas doté d'une santé de fer. Dans sa jeunesse, il souffrait de

³²⁰DENIS Ernest, *La Question juive sur le territoire de la Pologne*, Paris 1919, p. 24.

problèmes pulmonaires, sa vieillesse fut marquée par le cancer. Malgré cela, il voulut visiter à la fin de sa vie la nouvelle Tchécoslovaquie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. A cet effet, il prit un congé à la Sorbonne pour l'année universitaire 1920–1921, Louis Eisenmann lui succédant à la grande majorité des voix. En 1920, ce farouche anticlérical subit l'ultime échec. Il ne fut pas élu à l'Institut de France dans l'Académie des Sciences Morales et Politiques malgré le soutien de Louis Eisenmann.

En octobre 1920, gravement malade, il réalisait enfin son projet de voyage en Tchécoslovaquie. Sa maladie compliqua beaucoup le déroulement de la visite. Il dut renoncer à aller en Slovaquie et à Brno. Son état de santé s'aggrava même tellement qu'après la réception à l'Université Charles et les hommages rendus à la France, Denis dut être transporté au sanatorium de Podolí, où il reçut la visite du président Masaryk et de l'ancien premier ministre Karel Kramář. Denis refusa le traitement prolongé proposé par les médecins de Podolí. Avant son retour à Paris, il participa de ses dernières forces à plusieurs festivités officielles, entre autres à l'inauguration de l'Institut Français. Sa santé s'aggravait rapidement. Quatre jours après son retour de Prague, il dut à nouveau être hospitalisé pour ne plus quitter l'hôpital. Il mourut le 5 janvier 1921, deux jours seulement après son 72^e anniversaire.

ANDRE MAZON OU L'INFORMATEUR

André Mazon (1880–1967) appartient à la plus jeune génération des slavisants. Sa famille provenait de l'Ardèche où son grand père Louis-Victorin était médecin à Largentière. Louis-Victorin Mazon, orienté résolument à gauche prenait une part active à la vie de sa cité. Pendant la Révolution 1848, ce républicain ardent devint même coprêfet de son département, avant d'être contraint à l'exil par le coup d'Etat de Louis Bonaparte. Son fils Albin devint rédacteur de journal L'Avenir de Nice, où il militait pour le rattachement de cette ville à la France. Il termina sa carrière à Paris où il devint le directeur des services télégraphiques. En vieillissant, il évolua dans un sens assez conservateur.

Mazon commença une carrière très typique. Après les études au Collège Stanislas, il devint bachelier, puis licencié ès lettres (1901) et en droit (1902) à la Sorbonne. On peut peut-être attribuer sa vocation pour les langues slaves est peut être attribuable à l'influence du Roman russe de Voguë et à Charles Salomon, familier de Tolstoï. Voulant se familiariser avec le russe, il entra à l'Ecole des langues orientales auprès de Paul Boyer (1905–1909).

Paul Boyer représentait un personnage singulier. Né en 1864, il apprit dans les années 1890 la langue russe. Il fit ses études d'abord à Leipzig, puis en Russie. Boyer commença à enseigner à l'école en 1894. Il continua donc les travaux de Louis Leger. Grâce à son incontestable talent d'organisateur, il devint en 1908 le directeur de l'école, malgré les vives protestations d'une partie de la presse qui l'accusa d'incompétence. Mais Boyer sut nouer des liens solides avec les milieux politiques, où il trouva toujours un soutien solide, notamment chez le

puissant président de la commission budgétaire au sénat Paul Doumer. Grâce à ces contacts, il sut se maintenir dans le poste pratiquement jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Dans le même temps, il fut élève d'Antoine Meillet à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (4^e section). Diplômé en 1908, il fut lecteur de français à l'Université de Kharkov en Russie (1905–1909). Il suivit également un stage à Prague, où il rencontra le philologue Josef Zubatý et historien et anthropologue Lubor Niederle. Elève préféré de Boyer, il fut, après son retour, nommé secrétaire de l'Ecole des langues orientales vivantes. En 1914, il fit soutenance de sa thèse sur Gontcharov et obtint le titre de docteur ès lettres. Il fut ensuite nommé professeur à Foix. Au mois de juillet cependant, il reçut une nouvelle mission et partit immédiatement étudier le folklore en Macédoine. Sa mission fut brutalement interrompue par le déclenchement de la guerre. Bien que la Bulgarie restât neutre, Mazon sentait que sa mission est ailleurs.³²¹

³²¹Archives du Collège de France, dossier André Mazon GIV.

Dans les Balkans

Malgré sa santé chancelante, Mazon se portât volontaire en armée française en janvier 1915. Il fut affecté à la marine. Celle-ci ayant décidé de profiter de ses fabuleuses connaissances linguistiques (il maîtrisait le russe, le bulgare, le tchèque, le serbe et le polonais) André Mazon devint officier–interprète sur les différents bateaux dans la Méditerranée. Il fut responsable du recrutement et d’entraînement des interprètes. Il guida aussi l’interrogation des prisonniers de différentes nationalités pris par les forces de la marine française. Pour cette raison il établit toute une méthodologie et il élaborà à ces fins plus mémorandums destinés à ses supérieurs. Mais ses obligations ne terminèrent pas ici. Il fut capable d’exécuter les missions les plus délicates.

Sa plus importante mission durant son service auprès de la marine fut l’étude du ravitaillement de le petit royaume de Monténégro par la voie terrestre. Le petit pays montagnard devait faire face aux attaques autrichiennes, et la pénurie des alimentations, résultat du blocus maritime exercé par l’Autriche-Hongrie était déjà très patente. C’est à André Mazon, qui connaissait parfaitement le serbe, qu’échut ce devoir. Mazon arriva à Athènes le 7 avril 1915. Immédiatement, il sollicita une audience auprès du ministre de France en Grèce. L’ambassadeur de France Devolle organisa le rendez-vous d’André Mazon avec son homologue serbe à Athènes Balugčić. Balugčić certifia la volonté du gouvernement serbe de mettre à disposition les voies ferrées de Salonique à Užice ou de Salonique à Mitrovica pour ravitailler son allié monténégrin. Pour préparer le voyage au Monténégro, Mazon consulta le premier secrétaire de l’ambassade serbe Radenković qui connaissait très bien les confins monténégrins. Radenković confirma que les cols dans

les montagnes étaient franchissables à cheval en trois semaines. Après avoir reçu les instructions complémentaires de l'ambassade, Mazon partit en bateau le 11 avril pour Salonique. A son arrivée, il consulta successivement le consul de France Sem, le consul de Serbie Vinković, le directeur de la société d'expédition serbe Zadruga et Pours, directeur français du port de Salonique. Il résulta de ces discussions que la seule ligne assurant en ce moment les relations de la Serbie avec l'Europe occidentale était la ligne Salonique-Skopje-Niš qui était en plus à voie unique. La Serbie disposait d'un nombre de wagons et de locomotives très restreint. Pour assurer le ravitaillement du Monténégro par Užice ou par Mitrovica, il fallait obtenir la permission spéciale du gouvernement serbe à Nis. En attendant, le déchargement des wagons et le transport vers le territoire grec devaient être assuré par la société Zadruga et par les autorités civiles et militaires françaises. Les frais devaient être réglés par le consulat de France ou par le commandement en chef des forces navales.³²²

Cette question réglée, Mazon partit pour Niš, où il arriva après un voyage pénible de 28 heures. Accompagné par l'ambassadeur de France Boppe, il fut présenté au premier ministre serbe Nikola Pašić. Pašić constata que cette question devait encore être consultée avec le ministère des travaux publics et avec l'Etat-major de l'armée serbe. Quant à l'itinéraire, Pašić pris nettement position en faveur de la voie de l'ouest par Mitrovica, parce que voie par Užice était selon lui indispensable pour l'effort militaire serbe. De plus, sur cette voie, il fallait transborder les marchandises à Stalac d'une ligne à voie normale sur une ligne à voie étroite. Le 1^{er} avril le ministre des travaux publics Milorad Drašković

³²²Archives Départementales de Bourges, Papiers André Mazon, 55 J 22, rapport du 15 décembre 1915.

annonça à Mazon l'accord de principe du gouvernement serbe. Le lendemain cependant, le représentant de l'Etat major serbe lui déclara à sa déception que le gouvernement serbe ne pourrait pas mettre à la disposition du ravitaillement monténégrin que cinq wagons par jour et que ce nombre ne pourrait pas être dépassé. Mazon déclara que le nombre de 5 wagons par jour de 8 à 10 tonnes chacun ne permettrait qu'un rendement mensuel de 1200 à 1500 tonnes, alors que les besoins du Monténégro se montaient à 2000 tonnes par mois. Les entretiens aboutirent une nouvelle fois à un accord en principe. L'ambassadeur Boppe promit d'insister sur l'augmentation future du nombre des wagons attribués au ravitaillement de la Serbie. A la fin de son séjour à Nis, Mazon rendit visite à Lazar Mijušković, ambassadeur du Monténégro en Serbie, pour discuter avec lui les modalités de son prochain voyage. Le 18 avril Mazon continuait son voyage vers Skopje, où il demanda au consul de France Zarzecki et au général serbe Damjan Popović d'assurer la régularité du transport dans l'avenir. Le 19 avril Mazon arriva à Mitrovica, qui fut le terminus de son voyage en train. A Mitrovica, Mazon avait à sa disposition deux soldats et un gendarme pour l'accompagner dans son périlleux voyage. Le voyage à Cetinje, capitale du Monténégro, prit quatre jours. Durant ce périple, Mazon étudiait soigneusement le caractère des routes du pays, qui se trouvaient dans un état fort lamentable. Le premier jour, Mazon fit le déplacement de Mitrovica à Rakos à la frontière monténégrine. La route était entièrement défoncée, praticable uniquement à cheval ou en chariot léger. Sur la route, Mazon rencontra les Albanais, les troupes monténégrins qui transportaient des boîtes de cartouches prises à l'armée turque pendant la Première guerre balkanique. De Rakos à Peć, la route se faisait meilleure et devenait même praticable en automobile. Après une nuit passée à Peć

commença l'étape la plus dangereuse. Mazon et ses compagnons devaient traverser les cols et les torrents des montagnes enneigés. Les étapes d'Ipek à Velika et de Velika à Andrijevica furent un véritable chemin de croix. A Andrijevica, le gouvernement monténégrin mit à la disposition de Mazon un automobile qui le conduisit sans problèmes de Podgorica à Cetinje. Après son arrivée, Mazon fut reçu par le roi Nicolas et par le premier ministre Jovan Plamenac. Le gouvernement monténégrin ne fut guère épris par l'idée de ravitaillement par terre, tout en comprenant que cette solution s'imposait vu les pertes terribles de la marine française, notamment du bateau Dagne. Plamenac était conscient du fait que l'état actuel des communications ne permettrait guère un approvisionnement tout à fait correct. Il insista surtout sur l'urgence pressante des besoins du Monténégro et sur la disproportion entre ces besoins et les quantités de vivres qui pourraient arriver par une voie terrestre, étant donné les routes et les moyens du pays. Le Monténégro entier ne disposait selon ses dires uniquement que de deux mille bêtes âgées et malades condamnées à un déchet rapide. On ne pourrait assurer avec elles qu'un approvisionnement de famine de 600 tonnes par mois. Les paysans se nourrissaient d'herbe bouille, les pommes de terre qui avaient remplacé le pain dans la plupart des villages menaçaient de manquer bientôt, les soldats avaient entendu dire que leurs familles mourraient de faim et des troubles risquaient d'éclater. Mazon lui répondit sèchement, qu'il fallait surtout améliorer l'organisation du transport. Plamenac rétorqua que le gouvernement ferait tout ce qu'il pourrait pour augmenter ses moyens de transport. Le gouvernement monténégrin hâterait, autant que ses ressources en ouvriers (il s'agissait surtout des prisonniers autrichiens et des Albanais) le permettraient, la construction de la voie de Skopje à Andrijevica. Ayant pris congé de

Plamenac, Mazon regagna Mitrovica pour discuter avec le commandant de vaisseau Violette, le commissaire monténégrin Jugić et le commandant de la garnison serbe les modalités de l'approvisionnement. La France devait fournir dix camions, capables d'acheminer chaque jour deux tonnes et demie vers Peć et la même quantité à Novi Pazar. Le transport de Peć à Andrievica devait être assuré, faute de bêtes de trait, à des dos d'hommes et femmes albanais. La charge individuelle devrait englober environ 30 kilogrammes. Ce problème résolu, Mazon partit pour Salonique afin d'y organiser le déchargement du vaisseau Whitehead, qui apportait les vivres pour le Monténégro. Là, il devait résoudre une dernière complication. Le consul de France avait fait déchargé le bateau par la société française de messagerie maritime. La société serbe Zadruga froissée par ce fait, refusait d'en assurer le transport. Mazon apaisa le conflit en garantissant à la société serbe le déchargement des bateaux pour l'avenir. Le 13 mai, Mazon arriva à Athènes, où il réintégra le service dans la marine. Le succès de Mazon fut rendu caduc malheureusement par l'entrée de l'Italie en guerre. L'activité de la marine italienne dans la Méditerranée améliora à nouveau le ravitaillement du Monténégro par la voie maritime.³²³

En octobre 1915, il fut muté en Grèce. La Grèce vivait dans une situation spécifique. L'arrivée au pouvoir à Athènes d'Eleftherios Venizelos en octobre 1910 marquait l'avènement d'un libéralisme populiste qui entendait débarrasser la Grèce de ses archaïsmes et la faire passer à la modernité. Soutenu par le Parti libéral et entouré de collaborateurs de qualité, ce «quasi-dictateur, comme l'appelait l'ambassadeur d'Autriche, imposa une série de réformes tout en

³²³Archives Départementales de Bourges, Papiers André Mazon, 55 J2, rapport du 15 décembre 1915

maintenant l'essentiel de la Constitution de 1864. L'armée fut réorganisée par le général français Eydoux, tandis qu'un amiral anglais s'occupait de la marine; les finances furent réformées et le budget remis en équilibre. Dans le domaine particulièrement sensible de l'agriculture, Venizélos procéda à une réforme agraire en Thessalie où s'était maintenu l'héritage des *tchiftlik*: 150000 hectares furent distribués à quatre mille familles de paysans, tandis que, dans tout le pays, il encourageait le progrès agricole en nommant des agronomes, en organisant des écoles techniques - le tout coiffé par un nouveau ministère de l'Agriculture. Il s'efforça de rendre obligatoire l'instruction élémentaire et promulgua le premier Code du travail dans un pays alors bien peu industrialisé.

C'est cette Grèce en voie de modernisation qui participa aux guerres balkaniques. L'armée et la marine grecques s'y comportèrent honorablement et, dès novembre 1912, l'objectif de Salonique fut atteint. A ce sujet, on frôla la rupture avec la Bulgarie dont le porte-parole à Londres avait réclamé «Salonique ou la guerre»; le roi Georges I^{er} y répondit en allant s'établir symboliquement dans la ville conquise, mais il y fut assassiné en février 1913. Un autre sujet de friction fut la question de l'Épire du Nord, donnée au nouvel État albanais par la conférence de Florence (décembre 1913). Les Grecs affirmaient que la région était peuplée de cent vingt mille de leurs compatriotes, organisés en trois évêchés avec 376 paroisses et 360 écoles comptant vingt-deux mille élèves. Il fallut de vives pressions des Puissances pour obliger la Grèce à évacuer cette région où s'était constitué un «gouvernement» qui avait proclamé l'indépendance de l'Épire du Nord en mars 1914. Au sortir des guerres balkaniques, l'État grec avait presque doublé sa superficie, portée à 108000 km², tandis que sa population était passée de

2,6 millions à 4,4 millions d'habitants.

L'attentat de Sarajevo et la guerre européenne surprirent l'opinion hellénique en pleine phase de nationalisme. Venizelos proposa à l'Entente de mettre les forces grecques à sa disposition contre la Turquie, mais les Alliés tergiversèrent aussi longtemps que la Bulgarie resta neutre, car le gouvernement russe convoitait lui-même Constantinople et ne tenait pas à une intervention des Grecs. L'expédition anglo-française des Dardanelles transforma à partir de janvier 1915 le port de Salonique que en base des Alliés, lesquels s'installèrent aussi dans l'île de Lemnos. Guillaume II protesta auprès de son beau-frère Constantin. Le souverain s'opposa à une participation grecque à l'expédition et, le 5 mars, Venizelos fut contraint à la démission.

Comme la Bulgarie, la Grèce fut alors l'objet des tentatives de séduction des deux camps; mais la situation était encore incertaine. En juin 1915, des élections législatives furent un succès pour les libéraux qui obtinrent la majorité absolue; Venizelos revenait au pouvoir en août. Désormais, la Grèce était divisée entre un roi et une cour convaincus de la victoire des Puissances centrales, et un gouvernement qui jouait la carte de l'Entente; la presse se partagea à son tour, et les diplomates des deux coalitions transformèrent Athènes en foyer de rumeurs et d'intrigues. En septembre, l'entrée en guerre de la Bulgarie contre la Serbie consumma la rupture. Venizelos, ayant proposé aux Alliés de débarquer des troupes à Salonique pour soutenir les Serbes attaqués sur deux fronts, se heurta au roi et au clan germanophile: il fut contraint de démissionner dès le 5 octobre, au moment où les premiers soldats alliés prenaient pied sur le sol hellénique.

Fin décembre, les avions allemands bombardèrent les positions

alliées du grand port. Au printemps suivant, l'état-major de Mackensen faisait savoir à Athènes qu'il allait faire avancer ses troupes en Macédoine orientale et occuper le fort de Rupel, à la frontière bulgare, sur la Struma; Sarrail réagit en proclamant l'état de siège à Salonique et en faisant occuper l'île de Thassos. La conférence anglo-française de Londres de 8 à 9 juin 1916 décida le blocus de la Grèce et une démonstration navale, tout en produisant une note exigeant la démission du gouvernement, de nouvelles élections, la démobilisation de l'armée et l'éloignement des hauts fonctionnaires civils et militaires hostiles à l'Entente. De leur côté, les Germano-bulgares occupèrent le port de Kavala et envoyèrent la garnison de huit mille hommes en prison en Allemagne.

Le 29 août 1916 se forma à Salonique un *Comité grec de défense nationale*, soutenu par Sarrail, et qui déclara vouloir intervenir aux côtés de l'Entente. Venizélos se rendit alors dans sa patrie crétoise et annonça la constitution d'un gouvernement provisoire, avec son siège à Salonique où il débarqua le 9 octobre. La Grèce avait désormais deux gouvernements. Les Alliés reconnurent *de facto* celui de Salonique et accentuèrent leurs pressions sur le gouvernement royal; des officiers français et anglais prirent en main contrôle des chemins de fer, arsenaux et fortifications d'Athènes dans laquelle circulaient des patrouilles de marins de l'amiral Dartigue du Fournet. Au début de novembre, les troupes de la Défense nationale s'emparèrent de la ville de Katerini, à la frontière de la Thessalie, sur la grande route Larissa-Athènes: il y eut une quinzaine de morts et l'on assista au début d'une guerre civile.

A Athènes même, la situation se tendait entre royalistes et vénizélistes. Le 1^{er} décembre, Dartigue fit débarquer 2500 hommes pour

investir la capitale. De véritables combats de rues eurent lieu autour du Zappeion, dans le Jardin national et sur la colline du Philopappos; l'escadre franco-anglaise ouvrit le feu et soixante-quatre coups de canon furent tirés sur la ville: il y eut de part et d'autre une soixantaine de morts et cent cinquante blessés, les pertes alliées étant un peu plus lourdes que celles des Grecs. Pensant la responsabilité du roi engagée, les Alliés établirent un blocus maritime complet de la Grèce.

Pendant ce temps, le gouvernement de Salonique avait déclaré la guerre à la Bulgarie en novembre 1916 et envoyé au front ses premiers bataillons qui, six mois plus tard, atteignaient quarante mille hommes: il en fut récompensé par la reconnaissance officielle de l'Entente en décembre. Le gouvernement d'Athènes faisait face à des exigences croissantes des Alliés qui avaient délimité une «zone neutre» entre ses troupes et celles des vénizélistes et réclamaient la destitution, voire la livraison de tous les responsables des événements de décembre. En avril 1917, l'entrée en guerre des États-Unis porta un coup sensible à la position des neutres, et l'arrivée au gouvernement en France d'une équipe de partisans d'une guerre plus dynamique l'offensive Nivelle débuta le 7 avril - détermina les Alliés à régler l'«affaire grecque» en obligeant le roi Constantin à abdiquer.

L'exécution de l'opération fut confiée à Charles Jonnart. Non sans hésitations du côté anglais, Jonnart obtint le feu vert. Arrivé au large du Pirée le 6 juin, il s'efforça d'éviter toute effusion de sang: pour cela, il prit contact avec le gouvernement Zaimis, mais aussi avec Venizélos et Sarrail à Salonique. Le 11 juin, il remettait au Premier ministre grec un ultimatum exigeant sous vingt-quatre heures l'abdication du roi et l'exclusion du prince héritier de la succession. Constantin se résigna et

partit pour l'exil en Suisse, remplacé par son fils cadet, Alexandre I^{er}.

Le 27 juin, Venizélos devenait chef du gouvernement d'Athènes: il devait le rester jusqu'en novembre 1920. Il déclara immédiatement la guerre aux Puissances centrales, tandis que les contingents alliés évacuaient la capitale, la Thessalie et les divers points occupés, à l'exception de Salonique. On procéda à une sévère épuration de l'administration pour en écarter les éléments jugés germanophiles. L'effort principal eut lieu naturellement dans le domaine militaire: l'armée grecque fut portée à quinze divisions, dont dix furent engagées sur le front de Salonique à côté de huit divisions françaises, six serbes, quatre anglaises et une italienne.³²⁴

Il était certain que dans une situation aussi confuse un bon service de renseignement devint une nécessité absolue. Il était évident que Mazon grâce à sa spécialité y est absolument prédisposé

Au début de l'année 1916 André Mazon fut mis à la disposition du deuxième bureau de l'armée d'Orient commandée à l'époque par le général Sarrail. Sous ses ordres se trouvait un corps d'armée italien, qui comptait dix divisions, six divisions serbes, quatre divisions anglaises et la division grecque que la déposition de Constantin et le retour au pouvoir de Venizélos avaient rangée dans le camp des Alliés. Parallèlement, l'ennemi bulgare s'était considérablement accru avec des troupes de la coalition venues à son secours: allemandes, austro-hongroises, turques, albanaises. La situation politique préoccupait gravement André Mazon. Bulgarophile persuadé, il a voulu maintenir la neutralité bulgare. Il croyait fermement à la concorde entre les Serbes et

³²⁴Voir par exemple JELAVICH Barbara, *History of the Balkans: Eighteen and Nineteen Century*, Cambridge 1983; CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans*, Paris 1992.

les Bulgares. Il fut persuadé que la question de la Macédoine doit se résoudre d'une manière paisible. Même après l'entrée de la Bulgarie en guerre de 1915, il fut résolument contre toute propagande antibulgare qui fut présente dans la presse française de l'époque. Il protesta dans ses lettres adressées à son mentor Paul Boyer contre les injures et les interprétations malveillantes des mobiles bulgares et contre les images parfois presque racistes de la presse.³²⁵

Autrement, on peut dire que l'atmosphère parmi les interprètes militaires fut peu martiale. Le deuxième bureau fut composé par toutes les sortes de intellectuels qui mettaient ainsi leurs qualités au profit de la patrie en guerre. Il y avait pour l'anglais et l'allemand, des agrégés des lettres comme le remarquable professeur de khâgne qu'était déjà Albert Bayet, des agrégés d'histoire comme Jacques Ancel, spécialiste de l'ethnographie des Balkans; pour le turc, le professeur de l'Ecole des langues orientales, qui en deviendra l'administrateur, Jean Deny, secondé par Cuinet, consul français à Smyrne; pour le grec, deux anciens membres de l'école française d'Athènes, Auguste Jardé et Charles Picard qui, peut après notre départ de Monastir; pour l'italien, le chef du 2^e bureau doublé par Henri Bosco qui; pour le serbe les officiers de liaison des Yougoslaves et Rollet, directeur de la Banque franco-serbe de Belgrade; enfin, pour le bulgare trois russes: le tailleur Kirilof, le journaliste Mittermilch, le professeur Alexandre Eck qui devint après la guerre le titulaire de la chaire de civilisation slave à l'Université de Bruxelles.

Le climat parmi les interprètes engagés en Macédoine fut ainsi décrite par un des membres, célèbre archéologue français Jérôme

³²⁵ Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits occidentaux, papiers Paul Boyer, MS 55, lettre de 30 octobre 1916.

Carcopino: «Toutefois, en Orient, le 2^e bureau ne pouvait fonctionner tout à fait comme les autres. Sa mission y était compliquée par les conditions d'une guerre interalliée dans un pays étranger, au carrefour linguistique des races qui cohabitaient en Macédoine(...).

Pour correspondre avec ses voisins et amis, il devait parler le serbe, l'anglais, l'italien, le russe et le grec. Pour tenir tête à ses adversaires, il lui fallait savoir le bulgare, l'allemand, le hongrois, le turc, l'albanais. Au total, il était condamné à l'emploi de dix langues étrangères et il apparaissait comme une Babel dont les défenseurs étaient ses interprètes, pour la plupart des universitaires.»³²⁶

Mazon se mit au travail au service de l'armée de l'Orient, au profit de laquelle, il pouvait mettre en œuvre toutes ses facultés et connaissances linguistiques, ainsi que son indéniable talent de pédagogue. Carcopino, nous laissa un portrait flatteur de Mazon au front de Salonique. «Cet idéaliste impénitent se gardait d'y faire jamais allusion, comme si en remplissant son devoir de Français, il n'avait droit de s'enorgueillir de la part prise à la conduite d'une guerre d'où dépendait le salut du pays, mais qui, comme toutes les guerres, attentait à ses convictions humanitaires et révoltait son âme de pacifiste et comme si au fond de lui-même il gardait un sentimental attachement aux Slaves dont il avait éprouvé la bienveillante sympathie et qu'il était obligé maintenant de combattre sans merci. Je suis sans doute, le seul capable de mesurer la grandeur des services qu'il a rendus pendant les trois mois où nous avons vécu côte à côte au Q. G. de Salonique.»³²⁷

³²⁶CARCOPINO Jérôme, *Souvenirs de la guerre en Orient*, Paris 1970, p. 65.

³²⁷CARCOPINO Jérôme, *Souvenirs de la guerre en Orient*, Paris 1970, p. 68.

La maladie, le 2 mai 1916, avait provisoirement écarté l'officier breveté qui dirigeait le 2^e bureau, et jusqu'au retour, du 14 juillet 1916, et Jérôme Carcopino, simple officier de réserve, fut placé, en intérim, à sa tête, avec comme adjoint, le commissaire de la marine à deux galons qu'était André Mazon. Le point faible de l'époque était l'absence quasi-totale des Français parlant le bulgare. Mazon avec le soutien de Carcopino fait appeler de France un grand nombre des russophones. Il s'engagea, vu les grandes similitudes de deux langues, d'apprendre le bulgare aux soldats parlants le russe dans une décade. Aussitôt dit, aussitôt fait. Le colonel Jacquemot écouta avec bienveillance le programme d'André Mazon et promit Carcopino d'y rallier le général Sarrail. Une longue dépêche fut en conséquence expédiée en chiffre aux généraux Joffre et Gallieni. Elle sollicitait l'envoi sur le front d'Orient, non seulement du petit nombre de mobilisées sachant le bulgare, mais du plus grand nombre possible de soldats parlant le russe. La réponse fut affirmative et bientôt débarqua à Salonique la foule d'interprètes éventuels sollicités du commandement suprême et aussitôt accordée.

Carcopino décrivit ainsi l'auditoire hétéroclite d'André Mazons. «Bien entendu, la grande majorité des nouveaux venus ne parlait que le russe, mais ils s'étaient portés volontaires, trop heureux, pour la plupart, de sortir de leurs tranchées de France pour une affectation qui, par comparaison, ressemblait à une «planque» inespérée. Ils craignaient trop d'en perdre le bénéfice pour ne point faire feu des quatre fers. Le futur professeur du Collège de France, Mazon, montant dans la chaire d'un instituteur, eut tôt fait de transformer ces bons élèves, pleins d'attention et de zèle, en autant d'interprètes de bulgare, dont quelques-uns restèrent

attachés à la base, tandis que la plupart furent dirigés sur les régiments qui avaient tant besoin d'eux.»³²⁸

Mazon, outre son travail pédagogique, était chargé de dépouiller la presse bulgare et de rédiger des tracts contre la guerre visant à démoraliser l'armée bulgare. Les arguments les plus récurrents y étaient l'appel au sentiment slave et à la russophilie, à la germanophobie et à la turcophobie, ainsi que l'argument de la situation économique désespérée de la Bulgarie. En même temps, ils promettaient la satisfaction partielle des desideratas territoriaux bulgares. Voici l'exemple d'un tract de 12 janvier 1916:

«Soldats bulgares !

Savez vous combien il est tombé des vôtres de puis 3 mois? Plus de cent mille. Et pourquoi ? Pour conquérir au prix de votre sang des terres que vous pouviez acquérir pacifiquement. Voulez vous continuer à verser le sang bulgare pour les Allemands et les Turcs? Voulez vous tirer les marrons du feu pour vos oppresseurs séculaires? L'Allemagne vous oblige à combattre contre les fils des braves russes qui sont morts à Chipka et à Plevna pour vous délivrer du joug turc. L'Allemagne a pris votre sang et la voici qui prend votre blé et toutes les richesses de votre pays. Ici, vous êtes mal nourris, là bas vos femmes et vos enfants meurent de faim. L'Allemagne vous prend votre pain, l'Allemagne vous ruine. Des régiments allemands campent dans vos villes du Danube et à la mer Noire, il y a des soldats allemands à Ruscuk, à Varna et à Burgas. Des officiers Allemand parlent en maîtres dans le grand Etat major de votre armée. Des fonctionnaires allemands se sont installés à Sofia même, dans vos ministères et dans vos banques, Reniez, Bulgares ces

³²⁸ CARCOPINO Jérôme, *Souvenirs de la guerre en Orient*, Paris 1970, p. 76.

alliés rapaces et perfides. Renoncez à cette guerre inutile et impie qui durera plusieurs années si vous ne la suspendez vous-mêmes. Venez à nous un à un sans armes. Nous vous recevrons en camarades qui ont fait leur devoir.»³²⁹

Ces appels restèrent largement sans écho, ainsi que le manifeste rédigé par Mazon et destiné aux soldats tchèques de l'armée austro-hongroise.

Comme le spécialiste réputé des affaires bulgares, Mazon fut envoyé, le 18 mars 1916 en mission au Mont Athos, célèbre république monacale en Macédoine grecque. Le but de la mission était de se rendre au monastère bulgare de Zograf. Mazon voulait avant tout étudier les possibilités de recevoir par intermédiaire des moines du monastère des informations d'ordre stratégique sur la situation intérieure en Bulgarie. Par ailleurs, il voulait mettre au profit des Alliés les dispositions russophiles de certains moines du monastère, sinon de tous les moins et susciter la rédaction d'une déclaration patriotique antiallemande dûment signée qui pourrait être répandue en Bulgarie.

L'expédition française prit le départ de Salonique le 15 mars. Le premier arrêt fut le monastère russe saint Panteleïmon.³³⁰ L'higoumène reçut les Français avec tous les honneurs de rigueur. Il fut ravi par les succès militaires français. Quant aux Bulgares de Zograf, il les disait fort impressionnés par les victoires allemandes. A l'aube, la délégation française arriva à Zograf. Dès l'arrivée Mazon fut frappé par la présence d'un grand portrait de pied du tsar Ferdinand. Sur la table, il remarqua le journal *Narodna Prava* de Vassili Radoslavov, premier ministre de

³²⁹ Archives Départementales Bourges, Papiers André Mazon, 55 J2, document sans date.

³³⁰ Archives Départementales Bourges, Papiers André Mazon, 55 J2, document du 30 mars 1916.

Bulgarie. En même temps, dans le réfectoire, on pouvait voir le portrait du tsar Nicolas II, du prince héritier Boris et du roi Constantin de Grèce. Les moines tentaient d'observer la plus stricte neutralité. Le monastère dépendait jadis largement des subventions financières de la Russie qui avaient été stoppées dès l'entrée de la Bulgarie en guerre. Son orientation bulgare était néanmoins patente depuis le début du 20^e siècle quand la question macédonienne arriva au premier plan des préoccupations du gouvernement de Sofia. Parmi les 141 religieux, 90 provenaient de la Macédoine, 23 seulement de la vieille Bulgarie et 17 de la Bessarabie.³³¹ L'higoumène prenait beaucoup de réserve dans le dialogue avec Mazon, mais les autres moines parlaient plus librement. Ils regrettaient avec douleur l'entrée de la Bulgarie en guerre contre la Russie et affirmaient d'appeler la paix dans leurs prières. Après le déjeuner, les moines allèrent montrer aux hôtes français la bibliothèque et le trésor. Pour finir, ils offrirent à chacun une icône de Saint Georges, patron du monastère. Mazon proposa immédiatement de faire rédiger au verso une prière à Saint Georges appelant la paix chrétienne et la réconciliation de la Bulgarie avec la Russie. Cette proposition fut acceptée et l'higoumène, Mazons et dix moines s'attablèrent pour composer le texte de la prière soumise en dernier lieu à l'approbation de la totalité des moines. L'higoumène promit de faire écrire le texte au verso de chaque icône de Saint Georges et d'y apposer le sceau du monastère. Malgré ce succès, le monastère fut soumis à un strict contrôle de sa correspondance, destiné à éclaircir la vraie nature des relations des moines avec la Bulgarie. Rien de compromettant ne fut trouvé. La correspondance avec la Bulgarie était très banale et dépourvue du moindre intérêt politique ou économique. Un autre objectif de la mission

³³¹ Archives Départementales Bourges, Papiers André Mazon, 55 J2, document du 30 juillet 1916.

de Mazon consistait à recueillir des renseignements sur la composition ethnique du monastère. Il constata des sérieuses querelles entre les moines de Serbie et les Macédoniens. Les Serbes qui se sentaient menacés par l'augmentation du nombre des moines macédoniens demandaient la protection des autorités alliées et dénonçaient l'agressivité et l'insoumission de leur confrères, L'épître Théophile demandait l'intervention du général Sarrail et du gouvernement serbe.³³²

Mazon était continuellement soucieux d'améliorer la qualité des services de renseignements sur le front. Dans un mémorandum du 2 décembre 1915 il réclamait l'augmentation du nombre des matériaux dépouillés provenant de la Bulgarie. Il voulait commander les brochures et les journaux bulgares par l'intermédiaire d'un libraire grec à Salonique. D'autre part, il demandait le perfectionnement du système d'interrogatoires. Il fallait se concentrer surtout sur les personnes dont le caractère et l'intelligence permettraient d'obtenir les dépositions intéressantes du point de vue de l'état d'esprit politique du peuple bulgare. Parallèlement, il fallait interroger directement ou indirectement les civils de pays neutres ou alliés voyageant en Bulgarie. Enfin, Mazon demandait l'envoi d'un spécialiste de la Bulgarie pour un court séjour à Sofia ou à Plovdiv dans le but d'y recueillir des informations d'ordre stratégique. C'était le point le plus difficile et le plus délicat.

Un hasard heureux lui permit de réaliser ce projet. Il engagea un combattant de la Légion étrangère nommé Todorov qui détestait viscéralement la monarchie et le régime personnel de Ferdinand I^{er}.

L'avion de Todorov atterrit le 4 juillet à quatre heures et demie à proximité de la route Bitola-Prilep derrière les lignes germano-bulgares.

³³²Archives Départementales Bourges, Papiers André Mazon, 55 J2, rapport du 16 février 1916.

Il passa la nuit dans la forêt voisine et, à l'aube, il s'est mis en route vers la commune de Krivolac, où il arriva le soir même. Là, la fortune lui sourit. Le chef de la gare était un certain docteur Borilkov, son ancien compagnon d'armes des années héroïques passées dans les tchétras en Macédoine. Gardant son sang froid, Todorov lui déclara, qu'il servait dans la 5^e division danubienne et qu'il était arrivé dans la région de Prilep afin d'y faire des réquisitions de moutons pour les besoins de l'armée en première ligne. Todorov passa chez lui trois jours. Pendant la journée, il restait assis au banc de la gare, engageait la conversation avec les officiers de passage, observait et gravait dans sa mémoire les transports qui traversaient la gare. Les mouvements sur la ligne et les conversations laissaient présager l'imminence d'une offensive vers fin août. Le 7 juillet dans l'après-midi, Todorov prit congé de Borilkov pour repasser les lignes du front. Au sud-est de Strupina, il rencontra le 12 juillet la patrouille du premier régiment de chasseurs africains.³³³

Les informations de Todorov furent confirmées par les explorations aériennes du secteur de Monastir et l'offensive bulgare, fut définitivement brisée le 15 juillet 1916 au jour exactement annoncé par Todorov.

³³³Archives Départementales Bourges, Papiers André Mazon, 55 J2, rapport du 20 juillet 1916.

En Russie

Mazon passa au front d'Orient deux années riches en événements. Au mois d'octobre 1917, il fut soudainement convoqué à Paris. Une nouvelle mission l'attendait. La Russie alliée était tourmentée par la Révolution et son avenir était des plus incertains. La situation fut très complexe, personne ne pouvait prédire l'évolution de la Russie dans l'avenir. Le régime bolchevique s'apprêtait à quitter la guerre et arrêter les hostilités. La paix séparée de la Russie avec l'Allemagne était en vue.

Paul Boyer, le maître vénéré de Mazon qui se prenait pour un grand spécialiste de la Russie, observait la situation politique dès le début de la guerre de 1914. Il voyait clairement les dangers du développement politique dans ce pays. Il voyait deux points faibles de la Russie. C'était d'abord la question agraire et puis celle des nationalités. En 1915, Boyer proposait une large autonomie pour la Pologne et dans le cas de la Finlande, il évoquait même l'idée de l'indépendance. Quant à l'Ukraine, il considérait toujours l'identité ukrainienne comme une identité régionale, subordonnée à l'esprit patriotique russe. Il envisagea même une autonomie linguistique et culturelle pour les peuples baltes. Dans la question de l'effort militaire russe, il restait désormais optimiste. Dans sa conférence pour l'organisation calviniste *Foi et vie*, il dit: «Réserve immense de forces jeunes et pacifiques, incomparable puissance d'idéalisme humain, esprit démocratique dans ses masses, voilà ce que nous offre le peuple russe.» La Révolution de mars 1917 bouleversa la situation politique en Russie et radicalisa inévitablement les positions de Boyer. Dans son compte-rendu du 4 juin 1917, il critiqua l'ignorance générale des affaires russes en France: «Nous sommes donc très coupables, nous les Français, d'ignorer la Russie au point où nous

ignorons cette ignorance»³³⁴. Les Français selon lui sous-estimaient la profondeur de la crise russe reposant surtout dans l'effondrement du prestige du tsar après la de 1905–1906. Ils étaient également trop optimistes dans l'appréciation des capacités militaires russes.

Pour éviter l'écroulement de la Russie, il faut adopter les mesures radicales surtout dans la question agraire. Selon Boyer, les grands propriétaires terriens étaient une caste condamnée à mort. Pour satisfaire des pays, il fallait même pratiquer l'expropriation forcée, mais uniquement avec l'indemnité pour les expropriés.

Dans la question nationale, il lui paraissait inévitable d'accorder immédiatement l'indépendance à la Pologne et à la Finlande. Pour les autres nations de l'Empire russe, Boyer demandait un self-government assez limité. Il envisageait cette autonomie pour les peuples baltes, les Arméniens, les Géorgiens et les Ukrainiens. Boyer gardait à l'encontre de ces peuples quelques préjugés. Il considérait les Ukrainiens comme un peuple fictif, inventé de toutes pièces par les Habsbourg en Galicie. L'identité ukrainienne était, selon lui, également ravivé par les maladroites du régime tsariste. Il lui paraissait utile de garder le russe comme une langue d'enseignement dans les universités de Kiev et de Kharkov. Les peuples baltes étaient également condamnés à la disparition progressive par la russification spontanée. Le lituanien était, selon Boyer, comme breton, une langue intéressante pour le linguiste, mais pas une langue d'enseignement supérieur. Dans cette qualité, le russe lui paraissait irremplaçable. Boyer voyait les principaux dangers pour avenir de la Russie dans les trois phénomènes. Le premier était l'emprise allemande sur la vie intellectuelle russe, surtout sur son

³³⁴Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits occidentaux, papiers Paul Boyer, MS 55, rapport du 4 juin 1917.

système d'éducation. L'influence allemande dominait également le mouvement socialiste russe. La présence des Allemands en Russie, surtout dans les provinces baltes menait à l'établissement d'un réseau d'espionnage assez puissant. La deuxième menace était pour Boyer le péril ultra révolutionnaire, représenté par les sociaux-démocrates maximalistes, les pacifistes et les anarchistes. Ces groupements politiques, incapables d'organiser, représentaient pour lui une redoutable force de désorganisation. Enfin, Boyer voyait un certain péril dans les anciens agents de la police secrète, Okhrana, qui pourraient infiltrer les nouvelles structures du pouvoir pour les déstabiliser. Pourtant, Boyer gardait l'espoir dans le développement positif. Petrograd n'était pas pour lui tout la Russie et le Soviet ne représentait pas la nation entière. Il misait sur la modération des paysans et des habitants des villes de province, et non en dernier lieu, à la sagesse des hommes au pouvoir.³³⁵ Pour étudier sa situation politique si compliquée, une commission des affaires russes fut constituée auprès du ministère des Affaires étrangères. Cette commission fut composée des diplomates français comme François Clément-Simon et Albert Kammerer, le général Janin, ancien chef de la mission militaire en Russie, le journaliste Robert de Caix, les slavissants Paul Boyer et Ernest Denis et les émigrés tchécoslovaques Edvard Beneš et Milan Rastislav Štefánik.³³⁶ Elle était chargée d'évaluer les possibilités de contrer les propagandes allemande et bolchevique en Russie par une propagande. Ses travaux furent influencés par le vicomte de Chevilly, qui ébaucha une stratégie de propagande. Selon lui, il fallait organiser les agences d'information, un service de distribution des journaux, l'impression de brochures et de feuilles volantes, développer

³³⁵ Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits occidentaux, papiers Paul Boyer, MS 55, document sans date.

³³⁶ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Nouvelle série, Propagande Russie, 1917–1920.

les filiales de L'Alliance Française, relancer les travaux de la Chambre de Commerce franco-russe. Chevilly accordait une grande importance aux projections cinématographiques gratuites et à l'organisation des conférences en russe ou en français. L'autre but de la mission était le maintien du contact avec les opposants russes du régime bolchevique et évaluer les possibilités de son éventuel renversement. Ce projet fut soutenu par l'infatigable Paul Boyer qui dressa plusieurs listes des candidats possibles pour cette mission. On y trouvait des Russes, des Français civils ou militaires, des économistes, des prêtres. Chevilly choisit finalement trois personnes un certain Ferrand, commerçant habile, un vaillant soldat nommé Laporte et André Mazon, qui avait des solides recommandations de l'armée de l'Orient. Mazon s'installa tout d'abord à Helsinki avec l'objectif d'aider à maintenir la Finlande en dehors de la zone d'influence allemande. Après quelques semaines, il s'est rendu à Saint-Pétersbourg. Dans sa lettre à Boyer d'avril 1918, Mazon était plein d'optimisme. Selon lui, le régime bolchevique était au bord de la ruine. «L'usure que je vous ai annoncé, d'après Plekhanov commence à être sensible.» Selon Mazon de deux éléments qui soutenaient les bolcheviques, aucun ne paraissait lui rester fidèle. Les soldats redevenus paysans n'aspiraient qu'au rétablissement de la liberté des échanges supprimée par le gouvernement et à l'ordre intérieur menacé par les querelles locales liées à la distribution des terres. Les ouvriers refusaient le bolchevisme à suite au chômage exorbitant, à la fermeture des usines au désordre à l'improductivité et aux répressions arbitraires de la garde rouge et à la vie chère. «Le bolchevisme, écrivait Mazon n'est plus soutenu que par la garde rouge, son oprichnina, comme l'on dit couramment, sa garde prétorienne, qu'il tente, en la graissant de volontaires de transformer en armée rouge. Qu'une telle armée,

actuellement en état embryonnaire et chaotique, puisse jamais devenir une armée nationale contre l'étranger, personne ici ne le croit, pas même Trotski.»³³⁷ Une telle armée serait d'après Mazon un instrument de la lutte des classe plutôt qu'une armée véritable. Selon lui, les socialistes révolutionnaires seraient prêts à accepter l'intervention japonaise en Extrême Orient pour poursuivre la lutte contre l'Allemagne. Les partis de gauche comme de la droite avaient pour le programme commun la poursuite de la lutte et non reconnaissance de la paix de Brest Litovsk. Mazon rencontra également des dirigeants cadets Oldenbourg et Chachmatov, qui se disaient prêts à accepter la venue des Japonais à condition que cette venue fût présentée comme l'action commune de l'Entente.

Boyer fut ravi des activités de Mazon et vantait partout les qualités de son étudiant. Mais l'horizon en Russie s'obscurcissait.

Après l'attentat contre Lénine perpétré par Fanny Kaplan, Mazon fut arrêté ainsi que d'autres Français le 31 août 1918. L'arrestation eut lieu dans le palais Levachov au bord de la Fontanka, l'ancien bâtiment de la mission militaire. «Vers deux heures de la nuit, je suis réveillé par une longue sonnerie venant de la porte d'entrée qui donne sur le quai. Un quart d'heure plus tard un bruit de voix, des pas retentissent; j'entends des gens traverser la grande salle où se trouve la belle bibliothèque des Levachov; on frappe à la porte de ma chambre. A la lumière un peu aveuglante de l'électricité j'aperçois un garçon de quelque vingt-cinq ans, au type sémite fortement marqué, dont la mince figure rasée est encadrée militairement par la jugulaire d'une casquette; un étui de revolver se détache ostensiblement sur sa vareuse de cuir noir; il se tient en avant

³³⁷Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits occidentaux, papiers Paul Boyer, MS 55, lettre de Mazon du 18 avril 1918.

d'un petit groupe où s'entrevoient des uniformes de soldats.

- Je suis le délégué de la Commission extraordinaire, déclare-t-il en se penchant vers mon lit.

- Avez-vous des armes? Donnez-les-moi immédiatement (ceci dit avec une nuance d'inquiétude). Où sont les officiers français? Pourquoi êtes-vous ici cette nuit? Vos papiers!

Il débite tout cela en un français laborieux comme des phrases préparées à l'avance, mais insuffisamment apprises; c'est lui rendre service que de répondre en russe. Mais les réponses que je lui donne, et qu'il n'écoute pas, ne le satisfont point; mes pièces d'identité, qu'il dédaigne de lire, ne lui agréent pas davantage. Passeport français portant l'indication de la mission scientifique que m'a confiée le ministère de l'Instruction publique, certificat de protection délivré par la légation de Danemark et lettre d'introduction auprès des autorités soviétistes signée de la main de Karakhan, l'adjoint de Tchitchérine aux Affaires étrangères, le délégué glisse le tout dans sa serviette avec un haussement d'épaules sur lequel il n'y a pas à se méprendre: chiffons de papier dont la Commission extraordinaire se moque bien, même - et peut être surtout - s'ils émanent du commissariat des Affaires étrangères.»³³⁸

Après un interrogatoire Mazon fut transféré avec les autres prisonniers occidentaux dans la cellule de la forteresse de Saint Pierre et Paul.

«Nous parcourons rapidement la cellule du regard. Ses dimensions sont d'à peu près 6 mètres de profondeur sur 50 de largeur et 3 mètres de hauteur. Sous le plafond voûté, à 2,25m environ du sol, une lucarne qui

³³⁸MAZON André, *Les Prisons russes (d'août à décembre 1918)*, Paris 1919, p. 3.

ne laisse entrevoir qu'un grand mur gris. Dans un angle, à gauche la porte d'entrée, la cuvette d'un water-closet; entre cet angle et la porte, un petit lavabo à un robinet. Pour tout le meuble, un lit de fer sans matelas ni drap, rivé à la muraille; à côté du lit, un plateau de table fixe et, au-dessus de ce plateau, deux lampes électriques dans une niche du nul'. Cette cellule, comme toutes celles du bastion, est faite pour un seul prisonnier (*odinotchka*): nous sommes là dix-neuf.»³³⁹

Le 16 septembre Mazon avec quelques prisonniers français et occidentaux fut transféré à Moscou au quartier général de la Tcheka à Loubianka. C'était seulement après une semaine que ses formalités d'enregistrement commencèrent.

«Le mardi 24 septembre, par groupes de cinq à six, nous descendons les uns après les autres de la salle 8 dans le bureau des enregistrements, où nous n'entendons parler autour de nous que le letton, et là chacun de nous répond par écrit sur une fiche à un questionnaire imprimé: quels sont nos nom, prénoms, lieu et date de naissance, degré d'instruction, profession et *ressources personnelles*, quand, où et *pourquoi* avons-nous été arrêtés? À *quel parti politique sommes-nous inscrits* ou à *quel parti politique vont nos sympathies*? Ces dernières questions ne nous surprennent point: n'a-t-on point demandé à tel ou tel de nos compatriotes de Petrograd ce qu'il pensait du «président impérialiste Poincaré», du «dictateur Clemenceau», des «bandes tchécoslovaques» et surtout de «l'intervention des Alliés dans les affaires intérieures de la Russie?»³⁴⁰

Malgré les inconvénients de la prison, malgré la mauvaise

³³⁹ MAZON André, *Les Prisons russes (d'août à décembre 1918)*. Paris 1919, p. 15.

³⁴⁰ MAZON André, *Les Prisons russes (d'août à décembre 1918)*. Paris 1919, p. 28.

nourriture et la saleté omniprésente, les prisonniers avaient le privilège de suivre de très près les événements qui se déroulaient dans le monde sur les pages des journaux *Izvestia* et *Pravda*. Ils savaient bien, que la position militaire de l'Allemagne ne cesse de s'aggraver. Mazon attendait avec impatience son sort.

«Le 6 octobre, j'ai paru à mon tour dans le cabinet du camarade de La Fare, un jeune garçon d'une vingtaine d'années aux traits fins, mais vulgarisés par une usure précoce, aux longs cheveux rejetés en arrière: né en Russie de parents français, élevé à l'asile français de Petrograd, il a servi, dit-on, sur le front français, puis, envoyé en Russie en congé de convalescence, n'a pas rejoint son corps; il est poète futuriste et lit ses vers dans les cabarets de Moscou; bohème devenu policier, il est entré au service de la Commission extraordinaire, où il remplit les fonctions de secrétaire de Dzerzinski et, accessoirement, pour les affaires françaises, celles de juge d'instruction. L'interrogatoire, en français, a duré cinq minutes:

- Vous êtes accusé d'espionnage contre le pouvoir des Soviets, prononce en substance le camarade de La Fare. Vous protestez, et vous demandez sur quoi se fonde cette accusation? Sur des papiers trouvés dans la chambre où vous avez été arrêté. Vous déclarez ignorer ces papiers et priez qu'ils vous soient mis sous les yeux? Il m'est impossible de vous les montrer aujourd'hui, car j'ai transmis votre dossier au Comité Central Exécutif qui statuera. Il n'y a d'ailleurs rien de grave contre vous. Peut-être serez-vous libéré dans huit jours. En attendant, consignez par écrit ce que vous avez à déclarer.

En dix minutes j'ai récusé par écrit l'accusation portée contre moi d'après des documents fantômes, – et j'ai pris congé du camarade. Cette

formalité a duré un quart d'heure: je n'ai jamais été réinterrogé par la suite.»³⁴¹

Ensuite, il fut transféré à la prison de Boutyrky, où il fut emprisonné avec une société intéressante. Il y avait non seulement les membres de la mission militaire française, mais aussi les politiciens russes comme Samarine et Djoukovski, les professeurs Kichkine et Kiesevetter. Parmi les étrangers, Mazon y rencontra également les représentants de l'émigration tchécoslovaque Čermák et Maxa, emprisonnés après le déclenchement du conflit entre les bolcheviks et les légions tchécoslovaques en Russie.

Mazon laissa une description effrayante de Boutyrki:

«Le règlement de la prison de Boutyrki est celui de l'ancien régime. A six heures du matin, lever (le gardien frappe avec sa clef sur la serrure en criant: «*Vslavai!*» (Debout!); à six heures un quart, contrôle rapide par un adjoint du commandant (*prověrka*); puis distribution du pain; ensuite sortie de dix minutes pour se rendre au lavabo et au water-closet à l'extrémité du corridor; vers la fin de la matinée, promenade facultative d'une demi-heure dans une des cours intérieures, fermée par de grands murs; vers onze heures, soupe de choux au poisson et quelquefois, en plus, un peu de chou solide ou même de viande bouillie; après la soupe, nouvelle sortie de dix minutes dans le corridor; à quatre heures, seconde soupe de choux au poisson; vers cinq heures, troisième et dernière sortie de dix minutes dans le corridor; à six heures du soir, nouveau contrôle. Après le contrôle du soir toute sortie dans le corridor est interdite jusqu'au contrôle matinal: un haut baquet cylindrique, la *parachka*, tient lieu de tinette; deux prisonniers, à leur tour de rôle, vont

³⁴¹MAZON André, *Les Prisons russes (d'août à décembre 1918)*. Paris 1919, p. 35.

le vider le matin, le portant chacun par une oreille. La lumière crue des lampes électriques est de rigueur dans les cellules pendant toute la nuit. Une fois tous les quinze jours environ, le bain de vapeur. De temps à autre, des corvées qu'on recherche plutôt qu'on ne les évite, comme celle d'aller chercher le pain dans les cuisines (centre unique d'informations, d'ailleurs généralement reconnues inexactes), ou celle de fendre et de scier du bois dans la cour (passe-temps apprécié dans la belle saison).»³⁴²

Son séjour se déroulait d'une manière fort banale. Derrière les murs de la geôle, l'histoire commença à s'accélérer. La guerre touchait à sa fin. L'Allemagne perdait ses positions sur tous les fronts. Le 15 novembre 1918 le commissaire du peuple Litvinov alla voir les prisonniers Il les traita poliment sans rien promettre. La liberté arriva soudainement

«Le 12 décembre au soir, vers neuf heures, j'entendais à ma grande surprise appeler mon nom suivant les formules d'usage:

– Y a-t-il ici quelqu'un de ce nom? Ah! C'est vous?

Votre prénom et celui de votre père? Oui, c'est bien vous. Rassemblez vos affaires.»³⁴³

Après presque quatre mois de prison dans des conditions atroces Mazon se trouva enfin en liberté. Il fut rapatrié en France en février 1919.

Le retour en France marqua la fin heureuse de vie d'aventurier. Après le court séjour en Tchécoslovaquie, où il fut affecté comme le membre de la mission militaire française, Mazon menait désormais une existence paisible d'un savant universitaire. Après un épisode à

³⁴²MAZON André, *Les Prisons russes (d'août à décembre 1918)*. Paris 1919, p. 39.

³⁴³MAZON André, *Les Prisons russes (d'août à décembre 1918)*. Paris 1919, p. 46.

l'Université de Strasbourg, il fut élu grâce au soutien infaillible de Paul Boyer, il fut élu contre Jules Patouillet, professeur des langues et littératures slaves au Collège de France, remplaçant ainsi Louis Leger et décédé. Il fut un des personnages clés de l'Institut d'études slaves, ainsi que un des rédacteurs de la *Revue des études slaves*. La consécration suprême de sa carrière scientifique fut son élection à l'Académie des Inscriptions et belles-lettres en 1941.³⁴⁴ Résolument anticommuniste, il fut néanmoins partisan de la politique réaliste envers l'URSS et il est devenu l'un des responsables qui ont aidé à rétablir les liens dans le domaine de la science entre la France et la Russie soviétique.

L'aventure de la mission russe donna à Mazon, ainsi qu'à son mentor Boyer une vision plus réaliste de l'évolution de la Russie. Ils savaient désormais que le régime bolchevique serait extrêmement difficile à renverser. Cette difficulté fut causée également par l'absence quasi-totale des alternatives. Ni Boyer ni Mazon n'avaient pas une grande sympathie et confiance pour les chefs des l'armées blanches qui visaient souvent une restauration pure et simple du régime d'avant la Révolution avec ses structures archaïques. Pour eux, la réforme agraire, la République et le fédéralisme étaient les faits irréversibles. Les émigrés monarchistes étaient pour eux des politiciens périmés qui ne voulaient rien apprendre et rien oublier. Ils étaient les partisans d'une certaine détente envers le régime communiste. Ils préconisaient la pleine coopération économique et culturelle. Paul Boyer, l'avait dit clairement: «La lutte contre le bolchevisme ayant échoué, le fil de fer barbelé n'étant pas une politique, une seule voie reste ouverte: lever le blocus et

³⁴⁴ Archives de l'Institut de France, Académie des Inscriptions et Belles Lettres, les séances de 1941.

commercer avec la Russie.»³⁴⁵ Ils étaient persuadés que les échanges intenses entre la Russie soviétique et les pays occidentaux pourraient influencer la libéralisation par étapes du pouvoir communiste vers le régime démocratique qui garderait les changements sociaux causés par la Révolution. Avec le même réalisme, Mazon aida à rétablir les relations scientifiques avec la Bulgarie en 1925, malgré les protestations de quelques slavisants résolument serbophiles comme Emile Haumant. L'adversaire des accords de Munich, Mazon ainsi que Boyer condamna résolument l'agression de l'URSS contre la Finlande.³⁴⁶ Après des années remplies de travail, Mazon prit sa retraite du Collège de France 1954. Il termina son existence le 3 juillet 1967, étant professeur émérite au Collège de France et un des dirigeants de l'Institut d'Etudes Slaves.

³⁴⁵Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits occidentaux, papiers Paul Boyer, MS 55, document sans date.

³⁴⁶ Sur les activités d'André Mazon pendant la guerre voir aussi MARES Antoine, Entretien d'André Mazon avec Georges Bonnet, 11 mars 1940. *In Revue des Etudes slaves* 52, 1919, p. 14-19.

LOUIS EISENMANN OU LE DIPLOMATE

La personnalité de Louis Eisenmann est inséparablement liée aux années de la Première guerre mondiale et de l'après-guerre. Sa carrière est assez singulière et dépasse largement le domaine de la science. Parmi les slavisant dont nous parlons dans ce travail, Louis Eisenmann représente un homme d'influence du talent politique incontestable. Il est né dans une famille d'un négociant juif alsacien à Haguenau le 31 juillet 1869. Après la guerre franco-prussienne, ses parents, ardents patriotes français optèrent pour la France et ils s'installèrent à Dijon. Fier Dijonnais, Eisenmann garda toute sa vie un attachement profond pour cette ville, dans laquelle il fit ses études secondaires. Il était dans l'ensemble un bon élève et sa version grecque obtint le premier prix en 1885. En 1886, il monta à Paris pour se préparer au lycée Louis le Grand au concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure. Sorti 8^e de l'Ecole, il poursuivit ses études d'histoire et de géographie à la Sorbonne. Parallèlement, il fit également des études de droit. Après l'agrégation en 1892, il reçut une bourse d'études pour se rendre en Allemagne. Eisenmann qui maîtrisait parfaitement l'allemand depuis sa jeunesse, pensait profiter de cette bourse pour rédiger une thèse sur les origines du parlement de Francfort, travail qui ne vit jamais le jour. En 1894 Eisenmann visita pour la première fois l'Autriche-Hongrie et il fut vite fasciné par la problématique complexe de ce pays. La monarchie danubienne traversait une crise profonde et jeune savant français voulait comprendre les causes et les origines. Eisenmann entama l'étude de la situation politique présente de la monarchie, dont il voyait les origines dans le compromis austro-hongrois de 1867. Préparant une thèse sur ce thème, il fit trois séjours en Vienne (1896, 1898, 1901) où il étudia les

documents de la Bibliothèque parlementaire.³⁴⁷ Parmi ses consultants à Vienne il comptait le célèbre historien autrichien Heinrich Friedjung. Pour comprendre la position des Hongrois, il apprit également cette langue. Ses consultants à Budapest étaient le professeur Marczali et les députés Konyi et Nagy. Il sentit également la nécessité de se familiariser avec l'histoire et la culture tchèque. Le premier à l'initier à la problématique tchèque fut Louis Leger qui lui mit sa bibliothèque à disposition. C'était aussi Leger qui facilita ses premiers contacts avec le milieu académique tchèque, notamment avec son ami de longue date Bohuslav Rieger, professeur de droit à l'université de Prague, et avec l'historien Jaroslav Goll. Eisenmann, qui avait incontestablement un grand talent pour les langues, maîtrisa assez facilement le tchèque. Pendant sa visite à Prague en 1901, il rencontra Tomáš Garrigue Masaryk, le professeur de l'université de Prague, dont les travaux notamment *Česká otázka* (La question tchèque), *Karel Havlíček* et *Naše nynější krize* (Notre crise actuelle), le marquèrent beaucoup. Dans sa thèse, soutenue à la Faculté de Droit de l'université de Dijon, il montra très clairement les différentes étapes de la formation de la monarchie dualiste. Prenant position pour le maintien de la monarchie danubienne sur la base d'un compromis raisonnable, il concluait son travail par ces mots: «Le principe dualiste posé par le Compromis est un principe historique: quarante ans d'application lui ont donné une force nouvelle; il ne paraît guère possible qu'il s'efface jamais devant le principe de la monarchie. Mais le maintien de la monarchie, d'autre part, peut être mieux assuré qu'il n'est aujourd'hui dans le Compromis; et le dualisme,

³⁴⁷ Sur Louis Eisenmann voir Archives nationales, dossier AJ 16 5976, *Le monde Slave* 1937, p. 193-206; *Revue historique*, tome CLXXIX, p. 241-49; *Revue des études slaves* 1937, p. 240-44; MARES Antoine, Louis Eisenmann et l'Europe Centrale (1897-1937). Regard sur l'indomptable Europe du Centre-Est du XVIII^e siècle à nos jours, *Revue du Nord, collection Histoire*, n. 10, Lille 1996, p. 223-242.

par ailleurs n'implique pas le double centralisme institué en 1867. A mesure que les peuples de la monarchie prendront conscience davantage de leurs besoins et de leurs intérêts, ils arriveront sans doute à se convaincre qu'il leur faut impérieusement parvenir à une entente et se faire des concessions mutuelles; ils sont condamnés à rester unis longtemps encore selon toute vraisemblance; pourquoi ne pas régler leur union de la façon la plus satisfaisante et la moins oppressive pour tous? Si aucun bouleversement ne survient dans les conditions politiques de l'Europe actuelle, si les idées de liberté et de démocratie peuvent ainsi pénétrer davantage dans la monarchie et s'y affermir, si l'évolution économique aide à leurs progrès, c'est peut être dans ce sens que s'accomplira la transformation politique de l'Autriche-Hongrie. Un pareil régime, réunirait les avantages du centralisme, du dualisme et du fédéralisme, sans avoir les inconvénients d'aucun; il ferait de la monarchie austro-hongroise, dans la mesure où le permettent les conditions propres d'existence, une Suisse monarchique; le modèle vaut d'être imité. Peut-être ce régime n'a-t-il aucune chance de pouvoir jamais appliqué. Ce serait dommage, pour la monarchie et pour l'Europe.»³⁴⁸

Sa compétence fut vite remarquée par Ernest Lavisse qui lui ouvrit les colonnes de la *Revue de Paris*. C'est dans cette revue qu'il avait publié un article anonyme sur la crise qui secouait la monarchie danubienne. Lavisse lui confia en même temps la rédaction de l'article sur l'histoire de l'Autriche dans la deuxième moitié du 19^e siècle dans son *Histoire générale*, qu'il codirigerait avec Alfred Rambaud. Rambaud et Lavisse préféraient Eisenmann à Ernest Denis, qu'ils considéraient

³⁴⁸EISENMANN Louis, *Le compromis austro-hongrois*, Dijon 1904, p. 672.

comme trop pro tchèque et anticlérical. Denis le commenta avec une certaine amertume dans une lettre à Soběslav Pinkas: «Entre parenthèses, on n'a pas voulu me confier le chapitre sur la Bohême, parce que je ne présente pas des garanties suffisantes d'impartialité... et on a choisi un Monsieur Eisenmann, qui offre, à ce qu'il paraît des promesses plus sûres... attendu que c'est un juif.»³⁴⁹ Malgré la malveillance de Denis, Eisenmann fut sollicité pour traiter du même sujet dans la synthèse de Cambridge Modern History. Dans les années qui suivirent, la carrière d'Eisenmann fut intimement liée à l'université de sa ville natale. En 1900, il fut chargé d'un cours libre de la langue allemande à la Faculté de Droit. A partir de 1905, il enseigna l'histoire contemporaine et puis la géographie économique de 1909 à 1913, tout en exerçant parallèlement un mandat d'élu au conseil municipal de la ville de Dijon. En 1901, il épousa Alexandrine Lyon-Caen, fille du Doyen de la Faculté de Droit de Paris. Son ambition était de monter dans la capitale. L'occasion s'en présenta de manière inattendue en 1913. Depuis 1907, il existait à Paris une chaire de langue et de civilisation hongroise, subventionné par le gouvernement hongrois. Le premier titulaire fut un certain Kont, professeur au lycée Rollin qui y enseigna jusqu'à sa mort en 1913. Eisenmann qui maîtrisa bien la langue hongroise présenta sa candidature à sa succession. Il avait pour rivaux deux jeunes savants hongrois, André de Hevesy et Joseph Foti. La candidature d'Eisenmann a été retenue par le Conseil de la Faculté. L'argument principal était sa compétence et sa nationalité française. Voici la conclusion du conseil: «M. E., agrégé d'histoire et de géographie, docteur en Droit, a publié des travaux et des articles tout à fait remarquables sur l'Autriche-Hongrie. Ils se distinguent par la solidité des recherches, la précision de la pensée, la modération et

³⁴⁹ Musée de la littérature tchèque, fond Soběslav H. Pinkas, lettre du 3 septembre 1900.

la justesse des conclusions. Il a l'habitude de l'enseignement et son succès à l'Université de Dijon est un sûr garant des services qu'il pourra rendre à l'Université de Paris.»³⁵⁰ Sa vie paisible à la Sorbonne fut d'une courte durée. Le déclenchement de la Première guerre mondiale en 1914 fit basculer sa vie comme tant d'autres. Agé de 46 ans et père de trois enfants, il se porta volontaire pour le service militaire. En avril 1915, il fut mobilisé et rattaché au GQG. Une nouvelle étape commençait dans sa vie. Sa carrière militaire est particulièrement difficile à reconstituer. Eisenmann fut chargé du dépouillement de la presse austro-hongroise. D'autre part, il fallait régler sa position à l'université. Sa fonction le fit enseigner à une chaire subventionnée par une puissance ennemie et le mettait dans une situation politiquement délicate. Le 25 octobre, le conseil de l'université décida de suspendre les cours de langue et de littérature hongroises jusqu'à la fin des hostilités. Suite à l'intervention des autorités militaires, Eisenmann conserva le statut chargé de cours sans traitement. Pendant la guerre, il rencontra Edvard Beneš. Les deux hommes se connaissaient d'avant guerre. Beneš avait fait la connaissance d'Eisenmann en 1906, pendant ses études à l'université de Dijon. Leur nouvelle rencontre eut lieu quelques jours seulement après l'arrivée de Beneš à Paris le 30 septembre 1915. Le 2 octobre, Eisenmann présenta Beneš à quelques fonctionnaires du ministère de la Guerre. Cette rencontre représenta dans la vie d'Eisenmann un tournant majeur. Très vite, les deux hommes se rendirent compte du bénéfice réciproque de leur coopération. Grâce au dépouillement assidu de la presse austro-hongroise et ses à relations avec le ministère, Eisenmann pouvait fournir aux émigrés tchécoslovaques des renseignements considérables. Beneš, qui, après son arrivé, acquit rapidement un

³⁵⁰Archives Nationales, fond AJ 16 5976, décision du 3 septembre 1913.

contrôle sur les sources d'informations en provenance des Pays tchèques trouva en Eisenmann un partenaire privilégié. Le 4 novembre, il écrivait à Tomáš Garrigue Masaryk une lettre dans laquelle il informait son ami de sa rencontre avec Eisenmann: «J'ai parlé avec M. Eisenmann. La conversation était intéressante – et il m'a mis en relation avec quelques personnages du ministère de la Guerre. Il est manifeste qu'il veut sincèrement œuvrer dans notre intérêt, mais il veut à coup sûr en tirer des avantages pour lui-même.»³⁵¹ Il est difficile de se faire aujourd'hui un tableau d'ensemble de la nature de leurs relations faute de documents plus nombreux. Mais dans les archives, on trouve quelques billets rédigés par Eisenmann qui peuvent nous en donner une certaine idée. Dans une lettre du 27 février 1916, Eisenmann écrit entre autre: «Voici deux questions sur la Hollande dont je vous ai parlé:

1) Peut on savoir dates et sommes exactes au besoin simplement d'après les renseignements de presse hollandais – combien il est entré en Hollande d'or austro-hongrois depuis le début de la guerre ?

2) Les journaux de la Suisse romande en décembre ont signalé un emprunt de 600 millions de couronnes contre dépôt d'or de 200 millions fait aux Etats-Unis par l'intermédiaire de la Hollande. Peut-on vérifier la chose sur place? Inclus la référence exacte.

Merci d'avance. Cela est évidemment important.

Un financier suisse, à qui on demandait récemment des renseignements sur la situation de la Banque d'Autriche-Hongrie a dit: «Comment parler d'une situation où il n'a rien?» Il a ajouté: «Mettez

³⁵¹ Archives de l'Institut Masaryk, Papiers Edvard Beneš, Correspondance reçue, lettre du 3 mai 1916.

d'un côté de la balance les paquets de billets, de l'autre la même quantité de papier représentant les créances sur l'Etat - voilà tout.»³⁵²

Par intermédiaire de Beneš, Eisenmann recevait de précieuses informations concernant les autres émigrés tchèques installés à Paris, notamment ceux d'orientation conservatrice ou russophile. La coopération ne se limitait pas à cet échange d'informations confidentielles: la propagande des émigrés recevait également d'Eisenmann une aide non négligeable. Dans le cadre de la série de conférences organisées à la Sorbonne par Beneš et ses amis français, il contribua par un exposé consacré à la solidarité slave, problème qu'il considéra du point de vue politique et comme un instrument de la nouvelle organisation de l'Europe.³⁵³ Dans la première partie de son discours, il présenta le concept de solidarité slave comme projet des petites nations de l'Europe centrale n'ayant rien avoir avec le panslavisme russe. «Le panslavisme de la solidarité slave tout autre chose que le panslavisme national russe: celui-ci est tout politique, il s'inspire d'une idée d'expansion, de puissance, il est pour employer l'expression que l'Allemagne a mis à la mode «réaliste», l'autre est tout sentimental et littéraire, modeste dans ces prétentions et satisfait à peu de frais, et, si démodé que soit le terme aujourd'hui, il faut bien l'appeler idéaliste.»³⁵⁴ Ce panslavisme, dont les champions étaient les Tchèques et les Slovaques avait pour condition la destruction de la monarchie austro-hongroise, qui avait trahi sa vocation historique à devenir une fédération de nations égales en droit. Sur ses ruines devaient naître les états tchécoslovaque et yougoslave. La Pologne pouvait représenter un

³⁵²Archives de l'Institut Masaryk, Papiers Edvard Beneš, Correspondance reçue, lettre de 15 octobre 1916.

³⁵³EISENMANN Louis, Le Panslavisme, *Le Monde Slave*, le 15 juillet 1917, p. 45.

³⁵⁴EISENMANN Louis, Le Panslavisme, *Le Monde Slave*, le 15 juillet 1917, p. 44.

problème, mais cet obstacle n'était pas d'une trop grande gravité. Même la rivalité serbo-bulgare serait facile à résoudre. Ces Etats slaves de taille moyenne seraient des facteurs de progrès et de stabilité. Aux Tchèques et aux Yougoslaves appartenait le rôle privilégié d'agents de liaison entre les cultures slave et occidentale. Satisfaire les ambitions slaves était donc dans l'intérêt de l'Europe. Ce texte témoigne d'une profonde évolution des idées d'Eisenmann au cours de la guerre. L'ancien partisan de la monarchie était devenu son adversaire résolu. Mais quand à l'avenir de l'Europe Centrale, Eisenmann restait souvent flou dans ses textes et ses arguments étaient rarement fondés sur des arguments valables. Eisenmann apparaît dans ses discours comme un propagandiste cherchant à ne pas rebuter ses auditeurs par des informations potentiellement contradictoires. Nous verrons plus loin Eisenmann qu'était avant tout un homme pratique qui dans son fort intérieur, savait juger les événements de manière réaliste. Par ailleurs, il collaborait dans le même temps avec la presse tchécoslovaque, dans laquelle il publiait les articles et les notices en étroite collaboration de Meillet, Denis et Boyer.

La guerre terminée, une nouvelle étape commença pour lui. Muni de solides contacts avec les anciens émigrés tchécoslovaques, il fut, en février 1919, envoyé comme officier interprète du deuxième bureau au sein de la mission militaire française du général Pellé à Prague, avec l'objectif particulier d'établir des relations intellectuelles entre les deux pays. Les discussions sur l'envoi de la mission militaire en Tchécoslovaquie initié par Edvard Beneš commencèrent en décembre 1918. Après avoir reçu l'avis favorable du premier ministre Clemenceau, il fallait préciser les détails avec les autorités militaires. Il fallait d'abord

choisir le chef de la mission. Le candidat envisagé fut d'abord le général Pierre Maurice Janin, ancien chef de la mission militaire française en Russie. Sur l'initiative de Milan Rastislav Štefánik, il fut nommé à la tête des unités tchécoslovaques en Russie. Au début de l'année 1918, il partit pour la Sibérie prendre le commandement. Au moment de la nomination du chef de la mission, il fut pris par les événements chaotiques de la guerre civile en Russie. Les dirigeants tchécoslovaques comme le chef du quartier général Alby le considèrent comme irremplaçable. Le choix tomba donc sur le général Maurice Pellé.

Le général Maurice Pellé était une personnalité hors du commun. Originaire de Douai, né en 1863, il avait servi sous les ordres de Gallieni à Madagascar, avant d'occuper de 1909 à 1912, la fonction d'attaché militaire à l'ambassade de Berlin. Pendant son séjour dans la capitale du Reich, il acquit une solide connaissance de la langue allemande qui, conjuguée avec l'expérience diplomatique gagnée au Madagascar, puis au Maroc aux côtés du futur maréchal Lyautey lui permit de nouer des liens privilégiés avec le milieu politique de la jeune République tchécoslovaque, qui dans sa majorité, n'était pas francophone. Il passa la guerre au Grand quartier général sous le commandement du général Joffre. Après la révocation de ce dernier, il passa les derniers mois du conflit mondial sur le front dans les Flandres. Ses capacités diplomatiques et les bonnes relations avec les principaux fonctionnaires du quai d'Orsay décidèrent de sa vocation en Tchécoslovaquie. Pellé savait repérer les hommes compétents: Parmi les membres de sa mission figuraient entre autres le capitaine Julien Victor Flipo, officier d'ordonnance du chef de la mission et le chef du premier bureau

lieutenant colonel Louis Eugène Faucher. Les deux officiers resteraient pendant toutes leurs vies attachés à la Tchécoslovaquie.³⁵⁵

Eisenmann gagna Prague quelques jours avant l'arrivée officielle de la mission le 13 février 1919 pour y préparer le terrain. Il était le seul membre de la mission qui ne fut pas le soldat de métier. Pourtant, il réussit à acquérir la confiance du général Pellé et avec le temps, un lien d'amitié se créa entre les deux hommes.

Ils partageaient plus ou moins les mêmes idées sur l'avenir de l'Europe Centrale liée étroitement à la France. Tous les deux vouaient également une sourde hostilité à l'ambassadeur de France à Prague Frédéric Clément-Simon. Clément-Simon, diplomate plutôt réservé et timide, proche de la droite conservatrice, se vit rapidement éclipsé par les diverses activités de la mission Pellé, qui débordait volontiers son cadre strictement militaire.

Dès le début, Eisenmann interpréta sa mission au sens large du terme et il portait son intérêt sur tous les aspects des relations franco-tchécoslovaques. Pour lui, le fondement d'une coopération solide reposait sur l'établissement de liens économiques. A son avis, seul ce genre de coopération pouvait stabiliser l'influence de la France en Europe Centrale. C'est pourquoi, il créa en août un bureau commercial qui n'était pas lié à l'ambassade de France, mais relevait directement de la mission militaire.

³⁵⁵Sur la personnalité du général Pellé voir par exemple HAUSER Philippe, *Le général Pellé*, thèse de doctorat Paris I Université Panthéon Sorbonne 2002; BŘACH Radko, *Generál Maurice Pellé, první náčelník hlavního štábu čs. branné moci*, Praha 2007; MARES Antoine, Mission militaire et relations internationales: l'exemple franco-tchécoslovaque 1918-1925, *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n. 4, 1981, p. 559-586; MICHEL Bernard, La France et l'organisation de l'armée tchécoslovaque 1918-1939. In. SEIBT Ferdinand - NEUMUELLER Michael (ed.), *Frankreich und die böhmischen Länder im 19. und 20. Jahrhundert*, München 1990, p. 221-230.

Cette activité déclencha les vives protestations de l'ambassadeur Clément-Simon qui détestait personnellement Eisenmann et ne manqua jamais l'occasion de porter plainte à ses supérieurs de Paris au sujet de son comportement. La tension entre les deux hommes et plus généralement entre la légation et la mission militaire, est nettement exprimée dans une lettre du 6 août 1919 du général Pellé à Philippe Berthelot. «M. Clément Simon m'a fait connaître qu'il protestait auprès de vous contre la création d'un petit bureau de renseignements économiques à la Mission militaire. Je lui avais annoncé la formation de ce bureau en lui indiquant les raisons et ajoutant que tous les renseignements recueillis seraient à la disposition de la légation. Il me répond: «Cette matière est dans les attributions de la légation, la présence de M. Eisenmann à la tête de ce bureau ne peut qu'aggraver les inconvénients étant donné l'attitude de ce personnage.» Ecartons la question de personne quoiqu'elle ait pu être dominante de l'esprit de ministre. Il suffit de prononcer Clément Simon devant Eisenmann pour qu'il voit rouge et réciproquement. Sur le terrain, je ne nie aucunement que la réunion des renseignements économiques ne soit du domaine de la légation. Mais soyons pratiques. La légation se compose de M. Clément Simon tout seul et M. Clément Simon amoureux sans succès est absent tout le jour.»³⁵⁶

Malgré l'inimitié du ministre de France, Eisenmann garda sans cesse la confiance du général Pellé, qui le soutenait et employait son influence auprès de Philippe Berthelot pour protéger sa position. Eisenmann savait défendre les intérêts économiques français avec beaucoup d'énergie, comme le montre son implication dans l'affaire du

³⁵⁶ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre à Berthelot de 6 août 1919.

sucre. Le jeune Etat tchécoslovaque se trouvait dans une situation économique fort compliquée. Son problème principal était le manque des moyens. Or, la société hollandaise AMPRA venait de proposer au gouvernement tchécoslovaque un crédit de 300 millions couronnes en échange du monopole de la vente du sucre d'exportation et d'un droit de courtage sur tous les achats de matières premières destinées à l'industrie tchécoslovaque au compte de ce crédit. Le groupe financier AMPRA, représentée à Prague par le courtier Abeles, était détenu par W. H. Mueller de Rotterdam qui avait été un grand ravitailleur en minerais de l'Allemagne pendant la guerre et était pour cette raison peu acceptable pour le gouvernement français. De plus, les affirmations d'Abeles selon lesquelles AMPRA était soutenu par la banque Société générale s'avérèrent fausses. En automne 1919, le gouvernement tchécoslovaque était résigné d'accepter les conditions du groupe AMPRA. Eisenmann était persuadé qu'il fallait faire échouer à tout prix cette combinaison.

Il alla donc rejoindre à Paris le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères Edvard Beneš. Celui-ci affirma sa préférence pour un prêt français, mais invoquait l'insuffisance de l'aide proposée par le gouvernement français et exigeait l'assurance de pouvoir compter sur le soutien français en cas d'annulation du contrat AMPRA. En cas d'annulation l'absence ou l'insuffisance d'aide de la part de la France pouvait gravement compromettre non seulement sa position personnelle, mais aussi la position politique de la France en Tchécoslovaquie. Il fallait pour l'achat des matières premières un crédit d'au moins 200 millions. Eisenmann entreprit ses démarches, et celles-ci furent couronnées de succès. Il parla successivement avec les autorités des ministères français des Finances, avec M. Célier, directeur général des

fonds et des affaires étrangères notamment avec Kammerer, chef du Service financier. Pour obtenir des informations précises sur les besoins de l'industrie tchécoslovaque, il consulta le président de l'Union de l'industrie F. X. Hodáč. Eisenmann pouvait bientôt présenter au général Pellé les fruits de ses discussions avec le ministre Beneš. Il réussit à convaincre le ministre tchécoslovaque de donner son approbation à une solution favorable aux institutions financières tchèques.

Selon Eisenmann, il était indispensable de compter toujours dans le monde des affaires avec un fort courant orienté vers l'Allemagne, par suite des anciennes relations d'affaires et de l'éducation semi allemande ou allemande. «Ce courant aurait des représentants jusque dans la haute administration et même dans le cabinet.»

Eisenmann prenait Beneš à juste titre comme un garant de l'orientation française de la politique tchécoslovaque: «Il est certain que la position de Monsieur BENES, si solide qu'elle soit, et de quelque prestige qu'il soit entouré dans l'opinion publique, est délicate. Il apparaît à tous ces collègues et à toute sa nation comme l'incarnation d'entente particulièrement étroite avec notre pays. Tout ce qui atteste cette entente et fait apparaître le pour la République Tchécoslovaque renforce sa position et accroît son autorité. Tout ce qui est, de près ou de loin, un échec pour cette politique d'entente, affaiblit l'une et ébranle l'autre.»³⁵⁷

Il savait parfaitement que Beneš dépasse largement le niveau intellectuel et culturel de la plupart des hommes politiques tchécoslovaques à l'exception de Štefan Osuský, le diplomate slovaque.

³⁵⁷ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann de 23 septembre 1919.

Il savait que Beneš se trouve sur la scène politique dans une espèce du «splendide isolement». Néanmoins, Beneš resta pour lui un personnage irremplaçable dans la situation de l'époque.

«Monsieur Benes, qui ne parle pas volontiers de lui, est revenu à deux ou trois reprises sur la gravité de la décision qu'il a à prendre dans cette affaire, et la répercussion qu'elle peut avoir sur toute sa situation politique. J'ai recueilli dans son entourage immédiat des plaintes sur le surmenage qu'il doit s'imposer, parce qu'on l'accable de toutes petites questions, qu'on n'a ici aucune vue générale des choses, qu' «embêter Vienne» paraît rester la seule idée politique de la grande majorité de ses compatriotes, qu'on ne sait pas ici travailler avec ardeur ni avec méthode, et que, sauf le groupe de fidèles qu'il a ramené de Paris et à quelques très rares exceptions, il ne trouve ici aucun collaborateur.»³⁵⁸

L'infatigable Eisenmann pouvait donc poursuivre ses discussions à Paris. L'universitaire se transforma dans un homme d'affaires habile, capable de négocier avec les hommes du milieu politique et celui des affaires sur le pied d'une parfaite égalité. Il rencontra Philippe Berhelot et Albert Kammerer, les fonctionnaires du ministère des Finances les représentants de l'Union générale et la maison Schneider. Son Service des renseignements économiques pouvait compter désormais du soutien complet du puissant Philippe Berhelot.

Eisenach termina ses négociations par une entrevue avec Philippe Berhelot. «M. Berhelot m'a reçu aimablement. La question du sucre liquidée, il prétexte d'une de mes incidentes pour me demander en quelle qualité je me trouvais à Prague. Quand je lui ai dit que je comptais n'y

³⁵⁸ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann de 24 septembre 1919.

plus rester que quelques semaines, il a protesté: il a des projets de grande propagande intellectuelle, veut bien croire que je puis l'y servir utilement et se chargera de faire le nécessaire ici pour que, sans accroc de carrière, on me laisse à Prague, le temps, qu'il faudra.»³⁵⁹

Eisenmann n'oublia pas d'attaquer en passant son rival, l'ambassadeur de France. «Il a abordé avec beaucoup de franchise la question Clément-Simon. Que d'affaires pour une petite incorrection! Il tient C.-S. pour un homme de valeur, sur quoi il a pu comprendre que je n'étais pas de son avis, et m'a prêché la doctrine de «mettre de l'eau dans son vin». Je bois peu de vin. Et je ne joue aux livres sibyllins. Les seules relations que je désire avoir avec M. C.-S. sont des relations de correction extérieure: il est trop diplomate pour n'en pas connaître la condition. Au reste, volonté visible chez M. Berhelot d'être aimable, et invitation à revenir le voir à mon prochain passage. M. Berthelot m'a dit nettement que, devant l'insuffisance des moyens de la légation, il acceptait la collaboration de la SRE.»³⁶⁰

Cependant, Eisenmann fut toujours étonné par l'ampleur de l'ignorance de ses compatriotes quand aux affaires de l'Europe Centrale. Il la considéra comme un principal obstacle. «J'ai été, par contre, étonné de l'ignorance qui règne toujours sur les ressources économiques de la TS en général. Il faut tout expliquer à ces grands financiers, comme dans une classe de géographie élémentaire; Moysset en examinant en général la situation, au sujet de laquelle je dois le revoir, me disait que pour chacun de ces pays slaves extrarusses avec lesquels nous devons maintenant travailler, il faudrait avant tout, pour y intéresser notre

³⁵⁹ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann du 5 octobre 1919.

³⁶⁰ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann du 5 octobre 1919.

public, un manuel de vulgarisation scientifique, volume à 5 francs ou 7,50 francs. Ce que je prépare pour les Tchécoslovaques et les Hongrois – mais pour quand?»³⁶¹

Pendant ses séjours à Paris, Eisenmann observait de près les activités de la conférence de paix. Il critiquait vivement la politique irresponsable de l'Italie envers le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ainsi que les prétentions du chef du parti libéral roumain Bratianu. La question de Tesin, il défendait d'une manière inflexible les positions tchécoslovaques. Il admirait la compétence de Beneš et d'Osuský et il fustigeait par contre les positions de Kramář, ainsi que la maladresse et la rudesse de la plupart des politiciens tchécoslovaques.³⁶²

Eisenmann pourtant ne négligeait pas les relations intellectuelles, malgré son intérêt pour le monde de la politique et des finances. Mais la coopération dans ce domaine ne fut pas sans problème. Il se plaignait ainsi au général Pellé: «Pour les relations intellectuelles, nous avançons fort, mais ici aussi, à quelle timidité administrative nous nous heurtons! M. Pauphilet, que je comptais ramener pour le service de la mission, où il se serait préparé à occuper la chaire de l'Université, hésite, car il se demande, et les précédents justifient son doute, si au retour de Prague, on ne lui réservera pas le plus mauvais poste de France, pour bien montrer qu'on donne aux carrières bureaucratiquement régulières la préférence sur les initiatives jugées aventureuses. On nous propose, d'ici pour enseigner le français à Prague des slavissants et des germanistes! J'espère quand même mettre quelque chose sur pied. Les Tchèques sont non seulement bien disposés, mais conscient de l'effort financier qui sera

³⁶¹Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann du 25 octobre 1919.

³⁶²Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann du 19 septembre 1919.

nécessaire, et résolu ou résignés à le faire. Benes a promis tout son appui pour obtenir les crédits nécessaires.»³⁶³

Il parvint en même temps à trouver des collaborateurs de qualité. En dehors de Fuscien Dominois, dont on parlera plus tard, il réussit obtenir la participation d'André Mazon qui venait de rentrer de la prison soviétique. Il vanta ainsi ses qualités au général Pellé: «La proposition que je vous indiquai plus haut est celle-ci. M. André Mazon, le meilleur élève de Boyer qui connaît à fond le russe, et pas mal le tchèque-il l'a étudié un an à Prague – serait disposé à venir pour quelques mois en Bohême. (...) Mazon, que je connais personnellement, voulait s'offrir à la Propagande, qui d'ailleurs meurt lentement, où à M. Clément-Simon. Je lui ai parlé d'un rôle possible à la mission, et, après avoir consulté son maître, il s'est montré très tenté. Si vous pourriez obtenir qu'on vous l'affectât, nous nous partagerions la presse et les affaires économiques, celles-ci traitées par la voie privée, pour ne pas prêter aux chicanes de M. C.-S., et surtout par moi. Mazon connaît personnellement Benes et sa future situation de professeur de tchèque lui assurerait à Prague des entrées faciles. Il est démobilisé depuis peu, mais jeune encore, de la classe 1901, et à l'exemple de M. Dominois me fait croire qu'on peut venir à bout de certaines objections administratives. Au reste, à défaut de la guerre, la marine, où il est apprécié, aiderait sans doute à arranger les choses. On me dit qu'il va avoir la Légion d'honneur. Pour lui rendre la situation possible à Prague, il faudrait, je pense, lui obtenir trois galons

³⁶³ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann du 12 mai 1920.

d'interprète. Je crois qu'au besoin, Benes appuierait une mission à Prague pour lui.»³⁶⁴

Eisenmann continuait à caresser l'idée de l'Institut d'études Slaves, d'un établissement scientifique spécialisé qui devait néanmoins servir de centre de propagande. Il fallait trouver une base solide pour son financement. C'était seulement au cours de l'année 1920 que le projet prit pas à pas sa forme définitive. Eisenmann écrivait au général Pellé:

«Nous mettrons au point, pendant son séjour ici, le plan des relations intellectuelles pour lui donner la forme d'une convention précise. Nous assurerons le fonctionnement de l'Institut d'études slaves, et nous dresserons un programme de conférences ou cours d'échange entre Prague et Paris. Il semble tout disposé à faire les choses largement au point de vue pécuniaire, et à tirer l'Institut de l'embaras où peut le mettre la manie d'économies de notre gouvernement.

L'Institut lui servira aussi à diriger une propagande solide, sérieuse, sans caractère tendancieux, la seule qui puisse réussir chez nous actuellement. Je lui ai dit le tort que faisait à la Tchécoslovaquie chez nous la maladresse de ses commerçants. Il le connaît, mais pense qu'il faut un peu d'éducation et de patience.

Nous aurons encore une ou deux conversations avec lui et M. Denis. Je pense que celui-ci ira à Prague cet hiver.»³⁶⁵

Pour renforcer les relations avec la Tchécoslovaquie, il pensait faire attribuer, au président Masaryk le doctorat d'honneur à la Sorbonne comme il en référait à Pellé: «M. Denis a eu l'idée de faire nommer le

³⁶⁴ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 14 avril 1920.

³⁶⁵ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 13 juillet 1920.

président Masaryk docteur honoraire de l'Université de Paris. Sans doute pourrions-nous faire donner en même temps ce titre à M. Benes. Je crois que ce serait d'un très heureux effet. Oxford avait déjà songé à le faire pour le président. Il viendrait recevoir son épitoge et ferait un beau discours dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Mais je ne crois pas, à cause de la saison, que cela puisse être avant le printemps prochain. D'ailleurs, la chose est encore à l'état simple de projet. Mais il ne dépendra que des dispositions du président d'en faire une réalité, et je crois qu'il n'y sera pas insensible. En tout cas, je tenais même dans ce stade de préparation, à vous le faire connaître aussitôt.»³⁶⁶

L'activité de la mission militaire et de Louis Eisenmann est indissociable du personnage de Fuscien Dominois, spécialiste de la Slovaquie au sein de la mission.

La Slovaquie représentait toujours un angle mort de la politique et de la diplomatie française. Personne parmi le personnel diplomatique du Quai d'Orsay n'avait pas d'idée précise à son sujet. L'attitude de la France était tiraillée entre la propagande de la Hongrie et celle de la Tchécoslovaquie. La question slovaque occupait sérieusement le nouvel ambassadeur à Prague François Clément-Simon. Dans une dépêche du 8 avril 1919, il manifestait son embarras à propos la Slovaquie: «La question slovaque est des plus obscures; les Tchèques eux-mêmes avouent qu'ils ne la connaissent guère. Peu de visiteurs ont visité la Slovaquie. Ceux qui ont parcouru cette région; ont surtout séjourné dans les villes; or les villes ne sont pas slovaques. Les Slovaques sont des bergers, des paysans avec lesquels l'étranger – et par là on peut entendre

³⁶⁶ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann du 11 juillet 1920.

tous ceux qui ne sont pas de la région – ont quelque peine à prendre contact.»³⁶⁷

Selon Clément-Simon, même les sources imprimées étaient d'une crédibilité douteuse: «Quant aux publications que l'on peut rencontrer sur la Slovaquie, elles n'offrent aucun caractère d'impartialité et par suite n'inspirent aucune confiance.» Il refusait d'accepter la position de la *Revue Hongroise* «qui cela est connu ne vit que grâce aux subventions du gouvernement de Budapest». Le livre d'Ernest Denis *Les Slovaques* n'étaient pas suffisamment crédible aux yeux de l'ambassadeur: «Le livre français de M. Ernest Denis est, par contre, un ouvrage de la propagande tchèque. Puis, en quelques lignes, le diplomate français présentait son point de vue: «Que la race slovaque soit distincte de la race tchèque; cela ne fait doute pour aucun de ceux qui ont étudié quelque peu l'affaire: ce sont deux rameaux assez distincts de la branche slave et l'on peut soutenir que le slovaque est plus loin du tchèque que celui-ci du polonais(sic!).»³⁶⁸ Au passage, Clément-Simon formulait des questions assez pertinentes dont il ignorait la réponse: «Mais ce qu'il est important de savoir, c'est si dans l'ensemble, la population slovaque est prête à s'unir aux Tchèques de Bohême et de Moravie et au préalable, il faudrait élucider cette autre point: la population slovaque a-t-elle même assez de consistance pour comporter une opinion publique? Mises de côté les villes qui sont cosmopolites, et en tout cas peu slovaquês; la population des campagnes est-elle assez homogène pour qu'on puisse vraiment parler de Slovaquie et de sentiments slovaques? Les soucis de l'ambassadeur faisaient écho aux articles de la presse allemande de

³⁶⁷ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Europe, Tchécoslovaquie, rapport du 8 avril 1919.

³⁶⁸ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 8 avril 1919.

Tchécoslovaquie mettant en doute la viabilité du nouvel Etat qui souffrait selon eux des mêmes maux que la défunte monarchie austro-hongroise: multiplicité des races à gouverner, manque d'unité entre les territoires, irrédentismes indomptables. L'ambassadeur ne voulait pas croire sans réserve à «ces affirmations perfides», mais il souhaitait clarifier cette question une fois pour toutes. C'est dans ce but qu'il demanda au ministre des affaires étrangères Stephen Pichon son assentiment «à la combinaison suivante». «Il existe en France un modeste fonctionnaire des Finances, un contrôleur des contributions directes, qui a consacré ses loisirs à l'étude de la question et de la langue slovaque. Il s'appelle Fuscien Dominois et habite Saint-Germain-en-Laye, 73^{bis}, rue de la Pologne. Son rêve, paraît il, serait de faire un voyage en Slovaquie où il a déjà circulé plusieurs fois. Je souhaiterais qu'il fût mis à ma disposition pour quelques mois et envoyé en mission ici avec des appointements fournis par le Service de la Propagande. Je crois que M. le Ministre des Finances ne refuserait pas de se priver pendant ce court délai des services de ce fonctionnaire; qui dans son emploi peut être remplacé par l'un de ces collègues et qui, comme spécialiste de la Slovaquie, est un exemplaire unique en France.»³⁶⁹ Dans l'esprit de Clément-Simon, Dominois devrait partir en mai ou en juin pour la Slovaquie et élaborer un compte rendu sur la situation. Par la même occasion, il pourrait s'occuper de certains intérêts économiques des sujets français notamment dans la question des filatures de laine de Trenčín appartenant à une entreprise de Roubaix.

Ce «modeste fonctionnaire», évoqué par Clément-Simon, était un singulier personnage qui devait marquer plus tard les relations de la

³⁶⁹Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532, Europe Tchécoslovaquie, rapport du 8 avril 1919.

France avec les pays de l'Europe Centrale.³⁷⁰ Né le 30 octobre 1888, à Liéramont sur Seine dans une famille d'enseignant, le jeune Dominois, le baccalauréat en poche entama une carrière de fonctionnaire dans le secteur des finances publiques, l'emploi qui ne le satisfaisait cependant point. Pour des raisons qui demeurent obscures, il commença à s'intéresser à la problématique slave. Parallèlement à son travail, il entreprit, à l'âge de vingt ans, des études de russe à L'Ecole nationale des langues orientales vivantes chez le professeur Paul Boyer. Il s'inscrivit, en même temps, comme l'auditeur libre à la Sorbonne chez Ernest Denis. C'est surtout la problématique tchèque qui lui paraissait la plus intéressante. Venu pour la première fois à Prague en octobre 1912, il fut vite gagné par les idées de Masaryk, et, comme il l'avouait plus tard, il devint lecteur assidu du journal de ses partisans *Čas* (le Temps). Dominois conclut son séjour tchèque par un voyage en Slovaquie où il visita pour la première fois le centre culturel et spirituel du mouvement national slovaque Turčianský Svätý Martin. Il y rencontra les personnalités de la vie publique slovaque tels que Svetozár Hurban Vajanský, Pavol Mudroň, Jozef Škultéty. Ce milieu de vieux panslavistes électrisés par les succès des armées slaves pendant la Première guerre balkanique ne lui fit guère impression. Le jeune républicain français, résolument à gauche, n'avait pas la moindre sympathie pour le régime tsariste, qui représentait aux yeux de ses interlocuteurs, l'espoir du salut et de la libération du joug hongrois. Ces rencontres lui inspirèrent d'abord un certain pessimisme quant à l'avenir des Slovaques, partiellement dissipé par sa connaissance de Milan Hodža, jeune journaliste et homme politique, qui devait vite devenir un

³⁷⁰Voir par exemple la note biographique de FRANCESCHINI É., In. *Dictionnaire de biographie française*, tome onzième, Paris 1967, p. 490.

acteur de premier plan de la vie publique slovaque. Dominois fut impressionné par sa forte personnalité et par sa volonté de politiser progressivement les masses paysannes slovaques. A cette époque, tous les deux étaient persuadés que la seule fédéralisation de la monarchie austro-hongroise pouvait assurer l'avenir des peuples de l'Europe Centrale. Partisan de Masaryk, Dominois n'avait jamais dissocié les Tchèques des Slovaques. Pour lui, la solution de la question slovaque était à chercher dans une coopération étroite avec les Tchèques. C'est surtout le courant incarné par la revue *Hlas*, dirigée par Vavro Šrobár et Pavol Blaho qui attirait ses sympathies. Après le déclenchement de la Première guerre mondiale, Dominois s'engagea volontaire. De santé fragile, c'est seulement en mars 1917 qu'il fut reconnu bon pour service. Mis en sursis par la demande de l'administration des Finances, il continuait à fréquenter l'Ecole des Langues orientales vivantes, où il pensait perfectionner ses connaissances linguistiques. Il attira vite l'attention de Paul Boyer, directeur de l'Ecole. C'est là aussi qu'il fit la connaissance d'Edvard Beneš, futur ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, qui enseignait le tchèque dans ce même établissement. Sur la recommandation de Boyer, il fut remarqué par les diplomates français, mais aussi par le chef de la mission militaire en Tchécoslovaquie, le général Maurice Pellé.

Dominois fut, selon son désir rattaché à la mission militaire. A son arrivée à Prague au mois d'avril 1919, l'ambassadeur de France demanda toutefois au général de Pellé le mettre à sa disposition. Dans sa lettre au général, il justifiait ainsi sa demande: «J'ai certainement besoin de Dominois: mon personnel est en effet tout à fait insuffisant pour suivre les questions si nombreuses qui se posent en voie de formation, alors que

l'organisme même qui doit à la fois étudier, faire des rapports etc. sans même de négliger la part de représentation, est lui-même de création toute récente.» Et Clément-Simon poursuivait avec une insistance: «D'une façon générale, Dominois, qui est, sous habit militaire, un civil, me semble d'ailleurs plus propre à être rattaché à ma mission qu'à la votre... déjà si richement pourvue, même en fait des civils!»³⁷¹ Cette lettre manifestait une rivalité grandissante entre l'ambassade de France et la mission militaire qui se transforma avec le temps en sourde hostilité entre leurs chefs respectifs Clément-Simon et le général Pellé. Pellé fit une réponse positive à la demande de l'ambassadeur et Dominois put commencer à travailler à l'ambassade. Très vite, les différences entre les caractères de deux hommes furent manifestes. L'ambassadeur était un homme froid, autoritaire, mais assez nerveux. Qui s'accommodait mal à la mentalité insouciant et un peu légère de Dominois. Celui-ci parvenait difficilement à se plier aux normes strictes de la légation, notamment au respect ponctuel des horaires. Dans les premiers jours de son séjour à Prague, Dominois rédigea deux rapports pour l'ambassadeur, portant l'un sur la question du tabac, l'autre sur les problèmes du ravitaillement, tous les deux largement appréciés par l'ambassadeur. Au mois de juin, il autorisa Dominois à se rendre en Slovaquie dans le but de préparer un mémoire détaillé sur la question slovaque. Son séjour devait durer trente jours. Pendant ce temps, Clément-Simon pensait régulariser la situation de Dominois et le rattacher définitivement à l'ambassade.

Le voyage de Dominois fut très mouvementé. La guerre contre la Hongrie bolchevique de Bela Kun tournait vite à la défaveur des unités tchèques mal armés et mal équipés. En juin 1919, les troupes hongroises

³⁷¹ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre de Clément-Simon de 15 mai 1919.

occupaient une grande partie de la Slovaquie orientale et menaçaient directement le centre de pays. Pour contrer cette offensive, Dominois, attiré par les faits de guerre entreprit à prêter main forte à l'organisation des troupes de volontaires à Turčiansky Svätý Martin. Pour connaître au mieux la situation politique et militaire, il arpenta la Slovaquie dans tous les sens et, employant son chauffeur en guise d'interprète, il enquêtait auprès de toutes les couches de la population hongroise, bourgeois, militaires, paysans, ouvriers, pour aboutir à la conclusion que les aspirations des Hongrois de Slovaquie, toutes les classes confondues, sont identiques. Dans un rapport militaire, il déclarait: «Le magyar s'était soumis par crainte à l'ultimatum Pellé, considère comme provisoire, sa situation actuelle, et convaincu qu'il ne peut subsister sans la Slovaquie et la Transylvanie, il se prépare – blancs et rouges fraternisant – à combattre non pour le succès du bolchevisme, mais pour son intégrité nationale. Il saura attendre que l'Entente ait démobilisé pour entreprendre une «guérilla» dont on ne pourra rendre responsable son gouvernement. Il doute autant moins du succès que les derniers événements lui ont montré que des bandes mal armées battaient facilement les troupes tchécoslovaques – avantage, dit-il, que le bolchevisme lui aura procuré.»³⁷² Dominois fustigeait en outre la prétendue complicité des officiers italiens avec les menées antitchécoslovaques et donnait des illustrations des «fourberies de notre sœur latine». «Bolchevistes et les non bolchevistes de la vallée d'Ipel certifient, le 3 juin, que l'Italie leur fournit des mitrailleuses et des fusils. Ces renseignements sont confirmés par des prisonniers de guerre du régiment international et par les déclarations faites le 1^{er} juillet à

³⁷² Archives du Service historique de l'Armée de Terre, Mission militaire en Tchécoslovaquie, NS 285.

Ballassa-Gyarmat par l'ancien préfet du comitat de Nograd, un ancien officier d'active nommé Huszar, et deux bolchevistes; ils ajoutent qu'ils ont également reçu des canons d'un calibre de 280mm.»³⁷³ L'activité de Dominois sur le terrain, appréciée par les autorités militaires était en revanche mal vue par l'ambassadeur, qui, vu le manque du personnel à l'ambassade, réclamait son retour au plus vite. Rentré à Prague le 5 juillet 1919, Dominois entreprit la rédaction de son rapport sur la Slovaquie, travail monotone qui l'ennuyait terriblement et qu'il voulait terminer le plus vite rapidement possible. C'est à ce moment que le président du groupe parlementaire slovaque Matúš Dula et son vieil ami d'avant guerre Milan Hodža l'invitèrent à venir assister aux entretiens politiques prévues à Turčianský Svätý Martin. Dominois demanda une nouvelle permission de départ à l'ambassadeur, mais Clément-Simon refusait d'autoriser un nouveau séjour en Slovaquie avant l'achèvement du rapport promis. L'argument selon lequel ce nouveau séjour à Turčianský Svätý Martin pourrait lui fournir des informations nouvelles ne le convainquit. Il demanda à Dominois d'abrégé son rapport sur la Slovaquie et de le remettre au plus tôt. Au terme d'un entretien très tendu, Clément-Simon interdit formellement à Dominois de partir. Attiré par l'importance des entretiens en question, Dominois passa outre. Son absence à Prague provoqua une violente colère de l'ambassadeur, qui, lorsqu'il revint de Slovaquie une semaine plus tard, l'accusa d'insoumission et lui ordonna de quitter les locaux de la mission immédiatement. Sans attendre, il se plaignit de Dominois à son supérieur, le général Pellé lors d'une réception chez le premier ministre tchécoslovaque Vlastimil Tusar.

³⁷³ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre de Dominois à Pellé de 17 juillet 1919.

Pellé qui détestait personnellement Clément-Simon n'avait aucunement intention de prendre contre Dominois des sanctions radicales et demanda à l'ambassadeur un complément d'informations. Clément-Simon lui fit dans une lettre la description d'un homme paresseux et insolent. Malgré ce portrait peu flatteur, le général Pellé refusa d'adopter la mesure la plus sévère, c'est-à-dire une révocation immédiate pour raisons disciplinaires. Ne voulant pas ruiner ainsi la carrière de Dominois et donner une satisfaction complète à l'ambassadeur, il se contenta de lui infliger trente jours d'arrêt de rigueur. La peine purgée, Dominois fut affecté à Bratislava et mis à la disposition de l'Etat major du général commandant du groupement. Débarrassé des obligations à l'ambassade, Dominois put achever son rapport.

Dominois présenta le fruit de ses séjours sous forme d'un long rapport qu'il adressa aux autorités françaises à la fin du mois d'août 1919. Le volumineux document résumait la situation politique et économique de la Slovaquie à la veille de la guerre contre les bolcheviques magyars.

Il soulevait d'abord la question de l'existence effective d'une opinion publique slovaque réclamant le rattachement de la Slovaquie aux Pays Tchèques, puis celle de la situation des minorités ethniques en Slovaquie.

Selon Dominois, la volonté des Slovaques de faire partie de Tchécoslovaquie s'était clairement manifestée pendant l'invasion hongroise au mois de juin 1919. Les seuls Slovaques séduits par la propagande communiste étaient les ouvriers peu qualifiés et peu instruits de la région de Štiavnica dont la conscience nationale était peu

développé et qui avaient facilement cru aux promesses de vie meilleure prodiguées par les bolcheviks hongrois.

La question des minorités, principalement de la minorité magyare, représentait selon Dominois l'un des plus graves problèmes de la Slovaquie. Les magyars formaient en Slovaquie un groupe complexe au sein duquel on pouvait facilement distinguer trois catégories différentes: les juifs, les classes urbaines, y compris les magyarons, et la paysannerie. Les juifs, qui avaient embrassé l'identité nationale hongroise, étaient depuis longtemps des agents de la magyarisation. Selon Dominois, une partie d'entre eux resterait pour toujours hostile à l'Etat tchécoslovaque. Toutefois, la grande majorité se rallierait tôt ou tard à la Tchécoslovaquie par intérêt commercial.

Un tel optimisme était exclu dans le cas des couches urbaines et des magyarons. Qu'ils soient intellectuels, fonctionnaires ou ouvriers, ils n'accepteraient jamais la disparition de l'ancien royaume de Hongrie et seraient toujours ennemis irréductibles du nouvel Etat. La seule solution serait d'en rapatrier au moins une partie vers leur mère patrie. Le reste devrait perpétuellement rester soumis à la surveillance la plus stricte, car il demeurerait toujours un élément de trouble en Slovaquie.

La situation se présentait sous un jour plus favorable du côté des paysans hongrois qui étaient peu politisés, et sans conscience nationale réellement forte. Les agriculteurs du sud de la Slovaquie que Dominois avait eu l'occasion de rencontrer pendant son séjour, étaient plutôt soulagés par le départ des troupes communistes et l'arrivée de l'armée tchécoslovaque, qui représentait pour eux une garantie d'apaisement et de stabilité. Une politique habile pourrait facilement satisfaire la paysannerie slovaque.

La minorité allemande était beaucoup moins nombreuse et par là même aussi plus facile à maîtriser. Les Allemands de Bratislava seraient, selon Dominois, vite gagnés pour la Tchécoslovaquie grâce à l'avenir prometteur de la ville, appelée à devenir l'un des centres administratifs, industriels, commerciaux les plus importants de la nouvelle République. La prospérité ferait des Allemands de Bratislava des citoyens tchécoslovaques parmi les plus loyaux. Quant aux autres, des habitants anciennes villes minières de la Slovaquie centrale étaient dans une situation très défavorable. Affaiblis par la magyarisation, on pouvait dire qu'ils étaient «les plus déshérités de leur race.» Leur sentiment national était pratiquement nul, et ils étaient condamnés à la slovaquisation progressive.

La question polonaise en Slovaquie était, vu le conflit tchécoslovaquo-polonais concernant la région de Těšín, une des principales préoccupations de Dominois. La minorité polonaise était présente, aux dires des Polonais dans la partie septentrionale de la Slovaquie. Selon Dominois, leurs arguments étaient d'ordre purement linguistique, puisque les habitants de cette partie de la Slovaquie manifestaient toujours leur attachement à l'identité slovaque. Les revendications polonaises étaient soutenues par le gouvernement hongrois, désireux de jeter la pomme de discorde entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. La propagande polonaise dans les régions d'Orava, de Spiš et de Šaryš n'avait par contre aucun succès dans les rangs de la population locale. Et Dominois concluait: «En résumé, s'il est permis jusqu'à un certain point de comprendre la vigueur avec laquelle les Polonais revendiquent l'importante région de Těšín, il est inexplicable qu'ils compliquent leurs rapports avec les Tchèques par la revendication

de territoires qui sont parmi les plus pauvres de la Slovaquie et qui sont fort peu peuplés. (...) Cette population, presque unanimement, se dit slovaque, et son caractère polonais n'a été découvert que par les linguistes. Il est d'ailleurs nécessaire d'insister sur le fait que les principaux défenseurs de la thèse polonaise sont d'anciens agents du gouvernement magyar restés toujours magyarophiles. L'agitation polonaise en Slovaquie septentrionale est donc artificielle, toute extérieure, et elle ne trouve aucun appui sérieux dans la population.»³⁷⁴

Dans la deuxième partie de son analyse, Dominois tournait son attention vers la politique en Slovaquie, dont on pouvait, malgré les débuts précaires de la vie politique naissante, déjà distinguer les principaux courants. La vie publique était dominée, avant la guerre, par les courants contradictoires du Parti national: «vieux Slovaques», conservateurs et russophiles, concentrés à Turčianský Svätý Martin et «jeunes Slovaques», pro-tchèques, gagnés aux idées de Masaryk. Pendant son séjour, Dominois avait eu l'occasion de rencontrer les représentants de ce parti, tels le vieux directeur de *Národné noviny* Jozef Škultéty, à Martin et Karol Štúr, neveu de L'udovít Štúr, à Trenčianské Teplice. Ces vieux dirigeants conservateurs avaient abjuré, selon le terme de Dominois, leurs fortes réserves d'avant-guerre fort réservée à l'égard des Tchèques et avaient pratiquement adopté les positions du parti national démocrate de Kramář. Parmi les courants naissants, le plus important était, selon Dominois, celui des amis de Milan Hodža, affiliés au parti agrarien, dont Dominois pensait, qu'ils pourraient renforcer l'aile gauche. Selon son opinion, Hodža et ses partisans, notamment Houdek et Šrobár, avaient devant eux un grand avenir. «C'est un groupe

³⁷⁴ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 3 septembre 1919.

qui renferme, sans aucun doute, les hommes politiques les plus susceptibles de jouer un rôle politique dans les affaires publiques et son influence sur le groupement (des députés slovaques) devient de plus en plus sensible.»

Le parti social-démocrate, malgré la faiblesse du prolétariat slovaque, avait aux yeux de Dominois une importance particulière. Il était, selon ses mots, «très patriote, nettement antibolchévique et appelé à renforcer la droite du parti socialiste tchèque.» Les chefs syndicaux qu'il avait rencontrés à Liptovský Svätý Mikuláš et à Trenčín lui paraissaient patriotes et modérés. La tâche la plus importante de la social-démocratie slovaque était la slovaquisation progressive du mouvement syndical.

Alors que les courants mentionnés jusqu'ici s'accordaient sur le but de mener une politique «d'entente d'éducation du peuple, d'union étroite du peuple slovaque au peuple tchèque», l'attitude du Parti populaire slovaque était nettement différente. Le parti présidé par André Hlinka s'était engagé, pratiquement dès le début, sur le chemin d'une politique de séparation et de division. Pendant son séjour, Dominois avait eu l'occasion de rencontrer Hlinka et d'essayer de comprendre ses positions. Il concluait ainsi ses observations: «Le patriotisme de Hlinka est insoupçonnable. Il a été pendant toute sa vie persécuté par le gouvernement magyar; mais sa politique de division, d'excitation d'une partie des Slovaques contre leurs compatriotes luthériens, de défiance à l'égard des Tchèques est si manifestement contraire aux intérêts de la République que la plupart des magyarophiles, surtout les prêtres, soutiennent le parti populaire slovaque. J'ai entendu Hlinka dire qu'il espérait gagner les magyarophiles à la cause tchécoslovaque. Il est pourtant évident qu'en soutenant Hlinka, les magyarons ont uniquement,

comme but, de combattre la République.»³⁷⁵ Pour Dominois, le parti de Hlinka, quelque fût sa combativité, ne représentait qu'une minorité de l'opinion publique. En somme, Dominois était persuadé que la plupart des Slovaques partageaient la volonté de vivre avec les Tchèques au sein d'un même Etat. L'invasion des troupes de Bela Kun avait encore resserré ces liens intimes. Les différends ne concernaient que les modalités de l'union. La majorité des Slovaques voulaient néanmoins garder leur identité. «L'opinion moyenne désire un rattachement intime aux pays tchèques, sans pourtant que ce rattachement ait pour effet de menacer l'originalité de la culture slovaque.» Le seul danger pouvait venir des faux pas commis par les fonctionnaires tchèques «parfois mal choisis et qui n'ont pas su comprendre les Slovaques, et notamment la profondeur de leur sentiment religieux». Le fait que la vie politique fût encore, à cette époque, dominée par le grand parti national était, selon Dominois, un possible source d'influence salutaire sur la politique tchèque «empoisonnée par la lutte âpre et souvent mesquine des partis politiques».³⁷⁶

La troisième partie du mémoire de Dominois était consacrée à la question agraire. S'appuyant sur la Statistika Slovenska d'Emil Stodola, Dominois démontrait que la campagne slovaques restait dominée par les grands propriétaires terriens hongrois. Selon lui, les autorités hongroises avaient entravé le développement de l'industrie, et les méthodes de cultivateur de terre favorisaient la grande propriété. Une réforme agraire s'imposait donc à la fois du point de vue économique, social et national. «Au point de vue national, c'est une nécessité de supprimer la grande

³⁷⁵ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 3 septembre 1919.

³⁷⁶ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 3 septembre 1919.

propriété magyare, qui ne pourrait que maintenir l'influence de quelques familles magyares sur les paysans slovaques. Le peuple slovaque ne sera vraiment libéré que le jour où il possédera seul la terre.»³⁷⁷ Dominois envisageait une colonisation slovaque orientée vers les régions majoritairement hongroises dans la Slovaquie du Sud. Les colons pourraient se recruter parmi les habitants des parties montagneuses et peu fertiles de la Slovaquie septentrionale ou parmi les Slovaques revenus d'Amérique.

Dominois se concentrait ensuite sur les problèmes de la slovaquisation de l'enseignement, dominé jusqu'à présent par les éléments magyars ou magyarons. Dans ce domaine, le gouvernement tchécoslovaque avait obtenu des résultats remarquables, grâce entre autres à l'aide des enseignants tchèques. «Le personnel tchèque est généralement excellent et les résultats sont encourageants. (...) L'enseignement est donné en slovaque, à la satisfaction de tous, sauf naturellement des instituteurs magyarons remerciés dont un grand nombre est allé renforcer le parti de Hlinka.»³⁷⁸

Dominois portait une grande attention à la question religieuse. Comme il avouait, il y avait une grande tension en Slovaquie entre catholiques d'une part, luthériens de l'autre, avivée surtout par les journaux du parti populiste qui dénonçaient la surreprésentation des protestants dans les institutions du nouvel Etat. Il estimait celle-ci tout à fait naturelle, la communauté luthérienne étant selon lui la moins touchée par la magyarisation du siècle précédent. «Le peu des hommes susceptibles en Slovaquie de diriger l'opinion et d'organiser la vie

³⁷⁷ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 3 septembre 1919.

³⁷⁸ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 3 septembre 1919.

indépendante étaient en grande partie des luthériens. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les luthériens continuent, comme avant la Révolution, à jouer un rôle très important en Slovaquie.»³⁷⁹ La masse des catholiques slovaques était formée par les paysans, et la bourgeoisie d'une conscience nationale n'était pratiquement pas représentée parmi eux. De surcroît, le grand nombre de prêtres catholiques restaient magyars même après la naissance de la Tchécoslovaquie, problème dont Dominois voyait la solution dans l'épuration rapide du clergé catholique et dans la création à Bratislava d'une nouvelle faculté de théologie, subventionné par l'Etat afin de renforcer le sentiment national chez les prêtres et de contrer la propagande magyarone qui dénonçait l'anticléricalisme des Tchèques.

Pour finir, Dominois portait son regard sur l'état présent et les perspectives de l'économie slovaque. Dans le domaine de l'agriculture, l'élevage et exploitation des forêts pouvaient acquérir une certaine importance. Les richesses minérales, par contre étaient assez limitées. Dans l'industrie, les activités notables étaient la sidérurgie de Spis et de Gemer, l'industrie textile, le travail du cuir et enfin, l'industrie fromagère. Dominois suggérait que la France pouvait jouer un rôle capital dans le développement d'un réseau de communications moderne (construction de voies ferrées, de ports sur le Danube, de navires, canalisation de rivières). En outre, les entreprises françaises pouvaient s'associer à l'électrification de la Slovaquie. Le capital français avait de plus l'occasion de contribuer à l'essor du système bancaire slovaque, dont l'activité se limitait jusqu'à présent qu'aux prêts hypothécaires. Le tourisme, enfin, était promis à un grand avenir. La beauté de son

³⁷⁹ Archives du Ministère des Affaires étrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série 532 Tchécoslovaquie, rapport du 3 septembre 1919.

patrimoine et de sa nature permettrait à la Slovaquie d'espérer devenir une destination privilégiée des touristes, ce qui supposait toutefois une infrastructure moderne capable de les accueillir. Le principal obstacle serait le nombre insuffisant d'hôtels modernes. La construction de ceux-ci serait un bon investissement pour les capitaux français.

Dominois terminait son mémoire de 1919 sur une note optimiste: «La Slovaquie semble donc un pays de grand avenir. Elle renferme les forces les plus jeunes de la République, à qui, dès maintenant, elle fournit des hommes de premier ordre qui voyant mieux que les Tchèques les dangers entourant la Tchécoslovaquie, ont et auront, sans doute, une influence de plus en plus considérable dans la direction des affaires publiques. Alors que les pays tchèques semblent être arrivés au maximum de leur puissance économique, La Slovaquie doit pouvoir développer considérablement son agriculture et son industrie. Il y a donc un intérêt de premier ordre à ce que la France prenne la plus grande part au développement économique d'un pays, où elle occupe, sans aucun doute, le premier rang dans les sympathies populaires.»³⁸⁰

Les conclusions de ces observations furent largement approuvées par Louis Eisenmann qui était lui aussi de passage à Štrbské Pleso dans les Hautes Tatras. Dans une lettre du 19 août adressée au général Pellé, il se rangeait entièrement aux positions de Dominois. «Il y a une demie heure que je l'ai reçu, et je ne puis encore m'en faire une idée complète. Je crois cependant, d'après le premier coup d'œil, que nous serons entièrement d'accord, spécialement sur le rôle que la Slovaquie est appelée à jouer dans la République. Politiquement, le voisinage avec les

³⁸⁰ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432 lettre d'Eisenmann de 16 août 1920.

Magyars et les fautes que Prague a commises dans le traitement de la question hongroise la mettra au premier plan.»³⁸¹ En même temps, Eisenmann émettait une haute appréciation du personnel politique slovaque. «Psychologiquement, il y a, il me semble, plus d'hommes de valeur et plus d' 'Européens' parmi le personnel slovaque que chez les Tchèques. Certains des zupans nous ont fait à tous la meilleure impression.»³⁸²

Eisenmann soulignait également l'enjeu de la présence économique de la France en Slovaquie. «Economiquement, la Slovaquie est assurément la grande réserve. Je crois donc que c'est surtout de ce côté qu'il faudrait tourner notre attention, si nous voulons rester à la page. La situation militaire que nous occupons dans le pays sera d'une aide puissante.»³⁸³ Il insistait en particulier sur le grand atout que représentait la récente victoire dans la lutte contre les bolcheviks hongrois. Malgré tout, Eisenmann voyait clairement les obstacles susceptibles de démentir ses prévisions optimistes de l'évolution de la situation de la Slovaquie. D'abord, il critiquait le manque de prévoyance des Tchèques sur le plan stratégique et politique. «L'effrayante maladresse des Tchèques est de nature à créer de sérieuses difficultés. Maladresse d'action et d'omission. Il est inutile que j'insiste sur la première. Pour l'autre, il me suffit de noter que tandis que Prague, pour des raisons sans doute à la Rašín, semble vouloir ajourner à très loin le rachat de la ligne Bohumín-Košice, les Slovaques sont unanimes à le réclamer immédiat. Leur argument essentiel est l'argument national: la

³⁸¹ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 18 août 1919.

³⁸² Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 18 août 1919.

³⁸³ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 18 août 1919.

ligne est un foyer du magyarisme. J'ajouterais volontiers l'argument technique et politique: l'exploitation tronçonnée est mauvaise, et la difficulté des communications avec Prague et Bratislava nuit certainement au sentiment de la cohésion de la République.»³⁸⁴ Eisenmann pensait en outre que Dominois sous-estimait d'une certaine manière le poids qualitatif de l'élément hongrois en Slovaquie, et faisait à cet égard une observation intéressante: «J'ai fait la comparaison d'un milieu magyar et d'un milieu tchèque: incontestablement, le premier est beaucoup plus policé, sinon plus vraiment civilisé. Dans un hôtel magyar, on se sent dans un milieu international. Dans un hôtel tchèque, c'est la province vieillotte et mesquine. (...) C'est un élément à ne pas négliger dans notre intérêt, et le fait que les Juifs tiennent avec le magyarisme doit nous encourager à y porter notre attention. L'antisémitisme tchèque les rebutera: nous pouvons contribuer à les attirer, à asseoir notre influence parmi eux, – ils resteront encore des siècles l'élément commerçant de l'Orient européen. Je crains que non seulement les Tchèques, mais aussi notre diplomatie ne voient pas les choses dans leur envergure.»³⁸⁵

Dominois resta à Prague jusqu'en 1922, puis regagna Paris où il devint l'enseignant de la langue et de la civilisation tchèques à l'École des langues orientales vivantes. Il restait en contact avec les hommes politiques tchécoslovaques, notamment Edvard Beneš et Milan Hodža. Dans ses articles au Temps, il défendait les positions politiques de la Tchécoslovaquie. Ses sympathies de gauche lui valurent d'être envoyé en Yougoslavie par le gouvernement du Front populaire pour faire un

³⁸⁴ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 18 août 1919.

³⁸⁵ Bibliothèque de l'Institut, Papiers savants, Général Pellé, MS 432, lettre d'Eisenmann du 18 août 1919.

rapport sur la situation interne de ce pays. Sa situation professionnelle était moins heureuse. Le modeste traitement d'enseignant ne suffisait guère à Dominois et à sa famille et l'aide financière répétée de la part du ministère tchécoslovaque des Affaires étrangères ne lui permettait pas de sortir de l'embarras pécuniaire. Malgré ses séjours à Prague et à Moscou, il ne parvint pas à mener à bien sa thèse consacrée à l'opinion publique tchèque au 19^e siècle, ce qui rendait précaire sa situation à l'école. Les encouragements répétés de la part de ses amis tchèques et français, notamment de Louis Eisenmann, n'y firent rien: la thèse de Dominois ne vit jamais le jour. Ses habitudes nonchalantes lui apportèrent nombre d'inimitiés dans le milieu des slavissants, en particulier celle d'André Mazon. Fuscien Dominois, qui resta toute sa vie un ami sincère de la Tchécoslovaquie et de son système démocratique et libéral fut profondément affecté par l'accord de Munich en 1938. Il mourut subitement le 27 octobre de la même année.

Eisenmann ne perdait pas de vue la situation en Hongrie. Spécialiste de la Hongrie, il sentait bien que la Hongrie pourrait déstabiliser très facilement la situation en Europe centrale.³⁸⁶ Pendant son séjour à Prague, il menait des entretiens avec les anciens dirigeants politiques hongrois qui avaient trouvé à Prague une terre d'asile, entretiens, dont il fit un rapport détaillé à ses supérieurs. Parmi ses interlocuteurs on trouve Diner-Denes, journaliste socialiste hongrois, un homme instruit et cosmopolite et comte Karolyi, chef malheureux de la

³⁸⁶Voir aussi MARES Antoine, Les slavissants français face à la Hongrie avant le traité de Trianon. In. Cahiers d'études hongroises, n. 6., Paris 1994, p. 185-191.

République hongroise. C'était aussi Milan Hodža, qui fut son consultant dans les affaires hongroises. Voici ses principales conclusions.³⁸⁷

Le bolchevisme magyar n'avait pour appui qu'une minorité de la population. On ne pouvait former que le gouvernement avec les socialistes modérés et des démocrates sincères.

Une restauration pure et simple était impossible non seulement du point de vue économique. Si on proclamait demain en Hongrie le rétablissement de l'ancien ordre économique, après demain toutes les banques et toutes les entreprises devraient se reconnaître au dessous de leurs affaires. Les conséquences économiques de la guerre et huit mois écoulés depuis l'armistice ne pouvaient pas être effacés d'un trait de plume. L'intervention de l'Etat était nécessaire pour empêcher toute la vie sociale s'arrêter. Dans les plus grandes l'Etat recevrait 80 ou 90% des actions, dans les plus petites, jusqu'à 20 ou 10%. Du même coup se trouverait aussi assurée, sans risque de catastrophe causée par trop de précipitation, la perception du gros impôt sur la fortune sans lequel pas d'ailleurs qu'aucun autre des Etats ne pourra se relever.

La Hongrie serait une république démocratique paysanne, avec un grand centre industriel et commercial, Budapest. Elle garderait avec Salgo-Tarjan, assez de charbon, avec ce bassin et ceux qui sont à l'ouest et Budapest pour faire marcher ses usines. La qualité de l'ouvrier magyar est excellente. Quant au commerce, les nombreux éléments juifs qui se trouvaient en Hongrie, et surtout à Budapest feraient rapidement de cette capitale un grand centre oriental. Les nombreuses colonies juives qui resteraient parsemées sur les territoires désormais tchécoslovaques,

³⁸⁷Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série Hongrie 29, rapport du 28 juillet 1919.

yougoslaves ou roumains assureront en ce sens les liaisons nécessaires. Ce commerce se ferait en allemand. Mais, si on le veut il se fera en français; dans cinq ans toute cette population juive de Budapest et du reste de l'ancienne Hongrie saura le français, si elle y a intérêt.

Le flot de fonctionnaires et de gens des professions libérales qui au moment de l'effondrement de la Hongrie se précipita des parties périphériques vers Budapest, commença à refluer. Beaucoup d'entre eux retrouveraient en eux, sous le vernis magyar, leur nationalité d'origine, et deviendront avocats et médecins slovaques ou roumains. Une autre partie devrait passer à des professions plus productives

La Hongrie ainsi adaptée à ses conditions nouvelles ne pourrait pas vivre isolée. La nécessité économique exigerait qu'entre elle et les Etats voisins il s'établisse des rapports étroits. D'ailleurs la même nécessité s'imposait à ces Etats aussi, et la République tchécoslovaque ou le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne pouvaient pas plus prétendre à une autarcie ou partielle ou totale. Il faudrait selon Eisenmann donc une confédération économique danubienne, mais une confédération purement économique ou toute apparence même de limitation des souverainetés nationales serait scrupuleusement évitée. La forme à adopter serait celle des conventions qui établiraient des principes communs de législation économique entre les états intéressés. Pour la conclusion et l'exécution de ces conventions, on observerait strictement les formes internationales en usage entre Etats souverains. Tout se réglerait par des congrès des délégations et, autant si possible, quand il y aurait lieu à contrôle ou à intervention, on suivrait les précédents créés et les exemples fournis par la Société des Nations.

Au mois de décembre 1919 Eisenmann entreprit un voyage à Budapest. Officiellement, son rôle fut de renouer les liens intellectuels. En réalité, son but était d'analyser la situation du pays traumatisé par la défaite et par la révolution. Il fit un compte rendu détaillé à Philippe Berhelot: «Voici donc très vite que je vois:

1) Un peuple ou du moins tous les éléments dirigeants à l'exception peut-être d'un petit groupe de penseurs radicaux qui n'est pas absolument résigné à son sort de vaincu qui veut sa revanche, qui la proclame, qui s'organise dès le maintenant autant qu'il le peut, pour prendre, dans un an si possible, mais dans dix, quinze ou vingt sûrement.

2) Une aristocratie qui, moitié par impuissance de penser plus loin qu'hier, moitié par la continuation d'une politique qui depuis vingt ans lui a servi à défendre ses privilèges de propriété féodale contre l'assaut des idées modernes, cultive dans le peuple ce chauvinisme de revanche et prépare la restauration monarchique et, par la paix, la guerre.

3) Un voisin inquiétant, l'Autriche, désemparée, crevant de faim, sans confiance dans son avenir, prête aujourd'hui à tous les mouvements si l'initiative en vient d'à côté et elle peut venir de la Hongrie.

4) Les autres voisins, tous haïs, mais surtout la Tchéco-Slovaquie. On proclame dans tous les milieux qui ont quelque prétention à penser et j'en ai vu jusqu'à des militaires qui autrefois étaient avancés ou frondeurs, que le tchèque est un grand criminel, le grand coupable de la défaite de la monarchie, avec cela l'opresseur des Slovaques, que son Etat est de tous les nouveaux Etats le plus artificiel et le plus faible, qu'on en viendra à bout sans peine, par une petite guerre dont l'Europe épuisée et dégoûtée, ne se souciera même pas, sans guerre peut-être si on

offre aux Slovaques, dans l'union avec la Hongrie, une vraie autonomie que les Tchèques ne leur donneront pas.»³⁸⁸

En même temps, Eisenmann critiqua vivement les représentants de France à Budapest. Il leur reprocha de suivre aveuglement la ligne des Britanniques et qu'ils aidaient ainsi à restaurer le régime réactionnaire d'avant-guerre. Il prôna la politique plus active, notamment dans le domaine de la culture et des finances pour réveiller les anciennes sympathies des Hongrois. Il termina par ces propos alarmants:

«Mais je répète, pour le succès de tous nos desseins et pour que les sacrifices de la France n'aient pas servis uniquement à ses alliés rivaux, il faut faire quelque chose, et vite. Gare aux négociations qui vont venir!!!»³⁸⁹

Les prévisions d'Eisenmann devaient en partie réaliser. Ses conseils n'en firent pas pris plus au sérieux et il resta peu écouté par les autorités françaises. Les diplomates français fustigeaient l'incompétence et même les origines juives d'Eisenmann.³⁹⁰

Il demeura néanmoins, un important agent de liaison avec la Tchécoslovaquie, grâce aussi à Beneš, auquel il vouait une admiration sans bornes. Partisan jusqu'à la fin de sa vie de la Tchécoslovaquie libérale, il prônait la concorde de tous ses citoyens et détestait le nationalisme de droite, comme celui de Kramář. Comme le directeur de l'Institut français de Prague et le personnage centrale de la revue *Le Monde Slave*. Il fut le partisan de la gauche libérale. La Tchécoslovaquie

³⁸⁸ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série Hongrie 30, le 1^{er} décembre 1919.

³⁸⁹ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance diplomatique et commerciale, Nouvelle série Hongrie, le 1^{er} décembre 1919.

³⁹⁰ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Correspondance politique et commerciale, nouvelle série Hongrie 32, rapport de l'ambassadeur français à Budapest du 1^{er} novembre 1920.

de Masaryk et surtout celle de Beneš, représentait toujours son idéal. Sa mort les 14 mai 1937 lui épargna la triste déception de la politique munichoise de la France.

LA TENTATIVE DE LA TYPOLOGIE

Après avoir analysé les parcours scientifiques et professionnels des quatre slavisants, qui ont formé des études slaves à Paris et présenté les pays et culture slaves aux français, essayons de voir leur oeuvre et leurs parcours professionnels dans une perspective de typologie. D'abord, l'un après l'autre, pour aboutir à une comparaison. L'oeuvre de Louis Leger est exceptionnelle au premier coup d'oeil. Leger resta toute sa vie le généraliste du monde slave. Il aborda pratiquement tous les peuples qui y appartiennent, leur histoire, leur culture, leur civilisation. Tout au long de sa vie, Louis Leger ne fut jamais un savant au sens strict du terme. Il n'a jamais rédigé de synthèse marquante et abordant un problème de manière vraiment détaillée. Son premier oeuvre fut sa thèse sur Cyrille et Méthode.³⁹¹ Il réalisa aussi en 1884 une édition critique de la *Chronique de Nestor*³⁹², et, quinze ans plus tard, son édition de l'Évangélaire slavon de Reims vit le jour. Parmi ses ouvrages les plus importants, on peut citer *la Bulgarie* et son recueil de la Mythologie slave.³⁹³ Son plus grand récit de voyage est *La Save, le Danube et les Balkans*.³⁹⁴ Sa synthèse de l'histoire de l'Autriche-Hongrie demeure son plus volumineux ouvrage et resta son le plus grand succès de librairie.³⁹⁵ Le livre connut cinq éditions entre 1888 et 1920, et fut traduit en anglais et en polonais. Si on aborde un texte de Leger, on reconnaît immédiatement que ses textes ne possèdent pas les formes générales des

³⁹¹LEGER Louis, *Cyrille et Méthode. Etude historique sur la conversion des Slaves au Christianisme*, Paris 1868.

³⁹²LEGER Louis, *Chronique dite de Nestor, traduite sur le texte slavon-russe par Louis Leger*, Paris 1884.

³⁹³LEGER, Louis, *La Mythologie Slave*. Paris 1901.

³⁹⁴LEGER Louis, *La Bulgarie*, Paris 1885; LEGER Louis, *La Save, le Danube et les Balkans, voyage chez les Slovènes, les Croates, les Serbes et les Bulgares*, Paris 1884.

³⁹⁵LEGER Louis, *Histoire de l'Autriche-Hongrie, depuis les origines jusqu'à l'année 1878*, Paris 1879, 1888.

œuvres scientifiques. On y trouve très rarement des notes en bas de page, des analyses des sources et de la littérature, peu de citations etc. Louis Leger ne travailla que très rarement dans les archives. Ses travaux sont le plus souvent les adaptations de textes publiés par d'autres auteurs et dépassent rarement une trentaine de pages. La majorité de ses œuvres ne sont pas des monographies au sens propre du terme, mais des recueils de textes assez hétéroclites. Dans un volume, Leger peut successivement traiter l'histoire, un problème littéraire ou linguistique, un récit de voyage. La variété géographique est similaire. Un écrivain russe, une biographie d'un général polonais, un épisode de l'histoire de Bohême. Le plus souvent, il s'agit de textes publiés antérieurement dans les journaux et les revues repris tels quels dans un recueil. Cette variété entraîne impérativement le problème de la cohésion du livre. Pour cette raison, Leger cherchait toujours un titre très général, comme le montrent bien les intitulés de ses volumes *Le Monde slave*, *les Etudes slaves*, *les Nouvelles études slaves*.³⁹⁶ A partir des années 1890, Leger apporta sa contribution à la nouvelle alliance franco-russe avec *Les Russes et les Slaves*,³⁹⁷ études politiques et littéraires. Pour illustrer encore la variété thématique et géographique de ses travaux voyons *Le Monde Slave* paru en 1873, encore sous une forte influence de Strossmayer. Il contient cinq articles concernant les Slaves du Sud, trois sur les Russes, un sur les Tchèques et un sur le panslavisme. Cinq articles touchaient à la littérature, quatre rendait compte de voyages et un article avait traité l'histoire. *Les Etudes Slaves* représentent une même variété thématique. Six articles ont rapport à des voyages, deux à la littérature, tandis que la linguistique et l'histoire sont chacune représentées par trois articles. En

³⁹⁶ LEGER Louis, *Etudes slaves: voyages et littératures*, Paris 1875; LEGER Louis, *Nouvelles études slaves*, Paris 1880-1886.

³⁹⁷ LEGER Louis, *Russes et Slaves, études politiques et littéraires*, Paris 1890-1899.

1880, les *Nouvelles Etudes Slaves*³⁹⁸ contenait pour la première fois un article sur la Bulgarie. Le dernier de ces ouvrages éclectiques fut *Le monde slave* deuxième série. Cette variété des thèmes se retrouve aussi dans ses livres au champ géographique plus restreint comme *La renaissance tchèque au 19^e siècle* ou *Serbes, Croates et Bulgares: Etudes politiques et littéraires*. Dans le premier de ces deux volumes, les thèmes littéraires prédominent largement avec six articles, les quatre restant étant consacrés à la situation contemporaine. Dans le second, treize articles sont dédiés aux Slaves du Sud, six à la Bulgarie; treize sont littéraires, cinq politico-historiques et le dernier est la description d'un voyage. Comme on dit déjà, Leger répétait parfois abusivement dans ses travaux les textes publiés plus tôt dans la presse. Il n'était pas homme de la découverte, mais plutôt l'intermédiaire entre la science des différents peuples slaves et le public cultivé français. Son importance reposait sur sa position tout à fait unique. Il resta longtemps la seule personne en France capable de s'orienter dans la quasi-totalité du monde slave. Il pouvait communiquer directement avec les institutions scientifiques et culturelles de ces pays et était seul même de se retrouver dans leur production littéraire et scientifique. De plus, Leger possédait une remarquable facilité de l'expression écrite. Son style était accessible, attractif, divertissant. Leger était incapable d'ennuyer ses lecteurs par de sèches analyses. Ses dons littéraires sont les plus perceptibles dans ses récits de voyage, qui forment une partie non négligeable de son œuvre littéraire et constituent à notre avis la partie la plus vivante de son œuvre. Dans ce domaine, Leger fut en quelque sorte le continuateur de Lamartine ou de Chateaubriand. Il savait mettre habilement en relief les côtés exotiques des lieux visités. Les paysages, les villes russes et

³⁹⁸LEGER Louis, *Nouvelles études slaves*, Paris 1880-1886.

balkaniques défilent devant nous avec tous leurs parfums et toutes leurs couleurs. Ses descriptions sont pimentées d'anecdotes. Ayant fait son premier voyage en 1864 et le dernier en 1913, il fut le témoin privilégié des métamorphoses sociales et culturelles des pays slaves pendant presque un demi-siècle. Ses descriptions savoureuses sont une source historique précieuse qui même aujourd'hui n'a pas perdu sa valeur. Malgré ses penchants pour la vulgarisation, Leger ne départait jamais de sa rigueur scientifique. S'il avait été sujet aux excès de la crédulité juvénile, ayant sincèrement cru à l'authenticité des faux manuscrits tchèques de Dvůr Králové et de Zelená Hora, il abjura ses convictions de jeunesse à l'âge mur et fut capable de l'accepter leur fausseté. Plus tard, il récusait également les faux chants bulgares de Verkovitch. Leger resta toute sa vie étranger aux discussions méthodologiques ou aux questions portant sur la philosophie de l'histoire. Les questions théoriques semblent ne l'avoir guère préoccupé. Son œuvre s'inscrit dans le sillage de la tradition littéraire de l'historiographie française du 18^e siècle. Il y a peu de différences entre les styles littéraires de Voltaire et de Leger qui fut influencé toute sa vie par la culture des Lumières et par le romantisme tardif. Son intérêt pour la littérature slave se limite à l'époque antérieure à 1860. Mis à part son attention à Svatopluk Čech ou à Ivan Vazov, il restait l'homme du passé et son goût littéraire était fort conservateur. Cette rigidité le tenait à l'écart des problèmes de son temps.

Ernest Denis était un personnage assez solitaire. Il ne participait pas au développement de la science historique française et tchèque. Son orientation professionnelle était peu commune. La France de son époque comptait peu de gens capables de suivre le domaine de son intérêt, le

monde slave. A l'exception Louis Leger, ses contemporains, Rambaud, ou plus tard, Haumant ou Legras, n'avaient pas la largeur de ses compétences. Par ailleurs, Denis, comme Leger, fut totalement étranger à l'évolution de la science historique contemporaine. Congénère de Gabriel Monod, il n'avait rien de commun avec lui sur le plan de la méthodologie. Certes, il y avait des moments qui les unissaient. Denis était protestant comme Monod, il vécut aussi la même expérience de la guerre de 1870–1871. Par rapport à Monod, qui étudia à Göttingen, Ernest Denis reçut cependant une formation parfaitement hexagonale. Ses voyages à l'étranger ne lui apportèrent pratiquement rien sur le plan théorique ou méthodologique. L'approche sèche de Monod dans ses œuvres est tout à fait à l'opposé de celle de Denis, qui savait rédiger ses œuvres avec un talent littéraire hors du commun. Par l'expressivité de son style et par les couleurs de ses images, Ernest Denis avait plus de trait commun avec Michelet qu'avec ses contemporains. Pour lui, le simple rassemblement des faits, des événements, des dates n'était d'aucune utilité. Il n'avait d'ailleurs aucun sens pour un travail minutieux dans les archives, pour une critique détaillée des sources. Ses oeuvres sont surtout basés sur les sur les travaux d'autres historiens. Néanmoins, l'interprétation de Denis est toujours originale. Ernest Denis fut avant tout un écrivain de synthèse. Son ambition était double: rédiger une synthèse de l'Histoire de Bohême, ainsi que celle de l'Allemagne au 19^e siècle.

Ce travail de longue haleine lui prit plus de trente ans de sa vie. Par rapport à son contemporain Leger, qui gaspillait en partie son talent dans de petits travaux, Denis garda toujours en perspective une vision d'ensemble de son œuvre. Il travaillait systématiquement sur sa

conception de l'histoire de Bohême. Il est significatif que parmi les ouvrages de Denis, on ne trouve pas de petites études sur des questions partielles. Son talent était parfaitement synthétique, et il avait dès le début en tête une fresque complexe, commencée en 1878 par sa thèse sur Jan Hus et les guerres hussites.³⁹⁹ Il continua dans cette direction avec son histoire de la Fin de l'indépendance de Bohême.⁴⁰⁰ Suivant les traces de Palacký, il consacra le premier tome à la période du règne de Georges de Poděbrady.⁴⁰¹ Le deuxième portait sur les Pays de la Couronne de Bohême sous les premiers Habsbourgs. Mais le projet de Denis ne se limitait pas à cela. Il ambitionnait en effet de retracer la naissance de la nation tchèque moderne. Après des décennies de labeur, il publia la Bohême depuis la Montagne Blanche.⁴⁰² Cette vaste fresque allait des années 1620 jusqu'à l'an 1900. Denis ne reculait donc pas devant l'analyse de l'époque contemporaine.

Dans sa trilogie sur l'histoire de la Bohême, on voit une évolution personnelle très nette. Sa thèse sur Jan Hus dépendait encore largement de la vision romantique de Palacký. Or Palacký pouvait être son guide spirituel seulement jusqu'à l'avènement des Habsbourgs en 1526. Pour la période historique antérieure à la bataille de la Montagne Blanche, il n'y avait plus une synthèse d'autorité comparable de celle de Palacký. Certes, il fut influencé par les positions prises par Václav Vladivoj Tomek dans son *Histoire récente de l'Autriche* et son *Histoire de Prague*, mais il gardait toujours ses distances dans les jugements. Pour l'histoire religieuse, il profita des travaux d'Anton Gindely, d'Antonín Rezek et Jaroslav Goll.

³⁹⁹DENIS Ernest, *Huss et la guerre des Hussites*, Paris 1878.

⁴⁰⁰DENIS Ernest, *Fin de l'Indépendance de Bohême*, Paris 1890.

⁴⁰¹DENIS Ernest, *Georges de Podiébrad. La Bohême pendant le XV^e siècle*, Paris 1887.

⁴⁰²DENIS Ernest, *Bohême depuis la Montagne Blanche*, Paris 1903.

La Bohême depuis la Montagne Blanche représente sans aucun doute l'ouvrage le plus original surtout dans sa conception de l'histoire du 19^e siècle. Denis partait des travaux de Tomáš Bílek, Josef Pekař et Antonín Rezek qui lui élucidaient les périodes de la Bohême au 17^e siècle. Les passages du livre concernant la littérature furent inspirés en grande partie par la synthèse de Jaroslav Vlček. Pour éclaircir l'évolution institutionnelle de l'Autriche au 17^e et au 18^e, il utilisa les travaux des historiens allemands. Pour expliquer les étapes du réveil national tchèque, il dépouilla les recueils de la correspondance des personnages clés de la vie nationale tchèques, leurs biographies comme celle de Václav Zelený sur Havlíček. Comme le lecteur assidu de la presse tchèque, il était parfaitement au courant des péripéties de la vie politique. Sa conception de l'histoire de la Bohême sous le sceptre des Habsbourgs demeure pourtant originale.

La fresque historique de Denis commence au moment de l'entrée de Jan Hus dans la vie publique en Bohême. Denis considéra Hus comme le précurseur de la Réforme de 16^e siècle. Hus fit l'entrée de la nation tchèque dans l'histoire universelle. Dans la pensée de Denis, Hus représenta la révolte du savoir contre la tradition et de l'indépendance nationale contre la tradition pesante. La partie consacrée aux guerres hussites n'était pas une description de campagnes militaires et des négociations diplomatiques mais surtout les analyses des différentes doctrines de la pluralité des courants hussites. Les guerres intestines entre les radicaux et les modérés ravagèrent le pays. La victoire militaire fut annihilée par la défaite diplomatique. La réforme hussite n'aboutit ni dans son effort social ni dans son effort religieux. Mais les guerres hussites firent un coup d'arrêt à la germanisation progressive de la

Bohême et remirent en valeur la langue et la culture tchèques. Les hussites donnèrent un coup mortel au Moyen Age déclinant.

Les causes de la défaite à Montagne Blanche étaient enracinées dans le développement spécifique du royaume de Bohême à partir du 15^e siècle. Après la disparition de Georges de Poděbrady, la noblesse profita de l'affaiblissement du pouvoir royal. Les Jagellons étaient incapables de faire face à la noblesse de plus en plus arrogante et de protéger la paysannerie contre les abus de la part de l'aristocratie. La démission de l'autorité royale fut scellée par les accords de Kutná Hora en 1485. La noblesse commença à défendre uniquement ses propres intérêts au détriment des intérêts de l'Etat. La montée au trône des Habsbourgs fut pour Denis un moment salubre de l'histoire tchèque. Ferdinand I^{er} redressa l'autorité royale et rassembla les Pays Tchèques sous le sceptre viable d'un souverain. Le centralisme autrichien sauva le royaume de Bohême du danger de la décomposition progressive selon l'exemple de la République de Pologne. La variété ethnique des provinces de la monarchie des Habsbourgs sauva la Bohême de la germanisation.

La Bohême à la veille de la bataille de la Montagne Blanche fut un pays en pleine crise morale. Cette crise fut causée non seulement par la noblesse égoïste, mais aussi par la Réforme inachevée. La plus grande faute des hussites fut une absence d'une doctrine cohérente et leur volonté de réintégrer à tout prix l'Eglise catholique. L'Unité des frères de Bohême fut longtemps gouvernée par l'esprit de secte et pour cette raison son influence resta limitée. L'enthousiasme dynamique de la Révolution hussite fut succédé au 16^e siècle par la fatigue et l'essoufflement de la société. Les oeuvres littéraires trahissent une médiocrité et un retard considérable par rapport à la culture occidentale.

Ce déclin moral et culturel fut profitable pour l'Église catholique rajeunie et consolidé par les réformes du concile de Trente. Ainsi s'explique aussi le succès considérable des jésuites en Bohême qui savait apporter les remèdes aux esprits tourmentés de leurs contemporains. Dans ce contexte la catastrophe à la Montagne Blanche fut inévitable et évita encore les pires conséquences grâce à la destruction de la caste aveugle et égoïste de la noblesse.

Dans les décennies «obscurées» après la bataille à la Montagne Blanche le peuple tchèque a survécu grâce aux trois circonstances. Le souvenir du passé glorieux fut véhiculé entre les générations à l'aide du folklore et la lecture populaire. La Révolution hussite apprit le peuple la résistance aux obstacles et la ténacité. En dernier lieu, l'Allemagne détruite par les guerres successives et fracturée par les tensions religieuses ne représenta aucune menace à la nation tchèque. Denis mit en valeur le règne de l'impératrice Marie-Thérèse et son fils Joseph II. La libération des paysans et les réformes du système éducatif balayèrent les obstacles de la noblesse. Ces réformes portèrent un coup d'envoi à l'émancipation de la paysannerie qui fut selon Denis le seul élément sain de la nation. Joseph II ouvrit également son empire aux idées des Lumières et à la philosophie de Herder et fut ainsi le précurseur direct du réveil national tchèque qui puisait de la même source.

Le réveil national tchèque se divise chez Denis dans trois étapes. La première étape (1780–1815) est une héritière du rationalisme critique des Lumières. C'est la génération de Dobrovský et de Jungmann qui jeta les bases solides du mouvement national. La deuxième génération guidée par Kollár et Šafařík (1815–1840) fut imprégnée du romantisme sentimental. Le romantisme joua le rôle décisif dans le réveil de l'élan

national et aida à dissiper le pessimisme de Dobrovský. Mais le romantisme fit naître les illusions vaines et dangereuses comme celle du panslavisme de Kollár et il utilisa souvent les armes douteuses comme le faux des Manuscrits de Dvůr Králové et de Zelená Hora pour parvenir à ses fins. C'était seulement la troisième génération, celle de Palacký et Havlíček, qui fit le retour de la cause national tchèque sur le champ de la réalité.

La Révolution de 1848 marqua une étape nouvelle. La défaite subie par les Tchèques n'était pas due seulement par l'inexpérience de leurs chefs, mais aussi par leur politique inconséquente. Denis respectait le réalisme de Palacký et de Havlíček, mais il refusait catégoriquement les rêveries panslavistes manifestées par le Congrès panslave de Prague en juin 1848 comme le romantisme déplacé. Pour la même raison, il exprima son opinion négative sur le pèlerinage des hommes politiques tchèques en Russie en 1867.

La défense du droit historique par la politique tchèque tout au long du 19^e siècle fut dans les yeux de Denis une grave erreur. Il fit naître les grands espoirs, mais aussi les grandes déceptions. Ce droit ne fut dans les dernières décennies du 19^e siècle le mirage anachronique et devait être remplacé par le droit naturel des peuples. En plus, cette fixation au droit historique du Royaume de Bohême fit négliger les intérêts des Tchèques de Moravie et les Slovaques de Hongrie. Dans son travail, Denis est partisan du maintien de la monarchie austro-hongroise. A cette époque la, il prôna le compromis tchéco-allemand pour faire face à la suprématie arrogante des Hongrois Il refusa de compter avec une catastrophe qui mènerait à la dislocation de la monarchie. Il fut persuadé que la dominance totale des Allemands en Cisleithanie était désormais

impossible. Pour cette raison, il refusa le radicalisme bruyant et vain d'une partie de la classe politique tchèque qui pratiquait les obstructions bruyantes à la Diète. Denis refusait les critiques de l'égoïsme des Polonais face aux intérêts de la totalité des Slaves d'Autriche, et il admirait leur habileté diplomatique vis-à-vis le gouvernement de Vienne. Malgré l'infériorité numérique des Allemands en Bohême et en Moravie, il fut partisan d'une parfaite égalité entre les Tchèques et les Allemands, tout en ménageant les sentiments nationaux de ces derniers. Pour cette raison, il défendait le bilinguisme unilatéral des classes cultivées tchèques. Il pensait que les Allemands des Pays Tchèques ne pouvaient jamais vivre dans une position subordonnée par rapport à la majorité tchèque. Une telle tentative de la part tchèque mènerait inévitablement au conflit civil tchéco-allemand où la défaite des Tchèques serait plus que probable.

Denis salua le déclin de l'influence de la noblesse dans la politique tchèque après la défaite du courant conservateur des Vieux tchèques. Il accepta favorablement la multiplication des courants politiques tchèques à la fin 19^e siècle. Il se montra favorable à la social-démocratie qu'il considéra comme l'allié potentiel des slaves au sein de la monarchie surtout dans la question du suffrage universel, de la réforme agraire, et du contrôle du capital étranger. Par contre, il refusa l'antisémitisme pour son absence du programme.

On peut constater que Denis laissa une vision optimiste de l'avenir des Tchèques. Il salua le progrès accompli au cours du dernier siècle. Il croyait à la démocratisation progressive et pacifique de l'Autriche où les Tchèques comme les autres Slaves auraient un rôle digne de leur poids économique et culturel.

L'Histoire de l'Allemagne fut le thème de plusieurs savants de l'époque, citons entre autres Lavisse ou Rambaud. Denis entama lui-aussi sa propre interprétation, retraçant l'histoire de l'Allemagne des guerres révolutionnaires jusqu'à l'unification de 1870–1871. Le premier tome ayant le titre *La fin de la vieille Allemagne (1789–1810)* traite la confrontation entre la France révolutionnaire et napoléonienne avec le sentiment national allemand naissant⁴⁰³. Le deuxième *La Confédération germanique (1810–1852)* donnait un vaste tableau des courants spirituels de l'Allemagne de la première moitié du 19^e siècle.⁴⁰⁴ Finalement, le troisième tome présente le processus de l'unification de l'Allemagne sous la houlette d'Otto von Bismarck.⁴⁰⁵

Dans ses travaux, Denis cherchait le sens de l'histoire, tentant d'expliquer le présent par l'étude du passé. Il commenta avec dérision les travaux de l'École de Jaroslav Goll avec les membres de laquelle, il n'avait aucun point commun. «La science allemande» qu'ils pratiquaient le déçut profondément. Il refusait totalement la position d'historien non engagé et observant froidement le développement des événements historiques. Sa position était résolument partisane. Dans les récits des conflits du passé, on voit toujours très clairement les positions de Denis, qui soutient avec vigueur les causes justes à ses yeux et se révolte contre les injustices présumées. Il fut adversaire déclaré de l'absolutisme des Habsbourgs, de la puissance de l'Église catholique, de l'influence allemande.

Cette partialité provoquait certaines réserves de la part de ses collègues, même en France: en raison des tendances de son œuvre, il

⁴⁰³DENIS Ernest, *La fin de la vieille Allemagne (1789-1810)*, Paris 1896.

⁴⁰⁴DENIS Ernest, *La Confédération germanique (1810-1852)*, Paris 1898.

⁴⁰⁵DENIS Ernest, *La fondation de l'Empire allemand (1852-1870)*, Paris 1906.

n'eut pas la possibilité de travailler sur les chapitres consacrés à l'Autriche-Hongrie, dans la synthèse de l'histoire générale dont le projet avait été conçu par Ernest Lavisse, mais entièrement réalisée sous la direction de son Alfred Rambaud. Ce travail occupa toute une génération des historiens. Parmi les auteurs, on trouve Alphonse Aulard, Henri Vast, Emile Faguet et d'autres camarades de Denis de l'École normale. La contribution de ce dernier fut restreinte aux premiers tomes de l'ouvrage, qui en compte douze. Il fut chargé d'y présenter le développement des pays de l'Europe Centrale au Moyen Age. Denis put également faire valoir son interprétation des guerres hussites. En revanche, la problématique des Slaves des Balkans fut traitée par Albert Malet, professeur au lycée Louis-le-Grand et ancien précepteur du roi Milan de Serbie. La Russie et l'Europe de l'Est restèrent le domaine d'Alfred Rambaud lui-même. L'Europe Centrale contemporaine fut confiée à Louis Eisenmann, par souci de garder l'image équilibrée, Ernest Denis étant jugé trop slavophile et germanophobe. Par contre, en tant que spécialiste de l'Allemagne, Denis fit le récit de son histoire jusqu'à l'an 1900.⁴⁰⁶ Denis fut également auteur de travaux mineurs. Parmi ses ouvrages plus étendus citons son livre *La Grande Serbie*,⁴⁰⁷ et surtout son ouvrage intitulé *la Guerre*,⁴⁰⁸ qui joua un rôle considérable au cours du premier conflit mondial. Les travaux comme *La question*

⁴⁰⁶ Denis rédigea en somme dix articles pour *Histoire universelle du IV^e siècle à nos jours* de Lavisse et Rambaud: *L'Europe orientale jusqu'à la fin du XI^e siècle* (tome I, p. 688-741), *L'Europe orientale du XI^e au XIII^e siècle* (tome II, p. 745-796), *Les dynasties nationales de Bohême et de Hongrie* (tome III, p. 654-725), *La Pologne et la Russie depuis l'invasion mongole jusqu'à la fin du Moyen Age* (tome III, p. 748-788), *L'Allemagne et la Réforme* (tome IV, p. 380-451), *L'Allemagne et la guerre de Trente ans* (tome V, p. 492-583), *L'Allemagne antinapoléonienne de 1801 à 1813* (tome IX, p. 583-621), *L'Allemagne de 1815 à 1847* (tome X, p. 615-666), *La formation de l'unité germanique* (tome XI, p. 303-347), *L'Allemagne de 1871 à 1900* (tome XII, p. 334-387).

⁴⁰⁷ DENIS Ernest, *La Grande Serbie*, Paris 1915.

⁴⁰⁸ DENIS Ernest, *La Guerre, causes immédiates et lointaines, l'intoxication d'un peuple, le traité*, Paris 1916.

*d'Autriche. Les Slovaques*⁴⁰⁹ et *L'Allemagne et la paix*⁴¹⁰ firent partie intégrante de la propagande tchèque et française au cours du conflit. Denis fut également un grand moraliste. Dans ses œuvres, il se pose souvent en juge toujours en quête de la responsabilité morale des acteurs du processus historique. Néanmoins, il reste étranger à tout sentimentalisme romantique. Denis cherchait la vérité historique à l'aide de l'intuition. Pour comprendre l'actions des protagonistes, il eut largement recours aux explications psychologiques, tentant de reconstituer la physionomie spirituelle des personnages historiques, des programmes politiques ou des courants idéologiques. Les œuvres de Denis sont donc strictement subjectives. La corruption morale de la société avait toujours pour lui comme conséquence le déclin politique de l'Etat. L'idée de la pureté morale hanta Denis toute sa vie. Il ne cessa de craindre le matérialisme et la lâcheté dans la vie publique ainsi que la vaine démagogie. L'historien est ici en parfaite harmonie avec l'intellectuel.

L'accueil de ses œuvres dans le milieu tchèque fut ambigu. Denis fut salué comme un grand écrivain, héritier incontestable de Palacký, auteur d'une synthèse largement digne de ce nom. Celle-ci fut également un grand succès en librairie. Il sut combler parfaitement une lacune laissée par ses contemporains tchèques, qui ne songeaient plus à l'époque à un traitement synthétique de l'histoire du pays. La situation politique et spirituelle compliquée du fin 19^e siècle ne fut guère favorable à ce genre d'entreprise. Les historiens de l'Ecole de Goll voulaient repenser plutôt la méthodologie, le choix des sources, les approches. Pour cette raison, l'oeuvre de Denis sur l'histoire tchèque

⁴⁰⁹DENIS Ernest, *La Question d'Autriche, Les Slovaques*, Paris 1917.

⁴¹⁰DENIS Ernest, *L'Allemagne et la paix*, Paris 1918.

n'avait pas d'égale à son époque. Les différences consistaient non seulement dans les détails, mais aussi dans l'interprétation de cette histoire. Ses points de vue provoquèrent des polémiques, notamment de la part de Vlastimil Kybal.⁴¹¹ Ce dernier contesta surtout les thèses de Denis sur la société tchèque au seizième siècle où Denis fustigeait en effet une Réforme religieuse inachevée et la politique aveugle de la noblesse. Selon ses théories, sans la défaite de l'insurrection des Etats à la Montagne blanche, la Bohême aurait fini comme la Pologne à la fin du 18^e siècle. Le seul défenseur sans réserves de Denis dans le milieu scientifique tchèque fut son ami et traducteur Jindřich Vančura. Vančura tenta de faire une synthèse entre ses deux modèles vénérés, Masaryk et Denis. Malgré les réticences du second à l'égard du premier, Vančura voulut réconcilier ses deux maîtres à penser. Ses traductions furent en quelque sorte des interprétations masarykiennes de l'œuvre de Denis avec nombreuses corrections et retouches de la plume de Vančura.

Louis Eisenmann demeure un savant, pour ainsi dire, à temps partiel. Juriste de formation, il n'adopta l'histoire comme métier qu'à l'âge mur. Après sa thèse sur le compromis austro-hongrois, il ne rédigea plus jamais un ouvrage de taille. Sa thèse complémentaire sur la Hongrie contemporaine n'était qu'un travail visant le but pragmatique de consacrer sa carrière à la Sorbonne, à la chaire portant le nom d'Ernest Denis.⁴¹² Eisenmann fut en outre coauteur avec l'historien russe Milioukov et son confrère de la Sorbonne Charles Seignobos d'un ouvrage sur la Russie, âprement critiqué par les historiens de l'école Annales naissante.⁴¹³ Eisenmann resta un homme d'action, de liaison, et

⁴¹¹KYBAL Vlastimil, *Arnošt Denis a Bílá hora*, Praha 1912.

⁴¹²EISENMANN Louis, *La Hongrie contemporaine, thèse complémentaire*, Paris 1921.

⁴¹³EISENMANN Louis - MILIOUKOV Paul - SEIGNOBOS Charles, *Histoire de Russie*, 3 volumes, Paris 1932–1933.

ses recherches scientifiques restèrent en quelque sorte en marge de son intérêt. Le reste de son œuvre est constitué de livres servant les besoins du moment et n'ayant qu'une importance éphémère.

André Mazon fut le plus apolitique de nos quatre savants. La politique fut toute sa vie en dehors de ses intérêts. Il resta cantonné dans le domaine de ses études. Méthodologiquement, il observait la tradition de la grammaire comparative lancée par son mentor Antoine Meillet, avec qui il présidait l'Institut d'Etudes slaves.

Mazon laissa une œuvre variée, allant de la grammaire et de la littérature au folklore. Ses propres travaux concernaient surtout l'espace russe: l'aspect du verbe russe, l'édition du Chant d'Igor, des études sur Tourgueniev et Gontcharov.⁴¹⁴ Son autre sujet de prédilection des sa jeunesse fut la Bulgarie. Il publia un recueil des contes de Macédoine.⁴¹⁵

Il ne chercha jamais le contact avec le milieu politique ou celui des affaires. Hormis quelques articles rédigés pendant la guerre, son œuvre est strictement scientifique. Mazon fut partisan résolu d'une séparation nette entre la science et la politique. Pour cette raison, il fut prêt à transgresser les tabous politiques qui limitaient dans l'après-guerre la liberté de la recherche. Pour cette raison aussi, il soutint fermement l'inclusion de la Bulgarie dans les contacts scientifiques après la guerre et demanda la réouverture de la coopération avec les institutions de la Russie soviétique. Il savait parfaitement que les émigrés russes en Occident n'étaient que le pâle reflet de la réalité de leur pays. Envers la

⁴¹⁴Parmi ses ouvrages citons par exemple: *Les aspects du verbe russe*, Paris 1908; *Morphologie des aspects du verbe russe*, Paris 1908; *Emploi des aspects du verbe russe*, Paris 1914; *Un maître du roman russe, Ivan Gontcharov (1812–1892)*, these de doctorat, Paris 1914; *Lexique de guerre et de la révolution en Russie (1914–1918)*, Paris 1919; *Manuscrits parisiens d'Ivan Tourguéniev, notices et extraits*, Paris 1930; *Grammaire de la langue russe*, Paris 1942; *Deux Russes écrivains français*, Paris 1964.

⁴¹⁵ *Contes slaves de la Macédoine sud-occidentale, étude linguistique, textes et traductions, note de folklore*, Paris 1923; *Documents, contes et chansons slaves de l'Albanie du sud*, Paris 1936.

Russie communiste, il adopta une attitude courageuse dans les années 1920, demandant la libération de l'historien Tarle, prisonnier des autorités soviétiques. La période de la guerre de 1914–1918 représente dans la vie d'André Mazon une anomalie sans lendemain. Il reprit un certain engagement politique pendant la Deuxième guerre mondiale. Il fut certes mobilisé une seconde fois. Il fut consulté par les autorités françaises pendant la guerre fino-soviétique et rédigea une allocution radiodiffusée contre l'impérialisme de l'URSS. La défaite de la France 1940 le fit quitter, cette fois définitivement, les activités publiques.

Les quatre personnages dont chacune représente une forme particulière de l'instrumentalisation de la science laissèrent derrière eux une œuvre particulière et originale. L'œuvre de Louis Leger nous frappe par la variété des thèmes et des formes. Ernest Denis fut un auteur tout à fait synthétique, laissant derrière lui une fresque historiographique exceptionnelle. André Mazon était un personnage de la nouvelle génération qui pouvait continuer l'œuvre de leurs prédécesseurs. Il n'était plus autodidacte, mais il fut formé par les institutions lancées par Louis Leger. Louis Eisenmann savait lier l'histoire au droit, aux sciences politiques et à la géographie. Il était prêt à penser la problématique complexe du développement de l'Europe Centrale et sa situation interethnique complexe.

Nous voyons donc quatre hommes aux œuvres inégales. Louis Leger représente bien le type d'un éclectique cultivé. Ernest Denis est effectivement l'homme de la synthèse. Eisenmann était surtout un organisateur inlassable, de la vie scientifique et culturelle. André Mazons, linguiste et littéraire se tenait pendant la majeure partie de sa vie à l'écart de la vie publique tout en gardant ses fermes convictions

scientifiques et politiques. Malgré les divergences entre les quatre personnalités, on peut trouver les liens communs entre eux.

Les quatre slavissants ne furent guère des hommes ayant apporté une innovation considérable dans le domaine de la science. Ils étaient profondément enracinés dans les courants plutôt conservateurs des sciences de l'homme de l'époque. Leur originalité ne reposait pas dans leurs approches méthodologiques, mais dans leur domaine d'intérêt. Ils n'étaient jamais des chercheurs limités à l'étude d'un problème étroitement spécialisé, mais ils abordèrent les disciplines scientifiques différentes sur le champ géographiquement assez vaste. Ils étaient tous en quelque sorte les généralistes du monde slave, étudiant sa problématique dans un contexte politique et social bien large. Cette manière complexe d'aborder les différents phénomènes leur permit, au moment précis, de transgresser les limites de la science du cabinet et facilita leur entrée dans la vie publique.

CONCLUSION

Au fil de ce travail, nous étudiâmes les relations entre la science et la politique, de la science française de l'époque, les possibilités et désirs des savants de rendre service au gouvernement au temps de crise sur l'exemple de quatre stratégies différentes de l'instrumentalisation du savoir dans le domaine d'études slaves. Nous proposâmes quatre exemples des savants qui mirent leur savoir à la disposition de leur patrie au cours de la Première guerre mondiale. La guerre ne représenta qu'une étape dans leurs vies. Ils ne furent jamais les savants vivant isolés mentalement de leur époque, ils observèrent de près l'évolution de l'Europe et ils étaient conscient du danger menaçant la France. La guerre ne fut pour eux une surprise totale. Ils furent tous les intellectuels engagés prêts à sacrifier la devise principale de leur statut universitaire: l'indépendance par rapport de la politique quotidienne et la liberté d'expressions. Ils s'engagèrent dans le combat malgré leur âge déjà avancé ou leur état de santé. Ils devaient se transformer aux hommes d'action, adopter la logique de la guerre, clarifier et même simplifier leurs positions. Ils choisirent les différents champs d'action: la propagande, le journalisme, la diplomatie, le renseignement militaire. La guerre radicalisa leurs opinions par rapport à leur position d'avant guerre. Ils désiraient non seulement battre l'ennemi de la France- l'Allemagne, mais ils voulaient transformer l'Europe non seulement pour la rendre plus juste, mais aussi pour éliminer à jamais le spectre de la revanche.

Pour comprendre leurs évolutions de la pensée, nous essayâmes de reconstituer le parcours intellectuel de chacun d'entre eux, étudier les événement qui influencèrent de manière décisive leurs destins personnels

et professionnels, reconstituer leurs liens de sociabilité. Nous prîmes quatre cas exemplaires pour mesurer le degré de l'instrumentalisation des études slaves pendant la guerre dans le contexte de l'effort quasi militaire des intellectuels français et dans le cadre de la politique étrangère de la France. Leur engagement dans le conflit mondial ne fut sans problèmes. Il apporta à chacun les conflits intérieurs entre leurs convictions personnelles et les positions de la France officielle voir celles de l'opinion publique. Chacun de nos slavisant devait sacrifier en partie ses avis privés au profit de la ligne politique officielle. Ces drames personnels furent pour nous d'un grand intérêt.

Les slavisants français de notre étude répartissent nettement en deux groupes qui correspondent plus où moins à deux générations. La première fut formée sous le Second Empire, l'autre par le système éducatif de la Troisième République.

Le premier groupe est celui de Louis Leger et Ernest Denis. C'est sans aucun doute la génération des pionniers de la nouvelle science; certes, il y avait des précurseurs: les émigrés polonais comme Mickiewicz ou Chodźko et les penseurs idéalistes comme Cyprien Robert. Leur vigueur et leur enthousiasme étaient malheureusement inaptes à compenser leur absence quasi totale de méthode et de critique scientifique. S'ils ont su attirer à certains moments les sympathies du grand public français, cet intérêt ne fut que passager et une fois que les événements en Europe orientale cessèrent de figurer au premier plan de l'actualité politique, ils sombrèrent rapidement dans l'oubli. Il n'est donc pas surprenant que les études slaves aient parfois été considérées, surtout vers la moitié du 19^e siècle, comme une espèce de pseudoscience de peu d'intérêt professée par des charlatans.

La génération de Leger et de Denis devait repartir de zéro. Leur but était d'établir la nouvelle science dans le monde universitaire français, de concevoir les méthodes, de nouer des contacts avec leurs homologues en Europe etc. Bref, tout était à faire.

Si on compare les personnalités-clés de la première génération, Louis Leger et Ernest Denis on voit dans leur destinée pratiquement autant de similitudes que de différences.

Différence d'abord d'origine. Louis Leger était le rejeton de la famille d'un enseignant cultivé de province. Ernest Denis était fils d'un marchand du vin, un homme du peuple qui partageait son temps entre le travail et sa famille.

Tous deux eurent dès le début l'ambition de réussir dans le monde universitaire parisien. Leur chemin passa par la porte de l'ENS. Plus heureux, Ernest Denis est admis. Un curieux hasard gâcha à Louis Leger ce début rêvé de sa carrière. L'autre moyen de s'établir dans les milieux universitaires était le mariage. Ici, Louis Leger fut beaucoup plus performant. Sa femme provenait d'une famille riche et cultivée. Toute sa vie, il fut dispensé des soucis matériels si présents dans le ménage de Denis. De surcroît, il obtint un réseau de contacts utiles dans le grand monde de Paris. Sa belle-famille comptait notamment le grand philosophe Ernest Renan; le salon de son beau-père fut fréquenté par le milieu des affaires, de l'université, de la politique. Ces connaissances favorisèrent le coup d'envoi de sa carrière parisienne. En 1885, il monta au Collège de France, en 1900, il est admis à l'Institut. Ernest Denis tenta de s'engager sur une voie similaire. Il épousa la fille d'un professeur à la Sorbonne, mais ce mariage ne facilita point le début de sa carrière professionnelle. Il dut se satisfaire de postes en province et la

consécration parisienne ne vint qu'à l'approche de son cinquantième anniversaire.

L'inégalité de leurs destins professionnels repose tout autant dans la profonde différence de caractère. Louis Leger, plus agréable et plus communicatif, était beaucoup plus à l'aise dans ses relations avec son entourage. Il savait utiliser ses contacts dans les pays slaves au profit de ses ambitions professionnelles. Il collectionna les titres, les distinctions, mit toujours en relief son appartenance aux sociétés savantes étrangères, il lisait attentivement les articles consacrés à sa personne dans les revues et les encyclopédies et il ne hésita jamais demander des rectifications. Il était donc un mandarin typique, toujours avide des honneurs séculaires.

Denis était selon tous les témoignages un homme taciturne, réservé jusqu'à la rudesse. Il présentait souvent ses opinions sans se soucier beaucoup de la réaction de son milieu. Dans sa jeunesse surtout, on voit beaucoup d'exemples de son intransigeance, voir de son insoumission. Ces attitudes ne facilitaient nullement son avancement professionnel, même si le succès était au rendez-vous à la fin de sa carrière.

Toute leur vie, Denis et Leger furent des hommes profondément politiques, qui suivaient de près la vie publique et n'hésitèrent pas, à certains moments de leur carrière, à faire incursion dans son domaine. En simplifiant les choses, on peut dire qu'ils appartenaient dans leur jeunesse à la gauche républicaine. Le jeune Louis Leger influencé par son maître à penser de l'époque, Josef Václav Frič, rêva de la grande révolution européenne qui balaierait d'un seul coup l'empire ottoman et celui des Habsbourg pour apporter la liberté aux peuples slaves opprimés. Sa jeunesse évolua sur fond de tout un décor romantique:

voyages aux pays exotiques pour un Français de l'époque, négociations secrètes, les fuites devant la police, contrebande de matériaux subversifs etc. Cet enthousiasme parfois naïf fut en grande partie refoulé dans ses souvenirs postérieurs. Denis, lui, participa avec une vigueur juvénile à la révolte des étudiants de l'ENS.

Pour Leger comme pour Denis, le moment crucial de leurs vies fut la guerre franco-prussienne. Tous deux servirent sous les drapeaux et virent de près la défaite militaire de leur pays, défaite qui bouleversa profondément les certitudes d'autrefois. Le danger allemand devint à partir de ce moment une source permanente d'angoisse quant à l'avenir de la France. Leger comme Denis s'identifièrent avec le régime de la Troisième République et avec son caractère laïc. La seule différence entre eux repose dans la mesure de leur radicalité. Si Louis Leger admettait les valeurs républicaines (il opta d'ailleurs personnellement pour un enterrement civil), il fut un adversaire résolu de l'anticléricalisme radical, qui risquait à son avis de diviser profondément la société française et d'affaiblir ainsi sa position face à la menace allemande. Ernest Denis était, par contre un anticlérical virulent qui prenait même parfois un malin plaisir de taquiner les milieux catholiques, surtout dans le temps de sa jeunesse. Ses attaques contre le pape Benoît XV pendant la Première guerre mondiale lui coûtèrent vraisemblablement son élection à l'Institut en 1920. Les hommes politiques modèles d'Ernest Denis furent Léon Gambetta et Jules Ferry. Louis Leger s'identifia le plus avec la République modérée des années 1890, incarnée entre autres par son ami et collègue Alfred Rambaud.

Cette différence explique leur réaction opposée au cours de l'Affaire Dreyfus. Louis Leger se montra décidément antidreyfusard. Ses

préjugés antijuifs, très perceptibles dans sa correspondance privée ainsi que dans ses œuvres, furent renforcés par l'attitude d'Alfred Rambaud, ministre de l'Education Nationale de l'époque, qui l'assura que le gouvernement possédait des preuves de la culpabilité de Dreyfus. Louis Leger signa une pétition d'intellectuels français, initiée par son ami François Coppée demandant les dreyfusards de reconnaître la culpabilité du capitaine Dreyfus et d'arrêter au nom de la concorde civile entre les Français les querelles fratricides qui servaient l'ennemi de la Patrie.

La position de Denis était très différente. Certes, Denis lui-même était loin d'être un philosémite. Il n'avait la moindre sympathie pour Dreyfus, ni pour ses défenseurs, le colonel Picquart et Emile Zola en tête. Il n'avait pas de doute au début concernant la culpabilité du pauvre capitaine. Il fut toutefois de plus en plus déstabilisé par les arguments du camp antidreyfusard. Il voyait clairement, que les ennemis les plus acharnés de Dreyfus étaient aussi ceux du régime en place, les catholiques et les monarchistes. Après avoir appris les irrégularités commises dans le dossier Dreyfus, il n'hésita plus. Pour lui, il devint indispensable de réviser le procès. Même la dignité de l'armée n'était pas pour lui un argument convaincant pour laisser souffrir un homme innocent.

En vieillissant, les deux représentants de la première génération devenaient plus conservateurs par rapport au monde qui changeait rapidement. Leger surtout s'accommoda mal à la République radicale établie après 1902. La manifestation patriotique organisée par Leger et ses amis de l'Institut autour de la croix de Jean de Luxembourg sur la terre de bataille de Crécy en 1905 est un exemple de son amour pour des valeurs très traditionnelles. Le conservatisme de Leger était beaucoup

plus fort que celui de Denis. S'ils étaient tous les deux ennemis du «cosmopolitisme apatride» et de l'«anarchie», Denis restait beaucoup plus ouvert au monde moderne. Il comprenait bien l'importance de la question sociale dans le présent et surtout dans l'avenir. Leger et Denis connurent tous les deux de leur propre expérience l'avènement de la Commune de Paris en 1871. Pour Leger, la Commune resta un cauchemar, un funeste exemple de débandade et du déclin. Pour Denis, au contraire la Commune fut la fin définitive et irréversible de l'époque de l'Empire qu'il détestait tant. Selon lui, après la Commune, la restauration monarchiste était exclue. Il considérait comme indispensable d'intégrer le mouvement socialiste dans la structure politique de la République et de satisfaire ses demandes raisonnables. Dans cette logique, Denis entretint pendant la guerre des relations avec le leader socialiste Marcel Cachin et envisageait même une coopération avec lui. On peut dire de manière un peu simpliste qu'alors que Louis Leger quitte progressivement le devant de la scène de la vie publique, Denis y acquiert au contraire des positions.

Leur perception du monde slave alliait également points communs et oppositions. Leger s'est d'abord épris pour les Polonais. Cette affinité s'affaiblit avec l'émergence d'un nouveau peuple à l'horizon de son univers intellectuel, les Russes. Or, les objectifs divergents des représentants de deux peuples étaient impossibles à concilier pour le jeune savant. L'idée de la solidarité slave si chère à Louis Leger connut son premier échec. Leger mesura l'importance politique, économique et sociale de la Russie en comparaison avec le triste destin de l'émigration polonaise qui perdait continuellement son influence et son choix fut vite fait. A partir de 1867, ses contacts politiques avec la «Polonia»

parisienne cessent brutalement et la Pologne n'est désormais pour lui que l'objet de recherches. Quant à Denis, s'il condamna en privée sévèrement l'oppression tsariste des Polonais, il n'en prêche pas moins réconciliation des deux peuples, ce qui impliquait forcément la soumission des Polonais. Tous deux sont donc russophiles même si Leger est plus enthousiaste que Denis, qui demeure plus sceptique.

Le cas des Tchèques est tout à fait particulier. On peut dire sans trop exagérer que Leger découvrit les Tchèques à la France. Pourtant, comme le montre bien Antoine Marès dans son étude, l'importance et la popularité de Leger se virent éclipsées dans le dernier quart du 19^e siècle par les l'œuvre monumentale de Denis. On constate donc que Denis «confisqua» pour ainsi dire les Tchèques à Leger.

Les Slaves des Balkans restèrent en quelque sorte la pomme de discorde entre les deux savants. Certes, Leger connaissait beaucoup mieux cette partie de l'Europe, dont Denis n'a longtemps eu qu'une vision pratiquement purement livresque. Celui-ci visita le nord de l'espace ethnique serbe en 1872. Sa deuxième et dernière visite date de 1911. Quant à la Bulgarie, il ne la visita jamais. Ici comme ailleurs, l'idée de départ de Leger était celle de la solidarité slave, professée à cette époque par l'évêque de Djakovo Josip Juraj Strossmayer. De tous ces peuples des Balkans, il avait le plus de sympathies pour les Bulgares, dont il put observer la naissance de leur état moderne. La guerre serbo-bulgare de 1885 représenta pour lui une amère déception. Leger se sentit trahi par les Serbes et par leurs dirigeants, et une certaine «serbophobie» ne se démentira plus jamais chez lui. Pour Leger, les demandes Bulgares furent toujours des demandes justes où justifiables. Leger garda cette position pendant la Première guerre mondiale, au moment, où l'opinion

publique française manifestait une bulgarophobie très radicale. Pour Denis, en revanche, le moment décisif dans sa perception des Balkans fut la crise autour de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908. L'attitude courageuse de la Serbie lui fit une grande impression, et à partir de ce moment là, Denis devint un partisan inflexible de ce pays. La résistance héroïque des Serbes pendant la guerre 1914–1918 confirma une fois de plus ses sympathies. Les Bulgares restèrent par contre sa bête noire, qu'il attaqua violemment de sa plume.

Louis Eisenmann et André Mazon représentent une génération, dont l'expérience était tout à fait différente de celle de Leger et Denis. Il ne virent pas de leurs propres yeux la défaite de 1870–1871. Ils ne connurent que le régime républicain, pour lequel ils éprouvaient une sincère sympathie, ils grandirent donc dans une France stabilisée, malgré toutes les crises qui secouèrent la société française à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles. Les études slaves gagnaient alors de l'importance. La nouvelle alliance russe des années 1890 attirait l'intérêt de l'opinion publique française. L'enseignement du russe se répandait aussi en province, la culture russe gagnait en prestige. Les travaux de Leger, Denis et Rambaud fournissaient au public curieux tout au moins les informations de base. C'est à ce moment qu'une nouvelle génération savante entra en scène.

Les parcours de Louis Eisenmann et d'André Mazon sont profondément dissemblables. Louis Eisenmann était à l'origine spécialiste de l'Allemagne, avant de tourner son intérêt vers l'Autriche-Hongrie, avec l'ambition incontestable d'appréhender la situation complexe de l'Europe Centrale. Son ouvrage sur le compromis austro-hongrois lui assura un prestige considérable parmi les spécialistes de

l'histoire contemporaine non seulement en France, mais aussi dans le monde anglo-saxon et fut une référence déjà avant le début de la guerre de 1914. Malgré son succès à l'université de Dijon, son ambition était de monter à Paris, ambition qu'il ne réalisa pleinement qu'après la guerre.

André Mazon fut amené vers les études slaves par son intérêt pour la littérature russe. Etudiant à l'Ecole des langues orientales, il grandit dans le sillage de Paul Boyer, dont il fut l'élève préféré. Devenu secrétaire de l'école, il sut profiter de son talent prodigieux pour les langues et de son érudition précoce.

Une autre différence importante saute d'emblée aux yeux. Mazon fut toute sa vie un savant qui menait sa carrière dans le monde universitaire. Eisenmann était quant à lui avant tout un homme politique, son activité scientifique n'étant que l'une des facettes de sa personnalité complexe. La guerre bouleversa leurs destins en les projetant soudainement au coeur de l'action. Plus âgé, Eisenmann passa la guerre dans les bureaux militaires de Paris; Mazon, malgré son physique fragile, devint homme du terrain. Eisenmann resta toute sa vie l'homme de la diplomatie et sut toujours mettre à profit ses indéniables qualités de négociateur. Pour Mazon la guerre ne représenta qu'un épisode qui resta sans lendemain. Eisenmann gagna vite un accès aux milieux politiques de son temps. Inlassablement, il chercha de nouveaux domaines et les nouveaux moyens pour la coopération entre la France et les pays nouvellement créés. Homme de liaison et de réseaux alliait savamment la politique et l'économie avec la science, il savait mettre en relation les diplomates avec les milieux des affaires, les savants avec les militaires etc. Mazon n'avait ni le niveau, ni la multiplicité des relations d'Eisenmann. Il fut en quelque sorte l'agent de son mentor Paul Boyer qui

entretenait différentes amitiés politiques et recommanda plusieurs élèves de l'Ecole des langues orientales vivantes aux autorités militaires françaises pour les différents services de l'Etat. Mazon fit partie de son vaste réseau d'informateurs et de collaborateurs dont Boyer utilisa les informations non seulement pour affirmer sa réputation professionnelle dans les milieux politiques, mais aussi pour renforcer la position de l'établissement dont il était directeur.

Leur trait commun était une vision politique complexe. Ils rêvaient certes de l'Europe dominée par la France victorieuse. Ils voulaient toutefois aussi réorganiser l'Europe Centrale, Orientale et Balkanique d'une manière définitive. Eisenmann pensait qu'il serait donné à l'Europe Centrale de vivre en paix, persuadé que les peuples vaincus acceptaient leur défaite en recevant la chance de s'intégrer dans l'Europe enfin pacifiée. Libéral de gauche, il croyait sincèrement au progrès paisiblement atteint. Mazon, lui aussi, fut partisan de la coexistence pacifique en Europe. Ils étaient hommes de la concorde et du compromis, sans être pourtant pacifistes.

Ils acceptèrent néanmoins tous les deux les réalités causées par le conflit mondial: anticommunistes convaincus, mais ils admirent la réalité de l'existence du régime bolchevique en Russie et étaient partisans de l'établissement des relations normales de la France avec le nouveau pouvoir à Moscou. Eisenmann soutenait l'intégration de la Hongrie démocratisée dans le nouvel ordre centre-européen. De son côté, Mazon devint à son tour l'avocat de la Bulgarie. Ils s'opposèrent tous les deux au nationalisme borné, qui amenait Eisenmann à critiquer le chauvinisme de Kramář, de Bratianu et d'autres hommes d'Etat de l'après-guerre, tandis que Mazon fustigeait vivement la presse française, qui acceptait

les revendications serbes contre la Bulgarie sans trop se soucier de la véracité des informations publiées.

Malgré la variété de leurs origines, de leurs destinées, de leurs positions et du caractère de leur œuvre, on voit clairement se dégager les traits communs chez nos quatre personnages. Le chemin de chacun d'entre eux vers son domaine de recherche fut dans tous les cas en quelque sorte le fruit du hasard, d'un concours de circonstances. Aucun d'entre eux n'avait de quelconque relation familiale avec le monde slave. Ils ont toujours observé les peuples qu'ils étudiaient de l'extérieur, mais avaient l'avantage de les appréhender globalement. Cette vision globale n'était pas exempte d'une certaine partialité sur certaines questions. Ils étaient partisans des relations étroites de la France avec le monde slave. Tous prêchaient la concorde entre les Slaves, malgré leurs propres sympathies pour tel ou tel peuple, et voulaient atténuer les discordes entre les Polonais et les Russes, les Serbes et les Bulgares, pensant que ces conflits ancrés profondément dans l'esprit de ces peuples pourraient s'affaiblir avec le temps grâce à l'avènement de une élite plus cultivée et plus ouverte. De la Russie, ils attendaient un abandon volontaire de son hégémonie au profit du concept de l'égalité entre les peuples slaves. C'est surtout dans ce domaine qu'ils pêchaient souvent par excès d'optimisme pendant la Première guerre mondiale, trop enclins à croire à une solution raisonnable. Ce rationalisme obscurcissait gravement leur perception des différences objectives – religieuses, historiques et culturelles – entre les peuples en question. Le projet de la confédération panslave de Louis Leger en est un exemple manifeste.

Les slavissants n'ont jamais été des savants des cabinets, enfermés entre les quatre murs de leurs bureaux. Ils étaient au contraire engagés

dans la vie publique de leur temps dans les domaines les plus variés, engagement que nous avons tenté de retracer dans ce travail: Leger dans l'Alliance française, Denis dans différents comités intellectuels, Mazon et Eisenmann dans l'armée. Le mobile de ces activités était le patriotisme: l'amour pour la patrie guida les pas d'André Mazon sur les champs de bataille. Il est aussi perceptible dans les écrits d'Ernest Denis et dans les activités de négociateur de Louis Eisenmann. Il s'agissait d'un patriotisme républicain et laïc, même dans le cas de Louis Leger qui fut pendant un moment de sa vie antidreyfusard modéré.

Leur destin à tous fut également déterminé par la guerre, tournant décisif dans leurs vies. La guerre franco-prussienne 1870–1871 marqua profondément celle de Leger et Denis. La défaite humiliante mit fin brutalement aux illusions de leur jeunesse. L'idée de la revanche ne les quitta plus depuis lors. C'est pour cette raison que nous avons tellement insisté sur leurs souvenirs de relatifs à ce conflit. Leger et Denis vécurent encore dans leur vieillesse la Première guerre mondiale. Dans l'atmosphère d'union sacrée qui régnait alors, ils n'hésitèrent pas un moment à prendre part à l'effort de guerre. C'est Ernest Denis qui s'est le plus impliqué dans la mobilisation intellectuelle de la France. Les plus jeunes, Louis Eisenmann et André Mazon, abandonnèrent leurs carrières professionnelles pour se consacrer entièrement à l'effort de guerre de la France, mettant tout leur savoir, leurs compétences linguistiques, leurs contacts au service de la victoire. Leur ambition était également d'influencer les décisions politiques en mettant en relief l'importance stratégique de l'alliance entre les peuples slaves et la France.

Les slavissants n'étaient certes pas des hommes infaillibles. Ils étaient parfois trop ancrés dans le climat spirituel de leur temps et

partageaient largement ses préjugés et ses illusions. Ils constituaient par ailleurs un groupe numériquement modeste, marginal et à l'audience limitée. Malgré toutes leurs erreurs et leurs défaillances, les slavissants de cette époque représentent un chapitre intéressant dans l'histoire intellectuelle de la France. Leurs fautes étaient celles des fondateurs. Leurs activités n'étaient pas épisodiques et sans lendemain. Par leur savoir et leur enthousiasme, ils jetèrent les bases solides et profondes des études slaves en France. Ils élargirent les connaissances de leurs contemporains et éliminèrent un angle mort de la perception française du monde pourtant si proche géographiquement. Ils contribuèrent à dissiper ou au moins à diminuer l'ignorance, les malentendus, les calomnies, les préjugés liés aux peuples slaves dans la pensée des Français de l'époque. Dans leurs travaux, ils diffusèrent une image favorable de leur histoire, et de leur culture. Il s'efforcèrent de manifester que ces peuples y compris les Russes font partie intégrante de la civilisation européenne et qu'ils ont bien d'intéressant et d'utile à offrir. Les slavissants étaient donc les hommes de la découverte et de l'audace intellectuelle. Ils tracèrent les nouvelles voies, ouvrirent les nouveaux horizons. Telle est leur contribution non seulement aux sciences de l'homme, mais à la culture française même.

SOURCES INÉDITES

Archives du musée de la littérature tchèque:

Papiers Louis Leger

Papiers Josef Václav Frič

Papiers Soběslav Hyppolit et Ladislav Pinkas

Archives du Musée nationale de Prague:

Papiers František Palacký

Papiers František Ladislav Rieger

Archives du Collège de France:

Dossier Louis Leger

Dossier Cyprien Robert

Dossier Adam Mickiewicz

Dossier André Mazon

Archives Nationales Paris:

Papiers Alfred Rambaud

Fond instruction publique

Archives de l'Institut du France:

Procès-verbaux des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles -Lettres

Bibliothèque de l'Institut de France:

Papiers Maurice Pellé

Bibliothèque historique de la ville de Paris:

Papiers Georges Renard

Bibliothèque Nationale de France:

Papiers Paul Boyer

Archives Départementales de Bourges:

Papiers André Mazon

Archives de l'Institut Masaryk de l'Académie des Sciences de la République Tchèque:

Correspondance Beneš

Correspondance Masaryk

Archives du Ministère des Affaires étrangères Paris

Correspondance politique et commerciale nouvelle série

Autriche-Hongrie

Russie
Hongrie
Guerre 1914-1918

Archives privées Louis Leger

Archives privées Ernest Denis

LITTÉRATURE

Les travaux des slavissants

- DENIS Arnošt (Ernest), *V boji. Sbíрка článků, řečí, posudků prof. Arnošta Denise v době války světové*, tomes I-III, Praha 1923.
- DENIS Ernest, *Vzpomínky a úvahy o Palackém*, In. *Památník na oslavu stých narozenin Františka Palackého*, Praha 1898.
- DENIS Ernest, *Du Vardar à la Sotcha. La Serbie triomphante en 1912 et 1914*, Paris 1923.
- DENIS Ernest, *Fin de l'indépendance bohême*, Paris 1890.
- DENIS Ernest, *Kautsky et la Serbie*, *Questions contemporaines*, n. 1, Paris 1915.
- DENIS Ernest, *L'effort russe 1916*, *Foi et vie*, Paris 1916.
- DENIS Ernest, *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, Paris 1903.
- DENIS Ernest, *La grande Serbie*, Paris 1915.
- DENIS Ernest, *La Guerre*, Paris 1915.
- DENIS Ernest, *La question d'Autriche. Les Slovaques*, Paris 1917.
- DENIS Ernest, *La question juive en Pologne et en Ukraine*, Paris 1919.
- DENIS Ernest, *La Question juive sur le territoire de la Pologne*, Paris 1919.
- DENIS Ernest, *Les Programmes polonais*, Paris 1919.
- DENIS Ernest, *Lettres à Pinkas*, *Revue Française de Prague*, 1922, p. 3-12, 83-88 ; *Le Monde Slave*, 1924, II, p. 246-268, 1925, I, p. 62-87, II, p. 109-127, III, p. 281-307, 1926, I, p. 58-76.
- DENIS Ernest, *Qui a voulu la guerre? Les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*, Paris 1915.
- EISENMANN Louis, *L'Évolution interne de l'Allemagne de 1871-1914*, Paris 1937.
- EISENMANN Louis, *La Hongrie contemporaine 1867-1918*, Paris 1920.

EISENMANN Louis, *La maison d'Autriche et les nationalités*, Paris 1916.

EISENMANN Louis, *La Tchéco-Slovaquie*, Paris 1921.

EISENMANN Louis, *Le compromis austro-hongrois de 1867*, Paris 1968.

EISENMANN Louis, *M. André Chéradame et la question de l'Autriche*, Paris 1902.

EISENMANN Louis, *Un grand européen: Édouard Benes*, Paris 1934.

HAUMANT Emile, *En Bosnie*, Paris 1906.

HAUMANT Emile, *Frontières de l'Etat Yougoslave*, Paris 1918.

HAUMANT Emile, *La culture française en Russie (1700–1900)*, Paris 1913.

HAUMANT Emile, *La formation de la Yougoslavie XV^e-XX^e siècle*, Paris 1930.

HAUMANT Emile, *Le problème oukranien*, Paris 1919.

HAUMANT Emile, *Les Ambitions de l'Allemagne*, Paris 1918.

HAUMANT Emile, *Un problème ethnographique. La slavisation de la Dalmatie*, Paris 1917.

LEGER Louis, *Macédoine Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine* (préface), Paris 1904.

LEGER Louis, *Discours pour l'inauguration du monument de Jean de Luxembourg, roi de Bohême, à Crécy-en-Ponthieu*, Abbeville 1905.

LEGER Louis, *Etudes slaves: voyages et littératures*, Paris 1875.

LEGER Louis, *Histoire de l'Autriche Hongrie depuis les origines jusqu'à l'année 1894*, Paris 1895, 1907.

LEGER Louis, *Histoire de l'Autriche-Hongrie, depuis les origines jusqu'à l'année 1878*, Paris 1879, 1888.

LEGER Louis, *Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines jusqu'à l'année 1918*, Paris 1920.

LEGER Louis, *Histoire de la Russie*, Paris 1907.

LEGER Louis, *Hommage à Prague*, Paris 1913.

LEGER Louis, *L'Etat autrichien: Bohême, Hongrie, Habsbourgs*, Paris 1866.

LEGER Louis, *La bataille de Crécy d'après les récits bohémiens, Mémoires de l'Institut*, tome III, 1901.

LEGER Louis, *La Bohême, historique, pittoresque et littéraire*, Paris 1867.

LEGER Louis, *La Bulgarie*, Paris 1885.

LEGER Louis, *La crise autrichienne: le Royaume de Bohême et le fédéralisme*, Paris 1868.

LEGER Louis, *La guerre actuelle et le panslavisme*, Paris 1915.

- LEGER Louis, *La Liquidation de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1915.
- LEGER Louis, *La Renaissance Tchèque au XIX^e siècle*, Paris 1911.
- LEGER Louis, *La Save, le Danube et le Balkan, voyage chez les Slovènes, les Croates, les Serbes et les Bulgares*, Paris 1884.
- LEGER Louis, *La Vie académique des Yougoslaves*, Paris 1921.
- LEGER Louis, *Le Monde slave*, Paris 1897.
- LEGER Louis, *Le panslavisme et l'intérêt français*, Paris 1917.
- LEGER Louis, *Les intérêts français en Bohême: à propos du consulat général de France à Prague. Lettre à un député*, Paris 1906.
- LEGER Louis, *Les luttes séculaires des Germains et les Slaves*, Paris 1916.
- LEGER Louis, *Les Slaves du sud et leurs civilisation*, Paris 1869.
- LEGER Louis, *Les Slaves en 1867: Agram et les Croates*, Paris 1868.
- LEGER Louis, *Moscou*, Paris 1904.
- LEGER Louis, *Nouvelles études slaves*, Paris 1880, 1886.
- LEGER Louis, *Prague*, Paris 1907.
- LEGER Louis, *Russes et Slaves, études politiques et littéraires*, Paris 1890, 1899.
- LEGER Louis, *Serbes, Croates et Bulgares, études historiques, politiques et littéraires*, Paris 1913.
- LEGER Louis, *Souvenirs d'un slavophile*, Paris 1905.
- LEGER Louis, *Vzpomínka na Františka Palackého*, In. *Památník na oslavu stých narozenin Františka Palackého*, Praha 1898, p. 153-157.
- RAMBAUD Alfred, *Histoire de la Russie depuis les origines jusqu' l'année 1877*, Paris 1877.
- SAINT-RENE TAILLANDIER, *L'Autriche et la Bohême*, *Revue des Deux Mondes*, août 1869.
- SAINT-RENE TAILLANDIER, *Tchèques et Magyars, Bohême et Hongrie XV^e siècle - XIX^e siècle. Histoire – Littérature – Politique*, Paris 1869.
- TAILLANDIER Saint-René, *La question tchèque et l'intérêt français*, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1869.
- TAILLANDIER Saint-René, *La Serbie au 19^e siècle*, Paris 1875.

Autre littérature

- ADAMIR Fikret, *Die Makedonische Frage. Ihre Entstehung und Entwicklung bis 1908*, Wiesbaden 1979.
- AGIĆIĆ Damir, *Tajna politika Srbije v XIX. stoljeću*, Zagreb 1994.
- ALBERT J. et alii, *Histoire générale de la presse française*, Paris 1972.

- Album veležrádců. Veležrádné rejdy Čechů za hranicemi*, Praha 1919.
- ALLAIN Jean-Claude, *Agadir 1911. Une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Paris 1976.
- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris 1996.
- APOSTOLSKI M. (dir.), *Istorija na makedonskiot narod*, tomes I-III, , Skopje 1969.
- ARNAUD Pierre (dir), *Les athlètes de la République. Gymnastique. sport et idéologie républicaine 1870-1914*, Toulouse 1987.
- Atlas československých dějin*, Praha 1965.
- BADAIRE Alfred, *Un peuple ami de la France. Les Slaves de l'Autriche*, Paris 1883.
- BAILLOU Jean, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, tome II: 1870-1980, Paris 1984.
- BALAJKA Bohuš, *Jaroslav Vrchlický*, Praha 1979
- BANAC Ivo, *(The) National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Ithaca – New York 1984.
- BANAC Ivo, *Hrvatsko jezično pitanje*, Zagreb 1991.
- BANAŠEVIĆ N. (dir.), *Istorija Crne Gore*, tomes I-II, Titograd 1967, 1977.
- BARTL Peter, *Grundzüge der jugoslawischen Geschichte*, Darmstadt 1985.
- BAUER Ernst, *Zwischen Halbmond und Doppeladler. 40 Jahre oesterreichischen Verwaltung in Bosnien-Herzegovina*, Wien-München 1971.
- BECKER Jean-Jacques – WINTER Jay – KRUMEICH Gérard,
BECKER Annette – AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Guerre et Cultures (1914-1918)*, Paris 1994.
- BECKER Jean-Jacques, *L'Europe dans la Grande Guerre*, Paris 1996.
- BECKER Jean-Jacques, *La France dans la guerre, la grande mutation*, Bruxelles 1988.
- BEHSCHNITT Wolf D., *Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830–1914. Analyse und Typologie der nationalen Ideologie*, München 1980.
- BĚLINA Pavel – ČORNEJ Petr – POKORNÝ Jiří, *Histoire des Pays tchèques*, Paris 1995.
- BENES Edouard, *Souvenirs de guerre et de révolution (1914–1918). La lutte pour l'indépendance des peuples*, Paris 1928.
- BENEŠ Edvard, *Le problème autrichien et la question tchèque*, Paris 1908.
- BENEŠ Edvard, *Soupis publikací*, Praha 1994.
- BENOIST Charles, *Souvenirs*, tomes I-III, Paris 1932-1934.

- BÉRENGER Jean, *L'Autriche-Hongrie. 1815–1918*, Paris 1994.
- BESTAUX Eugène, *Bibliographie tchèque contenant un certain nombre d'ouvrages sur la Tchéco-Slovaquie, en langues diverses à l'exclusion des langues slaves*, Praha 1920.
- BIRKE Ernest, *Frankreich und Ostmitteleuropa im 19. Jahrhundert. Beitrage zur Politik und Geistesgeschichte*, Koeln-Graz 1960.
- BLED Jean-Paul, *Les Fondements du conservatisme autrichien (1859-1879)*, Paris 1988.
- BOBR-TYLINGO Stanislas, *Napoléon III, l'Europe et la Pologne 1836–1864*, Rome 1963.
- BOCHOLIER François, *Saint-René Taillandier (1817–1879). De Montpellier à Prague – itinéraire d'un germaniste*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, 1996.
- BOHÁČ Jaroslav, *Kronika československé légie ve Francii*, Rota Nazdar, Praha 1938.
- BORSKY Lev, *Před válkou o válce* (préface de Jan Heidler), Praha 1920.
- BORSKY Lev, *Znovudobytí samostatnosti*, Praha 1928.
- Bosna i Hercegovina. Od najstarijih vremena do kraja drugog svjetskog rata*, Sarajevo 1994.
- BOURLIER Jean, *Les Tchèques et la Bohême contemporaine*, Paris 1897.
- BOUVIER Jean, *Le Krach de l'Union Générale*, Paris 1960.
- BOŽIĆ Ivan – ĆIRKOVIĆ Sima – EKMEČIĆ Milorad – DEDIJER Vladimir, *Istorija Jugoslavije*, Beograd 1973.
- BŘACH Radko, *Generál Maurice Pellé, první náčelník hlavního štábu čs. branné moci*, Praha 2007.
- BRADLEY John F. N., *Czech nationalism in the nineteenth century*, Boulder 1984.
- BREAL Auguste, *Philippe Berthelot*, Paris 1937.
- BRKOVIĆ Savo, *O postanku i razvoju crnogorske nacije*, Titograd 1974.
- BROUČEK Stanislav et alii, *Mýtus českého národa aneb Národopisná výstav československá 1895*, Praha 1996.
- BRUZIERES Maurice, *Histoire de l'Alliance française*, Paris 1983.
- CADOT Michel, *L'image de la Russie dans la vie intellectuelle française (1839-1856)*, Paris 1967.
- ČAPEK E., *Z literatury pokrokového hnutí*, Praha 1928.
- CARCOPINO Jérôme, *Souvenirs de la guerre en Orient*, Paris 1970.
- CARON François, *La France des patriotes*, In. Jean Favier (dir.), *l'Histoire de France*, tome V, Paris 1985.

- CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans*, Paris 1992.
- ČENKOV Emanuel de, *Oslava Victora Huga v Paříži roku 1902*, Praha s.d.
- ČENKOV Emanuel, *Louis Leger membre de l'Institut de France*, Praha 1913.
- ČENKOV Emanuel, *Paříž*, Praha 1900.
- ČENKOV Emanuel, *U krbu Francie. Studie, tužby a paměti frankofilovy 1900–1930*, Praha 1930.
- CEPIĆ Zdenko (dir.), *Zgodovina Slovencev*, Ljubljana 1979.
- ČERVINKA František, *Český nacionalismus v XIX. století*, Praha 1965.
- ČERVINKA Vincenc, *Moje rakouské žaláře*, Praha 1928.
- ČERVINKA Vincenc, *Z doby persekucí a kriminálů. Vzpomínky českých novinářů a literátů*, Praha 1920.
- Československá légie ve Francii 1914-1918*, tomes I-II, Praha 1928, 1930.
- Československo a Juhoslávia. Z dejín československo-juhoslovanských vzťahov*, Bratislava 1968.
- CETNAROWICZ Antoni, *Tajna dyplomacja Adama Jerzego Czartoryskiego na Balkanach*, Kraków 1993.
- CHABOT Jean-Luc, *Le nationalisme*, Paris 1995.
- CHARLE Christophe, *La Faculté des lettres de Paris 1809–1908, Dictionnaire biographique des universitaires aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris 1985.
- CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris 1996.
- CHARLE Christophem – TELKES Eva, *Les Professeurs au Collège de France. Dictionnaire biographique 1901–1939*, Paris 1988.
- CHÉLARD Raoul, *Autriche-Hongrie et France*, Paris 1914.
- CHÉLARD Raoul, *L'Autriche contemporaine*, Paris 1894.
- CHÉRADAME André, *Douze ans de propagande en faveur des peuples balkaniques*, Paris 1913.
- CHÉRADAME André, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX^e siècle*, Paris 1901.
- CHOPIN Jules, *L'Autriche, le brillant second*, Paris 1917.
- Chování se vladních kruhů k českému národu za války*, Praha 1917.
- CHYLÍK J., *Vývoj zahraničního obchodu v našich zemích*, Praha 1947.
- ĆIZMIĆ Ivan (dir.), *Stvaranje jugoslovenske države 1918. g. Zbornik radova*, Beograd 1983.
- CLEMENCEAU Georges, *Au fil des jours*, Paris 1900.
- CLOGG Richard, *A Short History of Modern Greece*, Cambridge 1986.
- ĆOROVIĆ Vladimir, *Istorija Srba*, tomes I-III, Beograd 1989.

- CRAMPTON Richard, *Bulgaria 1878–1918. A history*, Boulder 1983.
- ČRNJA Z., *Kulturna historija Hrvatske*, Zagreb 1964.
- ČUBRILOVIĆ Vaso (dir.), *Jugoslavenski narodi pred prvi svetski rat*, Beograd 1967.
- CUBRILOVIĆ Vaso, *Istorija politicke misli u Srbiji u XIX veku*, Beograd 1958.
- CVEJN Karel (ed.), *J. V. Frič v dopisech a denících*, Praha 1955.
- DAKIN Douglas, *The Greek Struggle in Macedonia 1897–1913*, Thessaloniki 1966.
- DAKIN Douglas, *The Unification of Greece 1870–1923*, London 1972.
- DEININGER Helga, *Frankreich, Russland, Deutschland 1871-1890: die Interdependenz von Aussenpolitik, Wirtschaftinterresen und Kulturbeziehungen im Vorfeld des russisch-franzoesischen Buendnisses*, München 1983;
- DELAISEMENT Gérard, *L'information française et la question tchèque de 1867 à 1914*, Diplôme d'études supérieures, Paris 1950.
- DIGEON Claude, *La crise allemande de la pensée française (1870–1914)*, Paris 1992 .
- DIOSZEGI L, *Die Aussenpolitik der Oesterreich- Ungarischen Monarchie 1871–1877*, Wien 1985.
- DITTRICH Zdeněk R., *Balkanské kolbiště a evropské mocnosti*, Brno 1988.
- DONIA Robert J. – FINE John V. A., *Bosnia and Hercegovina. A Tradition Betrayed*, London 1994.
- DOROVSKY Ivan, *České země a Balkán. Kapitoly z dějin česko-makedonských a makedonsko-českých styků*, Brno 1972.
- DOROVSKY Ivan, *Makedonie. Zrození nebo obrození národa?* Boskovice 1995.
- Dr. Janez Bleiweis in njegov cas. Zbornik*, Kranj 1996.
- DRAGNITCH Alex N., *Serbia, Nikola Pasić and Yugoslavia*, New Brunswick - New York 1978.
- DUCREUX Anne-Marie, *La France et la Bohême à la fin du XIX^e siècle*, mémoire de maîtrise, Paris IV, 1971, non publié.
- DUMAINE Alfred, *La dernière ambassade de France en Autriche. Notes et souvenirs*, Paris 1921.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris 1988.
- EFFMERTOVÁ Marcela, *České země v létech 1848–1918*, Praha 1998.
- EIM Gustav, *Proti Trojspolku*, Královské Vinohrady 1892.
- EKMEČIĆ Milorad, *Ratni ciljevi Srbije 1914*, Beograd 1973.
- EKMEČIĆ Milorad, *Stvaranie Jugoslavije 1790-1918*, tome I-II, Beograd 1989.

- EKMEČIĆ Milorad, *Ustanak u Bosni 1875–1878*, Sarajevo 1960.
- FEJTO François, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris 1988.
- FERENČUHOVÁ Bohumila (dir.), *Les relations entre la France et l'Europe centrale en 1867-1914. Impacts et images réciproques*, Bratislava 1995.
- FISCHER Jan O., *Dějiny francouzské literatury 19. a 20. století*, Praha 1981.
- FREJDZON Vladimir I., *Bor'ba chorvatskogo naroda za nacional'nuju svobodu. Pod'jem osvoboditel'nogo dviženija v 1859–1873 g. Istorija, ideologija, političeskie partii*, Moskva 1970.
- FRIČ Josef Václav, *Paměti*, Praha 1956.
- FRICZ Joseph, *Exposé et défense de la politique suivie par la Diète de Bohême*. Paris s.d.
- GAJANOVÁ A, *ČSR a střeoevropská politika velmoci (1918–1938)*, Praha 1967.
- GALANDAUER Jan, *Vznik Československé republiky 1918*, Praha 1988.
- GANTAR GODINA Irena, *Masaryk in masarykovstvo pri Slovencih*, Ljubljana 1987.
- GANTAR GODINA Irena, *Neoslavizem in Slovenci*, Ljubljana 1994.
- GARVER Bruce M., *The Young Czech party, 1874-1901, and the emergence of a multi-party system*, Yale University 1978.
- GAY Ernest, *La Bohême à vol d'oiseau*, Paris 1909.
- GAZI Stephen, *A History of Croatia*, New York 1993.
- GESTRIN Ferdo – MELIK, Vasilij, *Slovenska zgodovina od konca osemnajstega stoletja do 1918*, Ljubljana 1966.
- GIRAULT René, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871–1914*, Paris 1995.
- GIRAULT René, *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887-1914*, Paris 1999.
- GODECHOT Jacques, *La Grande Nation*, Paris 1956.
- GONDA I. - NIEDERHAUSER E., *Die Habsburger. Ein europaeisches Phaenomen*, Budapest 1983.
- GONNARD René, *Une dangereuse utopie, le partage de l'Autriche*, Paris 1914
- GOUTIERE-VERNOLLE, *Les fêtes de Nancy*, Nancy 1892.
- GOYAU Georges, *Albert Lefaivre*, Versailles 1908.
- GRAFENAUER B. – DJURDJEV V. – TADIĆ J. (eds.), *Historija naroda Jugoslavije*, tome II, Beograd 1960.
- GRAFENAUER B. – PEROVIĆ D. – ŠIDAK J. (eds.), *Historija naroda Jugoslavije*, tome I, Beograd 1953.

- GRAFENAUER Bogo, *Zgodovina slovenskega naroda*, tomes I-IV, Ljubljana 1954-1956.
- GRAVIER Gaston, *Les frontières historiques de la Serbie*, Paris 1919.
- GRÉGR Edvard, *Deník*, tomes I-II, Praha 1907-1908.
- GROSS Mirjana, *Die Anfaenge des modernen Kroatien. Gesellschaft, Politik und Kultur in Zivil - Kroatien und Slavonien in der ersten dreissig Jahren nach 1848*, Wien-Koeln-Weimar 1993.
- GROSS Mirjana, *Povijest pravaške ideologije*, Zagreb 1973.
- GROSS Mirjana, *Vladavina Hrvatsko-srpske koalicije 1906–1907*, Beograd 1960.
- HÁJKOVÁ Dagmar – ŠEDIVÝ Ivan (eds.), *Korespondence T. G. Masaryk - Edvard Beneš*, Praha 2004.
- HANDELSMAN Marcell, *Adam Czartoryski*, Warszawa 1948-1950.
- HANISCH E., *Der lange Schatten des Staates. Oesterreichische Gesellschaft im 20. Jahrhundert 1890–1990*, Wien 1995.
- HANNICK Harald (ed.), *Sprachen und Nationen im Balkanraum. Die historischen Bedingungen der Entstehung der heutigen Nationalsprachen*, Köln-Wien 1987.
- HANTICH Henri, *Grammaire tchèque* (avec préface de L. Leger), Paris 1898.
- HANTICH Henri, *Prague et ses environs*, Praha 1909.
- HANTICH Henri, *Praha (Histoire-Arts-Economie)*, Paris-Prague 1905.
- HANTICH Jindřich *Osm dní v Paříži*, Praha 1900.
- HANTICH Jindřich, *Correspondance commerciale franco-tchèque avec vocabulaire phraséologique*, Praha 1902.
- HANTICH Jindřich, *Paříž a okolí*, Praha 1900.
- HANTICH Jindřich, *Paříž*, Praha 1889.
- HANTSCH, H., *Die Geschichte Oesterreichs 1648-1918*, Graz-Wien-Köln 1960.
- HASELSTEINER Horst, *Bosnien-Herzegovina. Orientkrise und südslawische Frage*, Wien 1996.
- HASELSTEINER Horst, *Die Serben und der Ausgleich. Zur politischen und staatsrechtlichen Stellung der Serben Südungarns in den Jahren 1860–1867*, Wien 1967.
- HAUPT Georges, *La Deuxième internationale 1889-1914*, Paris-La Haye 1964.
- HAUPTMANN, Ferdinand, *Die oesterreichisch-ungarische Herrschaft in Bosnien und der Herzegowina 1878–1918. Wirtschaft politik und Wirtschaftsentwicklung*, Graz 1983.
- HAUSER Philippe, *Le général Pellé*, thèse de doctorat Paris I Université Panthéon Sorbonne 2002.

- HEIDLER Jan, *Antonín Springer a česká politika v letech 1848–1850*, Praha 1913.
- HEIDLER Jan, *Čechy a Rakousko v politických brožurách předbřeznových*, Praha 1920.
- HEIDLER Jan, *České politické strany v Čechách, na Moravě a ve Slezsku*, Praha 1914.
- HEIDLER Jan, *Příspěvky k listáři Dra Frant. Lad. Riegra*, tomes I-II, Praha 1924.
- HEIMANN H.-D., *Die Habsburger. Dynastie und Kaiserreiche*, München 2001.
- HENRY René, *Des monts de Bohême au Golfe persique*, Paris 1908.
- HERMAN Karel, SLÁDEK Zdeněk, *Slovanská politika Kramáře*, Praha 1971.
- HLADÍK Václav, *O současné Francii*, Praha 1909.
- HLADKÝ Ladislav, *Bosna a Hercegovina. Historie nešťastné země*, Brno 1996.
- HLAVAČKA Milan, *Jubilejní výstava 1891*, Praha 1991.
- HOESCH Edgar, *Geschichte der Balkanlaender. Von der Frühzeit bis zur Gegenwart*, München 1995.
- HORSKÁ Pavla, *Prague-Paris*, Praha 1990.
- HORSKÁ Pavla, *Sladká Francie*, Praha 1996.
- HORVAT Josip, *Politička povijest Hrvatske*, tomes I-II, Zagreb 1989.
- HROCH Miroslav, *Evropská národní hnutí v 19. století. Společenské předpoklady vzniku novodobých národů*, Praha 1986.
- HROCH Miroslav, *V národním zájmu. Požadavky a cíle evropských národních hnutí devatenáctého století v komparativní perspektivě*, Praha 1996.
- Hrvatski narodni preporod u Dalmaciji i Istri*, Zagreb 1969.
- J. V. Frič a demokratické proudy v české politice a kultuře. *Sborník statí*, Praha 1956.
- JAKŠIĆ Grgur – VUČKOVIĆ Vojislav J., *Spoljna politika Srbije za vlade kneza Mihaila. Prvi balkanski savez*, Beograd 1963.
- JANDÁSEK Ladislav – PELIKÁN Jan, *Stručné dějiny sokolstva 1862–1912*, Praha 1946.
- JELAVICH Barbara, *History of the Balkans: Eighteen and Ninteen Century*, Cambridge 1983.
- JELAVICH Barbara, *The Habsburg Empire in European Affairs 1814–1918*, Chicago 1969.
- JELAVICH Charles, *Južnoslavenski nacionalizmi. Jugoslovensko ujedinjenje i udžbenici prije 1914*, Zagreb 1992.
- JELÍNEK Hanuš, *Études tchécoslovaques*, Paris 1927.

- JELÍNEK Hanuš, *Histoire de la littérature tchèque de 1850 à 1890*, Paris 1933.
- JELÍNEK Hanuš, *La littérature tchèque contemporaine*, Paris 1912.
- JELÍNEK Hanuš, *Zahučaly lesy*, Praha, 1947.
- JIREČEK Konstantin, *Dějiny národa bulharského*, Praha 1876.
- JIRŮK F. X., *Soběslav Pinkas*, Praha 1924.
- JOHNSTON William M., *L'esprit viennois. Une histoire intellectuelle et sociale 1848–1938*, Paris 1991.
- JOHNSTON, W u. M., *Oesterreichische Kultur- und Geistesgeschichte. Gesellschaft und Ideen im Donauraum 1848 bis 1938*, Wien 1972.
- JOLLY Jean, *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris 1977.
- JONG Jutta, *Der nationale Kern des makedonische Problems. Ansatz und Grundlagen einer makedonischen Nationalbewegung (1890–1903)*, Frankfurt/M. - Bern 1982.
- JUILLARD Jacques – WINOCK Michel, *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris 1996.
- KANN Robert A., *Das Nationalitätenproblem der Habsburgermonarchie*, tomes I-II, Graz-Köln 1965.
- KANN Robert A., *Geschichte des Habsburgerreiches 1526 bis 1918*, Wien-Köln 1990.
- KAPLAN Robert R., *Die Geschichte des Balkan. Eine Reise durch die Geschichte und Politik eines Krisengebiets*, Hamburg 1993.
- KAZBUNDA Karel, *Pout' Čechů do Moskvy r. 1867 a rakouská diplomacie*, Praha 1924.
- KAZIMIROVIĆ Vasa, *Nikola Pašić i njegovo doba*, tomes I-II, Beograd 1990.
- KENNAN, George Frost, *The decline of Bismarck's European order Franco-Russian Relations 1875-1890*, Princeton 1979.
- KESSLER, Wolfgang, *Politik, Kultur und Gesellschaft in Kroatien und Slavonien in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, München 1981.
- KHEL Richard – JAKŠOVÁ Jana, *Knihovna Josefa Václava Friče. Bibliografický soupis*, Praha 1965.
- KIRSCHBAUM S. J., *Slovaques et Tchèques*, Lausanne 1987.
- KLAIĆ Vjekoslav, *Povijest Hrvata*, tomes I-V, Zagreb 1899-1920.
- KLEPAL Raoul, *Kratké poučení o cestě do Paříže*, Praha-Paris 1889.
- KOŘALKA Jiří, *Češi v Habsburské říši a v Evropě 1815–1914*, Praha 1996.
- KORUNIĆ Petar, *Jugoslavizam i federalizam u hrvatskom nacionalnom preporodu 1835-1875. Studija o politickoj teoriji i ideologiji*, Zagreb 1989.

- KOS Milko, *Zgodovina Slovencev od naselitve do petnajstega stoletja*, Ljubljana 1955.
- KOSÍK Karel, *Čeští radikální demokraté*, Praha 1953.
- KOVTUN Jiří, *Slovo má poslanec Masaryk*, Praha 1991.
- KRAJČOVIČ Milan, *Slovenská politika v strednej Európe 1890–1901. Spolupráca Slovákov, Rumunov a Srbov*, Bratislava 1971.
- KRALJAČIĆ Tomislav, *Kalajev režim u Bosni i Hercegovini (1882–1903)*, Sarajevo 1987.
- KRAMÁŘ Karel, *Paměti*, Praha 1937.
- KŘEN Jan, *Konfliktní společenství. Česi a Němci 1780–1914*, Praha 1990.
- KRESTIĆ Vasilije, *Hrvatsko-ugarska nagodba 1868. godine*, Beograd 1969
- KRESTIĆ Vasilije, *Istorija Srba u Hrvatskoj i Slavoniji 1848–1914*, Beograd 1991.
- KRESTIĆ Vasilije, *Srpsko-hrvatski odnosi i jugoslovenska ideja u drugoj polovini XIX. veka*, Beograd 1988.
- KRIZMAN Bogdan, *Hrvatska u prvom svjetskom ratu. Hrvatsko-srpski politicki odnosi*, Zagreb 1989.
- LARMEROUX Jean, *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, tomes I-II, Paris 1918.
- LAROCHE Louis-Pierre, *Le courant austrophile français pendant la Première Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise sous la direction de Georges-Henri Soutou, Paris IV, 1993.
- Le sokol tchécoslovaque*, Praha 1932.
- LENDEROVÁ Milena, *Čechy frankofilské: Alliance française v Čechách v létech 1886-1951 (příspěvek k dějinám česko-francouzských styků)*, Jihočeska univerzita v Českých Budejovicích, Pedagogická fakulta, Katedra historie, 1994, non publié
- LEON George B, *Greece and the Great Powers 1914–1917*, Thessaloniki 1974.
- LEVÉE Madeleine, *Les précurseurs de l'indépendance tchécoslovaque*, Paris 1936.
- LIBAL Wolfgang, *Mazedonien zwischen den Fronten. Junger Staat mit alten Konflikten*, Wien 1993.
- LOISEAU Charles, *L'équilibre adriatique: L'Italie et la question d'Orient*, Paris 1901.
- LOISEAU Charles, *Le Balkan slave et la crise autrichienne*, Paris 1898.
- LOVRENČIĆ, Rene, *Geneza politike "novog kursa"*, Zagreb 1972.
- MACARTNEY C. A., *The Habsburg Empire 1790-1918*, London 1969.

- MACKENZIE David, *Ilija Garašanin. Balkan Bismarck*, New York 1985.
- MACŮREK Josef, *Dějiny Maďarů a uherského státu*, Praha 1934.
- MAGENSCHAB H., *Der Krieg der Grossvaeter 1914-1918. Die vergessenen einer grossen Armee*, Wien 1993.
- MAGOCSI Paul R, *Historical Atlas of East Central Europe*, Seattle-London 1993.
- MALCOLM Noel, *Bosnia. A Short History*, London 1994.
- MALÝ Karel – SIVÁK Florian, *Dějiny státu a práva v českých zemích a na Slovensku do r. 1918*, Praha 1992.
- MAMATEY Victor S. – LUZA Radomir, *La République tchécoslovaque 1918-1948. Une expérience de démocratie*, Paris 1987.
- MANDIĆ Dominik, *Hrvati i Srbi dva stara različita naroda*, Zagreb 1990.
- MARÈS Antoine, *Histoire des Pays tchèques et slovaque*, Paris 1995.
- MARÈS Antoine, *Le séjour d'Edvard Beneš en France 1915–1919*, Paris, 1976, thèse dactylographiée, Paris 1
- MARTIN Henri, *La Russie et l'Europe*, Paris 1866.
- MARTIN Henri, *Pologne et Moscovie*, Paris 1863
- MASARYK Tomáš Garrigue, *Česká otázka*, Praha 1990.
- MASARYK Tomáš Garrigue, *La résurrection d'un État. Souvenirs et réflexions, 1914–1918*, Paris 1930.
- MASARYK Tomáš Garrigue, *Naše nynější krize*, Praha 1990.
- MASARYK Tomáš Garrigue, *Palackého idea národa českého*, Praha 1947
- MASARYK Tomáš Garrigue, *Problém malého národa*, Praha 1947
- MASARYK Tomáš Garrigue, *Světová revoluce. Za války a ve válce 1914-1918. Vzpomíná a uvažuje*, Praha 1925.
- MATUZ Josef, *Das Osmanische Reich. Grundlinien seiner Geschichte*, Darmstadt 1985.
- MAUKSCH Mary, *L'indépendance tchécoslovaque et la position de la France pendant la première guerre mondiale*, thèse de doctorat, Paris Sorbonne 1973.
- MAYEUR Jean-Marie, *Les débuts de la Troisième république 1871–1898*, Paris 1973.
- MICARD Jacques, *La presse parisienne, l'Autriche-Hongrie et les nationalités d'Europe centrale*. Paris Sorbonne 1972.
- MICHEL Bernard, *Banques et banquiers en Autriche*, Paris 1976.
- MICHEL Bernard, *La chute de l'empire austro-hongrois 1916–1918*, Paris 1993.

- MICHEL Bernard, *La mémoire de Prague. Liberté et conscience nationale dans l'histoire tchèque et slovaque*, Paris 1986.
- MICHEL Bernard, *Nations et nationalismes en Europe centrale XIX^e-XX^e siècle*, Paris 1995.
- MICHEL Bernard, *Smrt dvouhlabého orla. Rakousko-Uhersko 1916–1918*, Praha 1994.
- MICKIEWICZ Adam, *Correspondance (1820–1855)*, Paris 1924.
- MICKIEWICZ Adam, *Les Slaves, le cours professé au Collège de France et publié d'après les notes stenographiés*, tomes I-III, Paris-Leipzig 1843-1844.
- MICKIEWICZ Ladislav, *Adam Mickiewicz sa vie et son œuvre*, Paris 1888.
- MIKOLETZKY H. L., *Oesterreich - das entscheidende 19. Jahrhundert*, Wien 1972.
- MILUTINOVIĆ Kosta, *Štrosmajer i jugoslovensko pitanje*, Novi Sad 1976.
- MILZA Pierre – POIDEVIN Raymond (e.a.), *La puissance française à la belle époque*, Bruxelles-Paris 1992.
- MILZA Pierre, *Les relations internationales de 1871 à 1914*, Paris 1968.
- MITOSEK Zofia (ed.), *Mickiewicz v oczach Francuzow*, Warszawa 1999.
- NEČAS Ctibor, *Balkán a česká politika*, Brno 1972.
- NEČAS Ctibor, *Podnikání českých bank v cizině 1898-1918. Rozpínávanost českého bankovního kapitálu ve střední, jihovýchodní a východní Evropě v období rakousko-uherského imperialismu*, Brno 1993.
- NECK R., *Oesterreich im jahre 1918*, Wien 1968.
- NEJEDLÝ Zdeněk, *Ernest Denis*, Praha s.d.
- NERUDA Jan, *Pařížské obrázky*, Praha 1864.
- NOLDE Boris, *L'alliance franco-russe. Les origines du système diplomatique d'avant-guerre*, Paris 1936.
- Notices biographiques sur les membres des assemblées municipales parisiennes et des conseils généraux de la Seine de 1800 à nos jours*, Paris, s.d.
- NOVOTNÝ Václav, *Ernest Denis*, Praha 1923.
- OPAČIĆ Petar, *Srbija, Solunski front i ujedinjenje*, Beograd 1990.
- OPAT Jaroslav, *Filozof a politik T.G. Masaryk 1882-1893*, Praha 1990.
- ORY Pascal, *L'Expo universelle*, Bruxelles 1989.
- ORY Pascal, SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris 1986.
- PALACKÝ František, *Stručné dějiny Prahy*, Praha 1983.
- PALMER Alan, *Úpadek a pád osmanské říše*, Praha 1996.

- Paměti Sokola pařížského 1862–1912 Almanach de la Société Tcheco-slave de Paris*, Paris 1912.
- PANEV Branko (dir.), *80 godini od Ilindenskoto vostanie*, Skopje 1983.
- PAULOVÁ Milada, *Balkánské války 1912–1913 a český lid*, Praha 1963.
- PAULOVÁ Milada, *Dějiny Maffie Odboj Čechů a Jihoslovanů za světové války 1914-1918*, tome I, Praha 1937.
- PAULOVÁ Milada, *Jugoslovenski odbor. Povijest jugoslovenske emigracije za svjetskog rata od 1914–1918*, Zagreb 1925.
- PAVLICEVIĆ Dragutin, *Povijest Hrvatske*, Zagreb 1994.
- PERNES Jiří, *Spiklenci proti Jeho Veličenstvu*, Praha 1988.
- PEROCHE Gregory, *Histoire de la Croatie et des nations slaves du Sud (395-1992)*, Paris 1992.
- PETROVIĆ Nikola, *Svetozar Miletić (1826-1901)*, Beograd 1958.
- PETROVIĆ Rade, *Nacionalno pitanje u Dalmaciji u XIX stoljeću*, Sarajevo 1968.
- PETROVICH Michael B., *A History of modern Serbia 1804–1918*, tomes I-II, New York 1976.
- PFAFF Ivan, *Česká přináležnost k západu v létech 1815–1878*, Brno 1996.
- PFAFF Ivan, *Jan Neruda a české demokratické hnutí v létech sedmdesátých*, Praha 1963.
- PICHLÍK Karel, *Zahraniční odboj 1914–1918 bez legend*, Praha 1968.
- PISAREV Jurij A., *Obrazovanie jugoslavskogo gosudarstva*, Moskva 1975.
- PLETERSKI Janko, *Prvo opredeljenje Slovenaca za Jugoslaviju*, Beograd 1976.
- POIDEVIN Raymond – BARIETY Jacques, *Les relations franco-allemandes 1815–1975*, Paris 1975.
- POIDEVIN Raymond, *Finances et relations internationales 1887–1914*, Paris 1970.
- POLÁK Josef, *Česká literatura 19. století*, Praha 1990.
- Porážka Francie. Francouzsko-německá válka 1870–1871 od vzniku války až po kapitulaci u Sedanu*, Praha 1914.
- POUJOL Charles, *Comment se placer en Autriche-Hongrie Bohême*, Paris-Cahors 1908.
- PRAŽÁK Richard, *Dějiny Maďarska*, Brno 1993.
- Přehled československých dějin*, tome II: 1848–1918, Praha 1960.
- PRELOG Milan, *Pout' Slovanů do Moskvy roku 1867*, Praha 1931.
- PRIESTEROVA E., *Stručné dějiny Rakouska*, Praha 1954.
- PRIJATELJ Ivan, *Slovenska kulturno-politična in slovstvena zgodovina 1848-1895*, tomes I-V, Ljubljana 1955-1966.

- PROCHASSON Christophe, *Les années électriques 1880–1910*, Paris 1991.
- PRUNK Janko, *A Brief History of Slovenia. Historical Background on the Republic of Slovenia*, Ljubljana 1994.
- Půl století Narodních listů almanach 1860–1910, Praha 1911.
- RAMET Sabrina P., *Balkan Babel. Politics, Culture and Religion in Yugoslavia*, Boulder-San Francisco-Oxford 1992.
- REBERIOUX Madeleine, *La République radicale? 1898–1914*, Paris 1975.
- REDŽIĆ Enver, *Istorijski pogledi na vjerske i nacionalne odnose u Bosni i Hercegovini*, Sarajevo 1993.
- RÉGAMEY Jeanne et Frédéric, *Nos frères de Bohême. Le vieil Alsacien chez les Tchèques* (préface de Čenkov), Paris 1908.
- Règlements du Cercle français de la Beseda Mešt'anska de Prague fondé le 25 janvier 1906.*
- REICHMANN Jan, *Dr. Eduard Beneš. Ministr zahraničních záležitostí republiky Československé. Jeho život a dílo*, Praha 1919.
- Relation officielle de la réception de la délégation du Conseil municipal de Paris aux fêtes fédérales de Prague les 29 et 30 juin 1901*, Municipalité de Paris, Paris 1903.
- Relation officielle du voyage et des réceptions du bureau du Conseil municipal de Paris à Prague (28 juin-2 juillet 1912)*, Paris 1913.
- Relation officielle du voyage et des réceptions du bureau du Conseil municipal de Paris à Prague en septembre 1908*, Paris 1909.
- RENOUVIN Pierre – DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris 1991.
- ŘEZNÍČEK Václav, *JUDR. Jan Podlipný. Jeho život a působení*, Praha 1924.
- REZNIKOW Stéphane, *Francophilie et identité tchèque (1848–1914)*, Paris 2002.
- REZNIKOW Stéphane, *Paris-Prague (1897–1914). Autour du centenaire du consulat de France à Prague, catalogue de l'exposition Paris-Praha 1897-1918 (Obecni dům, 28/10-28/11 1997)*, Institut Français de Prague, Prague 1997.
- REZNIKOW Stéphane, *Une histoire de l'Institut français de Prague. Ière partie: naissance d'une passion (1863–1918)*, Institut Français de Prague, Prague 1992.
- RICHARD Françoise, *La vision des Tchèques et des Slovaques en France au XIX^e siècle: sources*, DEA de l'INALCO sous la direction d'Antoine Marès et de Catherine Durandin, 1991-1992, non publié.

- RIEGER František Ladislav, *Les Slaves d'Autriche et les Magyars: études ethnographiques et littéraires sur les Polono-Galliciens, Ruthènes, Tchèques ou Bohèmes (...)*, Paris 1861.
- RIMLER Jules, *De la nécessité de l'alliance franco-russo-austro-hongroise, pour parler diplomatiques secrets entre M. Delcassé et des patriotes hongrois (1899-1901)*, Paris 1901.
- RIOUX Jean-Pierre, *Nationalisme et conservatisme. La ligue de la Patrie Française 1899-1904*, Paris 1977.
- ROBERT Cyprien, *Le Monde Slave, son passé, son état présent et son avenir*, Paris 1852.
- ROBERT Cyprien, *Les Slaves de Turquie, Serbes, Monténégrins, Bosniaques, Albanais et Bulgares. Leurs ressources, leurs tendances*, Paris 1844.
- ROKSANDIĆ Drago, *Srbi u Hrvatskoj od 15. stoljeća do naših dana*, Zagreb 1991.
- ROTH François, *La guerre de 1870*, Paris 1990.
- SAK Robert, *Rieger. Příběh Čecha devatenáctého věku*, Semily 1993.
- SAMARDŽIĆ R., *Istorija srpskog naroda. U šest knjiga*, Beograd 1981.
- SAUERWEIN Jules, *Trente à la Une*, Paris 1962.
- SCHEINER Josef E., *Výprava sokolstva do Francie*, Praha 1889.
- SCHEUCH M., *Historischer Atlas Oesterreich*, Wien 1994.
- SCHMITT B. E., *The Annexation of Bosnia 1908–1909*, Cambridge 1937.
- SCHODL Günter, *Kroatische Nationalpolitik und jugoslovenstvo*, München 1990.
- ŠEDIVÝ Ivan, *Češi, české země a Velká válka 1914–1918*, Praha 2001.
- SEIBT Ferdinand, *Frankreich und die böhmischen Länder im 19. und 20. Jahrhundert*, München 1990.
- SEIFERT Augustin, *Dr Jan Podlipný*, Praha 1924.
- ŠESTÁK Miroslav, *Revoluční spolupráce E. Kvaternika s J. V. Fričem v letech 1863–1864*, Praha 1965.
- SETON-WATSON Robert. William, *La Bohême et le pangermanisme*, Praha 1919.
- SETON-WATSON, Robert William, *The Southern Slav Question and the Habsburg Monarchy*, London 1911.
- SEYDOUX Marianne – BIESIEKERSKI Mieczyslaw, *Répertoire des thèses concernant les études slaves, l'URSS et les pays de l'Est européen et soutenues en France de 1824 à 1969*, Institut d'Études Slaves, Paris 1970.
- SHAW S. J., *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, tomes I-II, Cambridge 1976-1977.

- ŠIDAK Jaroslav – GROSS Mirjana – KARAMAN Igor – SEPIĆ Dragovan, *Povijest hrvatskog na roda g. 1860–1914*, Zagreb 1968.
- ŠIDAK Jaroslav, *Studije iz hrvatske povijesti XIX. stoljeća*, Zagreb 1973.
- ŠIDAK Jaroslav, *Studije iz hrvatske povijesti za revolucije 1848–49*, Zagreb 1979.
- SINGLETON Fred, *A Short History of the Yugoslav Peoples*, Cambridge 1985.
- SÍS Vladimír, *Dr Karel Kramář, Život - dílo - práce vůdce národa*, Praha 1936.
- ŠIŠIĆ Ferdo, *Pregled povijesti hrvatskoga naroda*, Zagreb 1962.
- SKED Alan, *Úpadek a pád habsburské říše*, Praha 1995.
- SKŘIVAN Aleš, *Císařská politika. Rakousko-Uhersko v evropské politice v letech 1906-1914*, Praha 1996.
- SLÁDEK Zdeněk, *Malá dohoda 1919-1938*, Praha 2000.
- SLAVÍČEK Karel, *Tajná politická společnost Český repeal v roce 1848*, Praha 1947.
- ŠOLLE Zdeněk, *Století české politiky. Počátky moderní české politiky od Palackého a Havlíčka až po realisty Kaizla, Kramáře a Masaryka*, Praha 1998.
- SOUKENKA Jan, *Karel Kramář 1914–1918*, Praha 1930.
- ŠPIČÁK Josef, *Karolina Světlá*, Praha 1966.
- ŠPIRITOVÁ Alexandra, *Slovník představitelů státní správy v Čechách v letech 1850–1918*, Praha 1993.
- STANČIĆ Niksa, *Hrvatska nacionalna ideologija preporodnog pokreta u Dalmaciji*, Zagreb 1980.
- STANOJEVIĆ Stanoje, *Dějiny národa srbského*, Praha 1920.
- Statuts de l'association "l'Alliance française" de Hradec Králové*, Hradec Králové 1901.
- STAVRIANOS L. S., *Balkans since 1453*, New York-Chicago-San Francisco-Toronto-London 1966.
- STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme 1885–1914*, Paris 1978.
- STLOUKAL Karel, *Františka Palackého rodinné listy dceři Marii a zeti F.L.Riegrovi*, Praha 1930.
- STOJANČEVIĆ Vladimir (dir.), *Ilija Garašanin (1812–1874). Medjunarodni naučni skup*, Beograd 1991.
- STOURZH G., *Die Gleichberechtigung der Nationalitäten in der Verfassung und Verwaltung Oesterreichs 1848 bis 1918*, Wien 1985.
- STURNBERGER H., *Land ob der Enns und Osterreich*, Linz 1979

- SUDOLSKI Zbigniew, *Mickiewicz. Opowiesc biograficzna*, Warszawa 1995.
- SYCHRAVA Lev – WERSTADT Jaroslav, *Československý odboj*, Praha 1923.
- TAPIÉ Victor-L., *Monarchies et peuples du Danube*, Paris 1969.
- TERZIĆ Slavenko (dir.), *Evropa i Srbi. Medjunarodni naučni skup*, Beograd 1996.
- TERZIĆ Slavenko (dir.), *Srbija 1918. godine i stvaranje jugoslovenske države. Naučni skup*, Beograd 1989.
- TOBOLKA Zdeněk Viktor, *Česká politika za světové války*, Praha 1923.
- TYRŠOVÁ Renata, *Miroslav Tyrš*, Praha 1932.
- URBAN Otto, *Česká společnost 1848–1914*, Praha 1982.
- URBAN Otto, *Vzpomínka na Hradec Králové*, Praha 1986.
- VAJDA S., *Felix Austria. Eine Geschichte Oesterreichs*, Wien 1980.
- VALENTIĆ Mirko, *Vojna Krajina i pitanje njezina sjedinjenja s Hrvatskom 1849–1881*, Zagreb 1981.
- VANČURA Jindřich, *Arnošt Denis*, Praha 1923.
- VERGE Arsène, *Avec les Tchecoslovaques*, Paris 1926.
- VESELÝ Antonín Pravoslav, *Omladina a pokrokové hnutí*, Praha 1902.
- VLČEK Ivo, *La France et les Pays tchèques de 1871 à 1914. Étude sur la diplomatie, l'opinion publique, les doctrines politiques et leur interdépendance*, thèse de doctorat, Université de Strasbourg, Faculté des lettres et sciences humaines, 1970, non publié.
- VOCELKA K., *Geschichte Oesterreichs*, Graz - Wien - Köln 2000.
- VOJTĚCH Tomáš, *Mladoceši a boj o politickou moc v Čechách*, Praha 1980.
- WEBER Eugen, *Fin de siècle*, Paris 1986.
- WEIL Georges, *Le pangermanisme en Autriche*, Paris 1904.
- WEISS Louise, *Mémoires d'une Européenne*, Paris 1968.
- WEISSENSTEINER E., *Schicksaltage Oesterreichs. Wendepunkte, Krisen, Entwicklungen*, Wien 1989.
- WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris 1997, 1999
- WOLFRAM H. – POHL W. (ed.), *Probleme der Geschichte Oesterreichs und ihrer Darstellung*, Wien 1991.
- WOLFRAM H. (ed.), *Oesterreichische Geschichte*, tomes I-X, Wien 1994-2000.
- WOLFRAM H., *Die Geburt Mitteleuropas*, Wien 1987.
- WOLLMAN Frank, *Slovanství v jazykově literárním obrození u Slovanů*, Praha 1958.
- ŽÁČEK Václav, *Slovanský sjezd v Praze r. 1848*, Praha 1958.

- ŽÁČEK Václav (dir.), *Češi a Jihoslované v minulosti. Od nejstarších dob do roku 1918*, Praha 1975.
- ŽÁČEK Václav Žáček – STARČEVIČ Veselin (eds.), *Dějiny Jugoslávie*, Praha 1970.
- ŽÁČEK Václav, *Češi a Poláci v minulosti*, Praha 1967.
- ŽÁČEK Václav, *František A. Zach*, Praha 1977.
- ŽÁČEK Václav, *Josef Barák*, Praha 1983.
- ŽÁČEK Václav, *Josef Václav Frič*, Praha 1979.
- ŽÁČEK Václav, *Ohlas polského povstání roku 1863 v Čechách*, Praha 1935.
- ZOLLNER E., *Geschichte Oesterreichs. Von den Anfaengen bis zur Gegenwart*, Wien 1996.

REVUES

- Correspondance slave (1871-1872)
- Études tchèques et slovaques (1981-1993)
- La Gazette de Prague (Prague, 1920-1926)
- La Nation tchèque (Paris, 1915-1919)
- La Revue française de Prague (Prague, 1922-1938)
- Le Monde slave (Paris, 1924-1939)
- L'Europe centrale (Prague, 1926-1938)
- Naše revoluce (Prague, 1923-1926)
- Revue des études danubiennes (1985-1995)
- Revue des Études slaves (Paris, 1921-1997)
- Revue d'Europe centrale (1993-1999)

ARTICLES

- BAUMAL Francis, M. Hanus Jelínek et les lettres françaises, *La Revue française de Prague*, 1929, p. 113-118.
- BEAUPRÊTRE Gérard (dir), L'Europe centrale. Réalité, mythe, enjeu, XVIII-XX siècles, *Les cahiers de Varsovie*, n. 22, 1991.
- BENEŠ Edvard, Ernest Denis et la Tchécoslovaquie, *L'Europe centrale*, 3 novembre 1928, p. 117.
- BENEŠ Edvard, Soudobá Francie. Sociologická studie, *Novina*, II, 1911, p. 13-20.
- BÉRENGER Jean, Les relations franco-autrichiennes de 1871 à 1914, In. *Les relations franco-autrichiennes de 1871 au traité d'État de 1955*, Poitiers, Université de Poitiers, 1985, p. 4-19.

- BLAENSDORF A., Oesterreich und die Nation der Deutschen im 19. und 20. Jahrhundert, In. *Historische Mitteilungen*, IV, 1991, n. 2, p. 180-199.
- BLED Jean-Paul, Une occasion manquée: le projet d'alliance franco-autrichienne 1867–1870, *Études danubiennes*, VI, n. 2, 1990.
- BRADLEY John Francis, Czech nationalism in the light of French diplomatic reports 1867-1914, *Slavonic and East European review*, XLII, n. 98, décembre 1963, p. 38-53.
- BREUILLARD J. – KERUHEL P., L'identification des emprunts français dans le russe au début du XIX siècle, *Revue des Etudes Slaves*, LII, 1979.
- CHARUE Jean, Les slavistes français et l'Autriche-Hongrie de 1867 à 1918, *Études danubiennes*, I, 1991, p. 127-137.
- DUCREUX Marie-Elizabeth, Entre catholicisme et protestantisme: l'identité tchèque, *Le Débat*, n. 59, mars-avril 1990, p. 106-125.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, Opinion, attitude, mentalité, mythe, idéologie: essai de clarification, *Relations internationales*, 1974, n. 2, p. 3-23.
- ENGLOVÁ Jana, Postoj buržoasie v Čechách k Pařížské komuně, *Sborník Historický*, XXVI, 1979, p. 119-171.
- FERENČUHOVÁ Bohumila, Les slavissants français et le mouvement tchécoslovaque à l'étranger, Guerre mondiale et conflits contemporains, Français, Tchèques et Slovaques, *Revue d'histoire*, n. 169, 1993, p. 27-36.
- FERENČUHOVÁ Bohumila, Francúzsi slavisti a česko-slovenský odboj v priebehu prvej svetovej vojny. *Slovanské štúdie*, 1992, n. 1, p.48-71.
- FRYČER Jaroslav, Hanuš Jelínek, traducteur de la littérature française, In. *Sborník prací filozofické fakulty brněnské univerzity (Études romanes de Brno)*, n. 4, 1982.
- HANZÍK Josef, Česká propagace v cizině, *Osvěta*, n. 5, 1912, p. 321-324.
- HEIDLER, Rieger a Gambetta, *Lumír*, XLVIII, 1921, p. 60-64.
- HENRY Pierre, La France et les nationalités en 1848 d'après les correspondances diplomatiques, *Revue historique*, 1940, p. 48-77, 234-258.
- HORSKÁ Pavla, Podíl české politiky z přelomu 19. a 20. století na vztazích rakousko- francouzských, *Československý časopis historický*, n. 17, 1969, p. 760-772.
- HORSKÁ Pavla – KOŘALKA Jiří – POLIŠENSKÝ Josef, Zahraniční konzuláty v Čechách do roku 1918 (Příspěvek k výzkumu bohemik

v zahraničních archivech), *Sborník archivních prací*, n. 37, 1987, p. 375-474.

HORSKÁ Pavla, Češi a Němci 19. století v *Revue des Deux-mondes*, *Český časopis historický*, n. 1, 1997, p. 37-54.

HORSKÁ Pavla, Česká otázka v Rakousku-Uhersku 1897–1914 ve světle zpráv francouzských zastupitelských úřadů, *Československý časopis historický*, n. 15, 1967, p. 449-460.

HORSKÁ Pavla, Pokusy o investice francouzského kapitálu v Českých zemích v osmdesátých letech 19. století, *Československý časopis historický*, n. 29, 1981, p. 205-227.

HORSKÁ Pavla, Praha – 1900 – Paříž, *Slovo k historii*, n. 36, 1992.

HORSKÁ Pavla, Praha – Paříž. K zahraničně-politické orientaci pražské městské rady na přelomu 19. a 20. století, *Pražský sborník historický*, n. 20, 1987, p. 97-137.

JELÍNEK Hanuš, Les Tchèques et la France dans le passé, *Europe centrale*, 21 avril 1934, p. 255-257.

JULIEN Robert, L'image de l'Autriche et le Quai d'Orsay, *Austriaca*, juin 1986, p. 86-92.

KASPI André, La France au ban des nations, *L'Histoire*, n. 173, janvier 1994, p. 96-101.

KAZBUNDA Karel, Deux memoranda de Rieger, *Le Monde slave*, juillet et septembre 1925.

KAZBUNDA Karel, Návštěva prince Jeroma Napoléona v Praze 1868, *Zahraněční politika*, 1925, p. 15-36.

KAZBUNDA Karel, Pobyt dra. Fr. Lad. Riegra v cizině r. 1849–1850, *Zahraněční politika*, 1929, p. 749-762, 913-934 et 1016-1036.

KLACZKO Julian, Le congrès de Moscou et la propagande panslaviste, *Revue des Deux Mondes*, septembre 1867, p. 172-190.

KLIMEK Antonín, Jak se dělal mír roku 1919. Československo na konferenci ve Versailles, *Slovo k historii*, n. 19, 1989.

KLIMEK Antonín, Zrození státníka, Edvard Beneš 28. 5. 1884 – 24. 9. 1919, *Slovo k historii*, n. 38, 1992.

KRAMÁŘ Karel, L'Autriche et son avenir, *Revue de Paris*, 1^{er} février 1899.

KŘÍŽEK Jurij, Česká buržoasní politika a česká otázka v letech 1900–1914, *Československý časopis historický*, 1958, p. 621-661.

KUŠNĚRIKOVÁ (Ferneckuhová) Bohumila, Revue des deux Mondes o Čechoch, Slovákoch a národnostnom probléme v habsburskej monarchii pred rokom 1871, *Slovanské študie*, XVII, 1976, p. 269-296.

LANNES Ferdinand, Neruda et la France, *Le Monde slave*, février 1930, p. 285-301.

- LENDEROVÁ Milena, Francouzský konzul v Českém ráji (přátelství P. Claudela, Z. Braunerové a M. Martena), *Sborník Z českého ráje a podkrkonoší*, VIII, 1995, p. 81-96.
- LENDEROVÁ Milena, Působení frankofilních spolků Alliance française v Jičíně a v Turnově, *Sborník Z českého ráje a podkrkonoší*, V, 1992, p. 175-180.
- LOISEAU Charles, La politique de Strossmayer, *Le Monde Slave*, IV mars 1927, p. 379-405.
- LUKASEWSKI Jerzy, L' historiographie de l' Autriche-Hongrie terrain de controverse "européenne", *Revue Historique du Monde Comtemporaine*, juillet-septembre 1968, p. 496 et suivantes.
- MARÈS Antoine, De la connaissance et de l'intérêt pour les Pays tchèques en France du XIX au XX siècle (aspects choisis), *Études tchèques et slovaques*, 1980, n. 1, p. 11-29
- MARÈS Antoine, Des Pays tchèques à la Tchécoslovaquie, *Historiens et Géographes*, 1990, n. 329, p. 173-200.
- MARÈS Antoine, Les Tableaux parisiens et le séjour de Jan Neruda en France en 1863, *Études tchèques et slovaques*, V, 1985, p. 69-100.
- MARÈS Antoine, L'histoire tchèque, enjeux de pouvoir, *Relations Internationales*, n. 67, automne 1991, p. 265-272.
- MARÈS Antoine, Périodisation de l'histoire et identité nationale chez les Tchèques, *Revue des Études slaves*, LXVI, 1994, n. 1, p. 191-199.
- MARÈS Antoine, Ruptures et continuités de la mémoire tchèque, *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1992, p. 71-80.
- MARÈS Antoine, Tchèques et Slovaques à Paris: d'une résistance à l'autre, In. KASPI André – MARÈS Antoine, *Le Paris des Étrangers depuis un siècle*, Paris, imprimerie nationale, 1989, p. 73-90.
- MICHEL Bernard, Bilan du nationalisme tchèque en 1914, *Études danubiennes*, 1^{er} semestre 1996, p. 17-28.
- MICHEL Bernard, L'Âge d'or de l'Autriche-Hongrie, *l'Histoire*, n. 107, 1988.
- MICHEL Bernard, Le sabotage des emprunts de guerre autrichiens par les banques tchèques (1914-1916), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1968, p. 312-339.
- MICHEL Bernard, Le rôle d'Ernest Denis et du journal La Nation Tchèque dans la naissance de la Tchécoslovaquie. In. *Les Relations entre Français, Tchèques et Slovaques, 1914-1918, Guerres mondiales et conflits contemporains*, n. 169, janvier 1993, p. 121-131.
- OPOČENSKÝ Jan, La protestation des députés de la diète de Bohême contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, *Le monde slave*, novembre 1930

- OPOČENSKÝ Jan, L'Autriche Slave et Roumaine, *Le Monde Slave*, 1932, I, p. 321-347, II, p. 31-66.
- PASQUIER Jean, In memoriam Ladislav Pinkas, *Revue Française de Prague*, 1936, p. 42-47.
- PEŠKA Vladimír, Bibliographie des œuvres littéraires tchèques et slovaques traduites en français, *Revue des Études Slaves*, LIII, n. 2, 1981, p. 321-358.
- PEŠKA Vladimír, La France dans la formation intellectuelle de Masaryk In. PEŠKA Vladimír – MARÈS Antoine, Thomas Garrigue Masaryk. Européen et Humaniste, Paris, *Études et documentation Internationales - Institut d'Études Slaves*, 1991, p. 215-231.
- PIETRI Nicole, La politique extérieure de la Monarchie et le problème des nationalités, *Études danubiennes*, 1^{er} semestre 1996, p. 181-196.
- PINKAS Ladislav, La question tchèque, *Annales des sciences politiques*, 1, 1894.
- POKLUDA Zdeněk, Pokus francouzského kapitálu o proniknutí do Čech v létech 1908-1910. Francouzské dodávky trub pro město Prahu, *Pražský sborník historický*, 17, 1984.
- POLIŠENSKÝ Josef, Le problème tchèque et la France, Prague, *Acta Universitatis Carolinae Philologica et Historica*, n. 3, 1966.
- POZZI Jean, Les Français à Prague, *Revue Française de Prague*, 30 septembre 1922, p. 145-154.
- PURŠ Jaroslav, Tábory v českých zemích v létech 1868–1871, *Český časopis historický*, 1958, p. 235-266, 446-470 et 661-690.
- RESZLER André – BROWNING Alison, Identité culturelle et relations internationales, *Relations internationales*, n. 24, hiver 1980, p. 398 et suivantes
- RIEGER Fr. Lad, Z vlastních pamětí Fr. Lad. Riegra, *Osvěta*, 1906, p. 12-20, 110-119.
- ŠESTÁK Miroslav, Českoslovanství a jihoslovanství do roku 1918. Ideje-problémy-souvislosti, *Slovanské historické studie*, n. 21, Praha 1995
- ŠESTÁK Miroslav, K úloze slovanství v národní ideologii a politice Chorvatů, Srbů a Slovinců v 19. století, *Slovanské historické studie*, n. 13, Praha 1981
- SHERRER Marie, Quelques sources des Tableaux parisiens de Neruda, *Revue des Etudes Slaves*, 1936, p. 236-242.
- ŠIBRAVA V., Pokus o znovuotevření problematiky L'Autriche slave et roumaine, *Paginae historiae*, 4, 1996, p. 206-216.
- SIEGFRIED André, Quelques mots sur les Tchèques et la Bohême d'aujourd'hui, *Signal*, 31 mai, 2, 8 et 16 juin 1898.

- SILBERSTEIN Léopold, Les Tchécoslovaques et les révolutions européennes de 1848 à nos jours, *Le Monde Slave*, 1934, n. 2.
- TILLE Václav, T. G. Masaryk et la littérature française, *Revue Française de Prague*, 1937, p. 31-51.
- TOBOLKA Zdeněk V., Z korespondence Soběslava Pinkase, *Nová česká revue*, 1904, p. 693-708, 731-742 et 845-856.
- URBAN Otto, Rakousko-pruský dualismus a německá otázka, *Společenské vědy ve škole* 1982-1983, p. 290-294.
- URBAN Otto, Rakouský politický systém v 19. století, *Společenské vědy ve škole*, n. 46, 1989-1990, p. 244-250.
- VAREJKA Pascal, Les artistes tchèques en France à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, *Études tchèques et slovaques*, n. 4, 1983-1984, p. 7-34.
- WERSTADT Jaroslav, Ernest Denis, historien des Tchèques, *Le Monde Slave*, novembre 1928, p. 161-203 (numéro consacré à Denis).
- ŽÁČEK Václav, Les Tchèques et la France en 1870, *Europe centrale*, 18 janvier 1936.
- REZNIKOW Stéphane, L'Alliance française de Prague 1886-1914, In. *Une histoire de l'Institut français de Prague, Prague Les cahiers de la Stepanska*, 1993.